

Afrique du Sud : une rencontre historique

Est-ce bientôt la fin des épreuves pour Nelson Mandela, qui a déjà passé plus d'un quart de siècle derrière des barreaux ? La « visite de courtoisie » qu'il a faite, le 5 juillet, au président Pieter Botha, et qui n'a été révélée que trois jours plus tard par le ministre de la Justice, donne à penser que ses jours en prison, celle-ci fut-elle « dorée » - mais avec piscine depuis décembre dernier - sont maintenant comptés. L'histoire ne dit pas qui, du geôlier ou du détenu, a eu l'initiative de cette rencontre sans précédent.

Il y a des mois que les autorités de Pretoria, soumise à de constantes pressions de la communauté internationale - de Margaret Thatcher à Jean-Paul II - s'emploient à régler le cas Mandela. Encore veulent-elles y réussir sans se dégrader ni perdre la face. Aussi ont-elles invité le chef historique de l'ANC à leur faciliter la tâche en faisant preuve d'esprit de conciliation. Mais il s'est toujours montré intraitable : pas question de renoncer à la violence en échange de sa libération.

Le gouvernement sud-africain cherché, pour tourner la difficulté, à obtenir de Nelson Mandela qu'il se prononce au moins en faveur d'une solution pacifique. A-t-il eu finalement gain de cause ? Le ministre de la Justice a indiqué que M. Botha et son interlocuteur, même si, paraît-il, ils n'ont pas parlé politique, ont néanmoins confirmé « leur soutien à un développement pacifique de la situation ».

Certes, l'ANC maintient encore son mot d'ordre de lutte armée pour arriver à ses fins. Mais, sans l'avouer, ses dirigeants savent que cette voie-là ne suffit plus. Le Parti communiste sud-africain, qui est une des composantes - et pas la moindre - du mouvement nationaliste, commence à exprimer des vœux favorables à une solution négociée. Quant à l'Union soviétique, elle ne cache plus que la discussion est de loin préférable à l'affrontement.

Du côté du pouvoir en place, singulièrement du Parti national et de son chef, M. Frederik De Klerk, le futur président, l'attention se porte aujourd'hui sur la préparation des élections législatives, qui doivent avoir lieu début septembre. Or une libération trop précipitée de Nelson Mandela risquerait de donner des armes au Parti conservateur. Celui-ci ne manquera pas d'exploiter pendant la campagne la faiblesse d'un gouvernement qu'il accuse d'avoir déjà « lâché » Jonas Savimbi, le chef des rebelles angolais, et accepté de voir s'installer en Namibie un régime « marxiste ».

M. Pieter Botha, dont le carrière politique touche à sa fin, est d'autant moins sensible à ces arguments qu'il a été mis sur la touche sans grand ménagement. En recevant chez lui le chef historique de l'ANC, peut-être a-t-il voulu mettre dans l'embarras le Parti national, dont son état de santé lui a fait perdre la présidence. Il n'avait rien à perdre en se donnant le beau rôle. Inversement, il lui déplaçait probablement de laisser à son successeur le bénéfice d'une mesure de clémence.

Mandela libéré, la voie serait ouverte au dialogue entre partisans et adversaires de l'apartheid. A plusieurs reprises, ces derniers temps, M. De Klerk a annoncé « la fin de la domination blanche » en Afrique du Sud. Ses propos ont paru naïfs et courageux. Mais ni lui ni les siens n'ont encore admis la domination noire, à quel conduirait nécessairement l'adoption du principe « un homme, une voix ».

(Lire nos informations page 3.)

Accueilli avec enthousiasme à Varsovie M. Bush veut aider une Europe « réconciliée, entière et libre »

Après avoir été accueilli par des dizaines de milliers de Polonais enthousiastes, à son arrivée à Varsovie, dimanche soir, le président Bush devait, lundi 10 juillet, réunir, au cours d'un déjeuner, des représentants du pouvoir et de Solidarité. Il devait ensuite prononcer un discours devant le Parlement issu des dernières élections. M. Bush entend souligner, à Varsovie puis à Budapest, son idée d'une Europe « réconciliée, entière et libre », avec l'aide économique de l'Ouest.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Six semaines à peine après un premier séjour en Europe, le président américain se retrouve sur le Vieux Continent, mais à l'Est cette fois, et avec une idée en tête : encourager, de la voix, mais surtout du geste, les réformes politiques et économiques qui rendront possible la « réconciliation européenne ». Il l'a dit dimanche soir, dès son arrivée à Varsovie, « au cœur de l'Europe » : « Les Américains ont le ferme désir que l'Europe soit entière et libre. » Il a été accueilli à l'aéroport par un général Jaruzelski certes malade, mais fort aimable, qui semblait avoir oublié le riche répertoire de reproches dont il accusait naguère l'Amérique dans chacun de ses discours.

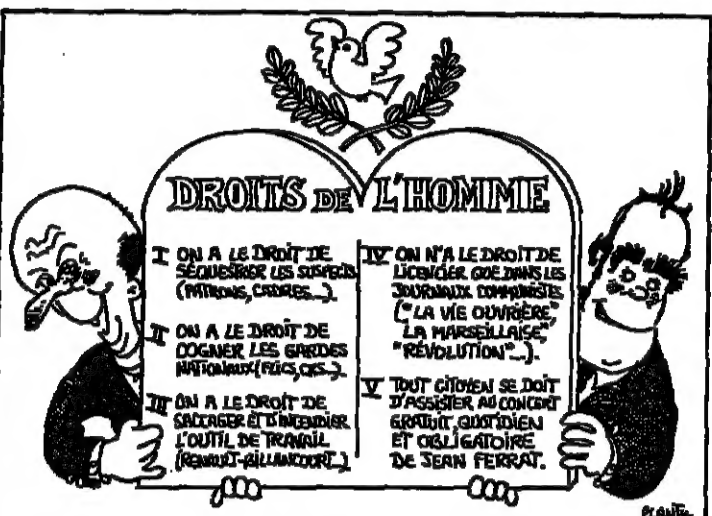
Avant même son départ, M. Bush avait défini l'esprit dans lequel il envisageait sa visite à Varsovie, Gdansk et Budapest. Il ne vient pas prêcher, mais encourager, et d'abord « rendre hommage » aux deux pays, qui se sont engagés dans « des développements imaginables il y a encore un an ». C'est pourquoi le président américain a choisi de venir en Pologne, en Hongrie et mille part ailleurs à l'Est. L'URSS, elle aussi, est en grand chambardement, mais il semble infiniment moins pressé de s'y rendre.

Ce président conservateur arrive dans un monde qui bouge et il veut favoriser ce mouvement mais avec tact, pousser à la roue mais pas trop fort. Il a pris grand soin de souligner qu'il ne voulait à aucun prix paraître dicter leur conduite à la Pologne et à la Hongrie - mais il ne se privera pas non plus de faire savoir de quel côté son cœur balance. Il avait d'ailleurs déjà fait de manière spectaculaire lors de sa visite de septembre 1987 en tant que vice-président.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 6.)

Le conflit de Renault et l'arrêt du Conseil constitutionnel La CGT demande à l'Elysée de régler l'affaire des « dix »

La CGT s'efforce de donner une ampleur nouvelle à la manifestation, appuyée par le PCF, qu'elle organise mercredi 12 juillet à Paris. Elle appelle à la mobilisation contre le refus, par le Conseil constitutionnel, de l'amnistie pour les dix militants licenciés par Renault en 1986, pour la plupart membres du PCF. Ils sont cependant entrés lundi 10 juillet à Billancourt. La CGT en appelle à M. Mitterrand pour que le gouvernement impose leur réintégration. (Lire nos informations page 38.)



BICENTENAIRE

- « Vivement les jacobins », par Régis Debray, page 11.
- La manifestation et le concert de la Bastille, page 12.
- Parade américaine à l'Hôtel de Ville, page 13.

Des primes pour les universitaires

Quatre mois après la signature de l'accord sur la revalorisation des carrières des universitaires, le ministère de l'éducation met les bouchées doubles pour que les premières améliorations soient effectives avant la fin de l'année. Il vient de brouiller un ensemble de textes d'application qui traduisent concrètement les décisions adoptées en mars dernier : déroulement accéléré des carrières, intégration facilitée pour plusieurs catégories d'enseignants (assistants, agrégés du secondaire, attachés d'enseignement et de recherche, etc.) ou encore création d'une agrégation interne en droit et sciences économiques.

Mais surtout, dans une « note » qui devrait être diffusée rapidement à tous les enseignants du supérieur, le ministère précise l'organisation du système de primes dont vont désormais pouvoir bénéficier les universitaires : à une prime uniforme de 6 000 francs par an pour tous, s'ajoute une palette de primes différenciées qui se situent dans une fourchette de 6 000 à 48 000 francs par an. Ces « indemnités contractuelles » sont destinées à mieux rémunérer les universitaires qui se consacrent de façon plus intensive à la pédagogie, à la recherche ou aux tâches administratives. A terme, la moitié d'entre eux devraient en bénéficier : une petite révolution dans le monde universitaire.

(Lire page 10 l'article de GÉRARD COURTOIS.)

Un entretien avec deux dissidents chinois « Deng Xiaoping est pire que Mao ou Pinochet »

Les deux dissidents chinois Yan Jiaqi et Wu'er Kaixi, qui ont fui Pékin pour échapper à la répression, viennent de rompre le silence. Après avoir rendu publique la semaine dernière une déclaration commune (« le Monde » du 5 et du 9-10 juillet), ils ont accepté de donner au « Monde » leur première interview.

Encore marqués par la brutalité de la répression et par la clandestinité, ils nous ont reçu au milieu d'un groupe de leurs amis, membres de l'Association des intellectuels de Pékin et de l'Association autonome des étudiants de Pékin. Leur principal souci est de témoigner sur les massacres et sur les objectifs du mouvement démocratique, dont les membres restés en Chine sont soit en fuite, soit sous les verrous, ou bien ont été tués. Même s'ils sont fort sévères contre le régime, et en particulier contre M. Deng Xiaoping depuis que ce dernier a lancé ses chars contre la population dans la nuit du 4 juin, leur programme est modéré.

M. Yan, universitaire, auteur d'un livre controversé sur la révolution culturelle, ancien conseiller de M. Zhao Ziyang, secrétaire général déchu du PCC, a quarante-sept ans. Parlant avec un fort accent du centre de la Chine, vêtu d'une chemise blanche froissée, il compare la répression actuelle à la révolution culturelle : « Le massacre du 4 juin a été dix, vingt, cent fois plus cruel que la révolution culturelle. A l'époque de Mao Zedong, on réprimait les gens à coups de matraque alors que, aujourd'hui, on utilise les chars et les fusils pour mitrailler la foule. »

La cruauté de Deng Xiaoping dépasse largement celle de Mao et de Tchang Kai-shek. Comme Suharto et Pinochet, ils (les dirigeants de Pékin) vont poursuivre leur politique de terreur dans tout le pays. Mais ils ne se sont même pas engagés comme eux dans un processus de libéralisation. (...) Il n'y a plus aucune liberté. C'est une terreur pire que la révolution culturelle : à cette époque, il y avait des gens qui n'étaient pas touchés alors que, maintenant, tout le monde l'est.

PATRICE DE BEER.
(Lire la suite page 7.)

La préparation du budget 1990 La progression des dépenses pourrait atteindre 5,5 %

PAGE 42

Khartoum face à la rébellion du Sud Le nouveau régime adopte une position ambiguë

PAGE 3

La télévision soviétique et la glasnost Un entretien avec M. Sagalaev, directeur de l'information

PAGE 15

Le Monde ECONOMIE

■ Un autre sommet économique à Paris. ■ Paccoté au Burkina : Misère en Haïti. ■ L'aide française au développement. ■ La chronique de Paul Faiza. ■ Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

PAGES 21 à 24

Le sommaire complet se trouve page 42

Je me suis beaucoup déplacée. Ma longue vie, telle la Gaule de Jules César (...), est divisée en trois parties. J'ai passé un peu plus de vingt ans dans un pays qui, en ce temps-là, s'appelait « la Russie », environ vingt-cinq ans dans un autre qui continue de s'appeler « la France », et, pour finir, une quarantaine d'années dans un troisième : « les Etats-Unis ».

NINA BERBEROVA
C'est moi qui souligne

AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE
DÉCOUVERTE AVEC
50 ANNÉES DE RETARD

ACTES
JUILLET 1989

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat I. - Le vague à l'âme des parlementaires

L'Assemblée nationale, qui fête - aussi ! - son bicentenaire, s'interroge sur sa destinée alors que l'absentéisme prend un tour inquiétant. Le Sénat, Chambre mal aimée, vit une véritable crise d'identité. Quel est l'état de santé du Parlement ? Comment trouver remède aux maux qui l'oppressent ? Quel éclairage peut apporter l'Histoire ? Comment sont perçus aujourd'hui les parlementaires ? Autant de questions auxquelles notre enquête tente de répondre.

Quatre-vingt-sept pour cent de la population affirme suivre « constamment » ou « presque constamment » les retransmissions des travaux du Parlement ; plus de trois cents députés se sont inscrits, le mercredi 31 mai, pour intervenir dans le débat de la journée ; les électeurs assaillent de coups de téléphone et submergent de télégrammes leurs représentants afin de faire valoir leur point de vue ; des données à faire pâlir d'envie... un député français, car tout cela se déroule en Union soviétique.

Tout à la découverte d'un Congrès qui débat de questions aussi importantes que le rôle du KGB dans la société ou le sort réservé aux pays baltes par le pacte conclu avec Hitler en 1939, les Soviétiques se passionnent pour les discussions parlementaires. On pourrait difficilement en dire autant des Français. Il est vrai que l'attrait de la nouveauté s'est, depuis longtemps, émoussé dans notre vieille démocratie parlementaire. Plus inquiétante est sans doute, ces dernières semaines, la brusque remontée de l'antiparlementarisme, maladie chronique de ce pays toujours prêt à suspecter députés et sénateurs de mener la belle vie et de « s'autoblanchir » en cas de nécessité. L'absentéisme parlementaire et les palinodies autour de l'amendement amnistiant les indélicatesses financières liées aux campagnes électorales n'ont rien arrangé.

ANNE CHAUSSEBOURG
et PIERRE SERVANT.
(Lire la suite page 8.)

SPORTS

- Tennis : victoires allemandes à Wimbledon.
- Formule 1 : Prost, vainqueur au Castellet.
- Tour de France : la parole aux grimpeurs.
- Boxe : le rêve brisé de René Jacquot.

Pages 19 et 20

M 0147 - 0711 0 - 4,50 F

5790147004500 07110

TELEVISION

La SEPT, ligne Maginot de la culture ?

par DOMINIQUE WOLTON (*)

La création d'une chaîne culturelle, la SEPT, chargée de promouvoir la culture, — malmenée par le succès grandissant de la télévision — est apparemment une bonne idée, largement partagée. Le nombre et la qualité des personnalités qui ont bûché l'existence de la SEPT, voire qui s'y sont investies en oubliant les critiques qu'elles ont souvent proférées, prouvent, à l'égard des médias de masse, ont fini par convaincre tout le monde. Si donc l'élite intellectuelle donne son accord, c'est qu'il n'y a plus rien à dire. Et pourtant...

Pour comprendre l'unanimité qui entoure l'idée d'une télévision culturelle, il faut replacer le projet dans le contexte des quarante dernières années. Aux débuts de la télévision, dans presque tous les pays, les relations ont été assez bonnes entre la culture et la télévision, considérée souvent comme « l'école du vingtième siècle », mais elles se sont rapidement dégradées, pour devenir presque hostiles au fur et à mesure que le succès éclatant de la télévision marginalisait la production culturelle. En valorisant les héros et les œuvres produites par le petit écran, la télévision créait une légitimité médiatique, forte du poids des téléspectateurs, qui imposait ses critères, souvent jusqu'au domaine culturel, réduisant la place et le rôle des créateurs et des intellectuels.

Force et limite

Il y a donc un long contentieux entre culture et médias, et le sentiment qu'une revanche doit être prise. Toute la question est de savoir si la création de la SEPT, qui s'inscrit dans ce rapport de forces, est une bonne réponse au problème de fond qui est d'assurer une meilleure place à la culture dans un vaste espace de communication. Il me semble que non, pour trois raisons.

La première est le risque de créer un ghetto culturel dont le résultat serait exactement inverse de celui qui est souhaité. Ce ghetto donnerait bonne conscience au monde de la communication en lui retirant toute obligation de programmes à caractère culturel, la chaîne spécialisée servant d'alibi... et de repoussoir : inutile de s'occuper de culture puisqu'il y a une télévision spécialisée pour cela ! Le risque est l'apartheid, avec son complément, la perte d'audience et une production télévisuelle qui se referme sur elle-même, c'est-à-dire sur son propre public, et incapable d'élargir son audience.

Comment croire qu'une télévision réservée à la culture et aux intellectuels suffira à faire venir le public ? Il n'est pas certain que celui-ci vienne, ni même d'ailleurs le public cultivé. C'est une chose de vanter les

qualités de l'émission « Océaniques », dont on parle plus qu'on ne la regarde, c'en est une autre de croire qu'une chaîne faite uniquement d'émissions culturelles aurait un public suffisant.

La télévision culturelle « ghetto » n'est également la spécificité de la télévision, qui est la nature de l'image et le rapport au public. La force de la télévision reste l'image, c'est-à-dire un spectacle à destination d'un public vaste, anonyme, qui regarde la plupart du temps les émissions gratuitement, à domicile, pour se distraire. Si l'image de télévision est propice aux émotions, au spectacle, elle l'est moins aux idées. Celles-ci y passent mal, en tout cas de manière plus simplifiée que dans l'expression orale ou écrite. L'image de télévision impose un style et une écriture qui ne conviennent pas à toutes les productions culturelles ou qui imposent des contraintes interdisant de voir dans la télévision un simple outil de « communication » susceptible de s'adapter à tous les contenus.

La seconde spécificité de la télévision est d'être d'abord un médium de masse qui s'adresse au grand public, même si ce sont des publics qui regardent. Sa force est de s'adresser à tous, laissant à chacun la liberté de regarder ce qu'il veut, quand il veut. Dans cette rencontre en bonne partie imprévue entre une offre de programme, une demande et ce qui est finalement regardé, réside la liberté qu'offre la télévision, et son caractère émancipateur.

Les chaînes spécialisées, aujourd'hui à la mode, permettent évidemment de mieux cibler les publics, mais avec l'inconvénient complémentaire de réduire cette part d'offre générale qui constitue une bonne part de l'accès à la télévision par l'intermédiaire du « zapping » ou du simple hasard. Cet accès « par hasard » est très utile, notamment pour les programmes culturels, car seule une petite partie des téléspectateurs les regarde délibérément.

Elite et masse

La troisième raison peu favorable au concept de télévision culturelle concerne la question de fond, posée depuis cinquante ans, des rapports entre culture d'élite et culture de masse. Celle-ci s'est largement développée avec l'élévation du niveau de vie et des connaissances, et a incontestablement trouvé, dans la télévision, son miroir, mais aussi, on l'oublie trop souvent, un moyen de promotion pour la plus grande partie de la population. Reste la culture d'élite, marginalisée, et dont

l'avenir est lié à la capacité de créer un autre rapport de forces. Il n'est pas certain que la chaîne culturelle soit le meilleur moyen d'y arriver, car elle donne le sentiment illusoire d'être la solution à ce problème. Il ne suffit pas de mettre beaucoup de culture dans une chaîne de télévision pour que culture et médias soient réconciliés.

Supposons que la « télévision culturelle » puisse faire le lien entre les deux cultures, ou même être la télévision de la culture, conduit à un double contresens. Le premier est de croire que la télévision est un lieu de culture au même titre que les autres expressions culturelles. Elle l'est incontestablement, mais dans le cadre de la culture de masse, qui n'est justement pas celle qu'il s'agit, par ailleurs, d'aider à vivre. Le deuxième est de croire qu'en facilitant l'accès à la culture, la télévision réduit la distance qui sépare toujours l'accès et le contenu.

Généraliste contre thématique

Le fossé reste infranchissable entre les deux formes de culture et il est finalement bénéfique aux deux. Pour le téléspectateur, qui sait que la télévision est une des formes de la culture de masse et en même temps une voie d'accès aux autres aspects de la culture, mais qu'elle n'est pas la culture. Pour l'intellectuel, qui doit reconnaître que la télévision est un lieu de la culture de masse, en même temps qu'un accès aux autres formes de la culture, mais rarement un lieu de production de culture au sens où il l'entend.

Raffiner au contraire tout ce qui sépare des formes de culture et montrer ce qui les rend partiellement incommunicables dans une société où l'on croit que tout peut communiquer est en revanche salutaire. Chacun est renvoyé à sa place, nécessairement modeste, parce que incomplète, mais finalement complémentaire de l'autre, personne n'ayant alors le monopole de la définition de la culture.

Beaucoup de choses sont possibles, à condition d'accepter ces deux principes de base : la spécificité de la télévision et l'insoluble rapport de forces entre culture de masse et culture d'élite.

La solution la plus conforme à l'idéal démocratique qui sous-tend l'existence de la télévision de masse consiste à renforcer la présence d'émissions culturelles et intellectuelles au sein des programmes des télévisions grand public. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit là du véhicule qui touche le grand public et que le rôle de lien social de la télévision impose la cohabitation de tous les programmes. L'offre doit rester générale pour éviter de marginaliser la culture dans un cadre spécifique.

Faire des émissions culturelles dans une télévision de masse signifie accepter les contraintes de l'outil, et le principe selon lequel le public peut accéder à tout. En sachant que ce « tout » n'est pas la culture mais une forme d'accès à celle-ci laissant

(*) Directeur de recherche au CNRS.

la place à une production culturelle qui pour une bonne part se fait ailleurs. Autrement dit, c'est au sein de la télévision généraliste que les acteurs de la vie culturelle doivent se faire entendre et respecter. La télévision généraliste, malgré les critiques, reste la plus démocratique et la plus conforme au projet d'émancipation qui sous-tend son existence.

C'est aussi le plus sûr moyen d'obliger les responsables de médias à admettre l'incertitude et la légitimité d'une production culturelle et intellectuelle qu'ils ont vite fait de marginaliser au nom de leur prétention à connaître « ce que veut le public ».

Certes, cette volonté d'accroître la place du programme culturel au sein large demandera des efforts, mais la télévision culturelle se fera elle sans bataille ? Les coteries, modes et mandarinats risquent d'être aussi redoutables que le comportement actuel des responsables de médias généralistes.

La SEPT a une place essentielle, millement contradictoire avec une partie de sa mission actuelle, à condition de la concevoir comme la chaîne de toutes les innovations, aussi bien pour l'information, la fiction, les sports, que pour les variétés, les documentaires, la culture... Dans le vaste système audiovisuel en construction, il manque, en effet, une chaîne où puissent être expérimentés les nouveaux produits, seul moyen de renouveler les talents. Actuellement, la loi d'airain de l'audience est telle qu'il y a une incontestable prime à la répétition pour tous les genres de programmes.

Une ouverture européenne

Chaîne de toutes les innovations, la SEPT serait cet espace et pourrait tout à fait trouver son public. Cette ouverture, évidemment européenne, susciterait d'ailleurs moins de réserve que n'en suscite la conception actuelle qui fait que nos voisins sont un peu agacés par la manière dont les Français s'arrogent une sorte de position d'arbitre dans le domaine culturel.

Il s'agit, au fond, de savoir jusqu'où la culture doit sacrifier à l'impératif de la communication — dans son intérêt comme dans celui des créateurs et du public — et à partir de quand il est nécessaire de maintenir une frontière entre la création sous toutes ses formes et la communication.

Les promoteurs de la SEPT, dans sa version actuelle, ont pensé que la création d'une chaîne spécialisée répondrait au mieux à ces deux critères. La thèse développée ici consiste, en revanche, à craindre que cette bonne intention ne se retourne contre ses auteurs.

Maintenir les programmes culturels au sein de la télévision généraliste leur garantit au contraire l'audience la plus large possible, préserve la fidélité à un certain idéal démocratique, et surtout rappelle ce qui subsiste d'inconciliable entre création, culture et communication. Cette position modeste réduit également les risques d'un ghetto culturel, sorte de ligne Maginot, dont on se souvient du coût et de l'efficacité.

EDUCATION

Une discussion escamotée

par JEAN-MARIE DOMENACH (*)

« Un jour, il n'y aura plus d'autre réflexion que celle portant sur l'éducation », écrivait Nietzsche lorsqu'il imaginait la « grande politique ». Il faut croire que nous en sommes toujours à la petite : le débat que l'Assemblée nationale a consacré les 7, 8 et 9 juin à la loi d'orientation sur l'éducation ne tiendra dans les annales de 1989 qu'une place minime. Il est vrai que l'Etat et la Chine lui faisaient alors concurrence dans les médias. Mais aussi les tergiversations, les va-et-vient politico-syndicaux, enfin la boussolade, qui ont marqué la préparation de cette loi ont contribué à faire un échec de ce qui aurait dû être le grand moment de cette législature.

Certes, le débat fut sérieux, abondant (cinquante-quatre interventions), sans violence mais aussi sans grandeur malgré l'évocation rituelle de Condorcet, Le Peletier et Jules Ferry. Les Français, pas plus que leurs représentants, n'ont en le sentiment qu'on discutait de ce qui commande l'avenir de leur nation. Car l'éducation nationale n'est pas seulement « une priorité », elle est « la » priorité nationale, comme un sous-amendement l'a précisé, en accord avec le sens d'un mot qui ne supporte pas l'article indéfini. On s'est enfoncé à la tête les échecs essayés en ce domaine par la majorité et par l'opposition, on a souligné le cas des médecins scolaires et des conseillers d'éducation, mais tout s'est passé comme s'il s'agissait d'une des innombrables réformes par lesquelles chacun des ministres de l'éducation nationale croit devoir s'illustrer, et qui glissent sur le dos du moineau comme l'eau sur les plumes du canard.

On avance donc dans la nuit, et chacun peut y aller de son numéro sur le niveau qui monte ou qui descend. On en sait pourtant suffisamment pour percevoir en gros, à côté de merveilleuses réussites, un échec global qui ne se résume pas à l'échec scolaire d'une minorité. La moitié des élèves qui entrent en sixième sont incapables de lire et d'écrire convenablement. Cela, on le sait, et l'on sait aussi que, derrière les discours à la gloire de l'égalité, se cache la plus hypocrite des sélections.

Sauver la langue

Personne ne conteste qu'une grande partie du corps enseignant est démotivée et ne se recrute plus qu'au rabais (osera-t-on publier les moyennes annuelles viennent d'être déclarées admissibles les candidats aux CAPES de mathématiques et d'histoire ?). Le système est au bord du colaps, c'est du moins ce que pensent la plupart de ceux qui le connaissent bien.

Or, au lieu d'en prendre acte, on distribue de l'argent aux enseignants, sans lier cette amélioration, d'ailleurs nécessaire, à une réforme fondamentale. Quinze milliards en deux ans, c'est bien, c'est généreux. Mais il ne sert à rien de chanter une maison dont on laisse les fenêtres ouvertes. Et croit-on que c'est avec des suppléments de salaire qu'on guérira le malaise des enseignants, alors qu'il s'agit de leur dignité, de leur légitimité, du rôle

qui leur est imparti dans le premier des services publics ?

Certes, il y a de bonnes choses dans cette « loi Jospin » ; tous les intervenants, de droite comme de gauche, l'ont reconnu. En particulier, l'appel à former une « communauté éducative » et à instaurer ce qui existe depuis longtemps dans beaucoup d'établissements privés : la participation de parents (faut-il pour autant les indemniser ?) et de délégués de classe aux principales orientations des établissements. Mais, sur l'essentiel, la loi ne dit rien ou se borne à des vœux pieux.

L'essentiel, c'est d'abord le sauvetage de la langue. Il faut décréter l'urgence et mobiliser sur ce point la « communauté éducative » afin d'associer à l'entreprise l'ensemble des enseignants en bousculant au besoin les programmes du premier cycle du secondaire et en renouant à un tronçon de disciplines qui déconcerte bon nombre d'élèves au sortir du primaire. « Quand va-t-on briser ce corporatisme des matières », a demandé le député B. Derostier, et penser qu'un programme est d'abord fait pour l'élève ? ». Partir de l'élève, et non des enseignants, voilà une juste préoccupation, à condition qu'on ne se borne pas à ce qui est, ni même à ce qui manque, mais qu'on installe ce qui doit être. Il est extraordinaire que la loi d'orientation laisse de côté la question centrale, celle du contenu de l'enseignement, dont, en fin de compte, dépendent les autres.

Nous vivons non seulement une mutation économique et professionnelle, mais une mutation du savoir, et c'est en fonction de cette nouvelle épistémé qu'il faut reconstruire les corps et réaliser, pour le secondaire, la même opération que les fondateurs de l'école laïque, il y a cent ans, réussirent pour le primaire. Associer les enseignants à cette nouvelle promotion du savoir, n'est-ce pas le meilleur moyen de leur restituer leur légitimité et la conscience de leur rôle ? Malheureusement, la question n'a été qu'effleurée par le ministre, et c'est à bon droit que le député F. Bayrou a regretté que l'Assemblée n'ait pas été consultée sur « ce que l'entreprise, l'Europe et l'ouverture au monde demanderont demain à nos enfants ».

Cette loi, en effet, ne dit pratiquement rien de l'Europe, non plus que de la liaison de l'école avec la recherche et avec l'entreprise. Rien sur le type d'homme qui convient à notre temps. Presque rien sur la décentralisation et la marge d'autonomie nécessaire aux établissements pour que de nouvelles pédagogies soient mises en place. Une grande œuvre qui aurait dû être construite avec le concours de toutes les bonnes volontés et soumise à un large débat national s'est trouvée ainsi bâclée en quelques semaines et dévalorisée par l'effet conjugué des corporatismes, de la bureaucratie et des sectarismes qui se sont à nouveau enlignés là.

La grande machine va donc continuer sa route sans se soucier de ce qui arrivera fatalement bientôt (où mettra-t-on, par exemple, les centaines de milliers de nouveaux bacheliers si l'on ne construit pas de nouvelles universités ?). Et une fois de plus, comme en 68, comme en 84, comme en 86, le problème de l'enseignement ne régit dans la rue, faute d'avoir été réglé démocratiquement.

(*) Auteur de Ce qu'il faut enseigner (Seuil).

Vient de paraître
**REVOLUTION
ET TRAGEDIE...**

WANG MENG
Par l'un
des grands
écrivains
chinois
d'aujourd'hui
Le salut bolchevique
礼
messiaon

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Woult.
Rédacteur en chef :
Daniel Veru.
Cordialement en chef :
Claude Sala.
ABONNEMENTS
PAR MINUTEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BRUXELLES	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse détaillés en
proposant les anciens sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les numéros propres en copies
d'impression.

AFRIQUE DU SUD : à deux mois des élections législatives

La rencontre entre le président Botha et Nelson Mandela embarrasse les milieux politiques

Un face-à-face historique a eu lieu, mercredi 5 juillet, en Afrique du Sud entre le président Pieter Botha et son prisonnier politique numéro un, Nelson Mandela. Le ministre des affaires étrangères M. « Piki » Botha, n'a pas hésité à déclarer que « c'est probablement l'événement le plus important de l'histoire récente du pays ».

Les protagonistes de cette rencontre tenue secrète pendant près de quatre jours ont été les deux hommes qui — l'un à la tête de l'Afrique du Sud, l'autre en prison depuis vingt-sept ans — ont occupé pendant une décennie au moins le devant de la scène politique au pays de l'apartheid. Les deux hommes se sont rencontrés dans la résidence officielle de M. Botha au Cap, à Thuyimma, où le chef historique du Congrès national africain (ANC) a été conduit en secret dans une voiture de police.

Les rares détails de cette rencontre ont été dévoilés, samedi soir, après l'apparition de rumeurs tant en Afrique du Sud qu'à Londres et à Lusaka, le quartier général de l'ANC. L'annonce officielle a été faite par le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, qui a précisé avoir assisté personnellement à cette rencontre. La conversation entre M. Botha et M. Mandela a duré quarante-cinq minutes, a-t-il dit.

Elle s'est déroulée « dans une atmosphère cordiale », autour d'une tasse de thé, a précisé la presse de Johannesburg. Selon le communiqué de M. Coetsee, il s'agit, de la part de M. Mandela, d'une « visite de courtoisie ». Il n'y a eu ni négociation, ni même « débat sur des questions politiques », a dit le ministre. « Cependant, a-t-il souligné, les deux hommes ont profité de l'occasion pour confirmer leur adhésion à une évolution pacifique de la situation sud-africaine ».

Le journal du dimanche en langue africaine, *Rapport*, a estimé qu'il s'agissait là d'un passage capital de ce communiqué « car il concerne la question-clé des conditions mises à la libération de M. Mandela ».

Le commentateur politique de ce journal a rappelé, en effet, que M. Botha avait toujours mis comme condition à la libération du chef historique de l'ANC qu'il renoncât formellement au recours à la violence, condition qui s'imposait d'autant plus, selon lui, que M. Mandela — condamné à la prison à vie pour « sabotage et complot contre l'Etat » — fut le fondateur de la branche armée de son organisation.

Cependant, le mois dernier, lors de la présentation au congrès du Parti national (NP) de son plan de réforme sur cinq ans, M. Frederik de Klerk, le futur chef de l'Etat, s'était abstenu de mentionner cette condition, se bornant à dire qu'un ralliement à une formule de règle-

ment pacifique de la crise sud-africaine suffirait. Le communiqué du ministre de la justice semble indiquer que c'est maintenant chose faite, relèvent les observateurs.

Dimanche, en milieu de journée, M. Mangosuthu Buthezi, leader du mouvement conservateur zoulou Inkatha, a commenté : « Tous les hommes de bonne volonté applaudiront à cette rencontre entre le président Botha et le docteur Mandela ». Et, depuis Londres, où il se trouve, M. Denis Worrall, l'un des leaders du nouveau Parti démocrate (libéral, à gauche du NP), s'est lui aussi félicité de ce développement, qu'il juge « justifie nos contacts avec l'ANC ».

Certains commentateurs politiques se sont déclarés surpris du moment choisi pour cette rencontre, deux mois avant les élections générales du 6 septembre, laissant entendre que le geste sans précédent de M. Botha pourrait avoir été calculé pour embarrasser son successeur désigné, M. de Klerk. Les relations entre M. Botha, qui avait en une conception idéologique en janvier dernier, et le Parti national (NP), qui lui a désigné comme successeur M. de Klerk, sont, en effet, notoirement tendues.

M. Robert Schirre, professeur de sciences politiques à l'université du

Cap, a estimé douter que le NP soit en mesure de tirer avantage de cette rencontre, que la plupart des gens auront tendance à interpréter, a-t-il dit, « comme l'action solitaire et irréflectée d'un président condamné à l'oubli, mais qui tient à montrer qu'il est toujours là ».

La réaction du Parti conservateur (CP, extrême droite) a été très négative. Son porte-parole, M. Koon Van der Merwe, s'est déclaré « à l'évidence, stupéfié par le fait que le chef de l'Etat ait pu recevoir cordialement, dans les salons de la résidence présidentielle, un criminel condamné ». « Cette amicale partie de thé réduit à néant toutes les critiques adressées par le NP au Parti démocrate au sujet de ses contacts avec l'ANC, puisque le chef de l'Etat lui-même conspire avec le numéro un de cette organisation », a ajouté M. Van der Merwe.

« Un simple stratagème »

La rencontre du président Botha avec M. Mandela « ne constitue qu'un simple stratagème », ont affirmé, de leur côté, dimanche, l'épouse du dirigeant historique de l'ANC et le secrétaire général du Conseil des Eglises (SACC), le pasteur Frank Chikane. « Il s'agit d'un simple stratagème pour semer la confusion », a ajouté ce dernier. C'est au cours d'une conférence de presse réunie à la hâte, dimanche

après-midi, au domicile de Winnie Mandela à Soweto, que le révérend Chikane a donné lecture d'un bref communiqué rédigé au nom de l'épouse de M. Mandela et de certaines organisations anti-apartheid. Selon ce communiqué, « Cela (le face-à-face Mandela-Botha) est encore l'un de ces événements soigneusement orchestrés pour alimenter l'espoir des gens sans accéder à leurs exigences ».

M. Chikane a déclaré que la famille Mandela et lui-même trouvaient « hautement suspecte » la rencontre Mandela-Botha et qu'ils hésitent à la commenter « jusqu'à ce que nous puissions voir M. Mandela et recueillir sa version » des faits.

Quant à l'archevêque anglican du Cap et prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, il s'est déclaré « surpris » par la rencontre, mais il pensa que Nelson Mandela avait « plus à y gagner qu'à y perdre ». En acceptant de se faire conduire chez M. Botha, le chef historique de l'ANC « a fait la preuve que lui-même et l'organisation qu'il dirige sont fermement engagés en faveur d'une solution négociée de la crise sud-africaine », a-t-il dit.

Pour sa part, le gouvernement britannique a qualifié cet entretien de « très positif », précisant que Londres avait été tenu informé de la visite de M. Mandela. A plusieurs reprises, M^{me} Margaret Thatcher avait dit que la libération du leader noir était une des conditions à son éventuelle venue en Afrique du Sud. — (AFP.)

Vingt-sept ans en prison

Nelson Mandela, le chef historique du Congrès national africain (ANC, interdit), qui a rencontré, pour la première fois, le président sud-africain Pieter Botha au Cap, est emprisonné depuis vingt-sept ans. Agé de près de soixante et onze ans, il a été arrêté en août 1962, condamné en 1964 à la prison à vie pour complot visant à renverser le régime et enfermé au bagne de Robben-Island.

Autorisé à voir son premier petit-fils en 1978, Mandela est transféré en 1982 au pénitencier de Pollsmoor, près du Cap, où ses conditions de détention sont assouplies. Il peut recevoir trente visites annuelles. Lors de son soixante-deuxième anniversaire,

le 18 juillet 1988, Mandela refuse la visite de six heures de toutes sa famille accordée par les autorités, mais, quelques jours plus tard, il reçoit sa femme Winnie, sa fille Zini et trois de ses petits-enfants.

Depuis son transfert dans une villa attenante à la prison de Paarl, le 7 décembre 1988, Mandela bénéficie d'un droit de visite illimité que sa famille refuse. La veille de Noël 1988, Mandela a reçu la visite de quatre anciens coaccusés de 1964, encore emprisonnés, dont celle de Walter Sisulu. En juin dernier, son ancien compagnon de lutte, Govan Mbeki, libéré en 1987, lui a rendu visite.

ANGOLA

Washington envisage d'établir des relations diplomatiques avec Luanda

Le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen, a déclaré, dimanche 9 juillet à Windhoek, en Namibie, que Washington envisageait la possibilité d'établir des relations diplomatiques normales avec l'Angola. Washington s'est refusé, jusqu'à présent, à reconnaître le régime de Luanda — aux mains, depuis 1975, du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) — en raison du soutien américain au mouvement rebelle de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et de la présence dans ce pays d'environ cinquante mille soldats cubains.

D'autre part, la commission tripartite de contrôle des accords de

New-York sur l'Angola et la Namibie (Afrique du Sud, Angola et Cuba) a achevé, samedi 8 juillet, ses travaux de deux jours à Luanda, qualifiés de « satisfaisants » par le chef de la délégation sud-africaine, M. Neil Van Heerden. « La commission a atteint une phase de maturité et nous sommes plus à l'aise pour parler ouvertement et avec confiance de nos problèmes », a souligné ce dernier. Il a affirmé qu'il croyait que la Namibie accèderait à l'indépendance « à la date prévue », soit le 1^{er} avril. Le représentant spécial de l'ONU en Namibie, M. Maatli Abtissari, a déclaré, samedi, que le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie continuait malgré des difficultés et

que les élections législatives dans ce territoire, initialement prévues le 1^{er} novembre, se dérouleraient le 6 novembre.

De son côté, M. Theo Ben Gurim, secrétaire aux affaires étrangères de la SWAPO, qui s'exprimait au cours d'une réunion électorale près de Windhoek, a affirmé que les responsables des tortures qu'auraient subies des anciens prisonniers de ce mouvement indépendantiste sauront à répondre de leurs actes devant la justice. La SWAPO avait libéré, le 25 mai, un groupe de 199 personnes que le mouvement détenait sous l'accusation d'espionnage au profit de l'Afrique du Sud. Leur porte-parole avait alors accusé leurs geôliers de les avoir torturées. — (AFP.)

SOUDAN : dix jours après le coup d'Etat

Les intentions du régime militaire envers la rébellion sudiste restent très floues

L'auteur du coup d'Etat du 30 juin à Khartoum, le général Omar Hassan el-Béchir, a formé, dimanche 9 juillet, un gouvernement de hauts fonctionnaires et de technocrates, dont il a pris la tête. Composé de vingt et un ministres, il comprend notamment cinq militaires — dont le général Béchir — ainsi qu'un ancien ministre de l'Exécutif national, renversé en 1985 et réfugié, depuis, en Egypte.

KHARTOUM de notre envoyé spécial

Près de dix jours après le coup d'Etat de Khartoum, la « révolution de la sauvegarde nationale » ne suscite toujours pas au Soudan l'enthousiasme populaire. Certes, rares sont ceux qui regrettent la chute de M. Sadek el Mahdi, mais la satisfaction est tempérée par la crainte de l'avenir. Les Soudanais ont la mémoire longue. Ils se souviennent du putsch précédent, celui du général Nimeiry en 1969 : les militaires s'accrochèrent pendant près de seize ans au pouvoir, non sans compromettre sérieusement la situation du pays.

Le régime de M. Sadek el Mahdi avait redonné le goût de la démocratie aux Soudanais, un peuple instamment politique. Chaque matin, les habitants de Khartoum s'arrêtaient les quelques dix quotidiens de toutes options politiques empilés sur les étals des vendeurs de journaux. Les kiosques, désormais tristement vides, n'offrent plus aux lecteurs que l'affligeante orthodoxie de l'organe des forces armées al Qaws et l'insensé des journaux de la pensée militaire officielle. Une chape de plomb s'est également abattue sur la vie politique, jadis mouvementée. Les partis, qualifiés par le nouveau régime de nids de tribalisme et de corruption, ont vu leurs bureaux fermés. Même chose pour ceux des organisations syndicales et professionnelles, qui représentaient la spécificité de la démocratie soudanaise.

Les nouveaux maîtres du pays, qui disposent de la télévision, rassurent le public. « Ce n'est, disent-ils, qu'une situation provisoire ; bientôt vous aurez de nouvelles lois et tout rentrera dans l'ordre ». En fait, c'est le tout-puissant conseil de la révolution qui décidera quels seront les journaux autorisés à paraître et dans quelles conditions. Quant aux partis, « source de tous les maux du pays », ils resteront probablement interdits. Les unions syndicales, pour leur part, seront censurées, et les associations professionnelles réglementées « afin d'éviter la pagaille et l'anarchie ». « nous ne voulons pas cela, gémit un intellectuel qui, jour et nuit, songeait à la chute de M. Sadek el Mahdi. Nous voulons bien son

départ, mais pas l'enterrement du système démocratique ».

Mais la démocratie au Soudan n'est-elle pas un luxe alors que le Sud, où plus de deux cent cinquante mille personnes sont mortes de privations et de maladie en 1988. « Le mot de démocratie, poursuit notre interlocuteur, a été gâché par les partis au pouvoir. Le petit peuple, en butte à une situation économique difficile — dans certains quartiers périphériques, le pain et le sucre étaient pratiquement introuvables — ne pouvait être mobilisé autour du thème de la défense de la démocratie alors qu'il avait faim ; une situation déplorable dont ont profité les militaires pour reprendre le pouvoir ».

Lutte contre la corruption

Fort habilement, la télévision s'attarde longuement sur le thème populaire de la lutte contre la cherté de la vie, le marché noir et la corruption, menés tambour battant par le nouveau régime. Les premières mesures prises ont interdit les augmentations abusives et le stockage spéculatif des denrées alimentaires. Les prix de certains produits alimentaires de base ont déjà considérablement baissé. Autant de mesures qui ont été accueillies favorablement par une population dont le niveau de vie a été laminé, sous le régime précédent, par une inflation galopante que les militaires estiment à environ 80 % par an.

La télévision montre des soldats en train d'examiner le contenu de certains dépôts clandestins, véritables cavernes d'Ali Baba, où étaient entassés, pêle-mêle, les produits qui font cruellement défaut aux Soudanais. Ces images font merveille. Il ne fait pas de doute que cette campagne de salubrité publique contribue à relever le prestige des militaires et à discréditer les profiteurs qui gravitent autour de l'ancien régime. Une telle campagne et les menaces de sanctions — y compris la peine capitale — brandies contre les spéculateurs ne peuvent cependant suffire à résoudre une crise économique due avant tout à la poursuite d'une guerre ruineuse dans le Sud.

Le nouveau régime ne pourra consolider ses assises que s'il parvient à convaincre les Soudanais qu'il désire sincèrement mettre fin à ce conflit. Or, malgré les déclarations conciliantes faites jusqu'à présent à ce sujet par le général Béchir, de graves doutes persistent sur les intentions des militaires. Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue, samedi soir 8 juillet, à l'intention des journalistes étrangers, le chef de la junte a nettement fait savoir qu'il considérerait l'accord d'Addis-Abeba du 16 novembre dernier comme nul et non avenue. Pour lui, il ne s'agissait que d'un jeu politique conduit par d'anciens grands

partis, l'Oumma (de M. Mahdi) et le Parti démocratique unioniste (PDU).

Il faut donc, selon les militaires, repenser le pays, sortir « sans conditions ». Cela veut dire avant tout que la principale condition posée par le chef de la rébellion sudiste, le colonel Garang, à Addis-Abeba : la suspension de la charia, est inacceptable et doit être repoussée. Cela confirme les appréhensions de ceux qui affirment que les nouveaux maîtres du Soudan ne sont nullement disposés à abandonner le loi islamique. Certains vont même jusqu'à prétendre, sans pouvoir évidemment étayer leurs affirmations, que l'un des objectifs du coup d'Etat du 30 juin était de torpiller l'accord du 16 novembre et ses conséquences, en particulier la réunion du 4 juillet d'Addis-Abeba entre une délégation de Khartoum et l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan). Cette rencontre visait à mettre au point les dispositions finales devant permettre la réunion, le 18 septembre, dans la capitale éthiopienne, d'une conférence constitutionnelle regroupant toutes les forces politiques du pays.

Le point de vue des islamistes

Ce projet est maintenant définitivement enterré. Le général Béchir s'est cependant montré optimiste, affirmant que tout sera négocié à Addis-Abeba avec le mouvement du colonel Garang, ajoutant : « Nous, les militaires, combattons dans les forêts. C'est nous qui souffrons le plus de cette guerre. Nous sommes donc les mieux placés pour mettre fin au conflit ». Il a admis néanmoins que l'APLS n'avait toujours pas répondu à son offre de négociations. Ceux qui connaissent bien le colonel Garang affirment qu'il y a peu de chance que ce dernier abandonne ces « préconditions », notamment le gel de la charia.

« En somme, déclare un intellectuel, c'est le point de vue de M. Hassan el-Touabli (le leader du Front national islamique, actuellement en prison) qui triomphe. C'est-à-dire qu'il s'agit toujours d'opposer aux préconditions du colonel Garang et d'avoir soutenu l'intangibilité de la charia. » A ce propos, certains relèvent une « affirmation islamique » entre la nouvelle junte et le FNI, ajoutant qu'il s'agit de leur dire, ils savent que le général Béchir, issu d'une famille proche des Frères musulmans, n'a jamais attaqué le FNI au cours des nombreuses déclarations qu'il a faites depuis le coup d'Etat, qu'il n'a pas mis en cause les banquiers islamiques, l'une des principales sources, pourtant, du désordre économique, et qu'il vient de recevoir l'appui chaleureux de l'Union des étudiants de l'université de Khartoum, totalement contrôlée par les militants du Front national islamique.

JEAN GUEYRAS.

Juillet formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 Mi16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Amériques

ARGENTINE : la prise de fonctions de M. Carlos Menem

Le président péroniste promet « sacrifice, travail et espoir »

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le péroniste Carlos Menem est devenu, samedi 8 juillet, le quarante-sixième président d'une Argentine à bout de souffle. L'angoisse se lisait sur les visages des quelque cinquante mille Argentins venus assister à son investiture sur la place du Congrès, où il a prononcé un long discours, puis sur la place de Mai, devant la Casa Rosada, où l'ex-président radical Raúl Alfonsín a tout de même réitéré son rêve en remettant l'écharpe présidentielle à son successeur démocratiquement élu.

M. Alfonsín a bien dû remarquer — petite consolation — que, quand

lui-même avait pris ses fonctions en décembre 1983, la même place et les rues adjacentes étaient noires de monde. Mais c'était un autre monde. Ils étaient pauvres, ceux de samedi, et la venue de cet homme politique populaire plus que de salaires, de plus en plus amenuisés par la dépréciation monétaire. Ils étaient venus crier à celui en qui ils voient leur sauveur tout l'espoir qu'ils plaçaient en lui. « Bye (Péron) est de retour », entendait-on à l'adresse de la première dame, M^{me} Zulema Menem, tout de blanc vêtue. Mais aussi : « La calvaire se termine », à l'adresse du président sortant, qui a été siéger et lui avant de se rendre dans sa ville natale de Chascomús, où l'attendaient ses amis.

C'est en grande partie à cette frange déshéritée de la population que s'est adressé le message de M. Menem devant le Congrès. Plusieurs fois, il a répété cette phrase biblique : « Argentine, lève-toi et marche », comme en écho au « Sud-moi » de sa campagne. Le petit avocat d'origine aryto-lybanaise de la Rioja, province pauvre du nord-ouest du pays, est bien conscient qu'il se trouve face à un défi écrasant. Personne ici, péroniste ou pas, ne doute qu'il représente la dernière chance d'une Argentine au bord du gouffre de la « tiermondisation ».

Après avoir dressé un bilan catastrophique de l'état du pays, « détruit, dévasté, ravagé, en ruine », il s'est assigné solennellement la mission de « reconstruire la prospérité ». Mais il a aussi, enfin, refusé la démagogie. La seule chose qu'il peut offrir à son peuple, pour l'instant, c'est « le sacrifice, le travail et l'espoir ». Il n'a pas caché qu'il faudra « servir les dents » pour affronter « l'austérité ». Il a annoncé de nouvelles mesures économiques qui entreront en vigueur le 10 juillet (voir encadré). Il a affirmé que la corruption et la fraude fiscale, principales causes de la débâcle actuelle, selon lui, seront désormais sévèrement punies.

Il a aussi insisté à plusieurs reprises sur un point qui semble lui tenir particulièrement à cœur : la nécessité de la réconciliation et de l'unité nationales entre « adversaires politiques et sociaux », mais aussi entre « civils et militaires » pour « tourner la page du passé et cicatriser les blessures ».

C'était une manière d'annoncer la prochaine amnistie des militaires accusés ou déjà condamnés pour des crimes aux droits de l'homme sous la dictature (1976-1983), une mesure que les forces pressées de l'armée laissent prévoir. Et, comme pour parer, à l'avance, les attaques que certains secteurs ne vont pas manquer de lui adresser, il a rappelé les cinq années que lui-même a passées en prison sous cette même dictature et les tortures qu'il y a subies.

Dimanche, M. Carlos Menem a indiqué que l'idée d'une messe de réconciliation entre ex-généralistes Montoneros et militaires lui paraissait bonne ; cela laisse à penser que l'amnistie sera générale.

Le premier des non-péronistes à entrer au gouvernement est le ministre de l'économie, M. Miguel Roig. Cet ingénieur de soixante-trois ans, à la retraite, a passé l'essentiel de sa carrière dans la principale multinationale argentine, Bunge y Born. Son plan — nommé plan B.R. — est inspiré du modèle du prix Nobel américain Lawrence Klein. Sa stratégie tient en deux étapes : la première pour freiner l'inflation ; la deuxième pour restaurer le secteur public. L'idée est peu différente de celle que M. Alfonsín a essayé d'appliquer, mais sans succès, en raison de l'opposition de la centrale syndicale péroniste CGT.

Le ministre de l'éducation et de la justice, M. Antonio Salas, pour sa part, vient du MID, une dissidence du radicalisme. Le ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, est « sans étiquette » (2). Le chef du petit Parti libéral (conservateur), M. Álvaro Alsogaray, a été nommé conseiller en économie. Sa fille, María-Julia, sera chargée de l'entreprise nationale des téléphones (ENTEL), susceptible d'être privatisée en priorité. M^{me} Amalia Fortabat, une des principales chefs d'entreprise du pays, a été nommée ambassadeur itinérant.

M. Menem a opté pour le pragmatisme en vue de faire subir à l'économie nationale une « opération chirurgicale majeure et sans anesthésie ». Il se dit prêt à en assumer le « coût social » et à faire payer les riches. Il risque de ne pas se faire que des amis. Mais il n'en a cure car il est convaincu que, « pour l'Argentine, c'est maintenant ou jamais ».

CATHERINE DERIVERY.

Privatisation

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le nouveau ministre de l'économie, M. Miguel Roig, a défini dimanche ce qu'est la « révolution productive », le slogan qui a été celui de M. Menem pendant la campagne électorale. Il a annoncé le lancement d'un « plan de stabilisation et de croissance » d'une « habitude sévère », mais qui épargnera au maximum les secteurs les plus dévotés de la population.

Pour les réformes structurelles, le plan prévoit la privatisation de l'ensemble du secteur public, sauf les industries ou services relatifs à la sécurité ou à la défense. Les tarifs publics vont être beaucoup

augmentés, mais de façon modérée. Pour l'autre volet, « méritisme », il a fait payer les riches, le ministre a cité l'exemple du gaz : la hausse des tarifs variera de 650 % pour les usages des plus hauts revenus à 50 % pour les plus pauvres.

A partir de septembre, la Banque centrale ne pourra plus financer le gouvernement fédéral ou les provinces : elle devra se consacrer uniquement à la défense de la monnaie. Une réforme fiscale est également en cours de définition. Toutes ces mesures, a dit M. Roig, sont soumises à l'approbation du Congrès, dominé par les péronistes.

C. D.

Europe

URSS

Tensions entre nationalistes et russophones en Moldavie

Un double rassemblement a mis face à face, dimanche 9 juillet, à Kichinev, capitale de la Moldavie, les russophones du mouvement Interfront et les nationalistes de cette République du sud-ouest de l'URSS, à la frontière de la Roumanie, a annoncé la télévision soviétique.

Selon le commentateur, « l'intervention des forces de l'ordre a permis d'éviter tout incident, mais l'atmosphère était tendue ». Les images diffusées par la télévision montraient, d'un côté, des nationalistes portant des drapeaux tricolores et criant des slogans tels que « La Moldavie aux Moldaves ! » et « Les occupants dehors ! », de l'autre, un groupe agitant une grande banderole : « Nous ne sommes pas vos invités, nous sommes chez nous ! ».

Les résidents non moldaves se sentent menacés par les revendications des nationalistes. Depuis des mois, ceux-ci réunissent régulièrement des dizaines de milliers de personnes à Kichinev. Ils demandent notamment le droit de rétablir leur langue d'origine, protestent contre la dégradation de l'environnement et accusent les autorités de la République de ne pas lutter suffisamment contre la corruption. — (AFP, AP.)

Publication du premier plan « exact » de Moscou

Le premier plan exact de Moscou depuis plus d'un demi-siècle vient d'être publié en URSS, a annoncé dimanche 9 juillet l'agence Tass.

Toutes les cartes de la capitale soviétique publiées en URSS depuis le milieu des années 30, comme celles des autres villes du pays, étaient volontairement « faussées », a ajouté Tass en dénonçant la « politique du secret » appliquée en URSS pendant de nombreuses années.

Les levers, le journal du gouvernement, avaient révélé en septembre de l'année dernière que les cartes de l'URSS accessibles au grand public avaient été délibérément faussées, sur ordre du KGB, depuis la fin des années 30, et jusqu'en 1988. — (AFP.)

Les mystères de l'université de Moscou

M. Anatoli Loukianov, premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS, a-t-il été un camarade d'université de M. Gorbatchev dans les années 50, ou en fut-il aussi un enseignant ? La question se pose après la reproduction d'un article publié en 1953 par le bulletin de l'université de Moscou et dans lequel M. Loukianov critiquait l'actuel chef du parti pour l'insuffisance de son travail au sein de l'organisation de jeunesse (komсомол) des étudiants en droit de l'université, dont M. Gorbatchev était devenu l'un des responsables l'année précédente.

M. Loukianov dénonçait dans cet article des « insuffisances sérieuses dans le fonctionnement du bureau de la faculté de droit », dont 853 étudiants seulement sur 750 ont terminé leur trimestre avec des appréciations bien ou très bien. Il ajoutait : « Le secteur du bureau en charge de ces problèmes (les camarades Gorbatchev et Serebriakov) n'accomplissent quasiment pas son travail d'éducation : il se borne à recueillir des données et à faire des constatations ».

La Komсомолка Pravda, qui reproduit cet article dans son numéro du 7 juillet, indique qu'elle a pris cette décision à la suite de nombreuses lettres de lecteurs demandant des précisions après les révélations faites par M. Roy Medvedev, l'historien ex-dissident — et maintenant député au Parlement soviétique — le mois dernier au Kremlin. En fait, M. Medvedev n'avait pas fait état dans son discours de cette critique de l'actuel numéro deux de l'Etat contre le numéro un, mais de leur étroite association.

Citant le bulletin Université de Moscou des années 1950-1955 (les années où y passa le jeune Gorbatchev), il relevait que le comité komсомол des étudiants en droit comportait à une date non précisée un « secteur éducatif et d'enseignement » dont le président était « l'étudiant Loukianov » et le vice-président « l'étudiant Gorbatchev ».

Le fait que M. Loukianov ait eu alors la présidence s'explique aisément, dans la mesure où il était d'un an plus âgé que son camarade et était entré à l'université deux ans avant lui. A

peine son diplôme obtenu, en 1953, il commençait d'ailleurs une belle carrière comme consultant principal à la commission juridique du conseil des ministres à Moscou, alors que le jeune Michail Gorbatchev regagnait sa province de Stavropol.

En revanche, le « vrai » politique — mais le futur secrétaire général, qui avait adhéré au parti dès 1952, alors que M. Loukianov devait attendre jusqu'en 1955. Et la qualité de communiste imposait certaines obligations dans les derniers mois de la vie de Staline, marquée, avec l'affaire des médecins, par une nouvelle crise de paranoïa dans la politique soviétique.

Un numéro introuvable

Le jeune Gorbatchev a-t-il dénoncé à cette époque les « complotistes » et autres « storiistes » (traqueurs des supposés comploteurs étaient jadis) qui leur auraient servi d'inspirateurs ? M. Dmitri Simen, un éminent soviétique travaillant aujourd'hui à Washington, et dont le père était alors professeur de droit à l'université de Moscou, assure que M. Gorbatchev a prononcé un discours en ce sens le 27 janvier 1953 et que ce texte a été intégralement reproduit dans le Moskovijski Komсомол, l'organe des komсомол de la capitale, dans son numéro du lendemain.

Malheureusement, ce numéro est introuvable. Un chercheur occidental qui en faisait la demande à la bibliothèque Lénine de Moscou s'est entendu répondre que la collection de ce petit journal pour ces années-là est « en trop mauvais état » pour être consultée. Les journaux lituaniques Nona Beloff, qui rapporte cette précision, s'est adressé en désespoir de cause à M. Roy Medvedev. On dira qu'il est peu important en fin de compte qu'un étudiant de vingt-deux ans ait commis ou non dans les conditions de l'époque un « péché de jeunesse » sans conséquence pour le sort de la perestroïka. Mais la curiosité des historiens est toujours légitime, surtout à l'heure de la glasnost. MICHEL TATU.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans le compte rendu du colloque organisé la semaine dernière à Paris par l'Association des journalistes économiques et financiers (Le Monde du 7 juillet).

M. Valentin Pavlov, ministre soviétique des finances a déclaré : « Pour des gens qui font des fusées, il faut du temps pour savoir fabriquer des savons » et non... « des avions » comme il a été imprimé.

GRÈCE

Le gouvernement de M. Tsametakis obtient la confiance du Parlement

Par 174 voix contre 124 et deux abstentions, le Parlement grec a accordé, dimanche 9 juillet, sa confiance au nouveau gouvernement de M. Tsametakis (Nouvelle Démocratie, conservateur) qui est soutenu par les communistes. Ce vote a eu lieu au terme de trois jours de débats houleux sur l'application de la loi sur la responsabilité des anciens ministres dans les divers scandales politico-financiers de ces derniers mois.

Plusieurs parlementaires de la Nouvelle Démocratie ont déposé des propositions écrites, relatives aux deux plus grosses « affaires ». Dans le « scandale Kerkiras », du nom du financier accusé d'avoir détourné au moins 220 millions de dollars de la banque de Crète, il met en cause M. Andréas Papandréou, chef du gouvernement socialiste sortant. M. Agamemnon Koutsouras, ancien numéro deux du cabinet, et trois autres membres de celui-ci : M. Georges Petasos (ordre public), Panayotis Roumeliotis (économie nationale) et Dimitri Tsouvolas (finances).

La seconde proposition concerne M. Nikos Athanassiopoulos, ex-vice ministre de l'économie nationale, impliqué dans une affaire de fraude yugoslavo-roumaine comme un produit grec aux pays de la Communauté européenne. Ces initiatives de la Nouvelle Démocratie ont provoqué un tollé chez les socialistes du PASOK, furieux de voir mis en cause leur leader.

Concernant les débats, le nouveau premier ministre a lancé un appel à la réconciliation nationale. Il a invité les socialistes, aujourd'hui seuls dans l'opposition, à coopérer avec le gouvernement pour « faire avancer la cause de la catharsis ». « Cette épuratoire sera effective, a-t-il ajouté, mais n'aura aucun caractère de vengeance ». — (AFP.)

ITALIE : quarante-huitième crise...

M. Andreotti vers une sixième présidence du Conseil

ROME
de notre correspondant

Le quadrille continue, un nouveau champion entre dans la danse. Quarante-huit heures après que son collègue démocrate-chrétien, M. Ciriaco De Mita ait jeté l'éponge au quarante-huitième jour de la quarante-huitième crise italienne depuis la guerre, M. Giulio Andreotti, soixante-dix ans, le politicien catholique-conservateur le plus populaire de la péninsule, a reçu dimanche 9 juillet, du président Francesco Cossiga, mandat de former un nouveau gouvernement.

Selon la formule consacrée, et parce que personne, en Italie, n'est plus prudent, plus rusé et plus romain que lui aux longues crises, le « divin Giulio », comme on l'appelle parfois, a « réservé » sa réponse. Il devait cependant ouvrir sa propre série de consultations mardi 11 juillet. Trois jours plus tard, il sera, au côté de M. Ciriaco De Mita — qui reste en charge des affaires courantes — au sommet des sept pays les plus riches à Paris.

« Belzébuth »

« Personne ne pouvait penser que l'on puisse constituer un gouvernement en trois jours et demi », comme il le dit lui-même, M. Andreotti sera à Paris en sa qualité de ministre sortant des affaires étrangères, poste qu'il occupe avec

intelligence et sang-froid depuis... très longtemps.

« Vingt fois ministre, cinq fois déjà président du Conseil, celui que la presse surnomme aussi parfois « Belzébuth », sous prétexte qu'il tirerait toutes les ficelles de la politique italienne depuis des lustres, a toutes les chances de transformer le onzième mandat qui vient de lui être confié en une sixième présidence du conseil des ministres. Non que l'obstacle qui a officiellement fait échouer M. De Mita soit le chef des socialistes, M. Bettino Craxi, « avait mis son veto ». Situé à la gauche de la démocratie chrétienne, M. De Mita a toujours été suspecté par M. Craxi de faire les yeux un peu trop doux aux rivaux de ce dernier, les communistes. M. Andreotti, s'appuyant sur une clientèle d'argument différent, entretient d'excellents rapports avec le bouillonnant « Pharaon » socialiste.

Sera-ce suffisant pour autoriser la reconstruction de la coalition à cinq partis ? Réponse, au mieux, dans une semaine... PATRICE CLAUDE.

RFA

Manifestation contre l'extrême droite à Berlin-Ouest : trente-deux policiers blessés

Trente-deux policiers ont été blessés et trois personnes interpellées au cours d'échauffourées samedi 8 juillet, à Berlin-Ouest, entre forces de l'ordre et manifestants.

Les incidents ont éclaté à la fin d'une manifestation, jusqu'à présent pacifique, qui avait rassemblé plus de trois mille personnes protestant

contre « le fascisme, le racisme et le sexisme », à l'appel des Jeunes socialistes (« Jussos »), de la Liste alternative (écologie-pacifisme) et des syndicats. Les manifestants voulaient ainsi marquer leur désaccord avec la tenue à Berlin-Ouest d'un congrès régional du Parti républicain (extrême droite).

Quelque mille cinq cents policiers avaient été mobilisés pour endiguer les débordements d'un groupe de quatre cents personnes environ, dont certaines étaient masquées de capotes noires. Les forces de l'ordre ont été accueillies par des jets de pierres et de bouteilles. Plusieurs magasins ont été pillés et incendiés.

Les incidents de samedi n'ont toutefois pas atteint l'ampleur de ceux de 1^{er} mai dernier, survenus à la fin d'une manifestation organisée par les mêmes associations. Trois cent trente-cinq policiers avaient alors été blessés par des « autocrates » ; le bilan des dégâts s'élevait à plusieurs millions de deutschemarks. — (AFP.)



P O I N T S R O M A N

Diplomatie

La préparation des cérémonies du Bicentenaire

Les chefs d'Etat et de gouvernement invités à participer aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution — c'est-à-dire les représentants des pays les plus industrialisés, ainsi que des représentants de pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe — arriveront à Paris dans la journée du mercredi 12 juillet et la matinée du jeudi 13, hormis M^{me} Corazon Aquino, attendue dès mardi pour une visite officielle préalable aux festivités du Bicentenaire.

Outre les contacts bilatéraux qu'ils pourront avoir, le programme des cérémonies pour l'ensemble de ces dirigeants étrangers prévoit :

• **Jeu 13 juillet** : une cérémonie sur le parvis des Libertés et des Droits de l'homme au Trocadéro (12 heures), suivie d'un dîner à l'Elysée ; l'inauguration de l'Opéra Bastille (19 heures) et un dîner offert par le

président de la République au Musée d'Orsay.

• **Vendredi 14 juillet** : le défilé des Champs-Élysées (10 heures), suivi d'une réception au Quai d'Orsay et d'un dîner offert par le président de la République à l'hôtel de Lassay.

Les cérémonies officielles du Bicentenaire s'arrêtent là. Le groupe des invités se sépare et le sommet des sept pays les plus industrialisés commence, vendredi 14 juillet vers 16 heures, à la pyramide du Louvre pour les chefs des délégations, avenue Kléber pour les ministres des affaires étrangères et à Bercy pour les ministres des finances.

Le vendredi soir, les chefs d'Etat et de gouvernement participant au sommet des Sept dînent en présence du président de la

République à l'hôtel de la Marine, place de la Concorde. M. et M^{me} Rocard, de leur côté, reçoivent à dîner les autres invités du Bicentenaire avec leurs conjoints ainsi que les conjoints des sept Grands. Tout le monde devrait se retrouver vers 22 heures place de la Concorde pour assister au spectacle de Jean-Paul Gaultier, la *Marsillaise*.

Le sommet des sept se poursuivra samedi 15 et dimanche 16 juillet entre la pyramide du Louvre et l'Arche de la Défense et s'achèvera dimanche par un dîner à l'Elysée.

Les « sherpas », qui ont pour tâche de préparer cette réunion des Sept, ont mis vendredi dernier la dernière main à l'ordre du jour, dominé par les dossiers de l'environnement et de la dette. Le projet de communiqué final, dans l'état d'avancement où il était en fin de semaine dernière, ne semble pas satisfaire les Britanniques.

Mauvaise humeur britannique

Les droits de l'homme ne sont pas nés avec la Révolution française...

LONDRES
de notre correspondant

Les Britanniques n'apprécient pas du tout le projet de la déclaration rédigée par les Français, laquelle devrait être rendue publique le 15 juillet lors du sommet des sept pays les plus industrialisés du monde. Londres bat le rappel des autres participants pour qu'ils fassent également pression sur Paris. Le Foreign Office considère, selon le *Sunday Telegraph*, que ce texte est « irréaliste », dans la mesure où il proclame des droits que les sept Etats concernés sont bien incapables de faire respecter.

Parmi ceux-ci figurent, selon le journal dominical conservateur, le droit au développement économique, à un environnement propre et sain, apparemment, ce qui a beaucoup intrigué les Britanniques, à la protection du « patrimoine génétique ». On n'aime pas beaucoup ici les déclarations abstraites ou grandioses et on préférerait que les Sept se bornent à réaffirmer les droits politiques traditionnels concernant la liberté d'expression et de circulation des personnes, un domaine qui est du ressort des Etats.

La mauvaise humeur britannique est également provoquée par la for-

mulation de cette déclaration, qui laisserait entendre que les droits de l'homme ont commencé avec la Révolution française. Les diplomates de Sa Gracieuse Majesté rappellent à cette occasion que la Grande Charte de 1215, qui imposait des limites au pouvoir royal, et surtout la Déclaration des droits de 1689, qui a créé la monarchie constitutionnelle britannique, ont quelque antériorité sur les textes révolutionnaires. M^{me} Thatcher avait elle-même répondu récemment aux Communes à ses détracteurs qui lui reprochaient de rater la prochaine révolution européenne : « Nous avons mis assez de temps pour nous débarrasser des effets de la Révolution française pour ne pas en soulever une autre ! »

Londres s'inquiète également des projets prêtés à M. Mitterrand en ce qui concerne la remise de la dette du tiers-monde. La Grande-Bretagne a elle-même annulé la dette publique des pays les plus pauvres d'Afrique, mais elle ne veut pas être entraînée dans une action collective, et surtout elle estime qu'elle n'a pas à dicter leur conduite aux banques privées.

Les festivités du Bicentenaire sont abondamment annoncées dans la presse, sur le ton railleur qu'un employé volontiers ici pour tout ce

qui concerne les fastes républicains. D'innombrables articles historiques sont consacrés à la guillotine, qui est de loin ce que les Britanniques connaissent le mieux à propos de la Révolution française. Faire colli-

der le sommet des Sept et les fêtes du Bicentenaire n'était décidément pas une bonne idée, en tout cas vu de Londres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement invités

Voici la liste des trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement qui seront présents aux cérémonies du Bicentenaire :

Afrique. — Côte d'Ivoire : Félix Houphouët-Boigny ; Djibouti : Hassan Gouled-Aptidon ; Egypte : Hosni Mubarak ; Gabon : Omar Bongo ; Madagascar : Didier Ratsiraka ; Niger : Ali Saibou ; Ouganda : Yoweri Kaguta Museveni ; Sénégal : Abdou Diouf ; Togo : Gnassingbé Eyadéma ; Zimbabwe : Robert Mugabe ; Cameroun : Paul Biya ; Mali : Moussa Traoré.

Amérique. — Brésil : José Sarney ; Canada : Martin Brian Mulroney ; Etats-Unis : George Bush ; Mexique : Salinas de Gortari ; Uruguay : Julio Maria Sangu-

netti ; Venezuela : Carlos Andres Perez.

Asie. — Inde : Rajiv Gandhi ; Japon : Sosuke Uno ; Pakistan : Benazir Bhutto ; Philippines : Corason Aquino ; Bangladesh : Hussain-Mohammad Ershad.

Europe. — RFA : Helmut Kohl ; Grèce : Christos Sartzetakis ; Irlande : Patrick Hillery ; Italie : Ciriaco De Mita ; Portugal : Mario Soares ; Royaume-Uni : Margaret Thatcher ; Chypre : Georges Vassiliou.

Le secrétaire général des Nations unies : Javier Perez de Cuellar.

Le président de la Commission des Communautés européennes : Jacques Delors.

La médiation arabe sur la question libanaise pétiée

Beyrouth (AFP). — L'envoyé spécial arabe au Liban, M. Lakhdar Ibrahim, a quitté Beyrouth, dimanche 9 juillet, pour Damas, sans avoir réussi en quatre jours à concilier les exigences du camp chrétien et des alliés de Damas. Par ailleurs, neuf personnes ont été tuées et onze blessées dans la banlieue sud de Beyrouth, sous contrôle syrien, dans de nouveaux affrontements entre les milices chiites Amal (pro-syrien) et Hezbollah (pro-iranien), au moment où leurs dirigeants se trouvent à Téhéran.

En quatre jours d'entretien au Liban, M. Ibrahim a, une nouvelle fois, été confronté à l'intransigeance des protagonistes qui a empêché tout accord aussi bien dans les domaines militaire que politique. Il n'a obtenu l'annonce ni d'un cessez-le-feu global, ni la levée du blocus maritime imposé par la Syrie et ses alliés au « pays chrétien », tenu par le général Michel Aoun, chef d'un gouvernement de militaires. Dans le même temps, les députés du camp chrétien ont refusé la proposition

d'une réunion du Parlement hors du Liban avant l'arrêt des combats et la levée totale du blocus.

« Pas de levée du blocus maritime sans l'engagement du général Aoun d'accepter des observateurs arabes contrôlant tous les navires, pour empêcher les fournitures de matériel militaire à son armée », a, de son côté, souligné le ministre de l'Intérieur du gouvernement soutenu par la Syrie, M. Abdallah Racy.

Le triumvirat de chefs d'Etat arabes (Maroc, Algérie, Arabie saoudite), dont M. Ibrahim est l'envoyé spécial, avait estimé « impératif » le 28 juin l'arrêt des hostilités et la levée des blocus pour permettre une réunion, hors du Liban, des parlementaires chargés d'élaborer un document d'entente nationale.

Les combats y ont repris avec violence dans l'après-midi entre miliciens rivaux d'Amal et du Hezbollah, faisant au moins neuf tués et six blessés dans les quartiers chiites au sud de Beyrouth.

La fin de la réunion de Bucarest

Un accord sur le désarmement conventionnel est possible en 1990
estiment les pays du pacte de Varsovie

Le communiqué adopté samedi 8 juillet par les dirigeants du pacte de Varsovie réuni à Bucarest porte essentiellement sur les questions de désarmement. Les représentants des pays socialistes saluent les propositions américaines sur le désarmement conventionnel présentées devant le sommet de l'OTAN fin mai à Bruxelles. Ils « attendent que ces propositions soient délaissées et présentées dans les meilleurs délais à Vienne ». La deuxième session des négociations de Vienne doit s'achever le 13 juillet ; leur reprise est prévue pour le 9 septembre. « La situation actuelle permet de réaliser les premiers accords au cours de l'année 1990 », dit le texte de Bucarest.

Le communiqué du pacte de Varsovie dénonce en revanche la discussion nucléaire comme un « anachronisme » et reprend les propositions faites à Strasbourg par M. Gorbatchev. Dans un entretien qu'il a accordé à la télévision soviétique, M. Gorbatchev a estimé que l'orga-

nisation devait devenir davantage une organisation politique et moins une organisation militaire : « La vie change, et l'organisation va certainement changer elle-même (...). D'abord, cette union militaire-politique se transformera en politique-militaire. Peut-être viendra un temps où la nécessité de son existence disparaîtra », a estimé le numéro un soviétique. « Mais c'est l'affaire de l'avenir. Pour le moment, cette organisation fonctionne bien », a ajouté M. Gorbatchev.

La rencontre qui a eu lieu en marge du sommet entre M. Ceausescu et le nouveau chef du PC hongrois, M. Nyers, n'a pas permis d'expliquer les différends entre les deux pays. M. Honecker, souffrant, avait regagné Berlin-Est samedi matin. Il était remplacé lors de la rencontre en comité restreint consacré aux questions politiques par M. Willy Stoph, le chef du gouvernement est-allemand. — (AFP, Reuters.)

La visite du président américain en Pologne

M. Bush veut aider une Europe « réconciliée, entière et libre »

(Suite de la première page.)

George Bush avait alors manifesté plus clairement qu'aucun autre responsable occidental avant lui sa sympathie pour le mouvement de Lech Walesa.

Les préoccupations électorales du candidat d'alors n'expliquaient pas tout : M. Bush semble nourrir des sentiments sincèrement chaleureux à l'égard de la Pologne, et en particulier à l'égard de ceux qui tentent de la rattrapper au train de la démocratie et du développement économique. Au sein de son équipe, l'avenir de l'Europe orientale est d'ailleurs un sujet d'intérêt majeur, l'un des domaines auquel on a le plus réfléchi, peut-être être qui suscite le plus d'optimisme. « La guerre froide a commencé en Europe de l'Est et, si elle doit finir, c'est là qu'elle finira », avait déclaré en avril M. Bush, dans le premier de ses grands discours de politique étrangère, prononcé précisément devant des Polono-Américains.

Aide économique concertée

A priori M. Bush aborde cette visite avec beaucoup d'atouts dans sa main. Il est à peu près certain d'être bien reçu, par la population bien sûr, mais aussi par les officiels. Sa venue est d'autant plus appréciée que le chancelier Kohl a, lui, cru bon de remettre sa visite, et cela au moment où en Allemagne des accents fort désagréables pour des oreilles polonaises se font à nouveau entendre.

Il peut aussi s'appuyer sur l'héritage d'une politique américaine qui à l'égard de la Pologne a été marquée par une solide constance. M. Reagan avait pris rapidement d'énergiques sanctions après l'imposition de l'état de siège en décembre 1981 et n'avait pas ménagé ses critiques à l'adresse du général Jaruzelski, tandis que le Congrès et surtout les syndicats américains soutenaient concrètement la lutte clandestine de Solidarité. Mais dès que l'homme du 13 décembre eut relâché ses pressions politiques, les Etats-Unis rallièrent à leur tour leur pression et, dans la propagande de Varsovie, perdirent progressivement leur rôle de bon émissaire

pour tous les maux de l'économie polonaise.

M. Bush, lui-même, avait salué la relégation de Solidarité en avril dernier par l'annonce de diverses mesures susceptibles de favoriser (modestement) les exportations polonaises. Mais il faudrait bien autre chose pour insuffler un réel ballon d'oxygène à une économie pantelante, beaucoup plus que Washington ne semble prête à donner. Des conseillers de Solidarité avaient lancé le chiffre de 10 milliards de dollars (la Pologne a 39 milliards de dettes), et M. Bush a fait comprendre que ce chiffre, dans l'immédiat, n'était pas très réaliste. Mais le président américain est décidé à profiter du sommet de Paris, à la fin de la semaine, pour demander aux six autres grands pays industrialisés de lancer une action coordonnée d'urgence pour favoriser des investissements en Pologne. L'idée d'un tel « consortium » revient à M. Zbigniew Brzezinski, ancien chef du conseil de sécurité du président Carter (à l'époque fort redouté par les officiels polonais), qui a contribué à la préparation du voyage de M. Bush.

Payer pour le spectacle

De bonnes intentions, et même l'émission de projets plus précis ne suffisent pas forcément à convaincre les Polonais que les Américains ont vraiment pris la mesure de l'enjeu et de leur responsabilité, à un moment que M. Bush lui-même qualifie d'« historique ». L'économie polonaise est rongée par l'inflation, le désespoir domine, et le fait d'avoir pu voter librement ce printemps ne suffit pas à compenser les frustrations d'une population trop longtemps éprouvée. S'il veut apparaître comme un rayon d'espoir, M. Bush ne doit pas se contenter de belles paroles ni même de quelques petits cadeaux somnams et trébucans : à lui de trouver le bon dosage, les mots et les gestes qui touchent pour que ce voyage soit vraiment un succès.

Signe des temps, ses rencontres sont à peu près également partagées entre les partisans du pouvoir et ceux de l'opposition, qui devaient se retrouver ensemble à un dîner

domé lundi par la partie américaine. A la Diète, où M. Bush devait ensuite prononcer un discours, Solidarité sera aussi présente en force, puisqu'elle a gagné la quasi-totalité des sièges pour lesquels un choix était offert. Et mardi, après avoir dîné avec M. Lech Walesa et salué la mémoire des victimes des répressions passées, c'est directement de Gdansk qu'il quittera la Pologne pour sa prochaine étape, Budapest, avant de rejoindre ensuite Paris.

Que les autorités polonaises acceptent un tel programme de visite témoigne de leur « bonne volonté », ou si l'on préfère, de leur incapacité à imposer autre chose. Se souvient-on encore qu'en 1972, Richard Nixon, en visite à Varsovie, s'était vu opposer un refus catégorique à ses demandes insistantes de rencontrer avec le cardinal Wyszyński, et qu'en 1977 encore, en pleine déroute, seule l'épouse du président Carter avait trouvé le moyen de rendre une brève visite à celui qui faisait alors figure de symbole de la Pologne « non communiste » ? A l'époque, le programme et l'itinéraire suivis par l'hôte d'outre-Atlantique étaient tenus secrets dans l'espoir — vain — d'éviter des attroupements trop enthousiastes. Aujourd'hui, on peut trouver toutes les informations requises en lisant le quotidien de Solidarité, *Gazeta*, publié sur les presses officielles.

M. Bush lui-même est en mesure de constater l'incroyable « différence », l'espace d'extrême auquel a consenti un pouvoir d'essence totalitaire qui n'avait plus les moyens d'être lui-même. En septembre 1987, le général Jaruzelski lui expliquait encore avec assurance que Solidarité était une « organisation morte ». Et Lech Walesa en personne estimait hautement improbable et pas forcément souhaitable que son mouvement soit relégué.

La roue tourne et M. Bush sait bien que le mécanisme qui la met en mouvement a des impulsions venues de l'intérieur et non de l'extérieur. « La Pologne est en train de faire sa propre histoire et l'Amérique — et le monde — regarde », a-t-il déclaré à son arrivée. Combien faut-il payer pour que le spectacle puisse continuer ?

JAN KRAUZE.

Ce qui restera demain de l'actualité est aujourd'hui dans Jeune Afrique Plus

Un événement dans la presse.

Un événement qui se renouvellera tous les 2 mois :

la parution de Jeune Afrique Plus.

Sous une présentation très soignée, éclairée de photos superbes, Jeune Afrique Plus est un « journal longue durée ».

Par rapport à l'actualité de l'Afrique et du monde, il va plus en profondeur, prend plus de recul, apporte une vue plus large sur les phénomènes de culture, de société, d'économie, de politique. Des faits passionnants aujourd'hui, des références pour demain.

JEUNE AFRIQUE PLUS

LE N°1 EST PARU.
DECOUVREZ-LE VITE!

UN APERÇU DU SOMMAIRE :

• **QUI AVANCE ET QUI RECULE EN AFRIQUE :** une étude sans précédent, passant au crible les performances de tous les pays africains depuis les indépendances. Dans ce palmarès sans concessions, les gagnants ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

• **YAMOUSSOUKRO :** un voyage en images exclusives au cœur de la Basilique, la réalisation grandiose et controversée d'Houphouët.

• **QUELLE PLACE POUR LES ISLAMISTES AU MAGHREB :** la Tunisie vient de leur donner droit de cité. L'Algérie et le Maroc vont-ils suivre ?

• **UN Géo-Portrait :** LE CAMEROUN, fort et fragile de sa diversité.

• **LA LONGUE MARCHÉ DU CINÉMA MAGHREBIN.**

• **LUMUMBA :** les premiers combats d'un leader nationaliste.

• **LA VIE SEXUELLE DE GANDHI :** les secrets de l'indomptable énergie du Mahatma.

• **LA RÉVOLUTION DE 1789 ET LES NOIRS.**

مكتبة الأمل

هكذا ان الرجل

Asie

CHINE

« Deng Xiaoping est pire que Mao ou Pinochet » déclarent au « Monde » deux dissidents chinois

(Suite de la première page.)

Ces gens sont aussi cruels parce qu'ils sont dans une impasse. Deng pense : « Après moi, le déluge ». Il croit que, comme la libéralisation a été inventée par les étudiants et les intellectuels, il faut tuer un peu ces porteurs d'idées de liberté et de démocratie. Il est prêt à en tuer deux cent mille. Mais nous croyons que, plus il y aura de morts, plus il y en aura qui se leveront. Ces morts sont un drame pour la Chine. »

« Deux cent mille morts pour vingt ans de paix »

M. Wu'er Kaixi — qui demande que l'on cesse de l'appeler de son nom chinois et qu'on lui donne son nom ouïgour de Uerkesh Daxet (il est originaire du Xinjiang) — a une vingtaine d'années. Charmant, volubile et souriant dans son T-shirt noir, il veut porter témoignage sur les massacres. Il a quitté Tiananmen « vers 4 heures du matin. J'ai vu l'armée arriver sur la partie nord de la place avec des fusils et des lances, rangés après rangées, les étudiants ; une dizaine tombaient à chaque fois. Après, je suis parti et les blindés ont écrasé les étudiants. Dans un seul secteur, il y a eu deux cents victimes ; le chiffre le plus prudent est de deux mille morts sur la place. »

Pourquoi le régime a-t-il tant attendu avant d'intervenir ?

M. Wu'er Kaixi : « Au début, je ne croyais pas à la répression. Jusqu'en 19 mai, date à laquelle on nous a demandé de nous disperser, laissant entendre qu'il pourrait y avoir de véritables massacres, « en tuant deux cent mille pour avoir la paix pendant vingt ans ». Ils avaient besoin de temps pour s'organiser, rassembler leurs troupes. Il y a eu aussi de violents affrontements au sein du parti. Deng Li Yang (M.H.), Deng Xiaoping, Li Peng et Yang Shangkun, respectivement président de la commission militaire du PCC, premier ministre et chef de l'Etat, sont responsables de cette répression. Je ne sais qui en a eu l'idée, mais celui qui décide en dernier ressort, c'est Deng. C'est le parti des vieillards qui l'a emporté. »

M. Yan Jiaqi : « Deng devrait être jugé publiquement. Il faut ériger place Tiananmen une immense statue de la démocratie fustigeant deux personnes, dont une serait Deng, afin qu'il laisse une odeur puante pendant dix mille ans, dit-il en éclatant de rire. Elle ferait pendant au mausolée de Mao, afin que le peuple se souvienne. Ce procès aura certainement lieu, avant ou après sa mort. L'histoire le jugera. »

Ces massacres ont renforcé le sentiment démocratique des Chinois. Auparavant, on critiquait le parti pour ses excès de centralisme. Depuis, les gens critiquent carrément le système. Celui-ci s'est dépouillé de ses oripeaux et apparaît comme un pouvoir impérial. Il [Deng] se comporte comme un empereur. Le peuple tout entier le sait. Ce n'est pas parce que nous sommes à l'étranger que nous l'accusons d'être un dictateur. Au sein du mouvement étudiant, on criait déjà : « A bas Deng Xiaoping ! »

M. Wu'er Kaixi : « Nous n'avons pas le droit d'ouvrir la bouche. Tout ce que nous deman-

dions, c'était de dialoguer. En parlant, on pouvait résoudre les problèmes. Nous comptions même quitter la place un par un dans la nuit du 4 juin. (...) Nous ne pensions pas du tout renverser le parti. Encore moins qu'il se retire de la scène de lui-même, bien que ce soit nécessaire. Il n'est pas possible qu'il change en un seul jour. Notre mouvement voulait la démocratie, comme beaucoup de gens. »

L'échec du socialisme

« Notre système est vieux de quarante ans. C'est celui du monopole d'un parti. Si nous, quelques centaines de milliers d'étudiants, étions parvenus à faire pacifiquement une brèche dans ce monopole, cela aurait

— Le communisme est-il mort, comme on l'a entendu dire ?

M. Wu'er Kaixi : « Certains le disent. Je pense qu'il y a deux grandes tendances dans le monde, le capitalisme et le socialisme, avec la Chine, l'URSS et l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, le socialisme est à un stade où il doit se transformer. La Russie est en train de changer. Je considère que l'échec du socialisme est le phénomène le plus important du vingtième siècle. Cela ne veut pas dire qu'il faille suivre le capitalisme, mais créer de toutes pièces un gouvernement démocratique. Comme il n'existe pas de base pour ce faire, il faut commencer par la réforme économique. Mais on doit principalement compter sur le processus politique. »

M. Yan Jiaqi : « Les formules de Lénine, Staline, Mao et Deng

M. Zhao Ziyang aimait trop la musique pop...

Chaque organisation y allant de sa critique contre M. Zhao Ziyang, le coup de pied de l'âne est venu, samedi 8 juillet, du vice-président de l'Association des auteurs dramatiques chinois. M. Liu Housheng a accusé le secrétaire général du PCC de préférer les chanteurs de musique pop chinois gagnant « plusieurs milliers de yuans » par soir « aux honnêtes acteurs qui touchent à peine plus d'un yuan » par représentation : « Il ne prêtait guère d'attention à l'art dramatique sérieux et avait opté pour le laissez-faire à l'égard de certains chanteurs pop. Il s'agit d'une confusion entre le capitalisme et le socialisme » qui doit être « rectifiée », a ajouté M. Liu, qui s'est bien gardé de critiquer le goût de M. Deng Xiaoping pour les dessins animés de Walt Disney.

D'autres écrivains ont accusé M. Zhao d'avoir favorisé la diffusion du « libéralisme bourgeois » et de n'avoir jamais accordé la moindre attention au théâtre chinois. Pour assaillir ce nouvel ordre moral, les autorités ont envoyé des instructeurs sur les campus, a annoncé samedi le Quotidien de Pékin. Plus de deux mille étudiants d'une université de Pékin ont été astreints à des cours de rééducation politique destinés en particulier à obtenir l'« autorisation » des participants au printemps de Pékin. Ces

séances sont obligatoires pour l'obtention du diplôme de fin d'études.

D'autre part, des équipes spéciales de commissaires politiques vont être créées pour mener des enquêtes « approfondies » dans les usines afin d'y contrer l'influence des idées « bourgeois » et de « renforcer l'éducation communiste et collectiviste », a indiqué le Quotidien du peuple. Cette décision a été prise au cours d'une réunion à Pékin de responsables du « travail idéologique » qui a été l'occasion de la répartition de M. Deng Lian, l'idéologue le plus conservateur du PCC, qui n'avait pas été réélu au 13^e congrès en 1987. Par ailleurs, les milices populaires sont à nouveau à l'honneur, patrouillant dans les quartiers et arrêtant les suspects.

A Washington, le secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu, a estimé dimanche « constructif » le fait que M. Li Peng ait déclaré qu'il ne poursuivait que les « instigateurs » du mouvement étudiant. Enfin, en Italie, la presse dominicale a indiqué que quatre Chinois qui avaient demandé l'asile politique le 13 juin auraient été enrôlés par des membres du consulat chinois à Milan. Deux d'entre eux ont réussi à s'échapper. — (AFP, AP.)

déjà été beaucoup. (...) Nous sommes aussi contre la corruption, le bureaucratisme, l'absolutisme et pour la liberté de la presse. Les étudiants ne sont pas des fauteurs de troubles. »

Le professeur Yan voit dans le retard politique de la Chine une origine historique : « Les changements politiques en Chine ont été causés par des guerres paysannes. La victoire du PCC sur le Kowmintang a été principalement celle d'un soulèvement paysan, comme ceux qui renversaient les dynasties. Cette fois, le mouvement du PCC a renversé la dynastie de Chiang Kai-shek, fondant une nouvelle dynastie, celle de Mao et de Deng. C'est la première fois qu'un soulèvement urbain se produit en Chine depuis la libération en 1949, au moment où la France fête le Bicentenaire de sa Révolution. Il y a eu une forte influence française dans cette opposition populaire, pacifique et non violente au pouvoir. »

Le mépris de M. Li Peng

Tous deux estiment que le rôle des intellectuels et des étudiants est déterminant dans l'évolution de leur pays. M. Wu'er Kaixi pense qu'ils ont une importance certaine pour faire progresser les idées. Il faut que le PCC, qui est de nature paysanne, s'intellectualise. (...) Les étudiants sont la force motrice du peuple. Ils ont réussi à mobiliser 1,1 milliard de Chinois, y compris les ouvriers, même si ceux-ci « n'ont pas une idée très claire de la démocratie », et les Chinois d'outre-mer.

Mais il dément les accusations de manipulation de son mouvement, de l'intérieur comme de l'étranger.

Le jeune dirigeant étudiant repousse aussi toute idée de terrorisme, de recours à la force : « Je ne peux pas dire qu'en Chine il n'y ait personne qui soit en faveur d'y recourir. Ceux qui ont l'esprit un peu plus clair comprennent que si on utilise la force, on court au massacre. Il faut garder la tête froide pour diriger ces mouvements. Personnellement, je pense qu'à l'avenir il faut s'opposer à une politique de violence. »

Il conserve une faible peur Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC révoqué par M. Deng au lendemain des premières manifestations étudiantes de décembre 1986 et dont la mort, le 15 avril dernier, fut le détonateur des premières défilés. De même pour son successeur Zhao Ziyang, limogé le mois dernier après avoir été accusé de soutenir la « contre-révolution ». « Zhao était un partisan très actif de l'ouverture et des réformes économiques. Il soutenait aussi, dans une certaine mesure, notre mouvement, et il pensait que nos revendications étaient justifiées. Il n'a pas pu nous protéger parce que sa propre position était menacée (...). Quand il est venu nous parler le 19 mai, il nous a laissé entendre très clairement que la loi martiale allait être imposée. Elle le fut la nuit suivante. »

M. Yan ajoute : « Il était contre la répression et il n'a pas voulu participer à la décision (de proclamer la loi martiale). Il était très malheureux » quand il vit voir, pour la dernière fois, les étudiants, les larmes aux yeux. En revanche, tous deux n'ont que haine et mépris pour M. Li Peng. M. Wu'er Kaixi : « A refusé tout dialogue. Quand il nous a rencontrés à 4 heures du matin et le lendemain, la loi martiale était proclamée. Il m'a engueulé d'un ton méprisant et sévère. »

Les deux dissidents ne donnent pas deux ans au régime pour qu'il s'effondre. Ils comptent sur un appui international. M. Yan considère que « la dictature de Deng-Li-Yang a déjà des problèmes ; il faut que les autres gouvernements suppriment toute coopération — politique comme économique — qui profite à la dictature, mais pas celle qui bénéficie au peuple (...). Les vieillards vont continuer de servir leurs slogans sur la réforme, rajouter leur politique d'ouverture et de réformes, tout faire pour bien accueillir les hommes d'affaires étrangers. Mais l'aide étrangère ne doit pas contribuer à renforcer la dictature de Deng. Nous espérons que les hommes d'Etat étrangers clairvoyants comprendront le jeu de Deng. »

Pensez-vous que le prochain mouvement populaire aura toujours pour objectif de réformer le communisme ou bien de le combattre ?

M. Wu'er Kaixi : « Je pense que ce sera pour le réformer. »

M. Yan Jiaqi : « Il faut remplacer le gouvernement absolutiste. Une évolution progressive de l'économie a déjà permis une libéralisation. Je pense que l'avenir est dans la libéralisation et nous nous en considérons comme les éléments moteurs. »

Propos recueillis par PATRICE DE BEER.

Proche-Orient

ISRAËL

Le gouvernement tente d'endiguer la vague de représailles anti-arabes

Rompant le silence dont il se sort qu'exceptionnellement depuis qu'il a quitté le pouvoir, en août 1983, M. Menahem Begin a condamné, dimanche soir 9 juillet, le récent attentat palestinien (quatorze morts) contre un autobus israélien, tout en mettant en garde contre les conséquences d'une « réaction violente » de la part des Israéliens qui « engendrerait une haine plus grande entre les deux peuples ». Par ailleurs, M. François Mitterrand a adressé un message de condoléances au président Chaim Herzog, à la suite de l'attentat, dans lequel il appelle notamment à « la tolérance, au dialogue et à la paix ».

« Arrêter la haine »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La spectre de la violence et de la haine ethnique en Israël est-il en train de devenir réalité ? La question se pose depuis la multiplication des incidents anti-Arabes consécutifs à l'attentat contre l'autobus Tel-Aviv-Jérusalem. « Ce phénomène inquiétant », comme l'a qualifié le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ne peut, de l'avis général, être enrégimé que par un renforcement des mesures de sécurité, mais surtout par une campagne de réprobation vigoureuse de la part des autorités, des actes de violence anti-Arabes, « La colère provoquée par l'attentat de l'autobus est partagée par tous les Israéliens, écrit le quotidien Hadashot, mais elle ne doit pas nous faire perdre la raison. »

Le premier personnage de l'Etat d'Israël, le président Haim Herzog, a pris la tête de cette campagne de réprobation, en lançant un vibrant appel pour « arrêter la haine et la folie des haches qui attaquent des Arabes innocents et des adversaires politiques (...), ce qui risque de mener la société israélienne au chaos et à sa perte ».

Le gouvernement a également publié un communiqué, plus nuancé, qui condamne « les actes irresponsables commis par les juifs dans des moments de douleur », tout en s'insurgeant aussi contre « le manque de sensibilité manifesté par certains éléments à l'étranger contre l'attentat de l'autobus Tel-Aviv-Jérusalem » ; allusion au refus du département d'Etat américain de qualifier cet attentat d'« acte de terrorisme ».

Parallèlement à ces efforts entrepris par les autorités pour essayer de calmer les esprits, la police a pris des dispositions sur le terrain. Les effectifs ont été renforcés, en particulier dans certains secteurs de Jérusalem. Mais cela n'a pas empêché, dimanche 9 juillet, de nouveaux incidents, en particulier dans le quartier de Shmuel-Hanavi. A plusieurs reprises, les forces de sécurité ont dû intervenir en usant de gaz lacrymogènes, pour disperser des groupes de jeunes Israéliens qui lançaient des

pierres sur des voitures arabes de Cisjordanie (reconnaissables à leurs plaques minéralogiques bleues).

Les incidents n'ont cependant pas atteint la gravité de ceux de la veille. La journée de samedi avait, en effet, été marquée par une série d'attaques anti-Arabes concentrées à Jérusalem et dans la région d'Ashkelon, proche de la bande de Gaza, d'où est originaire l'auteur de l'attentat contre l'autobus. C'est aussi dans ce secteur qu'ont disparu ces derniers mois deux soldats israéliens, dont un a été retrouvé assassiné, ce qui avait déjà provoqué des actes de violence anti-Arabe.

« Intifada juive »

Pendant le week-end, il y a eu au moins deux cas très graves de jets de pierres sur des voitures d'habitants de Gaza. Dans un cas, le chauffeur, atteint à la tête, a été tué et, dans l'autre, il a été grièvement blessé. A cela, il faut encore ajouter l'affaire d'un jeune Arabe battu par une vingtaine d'Israéliens sur une place de Césarée et celle d'un Palestinien renversé défilé par trois Israéliens près de Tel-Aviv.

Le ministre de la police, M. Haim Bar-Lev, a attribué tous ces incidents — ainsi que ceux commis contre des hommes politiques israéliens de gauche — à une minorité de « primitifs et de têtes brûlées ». La formule n'a pas fait l'unanimité. Il a été critiqué par certains hommes politiques de droite, mais aussi par des universitaires qui ont fait valoir qu'une telle expression sous-estime la gravité de l'escalade des violences. Certains universitaires parlent même à présent d'« Intifada juive ». A voir, dans le quartier de Shmuel-Hanavi à Jérusalem, les jets de pierres, les bris de vitres des voitures, les gaz lacrymogènes et même les pneus brûlés, on peut en effet s'interroger sur l'influence que dix-neuf mois d'intifada palestinienne ont pu avoir sur certains secteurs de la population israélienne. — (Intifada.)

M. Arafat estime qu'un « coup mortel » a été porté au projet d'élections

M. Yasser Arafat estime que le récent durcissement de la position du premier ministre israélien M. Itzhak Shamir concernant le projet d'élections dans les territoires occupés est un « coup mortel » porté à cette option. Il en impute la responsabilité, au moins partielle, aux Etats-Unis. Dans un entretien publié, lundi 10 juillet, par l'International Herald Tribune, le chef de l'OLP évoque également une possible rupture du dialogue entamé en décembre avec les Etats-Unis.

Pour sa part, un « haut fonctionnaire » voyageant dans le Golfe arabo-persique à bord de l'avion du secrétaire d'Etat américain James Baker a indiqué que Washington pourrait explorer l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient si le projet d'élections dans les territoires occupés (prévu par les Etats-Unis) échouait à cause des conditions mises tant par Israël que par l'OLP. Le gouvernement égyptien a, par ailleurs, demandé aux Américains de réviser leur position et de s'orienter, désormais, vers un projet de conférence internationale.

Mort de Moshe Kol co-fondateur de l'Etat hébreu

Moshe Kol, un des signataires de la déclaration d'indépendance d'Israël de 1948, est mort vendredi 7 juillet à l'âge de soixante-dix-huit ans. [Né à Minsk, en Biélorussie, Moshe Kol était l'un des fondateurs du Mouvement sioniste libéral et avait occupé le poste de ministre du tourisme de 1966 jusqu'au début des années 70. Moshe Kol avait aussi présidé le Parti libéral (centre) de 1961 à 1965 et fondé le Parti libéral indépendant en 1965.]

● IRAK : Paris n'aurait pas accepté de reconstruire le réacteur nucléaire irakien de Tammouz, au nord de Bagdad, détruit en 1981 par l'aviation israélienne, a affirmé M. Tareq Aziz, vice-premier ministre irakien et ministre des affaires étrangères, dans un entretien publié lundi 10 juillet par l'hebdomadaire Kol al Arab. Un porte-parole du ministère français des affaires étrangères avait indiqué, le 7 mai dernier, qu'il n'y avait pas de pourparlers en cours entre l'Irak et la France en vue de la reconstruction du réacteur de Tammouz, mais avait reconnu que la question avait été soulevée par les Irakiens dans une période récente.

JAPON

Les hommes politiques et les femmes (suite)

Alors que le premier ministre nippon, M. Uno, ne parvient pas à se sortir du scandale dans lequel l'ont plongé ses aventures féminines, en particulier avec une gaishe (le Monde date 9-10 juillet), son propre ministre de l'Agriculture vient de commettre une nouvelle gaffe en déclarant publiquement que les femmes étaient « nuisibles en politique ».

Parlant dans une réunion électorale à Mie, M. Hideo Horinouchi avait affirmé vendredi 7 juillet que le rôle des femmes était de « rester à la maison et de s'occuper de leur famille ». Il avait ajouté que « M^{me} Thatcher est un cas à part, car elle a un mari et des enfants. La présidente du PSJ, M^{me} Doi, est célibataire et nous ne devons pas permettre à

une personne qui n'a jamais eu de famille d'être chef de gouvernement ».

M. Horinouchi a immédiatement été pris par M. Uno de se rétracter, tandis que le secrétaire général du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, qui doit faire face le 23 juillet à de difficiles élections sénatoriales et craint de perdre le vote féminin, a qualifié ses propos de « calomnie à l'égard des femmes candidates du PLD ». Contraint et forcé, le ministre de l'Agriculture a « retiré » tout ce qu'il avait dit. « Je présente mes excuses, a-t-il ajouté, aux nombreuses femmes qui ont été offensées. » — (AFP, AP.)

EN BREF

● AFGHANISTAN : Revers pour les moudjahidines près de Jalsalabad. — Les troupes gouvernementales ont repris la ville de Samarkand, investie par les moudjahidines au début du siège de Jalsalabad en mars. D'autre part, le chef de l'Etat afghan, M. Najibullah, a menacé, samedi 8 juillet, de porter la guerre en territoire pakistanais si Islamabad continuait d'armer les résistances. A Kaboul, un très important dépôt de munitions a explosé samedi, alors que la capitale était bombardée par une cinquantaine de roquettes qui ont fait au moins quinze morts. (AP, Reuters.)

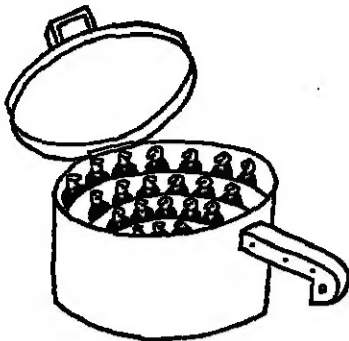
● CAMBODGE : Arrivée à Paris du prince Sihanouk. — Le prince Sihanouk est arrivé dimanche 9 juillet à Paris, en provenance de Pékin. Il a déclaré qu'il venait en France « avec beaucoup de bonne volonté », « non pas pour saboter la conférence internationale aux le Cambodge prévue en août, mais pour « aider à son

succès ». Il a estimé que les récents événements en Chine n'auront pas d'incidence directe sur la conférence, à laquelle la Chine est invitée. Le prince devait être reçu lundi par M. Dumas, ministre des affaires étrangères, et mardi par M. Mitterrand.

● PAKISTAN : Islamabad devrait réintégrer le Commonwealth. — M^{me} Benazir Bhutto, premier ministre pakistanaise, qui se trouve en visite officielle à Londres, a indiqué, vendredi 7 juillet, que son pays allait probablement rejoindre le Commonwealth. Le Pakistan avait quitté l'organisation en janvier 1972 pour protester contre l'admission du Bangladesh, devenu indépendant à l'issue d'une guerre civile et de l'intervention indienne. M^{me} Thatcher s'est félicitée de la décision du Pakistan, qui pourrait réintégrer l'organisation dès son prochain sommet, en octobre, à Kuala Lumpur (Malaisie). — (AP, AFP.)

Politique

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat



L'Assemblée nationale connaît, depuis un an, un climat apaisé tranchant avec celui plus mouvementé des législatures précédentes. Cette phase de sérénité n'est pas encore assainie par tous. La majorité des hommes et femmes politiques n'a pas encore pu goûter au repos. Sous-jacent et traditionnel, l'absentéisme est devenu ces derniers mois un mal aigu qui touche séances publiques et réunions de commissions.

Cette désaffection alimente un antiparlementarisme qui se tient pas compte d'une amélioration des condi-

tions dans lesquelles les parlementaires légifèrent. Du coup se trouve masquée la volonté de certains d'entre eux de rendre à leur institution ses lettres de noblesse. La polémique sur l'amendement fantôme amoncelant les indélicatesses financières n'a pas contribué à améliorer l'image des hommes politiques. L'Assemblée nationale mais aussi le Sénat sont confrontés à une crise d'identité. Interrogations sur leur propre poids dans le processus législatif, doutes sur leur indépendance vis-à-vis de leur formation politique, incertitudes sur l'utilité

d'un pouvoir qui semble leur échapper, perplexité sur le rôle que l'opinion voudrait leur voir tenir...

A ce premier article sur les symptômes du mal s'ajoutent un deuxième consacré à la recherche des remèdes à y apporter. Ensuite, dans un troisième, sera pris en compte la dimension historique d'une Assemblée aujourd'hui bicentenaire. Le quatrième proposera un voyage à l'intérieur de la maison du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. Enfin, un sondage SOFRES-Le Monde permettra de dire quelle image les Français ont de leur Parlement aujourd'hui.

Au Palais du Luxembourg, l'ennui

« Litane, liturgie, litanie », cette formule, dont Edgar Faure gratifiait la discussion budgétaire, touche désormais l'ensemble des travaux sénatoriaux. De la routine naît l'ennui et l'ennui endort. Le Palais du Luxembourg se retrouve avec la fâcheuse réputation d'un château de la belle au bois dormant... où - hélas ! - aucune belle ne sommeille plus.

L'absentéisme constitue la face immergée de l'iceberg : absence dans l'hémicycle, bien sûr mais aussi dans les commissions, désaffection des réunions de groupe... Quand l'Union centriste se réunit en séance, on assiste à une cinquantaine de ses membres, il faut être un sénateur de bien fraîche date comme Xavier de Villepin, élu il y a trois ans, pour s'écarter qu'une vingtaine manque à l'appel, et il faut être un solide routier de l'ennui comme Jean Chazet pour, au contraire, y voir un signe encourageant.

Même les fameux voyages à l'étranger, proposant quelques missions dans des cadres exotiques, ne font plus recette. Pour une mission dépeçée, cet été en Union soviétique, Claude Estier a eu toutes les peines du monde à trouver un volontaire qui y participerait... quatre jours sur les quinze prévus.

Depuis des années des élus s'indignent : l'un des plus virulents, aujourd'hui déodé, le centriste Adolphe Chauvin, homme au demeurant tolérant et placide, prenait de bien belles colères en constatant la désertification de l'hémicycle. « Les sénateurs prennent le Sénat pour un conseil d'administration où les jokers de présence sont payés même aux absents », disait-il. Réquisitionnés en priorité, les sénateurs parisiens ou de la région parisienne et ceux représentant les Français de l'étranger. A ceux-là rien n'est épargné : la permanence en séance de nuit, la responsabilité des votes de leurs collègues pour les scrutins publics, les explications de vote tout azimut, la défense des amendements de leurs « amis » retenus par des servitudes locales. Les obligations du terrain fournissent une excuse galvaudée tant elle est utilisée.

Une Chambre repliée sur elle-même

On n'est pas sénateur si l'on n'a pas un ou plusieurs mandats locaux. Autant de prétextes pour ne venir à Paris que pour régler les problèmes de son département. Autant le dire, il est des sénateurs inconnus au palais du Luxembourg. Citons-en cet ancien maire d'une des plus grandes villes de France, qui chaque année semble prendre connaissance en même temps qu'il lit de son rapport budgétaire ? Ou celui-là, qui depuis sa première élection a plus fait parler de lui - tout étant relatif, - en changeant de groupe politique plus souvent qu'en montant à la tribune ?

Les occupations en province, pour accaparer qu'elles soient, n'expliquent pas tout. Représentants, de par la Constitution, des collectivités territoriales, les sénateurs ont aussi du vague à l'âme, une sorte de mal de vivre qui les fait s'interroger sur leur utilité. Autant en province, leur fonction leur confère une aura qui leur vaut d'être souvent traités avec plus d'égards que n'importe quel autre élu, autant à Paris, leur prestige se trouve estompé. Les retombées médiatiques sont des plus aléatoires : la présence des organes audiovisuels est des plus rares. Pour la session qui vient de s'achever, la réforme du code pénal (au cas où...), la présidence commune pour l'automne 2 et FR3 (nombrilisme oblige) et... Brigitte Bardot ont attiré micro et caméra. La saturation du téléscopage n'est pas pour demain !

Consciemment ou non, nombre de sénateurs se désintéressent d'autant plus de leur Assemblée que cette dernière ne les valorise pas. La discrétion dont est entourée leurs travaux collectifs n'est guère stimulante. Sans compter que replié sur lui-même, le Sénat est le cadre propice aux intrigues de couloirs, aux rumeurs, aux bruits vrais ou faux qui vous font une réputation en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Au total, toute tête qui émerge un tant soit peu devient suspecte, voire dangereuse dans la

mesure où toute initiative est portuse d'un germe : celui de bousculer l'ordre établi.

N'est pas iconoclaste qui veut. Il y a les rites, les traditions qui font qu'un Michel Poniatsowski, dont on peut tout dire sauf qu'il est un néophyte, n'a pas pris la parole une seule fois depuis son arrivée cet hiver au Sénat. Ce n'est pas l'âge des arrières qui compte mais bel et bien l'ancienneté maison. Les arrivants n'ont d'autre choix que de suivre silencieusement l'initiation que voudront bien leur prodigier leurs aînés. Résultat : un ron-ron, un conformisme qui au mieux irrite, au pire lasse.

Parmi les explications plausibles à une situation qui s'aggrave, il y a bien sûr la nature même de l'institution. Seconde Chambre, ses pouvoirs sont limités : pas question de renverser un gouvernement, la Constitution le lui interdit, pas question d'imposer telle ou telle disposition législative contre le gré de la majorité existant à l'Assemblée nationale. Son seul moyen de s'opposer contre le camp au pouvoir relève de l'obstruction. La droite y a plutôt bien réussi sur la réforme Savary en 1984, et dans la foulée pour imposer à François Mitterrand le renoncement à l'élargissement du champ référendaire. Dans des circonstances différentes, le Sénat est redevenu de l'échec du général de Gaulle en 1969. Mais les occasions sont rares pour cette Haute Assemblée d'obtenir gain de cause contre le pouvoir en place. Même, quand elle est retrouvée en phase avec la majorité nationale, son influence n'a guère été plus sensible : elle était là pour avaliser vite fait bien fait ce que souhaitait le gouvernement.

Obéir aux consignes

La chape de plomb qui recouvre le palais de Catherine de Médicis s'est encore alourdi, avec la mise en place de la concertation sénatoriale qui réunit régulièrement les responsables des groupes de droite. C'est dans cette instance que tout est censé se décider. Du coup, le sénateur Lambda sous peine de passer pour un dangereux contestataire, obéit aux consignes. A quoi pourrait bien lui servir de venir voter en séance ou écouter un débat dont l'issue a été arrêtée sans qu'il lui demande son avis. Pire même, quand les positions fixées sont contraires aux siennes. Nul doute que les spécialistes en sont déçus. Marcel Rudloff et Jacques Larché respectivement rapporteur et président de la commission des lois en ont fait encore récemment l'amère expérience : plutôt favorable au projet d'amnistie des militaires indépendantistes algériens, ils ont dû faire contre mauvaise fortune bon cœur et voter contre le texte, la majorité sénatoriale en ayant décidé ainsi. Et que dire d'un Jean Chazet qui préfère ne pas participer aux votes quand il s'agit d'audiovisuel, plutôt que de suivre ses amis.

A. Cg et P. S.

(Suite de la première page.)

Pourtant, la situation est pour le moins paradoxale : cette brève poussée d'antiparlementarisme se fait jour alors que, depuis un an, l'Assemblée nationale a fait un travail législatif de qualité dans un climat apaisé, et que le Sénat a - en partie - renoncé à ses excès oppositionnels des années 1984-1985.

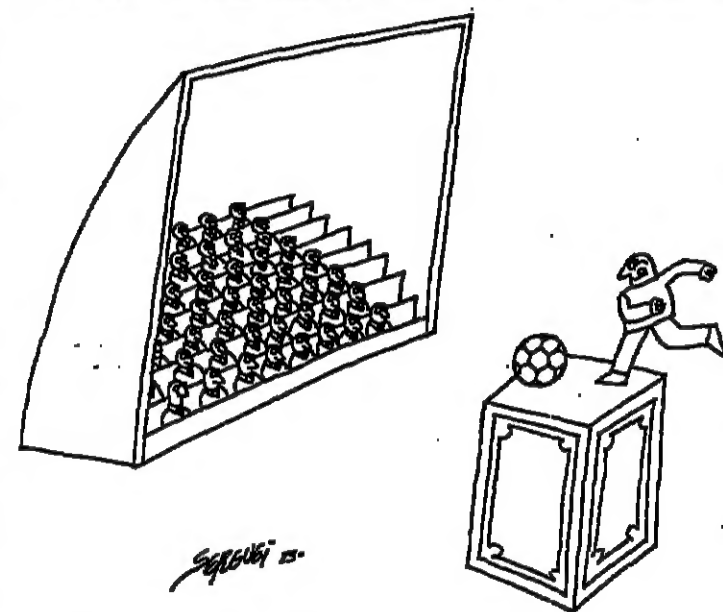
Pour apprécier cette substantielle amélioration des conditions de travail des députés, il n'est pas inutile de rappeler que, depuis les débuts de la V^e République, le Parlement est pris dans un double étau. Soucieux de mettre un terme au parlementarisme décrié de la IV^e République, les constituants de 1958 ont doté l'exécutif d'un certain nombre de moyens coercitifs vis-à-vis de l'Assemblée afin d'encadrer strictement sa marge de manœuvre (maîtrise de l'ordre du jour, vote bloqué, etc.).

Le premier Premier ministre de la nouvelle République, M. Michel Debré, ne cachait d'ailleurs pas son souhait de voir inscrit dans la Constitution le mode de scrutin majoritaire, dans lequel il déclinait un immense avantage, qu'il résumait, selon son entourage, ainsi : « Pendant que les députés seront bloqués dans leur circonscription pour se faire réélire, nous aurons la paix à Paris... » C'était tout dire !

Les pères fondateurs de la V^e République n'avaient toutefois pas imaginé que, quatre ans plus tard, viendrait se surajouter à leur premier dispositif contraignant un second, qui allait cadencier le Parlement et transformer l'Assemblée nationale en Chambre d'enregistrement : le fait majoritaire, c'est-à-dire la concordance de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire, et donc la possibilité pour le gouvernement de faire voter « au canon » ses textes. En 1962, après les élections législatives de novembre et la défaite du « cartel des non » hostile à l'élection du président de la République au suffrage universel, apparut à l'Assemblée un bloc majoritaire conforme à la majorité présidentielle dégaugée au référendum du 28 octobre.

Les gaullistes envahissaient les travées qui, quatre ans plus tôt, étaient occupées par pas moins de onze groupes... Ainsi, doublement encadrée, l'Assemblée nationale devait connaître successivement, avec quelques variations, l'époque des « godillots » gaullistes, des « escarpins » giscardiens (1) et des « patenâtes » socialistes... Malgré quelques grognons et rognons, la soumission était la règle.

Une situation nouvelle est apparue depuis un an avec l'affaiblissement de l'une des deux mâchoires qui enserrait l'Assemblée. Le groupe qui soutenait le gouvernement n'a pas la majorité absolue et il ne dispose pas d'allié sur lequel comp-



discrètement, il est vrai, sous la cohabitation) allait pouvoir s'accélérer.

On assiste en effet depuis un an à un changement sensible : la plupart des projets qui viennent en discussion ne sont pas des textes de « revanche » qui systématiquement prendraient le contre-pied de ce qui avait été fait auparavant. La dose idéologique par projet de loi a considérablement baissé : les députés de l'opposition le reconnaissent eux-mêmes. Évitant ainsi le petit jeu de balancier consistant à défaire ce qui avait été fait (sauf pour le projet Joxe sur l'immigration, ou encore celui substituant la CSA à la CNCL, comme autorité de l'audiovisuel), le gouvernement a ouvert un espace de discussion, malheureusement occupé par un nombre restreint de députés. La volonté des élus centristes de jouer le jeu d'une opposi-

tion constructive a consolidé cet espace.

Mais ce renouveau a débouché paradoxalement sur un absentéisme aggravé qui frappe non seulement la séance publique, mais également - ce qui est nouveau - les réunions des commissions permanentes. A plusieurs reprises, au début de la législature, les journalistes parlementaires ont pu assister à une séance fort éloquent. Le débat se déroule sur un projet de loi (le revenu minimum d'insertion par exemple) : les députés de tous les groupes qui ont déjà travaillé ce texte en commission sont présents. Le dialogue avec le ministre est de qualité. Soucieux de trouver une majorité, il explique, détaille, cherche à convaincre, traque le consensus.

Parfois, il a pris soin de voir les présidents de groupe de l'opposition, avant le débat, pour leur expliquer en détail la philosophie de son projet. La discussion avancée, le travail par amendements se fait pas à pas. Arrive alors dans l'hémicycle tel

cure peu de notoriété. Ceux qui le font n'obtiennent même pas toujours la reconnaissance de leur propre formation politique. Une petite phrase habilement lâchée dans les couloirs du Palais-Bourbon assure souvent qu'un travail d'arrache-pied, en séance de nuit, sur un texte qui pourtant va toucher la vie des Français. Paradoxe à nouveau : les Français ne jugent l'Assemblée nationale qu'à travers la caricature de la séance hebdomadaire des questions au gouvernement, retransmise à la télévision. Les gestualités télévisuelles du mercredi occultent les discussions parlementaires qui s'étaient sur plusieurs jours (souvent en séance de nuit).

Atmosphère « cotonneuse »

Fréquemment des députés de l'opposition se plaignent : « Il ne se passe rien à l'Assemblée, l'atmosphère est cotonneuse... » Nostalgie des grands affrontements d'hier, où il n'était pas toujours essentiel d'avoir travaillé un sujet pour savoir qu'en penser et qu'en dire : on pouvait se payer à peu de frais une belle improvisation dans l'hémicycle, l'indignation en bandoulière et la main sur le cœur... Du côté de la majorité, d'autres raisons expliquent le désempolement ou le désintérêt de certains. Il y a les députés, ceux qui souhaiteraient une politique plus marquée à gauche. Mais plus généralement l'absentéisme des députés socialistes est dû aux effets pervers d'une évolution positive... Combien de fois de 1981 à 1988 les députés de la majorité ont-ils renoncé parce que le gouvernement leur présentait un projet de loi tout ficelé qu'ils étaient prêts d'avaler tel quel ?

Conscient de cette difficulté, le gouvernement de M. Michel Rocard a multiplié au cours de la dernière session de printemps les séances de concertation en amont avec le groupe majoritaire, c'est-à-dire avant même que le projet soit adopté en conseil des ministres (ce fut, par exemple, le cas pour le projet Soisson sur le licenciement économique). Sur le projet de X^e Plan les députés socialistes ont pu également faire valoir leur point de vue avant que le texte soit bouclé. Chaque fois, l'affrontement a été évité grâce à des négociations anticipées mais chaque fois aussi, l'opposition prête à juger positivement la copie gouvernementale s'est rétractée devant les « fleurs » faites ainsi aux socialistes...

D'où vient l'effet pervers ? Quand un texte est en préparation à Matignon, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale crée un groupe de travail en son sein pour plancher sur le sujet. Le groupe est ouvert à tous... Résultat : on n'y retrouve qu'une petite poignée de députés spécialisés dans la matière traitée. Ce sont généralement toujours les mêmes que l'on voit s'impliquer dans ce travail de bédouin. Les autres députés suivront les choses de très loin en s'en remettant aux « spécialistes » : la discipline de vote étant là pour dicter la conduite à tenir en séance.

Ajoutez à cela ces invraisemblables séances de nuit qui imposent aux parlementaires de légiférer jusqu'au petit matin, les paupières lourdes et la langue pâteuse ; et vous saurez, Monsieur, pourquoi votre Assemblée nationale, bi-centenaire est malade... et pourquoi votre Sénat souffre de langueur.

ANNE CHAUSSEBOURG
et PIERRE SERVANT.

(1) En 1974, les députés giscardiens étaient minoritaires au sein de la coalition majoritaire dominée par l'UDR, devenue RPR en 1976.

Prochain article :

LA RECHERCHE
D'UNE THÉRAPIE

M. Chamard : « Une vie crevante et passionnante »

M. Jean-Yves Chamard, quarante-huit ans, est un député heureux. élu RPR de la circonscription de la Vienne, il affiche depuis un an dans les couloirs du Palais-Bourbon une sérénité et une tonalité qui tranchent avec la trépidation de son métier. « Les députés de l'Assemblée nationale se ressemblent tous », dit-il, « nous sommes tous beaux tout frais ! », lance-t-il au mois de juin en prenant la tête d'un petit groupe de députés RPR élus pour la première fois en 1988, « si se voient les députés vitiés » de l'opposition. Membre de la commission des affaires sociales, il pioche son terrain avec la ferveur d'un converti de fraîche date. Du revenu minimum d'insertion au texte sur les enfants maltraités, en passant par l'accueil des personnes âgées ou handicapées, nul texte social n'échappe à sa vigilance. Pointu sur les amendements, acharné dans l'hémicycle s'il croit avoir raison, amoureux du débat, il lui arrive parfois de se faire biffer par le président de séance, M. André Billaud (PS), quand, l'orthographe aidant, il se met à vouloir animer la discussion à sa place. « Vous êtes courtisier du fait, monsieur Chamard. Je vous donne la parole, mais n'y revenez pas ! », clame du haut du perchoir M. Billaud, avec la moue indulgente du vieux briscard pour jeune cur fougueux.

C'est un théâtre d'ombres, avait-on dit à M. Chamard, avant qu'il ne découvre les bancs carmin de l'hémicycle, pour le prévenir

des charmes délectables du Palais-Bourbon. Après un an d'exercice de son mandat d'élu de la nation, M. Chamard est intéressé par ce que l'on peut faire au Parlement pour peu qu'on y prenne le temps et la manière. « Les députés de l'Assemblée nationale se ressemblent tous », dit-il, « nous sommes tous beaux tout frais ! », lance-t-il au mois de juin en prenant la tête d'un petit groupe de députés RPR élus pour la première fois en 1988, « si se voient les députés vitiés » de l'opposition. Membre de la commission des affaires sociales, il pioche son terrain avec la ferveur d'un converti de fraîche date. Du revenu minimum d'insertion au texte sur les enfants maltraités, en passant par l'accueil des personnes âgées ou handicapées, nul texte social n'échappe à sa vigilance. Pointu sur les amendements, acharné dans l'hémicycle s'il croit avoir raison, amoureux du débat, il lui arrive parfois de se faire biffer par le président de séance, M. André Billaud (PS), quand, l'orthographe aidant, il se met à vouloir animer la discussion à sa place. « Vous êtes courtisier du fait, monsieur Chamard. Je vous donne la parole, mais n'y revenez pas ! », clame du haut du perchoir M. Billaud, avec la moue indulgente du vieux briscard pour jeune cur fougueux.

Pas question de faire banquette - comme certains députés - pendant trois articles pour voir apparaître son nom une fois au Journal officiel et justifier ainsi auprès de ses électeurs (voix de son épouse) sa présence à Paris. « Depuis un an, ma vie est crevante, mais elle est passionnante », constate-t-il. Cet ancien de l'UJF (Union des jeunes pour le progrès) veut pratiquer dans l'hémicycle une « opposition constructive » qui ne tombe pas pour autant dans le « consensus mou ».

Se définissant comme un « homme politique de terrain » (il est vice-président et président

de la commission des finances du conseil général de la Vienne) M. Chamard veut nourrir sa réflexion sur les lois en discussion de l'expérience de ses concitoyens de Poitiers et des environs. Régulièrement, avant la discussion de tel ou tel projet, il organise une réunion publique pour recueillir les points de vue de base. « On est plus crédible en commission sur tel ou tel amendement quand on s'appuie sur la défense sur une expérience vécue sur le terrain. Et puis cela permet de bien montrer dans ma circonscription qu'un député, ce n'est pas seulement un assistant social, mais que c'est aussi celui qui légifère. Il faut que les gens comprennent qu'un député n'existe pas seulement le mercredi à la télévision pendant deux heures. »

Un souci du terrain qui lui attire les reproches de certains de ses collègues socialistes de la commission des affaires culturelles, qui, tout en vantant sa courtoisie et son assiduité, trouvent qu'en ayant un peu trop le nez collé sur son département on finit par perdre de vue l'intérêt général, pour ne devenir au Parlement que le supporter assis de sa ville, de son canton ou de sa région : vieux débat qui anime de plus en plus les « locaux » (notamment les députés du pouvoir départemental) et les « nationaux » qui se méfient des risques de réurgences fidoles.

P. S.

هكزام الأمل

Politique

Ayant échoué de peu aux élections européennes

Les chasseurs et les pêcheurs lancent un mouvement national

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Il fallait s'y attendre. Les candidats de la liste Chasse, Pêche, Tradition qui n'avaient pas réussi à entrer au Parlement européen le 13 juin dernier ont décidé de « continuer le combat ». Bientôt mais contents d'avoir réuni 740 000 suffrages, ils ont lancé, dimanche 9 juillet, à Bordeaux, un mouvement national. Son nom n'est pas encore arrêté mais, pour élargir son audience, il pourrait s'intituler « Chasse, Pêche, Nature et Tradition ».

L'ambiance était électrique, dimanche, dans le moderne bâtiment de bois et de briques que la Fédération des chasseurs girondins a fait construire dans la nouvelle zone d'activités de Bordeaux-Lac. Une centaine de gilets en manches de chiotte, la bedaine couverte de sangliers et vêtements, étaient rassemblés pour faire le bilan de leur campagne et en tirer les conséquences. Parmi eux, une vingtaine de présidents de fédérations départementales de chasseurs et de pêcheurs. Notamment ceux des

départements du Sud-Ouest où les scores de la liste Chasse, Pêche, Tradition avaient frisé ou dépassé 10 % des suffrages exprimés. Pépés gachette aux cheveux gris ou jeunes Turcs, ils avaient tous envie d'en découdre avec quiconque leur conteste le droit de chasser et de pêcher à leur guise.

A l'instigation de leur chef de file André Goustat, un chasseur péguarais, ils ont réuni de nombreuses fédérations de chasse et de pêche départementales permanentes. Ils se réuniront en assemblée constitutive le 30 septembre prochain, toujours à Bordeaux, devenue ainsi La Mecque de la révolte cynégétique. Puis les délégués élus dans chaque département se retrouveront en congrès en mars 1990.

Plutôt

un groupe de pression

Une nouvelle formation politique ? Les militants s'en défendent en étant fiers de leur opinion. On parle plutôt de groupe de pression. Un lobby hétéroclite rassemblant porteurs de fusil, arm-

riers, taxidermistes, employés de fédérations, pêcheurs, amateurs de corrida, etc. Que défendent-ils ? « Une culture, un art de vivre, la ruralité », dit André Goustat, qui tente ainsi d'élever le débat et de ratifier large.

Sur le plan tactique, voici les futures grandes manœuvres : en 1992, un tiers des présidents des fédérations de chasse seront renouvelables. Le mouvement compte emporter ces bastions-là. Puis, en 1994, nouvelles élections européennes. Les traditionalistes entrent en lice. Leurs bêtes noires sont les fonctionnaires de Bruxelles et les parlementaires de Strasbourg, qui, selon eux, veulent la mort de toute chasse en France et demandent l'extinction de la pêche elle-même. Bref, les conjurés de Bordeaux veulent faire barrage à cette vague de sensibilité qui ne supporte plus que l'on traite l'animal comme un jouet et qu'on le sacrifie pour le plaisir.

Vaste programme. Il leur faudra d'abord éponger le déficit de 1,3 million de francs laissés dans leur trésorerie par la campagne électorale. Puis infiltrer, avant de les

réformer de l'intérieur, les vieilles unions de chasseurs et de pêcheurs ayant pignon sur rue. Mais on veut aussi apparaître comme des défenseurs de la nature, puisque la vague écologiste déferle. Le nouveau mouvement se heurtera aux Verts déjà installés sur un créneau. « Nous, hommes de terrain, vrais écologistes de la campagne, nous sommes les seuls véritables professionnels de la nature, assure le président Goustat. Les autres sont des rats des villes, des amateurs qui, en outre, ne souhaitent que notre disparition. »

Au pied des pylônes de tir à la tourterelle, les fédérations se sont donc pas finies. Elles vont d'ailleurs se réunir prochainement sur les grèves et au bord des étangs. Cette année, s'appuyant sur des rapports scientifiques, le ministère de l'environnement a retardé de quelques semaines l'ouverture de la chasse au gibier d'eau, qui se fait traditionnellement le 14 juillet. D'où une grande colère des amis de M. Goustat. Ils ont décidé de passer outre. A la date habituelle, ils seront au bord de l'eau, fusil au poing, bravant la loi et l'opinion publique.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le débat au sein de la droite

Les « rénovateurs » sont « en retard d'une guerre »

affirme M. Toubon (RPR)

« Eliminer les gens de soixante ans pour les remplacer par les gens de quarante, c'est être en retard d'une guerre », estime M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, dans un entretien publié, lundi 10 juillet, dans le *Quotidien de Paris*.

« A l'heure actuelle - du fait de l'évolution de la société qui raccourcit la durée de la vie active entre les études, l'apprentissage et

la retraite - la jeunesse a une limite d'âge très basse. Plus près de trente que de quarante », explique l'ancien secrétaire général du RPR.

« Pour un parti, ajoute-t-il, l'urgence est de promouvoir ceux qui ont vingt-cinq ans et moins », car « du strict point de vue de l'état-civil, les quadras sont dépassés ». M. Toubon « ne recommande pas une fraîcheur exemplaire » aux les-

ders des années 80 qui cherchent à remplacer ceux des années 70 ».

Prenez l'exemple de M. Philippe Séguin, le député de Paris estime que le fil conducteur de la démarche de ce dernier est « l'épocentrisme » et que « si la rénovation s'est contentée de gérer le problème interne de l'opposition, Séguin, à l'intérieur de l'opposition gère le cas Séguin ».

Une élection cantonale partielle

EURE-ET-LOIR : canton de Cloyes-sur-le-Loir (2^e tour).

Inscr., 7 296 ; vot., 4 024 ; abst., 44,84 % ; suffr. expr., 3 836. MM. Hubert Quentin, RPR, m. de Saint-Pellerin, 2 319 voix (60,45 %), ELU ; Raymond Comard, div. d., m. de Cloyes-sur-le-Loir, 1 517 (39,54 %).

M. Hubert Quentin a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 3 juin dernier, de Raymond Manly (div. d.), conseiller général depuis 1976. Le candidat du RPR devança de près de 21 points le maire du chef-lieu de canton, parallèlement président du syndicat intercommunal, qui était officiellement soutenu par la veuve de Raymond Manly.

[Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 7 297 ; vot., 4 438 ; abst. 39,29 % ; suffr. expr., 4 324. MM. Comard, div. d., 1 521 voix (35,29 %) ; Quentin (RPR), 1 061 (24,53 %) ; Manly, div. d., 797 (18,35 %) ; Langlais, PC, 668 (15,44 %) ; Chevrier, écol., 367 (8,46 %). Raymond Manly avait été réélu, au premier tour, en septembre 1988, avec 69,29 % des voix.]

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 7 juillet :

UN DÉCRET

• N° 89-452 du 6 juillet 1989 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré.

DES ARRÊTÉS

• Du 16 juin 1989 modifiant l'arrêté du 20 mai 1986 fixant les modalités des concours du CAPES.

• Du 3 juillet 1989 portant attribution et organisation de la commission mixte armées - Commissariat à l'énergie atomique de sûreté nucléaire.

UN RÈGLEMENT

• Du Loto sportif.

Sont publiées au Journal officiel du samedi 8 juillet :

DES LOIS

• N° 89-460 du 6 juillet 1989 tendant à modifier jusqu'au 31 décembre 1991 le régime des sanctions prévues par l'article 55 de la loi n° 84-148 du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.

• N° 89-461 du 6 juillet 1989 modifiant le code de la procédure pénale et relatif à la détention provisoire.

• N° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 9 juillet :

UN ARRÊTÉ

• Du 7 juillet 1989 portant approbation de la convention nationale des médecins et de son avenant n° 7.

UNE CIRCULAIRE

• Du 7 juin 1989 relative à la lutte contre le bruit.

Le Monde

de la
Révolution
française

au sommaire du n° 7

L'ALMANACH DE 1789 :

LES CLÉS DE LA BASTILLE

Deux siècles après, la « folle journée » du 14 juillet 1789 demeure une leçon de l'histoire. Dans un dossier spécial de 20 pages, le Monde de la Révolution française livre les clés de la Bastille : l'histoire de la prise de la prison, la violence de la prise de la Bastille, les artisans de la victoire, le rôle symbolique joué par la Bastille, la démolition de la prison, symbole de la fin de l'Ancien Régime.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

LE DROIT À L'INSURRECTION

Le « droit à l'insurrection », une garantie de protection des individus contre la tyrannie des pouvoirs. De la prise de la Bastille au 10 août en passant par les coups d'État d'activités, le Monde de la Révolution française retrace les violences des journées révolutionnaires. Portraits : Saint-Just ou la haine du privilège. Tribune : le comte de Louis XVI réagit par le comte de Paris. Et les commentateurs exclusifs de François Furet sur les événements de Chine, de Pologne et de Hongrie.

JUILLET 1989
30 F - Mensuel

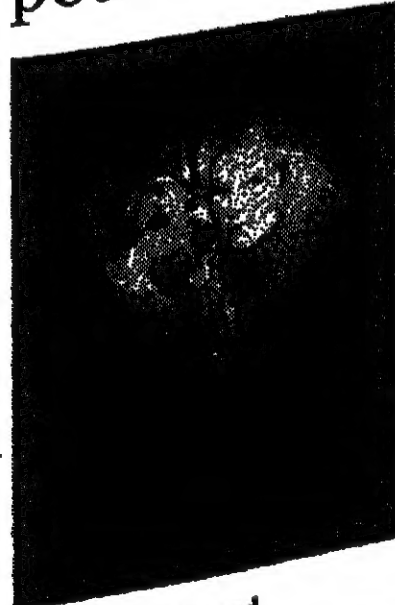
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MARINA VLADY

Militza est le doux nom que portaient ma mère, ma sœur, et que j'aurais donné à ma fille, si j'en avais eu une. Ces récits, qui retrouvent la mémoire et laissent vagabonder les souvenirs, sont une chronique douce-amère où se mêlent, au fil des pages, les personnages et surtout les animaux qui ont marqué ma vie. C'est un voyage au cœur des événements qui ont forgé mon âme. C'est aussi un hommage à ma sœur trop tôt disparue, Militza.

Marina Vlady

MARINA VLADY
Récits
pour Militza



Fayard

168 p.
75 F

Actrice, Marina Vlady sait écrire. Une perle rare dont il convient d'admirer tous les reflets dans ces brefs récits où le don de l'observation se mêle à une générosité véritable.

Pierre Lamys

FAYARD

Société

Les textes d'application sur la revalorisation des carrières

Les universitaires devraient pouvoir bénéficier de primes à partir de la rentrée

Le ministère de l'Éducation nationale vient de mettre au point les modalités d'application de l'accord signé en mars dernier avec les syndicats pour la revalorisation des carrières des universitaires : avancement accéléré, intégration facilitée pour les agrégés du secondaire et les assistants, création d'une agrégation interne en droit et en sciences économiques, enfin système de primes pédagogiques, de recherche ou d'administration. Progressivement, à partir de la rentrée prochaine, la moitié des universitaires devraient bénéficier de ces primes qui se situent dans une fourchette de 6 000 F à 48 000 F par an.

Objet de promesses électorales il y a un an, puis d'une longue négociation entre syndicats et ministère, la revalorisation de la carrière des enseignants du supérieur avait donné lieu à un accord signé le 16 mars dernier entre les principaux partenaires. Restait à mettre au point la traduction concrète et formelle de ce « relevé de conclusions ». C'est désormais chose faite et le gouvernement espère que ces textes d'application pourront subir l'examen des différentes instances consultatives puis du Conseil d'État assez vite pour que les universitaires commencent à bénéficier avant la fin de l'année de cet effort significatif de revalorisation.

C'est en réalité une batterie de textes que les services du ministère viennent de boucler. Les uns fixent l'ensemble des améliorations de caractère statutaire, les autres fournissent le guide pratique des primes qui vont être instaurées dans l'enseignement supérieur.

LES MESURES STATUTAIRES

Les mesures statutaires font l'objet de trois projets de décret. Les deux premiers sont destinés à faciliter l'intégration dans le corps des maîtres de conférence de différents catégories d'enseignants du supé-

rieur. Ainsi vont être supprimés les contingentements statutaires qui bloquaient complètement la carrière des « assistants », dont le corps a été mis en extinction depuis 1985. Les assistants — à condition qu'ils aient soutenu leur thèse — pourront donc beaucoup plus facilement bénéficier du mouvement de transformation de leurs emplois en emplois de maîtres de conférence.

De même les agrégés du second degré qui enseignent dans le supérieur voyaient leur carrière très souvent bloquée car ils ne pouvaient, jusqu'à présent, accéder directement à la « première classe » des maîtres de conférence ; ce sera désormais possible et cette mesure bénéficiera également au personnel de l'École nationale supérieure des arts et métiers (ENSAAM).

Le troisième projet de décret regroupe l'ensemble des modifications touchant le corps des maîtres de conférence et celui des professeurs d'université : création d'une « hors classe » destinée à favoriser la promotion des maîtres de conférence, réduction de la durée de certains échelons afin d'accélérer les dédoublements de carrière, enfin assouplissement des règles de mutation qui obligeaient jusqu'à présent un jeune maître de conférence à rester au minimum trois ans dans le premier établissement où il était affecté. A cela le ministère ajoute une disposition destinée à préparer l'échéance européenne de 1992 : il supprime les conditions particulières exigées des candidats étrangers qui désirent se présenter aux concours de recrutement des maîtres de conférence.

Enfin le projet de décret précise de nombreuses dispositions destinées à améliorer la fluidité générale des carrières universitaires. Il introduit notamment une innovation pour l'accès au corps des professeurs de droit, d'économie, de gestion et de sciences politiques aujourd'hui régi par le concours de l'agrégation du supérieur.

Contrairement à ce que certains souhaitent, l'agrégation est maintenue, mais, à titre dérogatoire et pour cinq ans, il est prévu d'ouvrir

une agrégation interne dans ces disciplines. Ce nouveau concours devrait bénéficier d'un nombre de places identique à celui de l'agrégation classique ; il sera ouvert aux maîtres de conférence ou aux maîtres assistants âgés d'au moins quarante ans et comptant au moins dix ans de service dans l'enseignement supérieur. Cela devrait représenter une véritable bouffée d'oxygène pour plusieurs centaines de juristes ou d'économistes qui libéreront du même coup des emplois de maîtres de conférence pour des candidats plus jeunes.

LE SYSTÈME DES PRIMES

En créant un mécanisme de primes individuelles et différenciées, le ministère bouscule sérieusement les habitudes du milieu universitaire.

Comme prévu, et contrairement aux craintes récentes des syndicats, tous les universitaires bénéficieront d'une « prime de recherche et d'enseignement supérieur » de 6 000 F par an, indexée sur la valeur du point de la fonction publique. Cette prime uniforme remplace l'actuelle prime de recherche, bloquée depuis des années à 2 500 F par an.

La véritable innovation réside dans l'instauration d'une palette de trois indemnités correspondant aux trois grands domaines d'activité des universitaires : pédagogie, recherche et administration. Ce dispositif est optionnel, c'est-à-dire que chaque enseignant-chercheur ne pourra postuler qu'à un seul type de prime pour une période donnée ; il est, en outre, de nature contractuelle, en ce sens qu'il correspond à des engagements pluriannuels librement consentis.

• Prime (ou contrat) pédagogique. — Elle pourra être accordée à des universitaires qui s'engagent, pour une période de quatre ans, à effectuer un service en heures complémentaires. Petite révolution : ces heures complémentaires ne seront pas nécessairement des heures d'enseignement ; elles pourront être consacrées à d'autres tâches à carac-

tere pédagogique (responsabilité d'un premier cycle rénové, mise en place de nouvelles filières, accueil des étudiants, par exemple).

Le droit à l'indemnité pédagogique n'est pas automatique : il faudra, pour en bénéficier, dépasser un certain seuil d'heures complémentaires (l'équivalent d'un demi-service pour les maîtres de conférence et de deux tiers de service pour les professeurs). Dans ce cas, le bénéficiaire touchera la prime en plus de la rémunération des heures complémentaires (1). Pour l'année 1989-1990, la prime sera de 6 000 F par an pour les maîtres de conférence et de 8 000 F pour les professeurs ; le niveau de 8 000 F par an pour les premiers et de 10 000 F pour les seconds sera atteint par paliers d'ici deux ans.

Ces indemnités seront gérées localement par les universités. Celles-ci vont être invitées, par une note du ministère, à faire connaître avant le 30 septembre, sur la base des demandes des enseignants, le nombre de « contrats » pédagogiques qu'elles souhaitent pouvoir conclure par discipline et par catégorie d'enseignants.

Reste une question essentielle : l'État pourra-t-il satisfaire toutes les demandes ? L'on se retranche pour l'instant du côté du ministère. Derrière l'ignorance où l'on est des vœux des universitaires. Mais on précise toutefois qu'il est envisagé d'atteindre assez rapidement dix mille contrats pédagogiques (pour trente-six mille enseignants du supérieur — hors des disciplines médicales, qui disposent déjà d'un système indemnitaire). Au cas où la demande excéderait les possibilités budgétaires, priorité serait donnée aux disciplines et aux académies déficitaires en enseignants.

• Prime d'enseignement doctoral et de recherche. — Ce « contrat » est un engagement cocon, pour une période de quatre ans, entre un universitaire qui souhaite consacrer de façon plus intensive à ses activités de recherche et la direction de la recherche du ministère de l'Éducation.

Ce sont les groupes d'experts du ministère — par grand domaine de

recherche — qui évalueront la validité des dossiers de demande individuels sur la base de critères classiques (activité de publication, participation à une équipe de recherche, direction de thèses...) mais également en tenant compte de « la disponibilité effective de l'enseignant-chercheur, tout au long de l'année civile, à l'égard des doctorants ». Une manière ou une autre plus claire d'inviter les universitaires à moins de s'absenter dans l'organisation de leur emploi du temps.

La prime de recherche sera, pour la prochaine année universitaire, de 16 000 F par an pour les maîtres de conférence, de 22 000 F pour les professeurs de deuxième classe et de 28 000 F pour les professeurs de première classe. D'ici deux ans, le montant passera pour chacune de ces catégories à 18 000 F, 26 000 F et 34 000 F. Beaucoup plus importante que la prime pédagogique, la prime de recherche est, en contrepartie, exclusive de toute activité complémentaire d'enseignement rémunérée.

Compte tenu des délais d'instruction des dossiers au niveau national, les candidats à ce type de « contrat » sont invités à déposer leurs demandes avant le 30 septembre prochain.

• Prime d'administration. — Ces « contrats » sont de deux types. Les contrats de chef d'établissement donnent droit à une prime d'administration (48 000 F annuels pour les présidents d'université ou assimilés, 30 000 F pour les directeurs d'établissement), cumulable avec la prime standard de recherche et d'enseignement supérieur. Ils sont gérés directement par le ministère, et leur durée recouvre celle des fon-

ctions des bénéficiaires (cinq ans pour les présidents d'université).

Les contrats d'administration proprement dits sont conclus au sein d'un établissement et selon une procédure fixée localement. La liste des fonctions pouvant y donner droit (directeur d'UFR, responsable d'une antenne universitaire, etc.) ainsi que le montant de la prime correspondante (dans une fourchette de 10 000 F à 25 000 F) sont fixés par l'université dans le cadre d'une enveloppe globale établie par le ministère sur la base de critères tenant compte des effectifs d'enseignants et d'étudiants. Enfin, la prime d'administration peut donner lieu à des décharges de service.

Au-delà du détail de ce dispositif de primes, la volonté du ministère de l'Éducation nationale est donc claire : il entend utiliser rapidement ce levier pour mieux rémunérer les activités effectives et diversifiées des universitaires. Et pour mieux en tenir compte dans les promotions, comme le précisent plusieurs dispositions.

En régime de croisière, ce sont environ la moitié des enseignants du supérieur qui devraient bénéficier de l'une des trois primes (de l'ordre de dix mille primes pédagogiques, sept mille à huit mille primes de recherche et un millier de primes d'administration). L'université n'a sans doute pas fini de découvrir les répercussions d'une telle innovation.

GÉRARD COURTOIS.

(1) Le montant des heures complémentaires sera à nouveau relevé d'environ 20 % au 1^{er} octobre prochain. L'heure de cours passera de 253,80 F à 306,80 F et l'heure de travaux dirigés de 170,60 F à 204,70 F.

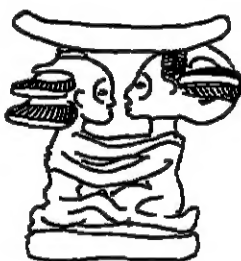
A LA SOURCE DE LA SAGESSE

Shri Mataji à PARIS

10 et 11 juillet — PLM
17, bd St-Jacques, 75014 PARIS



(Publicité)



Afrique : le 89 des créateurs

Pour la première fois en France, le 12 juillet à Paris à 20 h 30 à l'UNESCO, « AMANDLA ».

Le groupe culturel Sud-Africain de l'A.N.C. donnera un spectacle. A cette occasion, seront décernés les « Génies de la Bastille », prix destinés à récompenser les créateurs africains de l'année (entrée libre dans la mesure des places disponibles, le soir de la manifestation).

Le 15 juillet « le groupe AMANDLA » se produira au château d'O à Montpellier.

Nous tenons également à remercier pour le concert privé qui s'est tenu le 1^{er} juin à Paris au Palais des Congrès : les épouses des chefs d'État des pays africains suivants : Cameroun, Centre-Afrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Sénégal ; ainsi que Madame veuve de feu le président Netto représentant l'Angola, Mademoiselle Pascaline Bongo pour le Gabon, et Mademoiselle Aïcha Babanguida pour le Nigeria.

Cet événement commun créé par Manu Dibango, A.-M. Tala (Cameroun), King Suny Ade, Oneyeka (Nigeria), Tshala Muana (Zaire), Zao (Congo), Nany (Angola), Akendengue (Gabon), ainsi que Maxime Le Forestier, Princesse Érika, Maurane et les ballets Black Blanc Beur, a été diffusé par la Cinq, dans le cadre de la fête de la musique le 21 juin à minuit.

Il le sera également en Afrique par Canal France International.

Les cassettes vidéo de ce spectacle seront mises en vente à partir de septembre chez Virgin Megastore, au profit de la Fondation France-Libertés Danielle Mitterrand pour son action en faveur de l'enfance en Afrique.



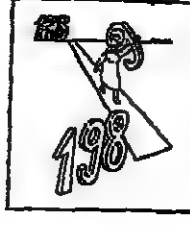
FRANCE-LIBERTÉS
FONDATION
DANIELLE
MITTERRAND



elf aquitaine

مهرجان الأم

Le Monde BICENTENAIRE



Vivement les jacobins !

Symboles 1789

Le Panthéon

par Jean-Claude Bonnet (*)

Bien avant qu'il ne soit officiellement consacré par l'institution du Panthéon en 1791, la culte des grands hommes inspire et séduisit même déjà vivement l'époque des Lumières. Diderot y reconnaît « l'esprit du siècle ». De l'Encyclopédie à Rousseau et Condorcet, « l'homme de génie » est gratifié d'un rôle considérable, et l'on souhaite que les arts le représentent à travers « de grandes images qui précèdent ». Les Vies des hommes illustres, de Plutarque, et le Télémaque, de Fénelon, sans cesse réédités, avaient contribué à populariser une imagerie. Mais surtout quand l'Académie, en 1788, abandonne pour ses concours les sujets généraux et appelle les auteurs à louer « les hommes célèbres de la nation », une extraordinaire machine de guerre idéologique se met en place.

Au contraire de l'oraison funèbre, au lieu, qui insiste sur la vanité de toute entreprise humaine, l'éloge académique est un genre commémoratif qui fonde progressivement la mémoire de la cité. Dans l'éloge des grands hommes, la société des Lumières n'en fait pas de se raconter à elle-même son propre avènement et d'écrire un roman des origines en inventant une légende nationale qui lui convient : le guerrier, le saint et le noble y pèlerinent et s'effacent rapidement au profit d'une galerie de héros bourgeois présentés comme les nouveaux garants de l'Etat. Comme l'indiquent les commandes royales faites aux peintres et aux sculpteurs, afin d'immortaliser les grands hommes de la nation, Louis XVI était acquis, dans les dernières années de l'Ancien Régime, à ce nouveau musée imaginaire des gloires françaises au centre desquelles il pensait encore pouvoir se placer.

A la mort de Mirabeau, le 2 avril 1791, la Constituante décide de désaffecter l'église Saint-Geneviève pour en faire une sépulture nationale. Chargé d'adopter le monument à sa nouvelle destination laïque, Quatremère de Quincy s'efforce de concevoir un parcours et un classement intelligibles, bien différents de la décadence qui régnait à Saint-Denis ou à Westminster. L'inscription proposée par le marquis de Pastoret (« Aux grands hommes, la patrie reconnaissante ») vient bientôt orner la fronton de l'édifice. On décide de panthéoniser d'abord Voltaire et Rousseau, mais, dans les longues processions révolutionnaires, ils sont moins honorés pour leurs qualités d'hommes de lettres que comme de grands citoyens nationaux aux attributs déjà un peu vagues.

A propos du parcours funéraire qui conduit le cortège de Victor Hugo, en 1885, de l'Arc de Triomphe au Panthéon, Barrès écrit alors : « De l'orgueil de la France, il va au cœur de la France. » Il apparaît ainsi que pour le 15 août, une poignée d'intégristes vient faire grand tapage aux portes du Temple et y troubler le repos de Voltaire dont nous avons un si grand besoin aujourd'hui. n'est-il pas nécessaire, d'autre part, de redécouvrir une institution si fortement inscrite dans notre histoire et qui offre, de temps en temps, l'occasion de rappeler certaines valeurs qui nous lient ?

Mises en scène aujourd'hui pour la télévision, les panthéonisations (celles de René Cassin et de Jean Monnet récemment, bientôt, celles de l'abbé Grégoire, de Monge et de Condorcet) ont perdu une certaine gravité idéologique, mais elles renouent avec la mémoire nationale, par leur cheminement secret, avec le panthéon des Lumières dans lequel s'est fondée d'abord la mémoire nationale.

(*) Jean-Claude Bonnet a notamment coordonné la Carnagole des Muses, Armand-Colin, 1983.

par Régis Debray (*)

« La laïcité puise-t-elle sa source dans la Révolution ?
— Oui, par le biais de la République, son héritage. Notre Constitution la définit comme « indivisible, laïque, démocratique et sociale » ; trois qualificatifs sur quatre restant là pour mémoire, évidés par le cours des choses. C'est vrai que la séparation du spirituel et du temporel remonte jusqu'à la « double nature » du Christ, divine et humaine ; qu'elle s'annonce sous la monarchie dans le long bras de fer entre l'Eglise et l'Etat, mais, avec la Révolution, le mouvement des Lumières aboutit à cette idée ahurissante : l'homme est l'auteur de l'homme, il peut s'organiser sans Dieu (et par conséquent sans roi de droit divin). Mais non sans école, car l'humanité étant à fois Histoire et Raison, le progrès des libertés dépend du progrès des connaissances et de l'assimilation réfléchie du passé. Si on n'apprend pas à croire, il faut toujours apprendre à penser, et on ne naît pas plus républicain que laïque : on le devient. C'est bien embêtant. Parce qu'on cesse de l'être dès qu'on suit le courant.

La religion de la patrie

— Mais la France n'est pas le seul Etat laïque.

— Sur cette planète du moins (soyons prudents), les Etats qui ne mentionnent pas Dieu dans leur Constitution sont une minorité en régression. Notre laïcité a nous colle de sa robe, ce qui fait de notre République la « laïque noire de l'Occident ». Une nation « under God », disent les Etats-Unis, dont le président prête serment sur la Bible. La Grande-Bretagne a sa « Church of England » et une reine « défenseuse de la foi ». « Au nom du Dieu tout-puissant », dit le préambule de la Constitution suisse, et la Suisse offre le seul modèle sérieux d'un fédéralisme européen. Les constructions fédérales, ici bas, ont toujours plus besoin du ciel que les Etats unitaires. Les pays « socialistes » sont officiellement déistes, la religion d'Etat, et dans la plupart des démocraties libérales, la liberté religieuse veut dire que chacun est libre de prier Dieu à sa façon et qu'il n'y a pas de religion officielle ou privilégiée.

— Chez nous, c'est l'Etat dans son principe qui s'est libéré de Dieu, et personne n'a à déclinier d'identité confessionnelle. Nombre de nos partenaires européens ont encore une loi sur le blasphème dans leur législation civile. Aux Pays-Bas, la loi ne punit que les injures faites à Dieu et non à ses prophètes, tant mieux pour Ruusbroeck, qui pourra être traduit en néerlandais. En France, la loi sur le blasphème a été abrogée pour la première fois en 1791. Deux siècles d'avance sur les voi-

sins ? Mais, dans l'Europe unie de demain, cette exception française risque de faire un gros retard à rattraper. On s'y met. Notamment en alignant l'école sur l'instruction publique, par un mélange ténébreux de « mi-temps » : avant de rendre impossible l'enseignement de la philosophie dans le secondaire. En Europe du Nord, c'est l'instruction religieuse qui en tient lieu, ou, à défaut, un succédané précht-prêche. L'Europe est un effort de chaque jour.

La victoire posthume

— Mais ne dites-vous pas qu'il n'y a pas de République sans mystique ?

— On ne détruit que ce qu'on remplace, disait Danton. La Révolution a remplacé le royaume de Dieu par la religion de la patrie, avec martyrs et liturgie. Michelet détestait le côté prêtre de Robespierre, jouait la justice contre la grâce, tout en forgeant une mystique du peuple rédempteur. Se passer des transcendances révélées exige une autre sorte de transcendance, c'est peut-être là l'imposée de l'idée laïque. Vous pouvez avoir une société sans Dieu, mais non sans sacré. Cela se fonde en logique et n'a rien de mystérieux. La « république intérieure » dont parle si bien Claude Nicolet exige une tension spirituelle forte.

— Où voyez-vous aujourd'hui un pouvoir spirituel dans notre République ?

— La communication nous tient liés de sacré social ; ce n'est pas brillant, mais on a le sentiment qu'on peut. En démocratie médiatique, nous avons un clergé de médiatisme. Le journaliste, tel le curé jadis, nous dit ce qu'il faut penser des événements et en quoi il convient de croire. Comme l'information tient lieu d'instruction, le petit écran fait office de Parlement. L'ordre médiatique a donc préséance sur les autres. Mais s'il a la fonction sociale, le fondement métaphysique lui fait défaut, et je ne crois guère en sa pérennité. Le couple multinational économie-communication est un trompe-l'œil éphémère, et le principe spirituel de la laïcité exige mieux. La laïcité, c'est la citoyenneté au sens fort. Rousseau tenait que là où il n'y a pas de patrie, il ne peut y avoir de citoyens. C'est la question de l'avenir. Le génie de 89, c'est l'invention d'une idée ouverte et sans zénonisme de la nation qui, à travers la souveraineté populaire, fusionnait les coutumes et les lois ; l'enracinement et la volonté. Et qui nous dit : sans appartenance collective, pas d'humanité individuelle. Le mixte révolutionnaire de l'Etat-nation n'oppose pas les deux versants. Il marie l'Etat-raison à la nation-sentiment, l'homme et la femme. Finies les vieilles antinomies du droit et de la nature, de l'universel

et du territoire. Admirable moment !

— Mais l'ère de l'Etat-nation, tous s'accrochent à la juger rétrograde, et l'Europe de demain...

— L'Europe des petits cantons et des provinces unies, l'Europe verte, localiste et planétaire, qui fait croquer les contours nationaux, c'est le canal de l'époque. Il sera vite rejeté vers le cran du

d'autodéfense, ses interdits et ses « fatwas », ses raids et ses vendettas. Les libres penseurs devront s'armer aussi pour se faire une place au soleil, entre tous ces ghettos transnationaux. « Le vingt et unième siècle sera spirituel ou ne sera pas », prophétisait Malraux, à juste titre. L'aurait-il traduit par : le siècle des guerres de religion, qui fera du seizième un bucolique préambule ? L'exagère ? Le pire théocratisme n'est pas toujours sûr ? Oui, à condition de la prévenir.



dessus, sur les mouvances transnationales des religions universelles, comme au bon vieux temps. Dans notre marché unique reposent clochers, minarets et compoies parce qu'une zone franche ne fait pas une communauté.

— L'homme ne vit pas que de biens et de services, et les Etats-nations se seront entre-temps humiliés et discrédités. A leur place, nous aurons alors une communauté européenne catholique, une autre protestante (le réveil des uns réveillant les autres), une troisième musulmane, avec ses factions rivales, une quatrième juive, et ainsi de suite, chacune retranchée derrière ses leaders et ses lois. Avec, qui sait, ses milices

Le lit des capucins et des ayatollahs

« Avec ce slogan, historiquement inepte, des « Etats-Unis d'Europe », on nous annonce une petite Amérique et on nous prépare un grand Liban. « Ah ! les cons ! » (disait un jour Daladier devant une foule de gogos enthousiastes). Les gentils écoles et les prophètes sympas d'une Europe province de l'ère planétaire (comme disent les intellectuels du « serment de Strasbourg ») font le lit des capucins et des ayatollahs (qu'ils détestent bien évidemment, c'est la loi du genre). Tout scénario-catastrophe mis à part, vous observerez qu'au-delà des monts le Vatican et la démocratie chrétienne se voient qu'avantage à la modestie de l'Etat italien et à la platitude de ses régions. La Mafia aussi. Vieille règle des vases communicants, depuis l'Empire romain. Chaque abaissement moral du pouvoir politique se paie d'une avancée politique des autorités religieuses. Quand César n'incarne plus de valeurs transcendantes à lui-même, on rend tout à Dieu, sans partage.

— L'humiliation de l'Etat-nation ébranle les Eglises. Les fédéralités et les centralités aussi. Si la République « une et indivisible » n'est plus assez forte pour faire que la loi et l'école soient les mêmes pour tous, Bretons ou Corses, catholiques ou juifs, riches ou pauvres, chacun ramènera sa foi, sa grand-mère et son fric. Bandes à part. Guerre de tous contre tous. Les Saint-Barthélémy sont le fait de pouvoirs centraux dévalés et domestiqués.

— Vivement les jacobins ! Ils garantissent notre liberté de penser. Et de croire ce qu'on veut.

(Régis Debray a choisi de s'entretenir lui-même.)

(*) Brevé. Derniers livres parus : Les Masques (1988), Que vive la République (1989).

TF 1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

« C'est à la Révolution française que nous devons les droits fondamentaux » affirme M. Sosuke Uno, premier ministre du Japon

En collaboration avec TF 1, le Monde publie les réponses à trois questions posées à un chef d'Etat ou de gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre du Japon, M. Sosuke Uno.

— Qu'a apporté la Révolution française au monde ?
— La Révolution française a été l'époque-clé des changements politiques et sociaux qui ont permis au monde de se libérer du joug de la féodalité et de devenir la société moderne dans laquelle nous vivons. C'est à la Révolution française que nous devons ces idées universelles qui nous sont familières et qui se nomment droits fondamentaux : liberté politique, égalité et système constitutionnel.

— Et qu'a-t-elle apporté à votre pays ?

— Ces idées de la Révolution française n'ont cessé d'être vivaces, même dans notre pays, le Japon, qui est pourtant fort éloigné de la France. Au cours du vingtième siècle, elles n'ont cessé d'exercer une influence intellectuelle sur les mouvements pour la liberté et la démocra-

tie. Nous, Japonais, vivons aujourd'hui avec ces valeurs universelles, et nous souhaitons protéger et accroître ce qui représente un patrimoine commun à l'humanité.

— A l'approche de l'an 2000, quel nouveau message universel conviendrait-il d'apporter ?

— Le monde doit faire face à de nombreux problèmes complexes, tels que la dette des pays en développement et la dégradation de l'environnement. Ces problèmes à l'échelle mondiale ne peuvent pas être résolus sans la coopération de tous les pays, en particulier des grandes démocraties industrielles du monde occidental. Compte tenu de cette situation, le Japon a récemment pris la décision de contribuer à résoudre les problèmes auxquels doit faire face le monde en instaurant une « initiative de coopération internationale », dont les trois piliers sont la coopération pour la paix, l'augmentation de l'aide publique au développement et la promotion des échanges culturels internationaux. Je souhaite sincèrement poursuivre le renforcement des relations de coopération entre la France et le Japon

pour contribuer ensemble à la paix et à la sécurité du monde.

Propos recueillis par NUKOKO GOTO.

— Pas d'ambassadeur du Japon en 1789. — Au dix-huitième siècle, le Japon vit la période Edo, qui s'étend de 1615 à 1868, et Tokyo devient la ville impériale. Face à la corruption des fonctionnaires, les paysans, pressurés par les colporteurs d'impôts, se révoltent. De 1764 à 1773, de nombreuses manifestations de violence éclatent, mais la répression est impitoyable. En 1787, un chef de clan, Matsudaira Sadamobu, essaie de rétablir la situation. Il chasse les fonctionnaires les plus corrompus, assainit les finances, tente de repeupler les campagnes déclinées par l'exode vers les villes et les fermes successives. C'est le début d'une période de grande stabilité. Malgré la politique d'isolement du Japon, les Européens, à partir de 1787, commencent à se montrer dans les eaux japonaises. La première délégation d'ambassadeurs japonais sera reçue en France en 1868.



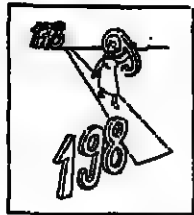
Dictionnaire historique de la Révolution française

Par Albert Soboul

Publié sous la direction scientifique de Jean-René Sarrailh et François Gendron. D'Absolutisme à Vendée, ce dictionnaire est une mise en forme alphabétique des hommes, des faits et des choses qui ont apporté à la Révolution ses audaces, ses erreurs, ses succès et ses échecs.

Collection « Grands Dictionnaires » 1000 entrées, 1184 pages, sous jaquette illustrée, 495 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



Bicentenaire

La manifestation et le concert de la Bastille à Paris

L'écrivain Gilles Perrault, le chanteur Renaud et la Ligne communiste révolutionnaire (LCR) estiment avoir réuni leur pari après la manifestation et le concert organisés, samedi 8 juillet, place de la Bastille, à Paris, « contre la dette, l'apartheid et les colonies ». Sous le label « ça suffit comme ci », leur appel, auquel s'était rallié notamment le PCF, a finalement été entendu par plusieurs dizaines de milliers de personnes : quinze mille à la manifestation, plus de cent mille au concert. Ayant pour cible le sommet des sept pays industrialisés qui aura lieu à Paris,

à partir du 14 juillet, cette mobilisation a été suivie, dimanche 9 juillet, d'un colloque salle de la Mutualité.

« Instigateur de ce vaste mouvement de solidarité avec le tiers-monde », selon Renaud, Gilles Perrault fut le seul orateur à prendre la parole, place de la Bastille. Brochant dans un discours offensif les « monarches du fric », « roi du dollar », « reine de la livre » et autres « kaiser du mark » réunis « bélas, bélas, à l'invitation de notre baron du franc », il s'en prit à la dette

financière du tiers-monde et aux cérémonies officielles du Bicentenaire.

« Nous autres, devrions-nous déclarer, nous convoquons ici ce soir les ombres des quarante mille enfants qui, chaque jour, meurent de faim dans le tiers-monde (...). Nous convions sur cette place de la Bastille les peuples que la dette enchaîne parce qu'elle est l'esclavage des temps modernes, le plus grand assassinat de masse, plus meurtrière que ce que furent jamais les bureaucraties stalinistes, plus meurtrière que les vieillards tankistes de Pékin (...). On s'épouge pas

la dette avec la serpillière de la charité (...). Les peuples réclament la justice, et ils y ont droit (...). Élever un quart de la moitié d'un cancer, ça ne soulage pas, ça continue à tuer ! C'est pourquoi nous demandons que la dette soit annulée immédiatement et totalement. »

S'en prenant à « une Révolution cadavérique, momifiée, un Bicentenaire du toc et du trac à plume », l'écrivain appela de ses vœux « une révolution vivante, nécessaire, urgente ».

La fête des sans-culottes

Un drapeau rouge, deux drapeaux noirs, un ballon vert et cent mille visages. Il ne fait pas encore nuit, samedi 8 juillet, lorsque Renaud monte sur scène en habit de sans-culotte, pantalon tricolore et bonnet phrygien, pour lancer le concert du contre-Bicentenaire. Un croissant de lune et le drapeau de la préfecture de police se disputent le ciel de la Bastille. Au fond de la scène, un visage pleure, celui d'une jeune Chinoise, mais ce n'est qu'un dessin. Plus loin, le long du portique de l'Opéra Bastille, trois immenses Marianne prennent la pose des trois petits singes : celles d'une République qui, oubliée des audaces révolutionnaires qui l'ont vue naître, serait devenue sourde, muette et aveugle.

« Salut les putes. Salut les révolutionnaires, les anars, les trotskistes. Salut les communistes. Salut les socialistes, il y en a sûrement. » Sans-culotte occasionnelle, Renaud salue tout le monde. Non sans sous-entendus parfois : « Salut les putes de SOS-Racisme, comment ne seriez-vous pas là ? » Et avec une tendresse particulière pour les « anarcho-mitterrandistes ». « Il y en a au moins un... » Renaud remercie son monde, celui des victimes, des exclus, des vaincus de l'histoire, des protestataires en tout genre, antichistes, antidétistes, antirépression, anticommémoration, antiapartheid, anticolonies, venus pour ce concert aux cent mille visages et la manifestation de toutes les couleurs qui l'a précédé.

« Pékins de tous les pays, suivez-vous ! Paris de la Bastille avant d'y revenir, quelques quinze mille « pékins » avaient, l'après-midi durant, défilé les impatiences du « ça suffit comme ci », composant une ode variée à la révolte et à la solidarité. Aimable désordre qui, en tête, réclamaient pour le service d'ordre des « pékins » des personnalités, destinés à illustrer la dimension unitaire du défilé. Image d'un compromis modeste, mais historique, à l'échelle de la « gauche de la gauche » : militants communistes et d'extrême gauche avançaient au coude à coude, protégeant une première ligne où Maxime Gremetz — du bureau politique du PCF — côtoie Alain Krivine — de celui de la LCR — qui lui-même donne le bras à l'évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, tandis qu'un milieu l'écrivain Gilles Perrault, initiateur de

l'appel « contre la dette, l'apartheid et les colonies », explique qu'aujourd'hui c'est la fête, « celle du peuple, un 14 juillet avancé ».

Renaud, qui prend la manifestation en route, boulevard Beaumarchais, embrasse le portique de l'Opéra de la Bastille, récemment libéré de prison. Côté PCF, Jack Ralite est là aussi, ainsi que Goble Moreau, qui bavardait avec l'un des dix de Renaud. Louis Weber, du SNES, s'insurge du « coût éducatif » de la dette. Entouré de trotskistes, Mgr Gaillot, frère dans son polo mauve, reste sérieux : « On n'est jamais assez nombreux du côté des droits de l'homme ». Enfin, des indépendantistes antillais et des Canaques du FLNKS accompagnent les organisateurs tiers-mondistes de « l'autre sommet », celui des « sept peuples parmi les plus pauvres », qui, les 15 et 16 juillet, entend faire pendant à celui des « sept pays les plus riches ».

Les héros sont de retour

Dernière vient l'armée des « sans-culottes ». Tous les pays, toutes les causes, toutes les couleurs. Du rouge et du reggae avec le groupe Rising Sun pour réclamer l'annulation de la dette : « Le tiers état d'aujourd'hui, c'est le tiers-monde ». Du rouge et du noir pour la Confédération nationale du travail : « En 1789, la bourgeoisie prend le pouvoir. En 1989, elle le rejette ». Du vert, du blanc, du noir sur le drapeau de la Palestine : « Vive l'intifada ! ». Un grand soleil jaune sur celui de Katsky. Du blanc pour les bandeaux vendus 20 F à la mémoire des étudiants chinois. Du noir, rien que du noir, pour les jeunes du SCALP (Section cartésienne anti-Le Pen). Du noir, un peu moins uniforme, pour leurs aînés de la Fédération anarchiste.

Les héros sont de retour : Che Guevara, Sandino, Nelson Mandela, Elói Machoro. Les Basques, les Kurdes, le Comité de soutien au peuple tibétain, défilent devant la CGT des correcteurs ou les ouvriers de Longwy. En boubo, enfants accrochés dans le dos, des Africains tapent sur des bidons vides. C'est le Comité des mal-logés : pour les forcer à déloger, on leur a coupé l'eau dans leurs logements

parisiens. Le « foyer Brissot » se bat, lui, « contre la démolition ». D'autres réclament la libération de Bruno Guillaud, un inconnu condamné à un an de prison.

A chacun son badge : « Ni Dieu ni maître » pour la LCR. Chacun sa bannière : « Moi », proclame un clone de Renaud, habillé à « faire la manche » gare de l'Est ; « Dissolution Le Pen », demandent trois générations d'une même famille. A chacun sa mise en scène : sept acrobates coulant d'un bâton porté par un homme et une femme pour rappeler que, « en Afrique du Sud, on peut pendre sept personnes à la fois ». A chacun son T-shirt : on aperçoit même un « Génération Mitterrand », un an de la journée, les vautours de Sini, plagiat des gentils oiseaux de Folon pour la Mission du Bicentenaire, auront de plus en plus d'adeptes. Avec un programme sans fioritures : « Bicentenaire, mon cul ! ».

Plus structurés, plus cohérents, deux cortèges se distinguent : celui de la LCR et celui du PCF, le second surpris de ne pas dépasser en nombre le premier. Placés au milieu du défilé, les militants trotskistes, emmenés par des jeunes musiciens, dont Stéphane Sirikis du groupe Indochine, chantent « Voyez comme elle va, la dette » sur l'air d'Oyo, comme va « l'union mitterrandienne des républicains » sur celui de Tonton Cristobal. « Saignez-vous du monde, saignez-vous du tiers-monde », proclament leur bannière, tandis que, le long d'un dragon de nouvel an chinois, on lit : « Chine : dehors les bureaucrates ».

Le PCF en queue

Plus classique, le PCF avance en rang serré mais ferme la marche, talonné par les camions balayeurs de la mairie de Paris. Plus réservé aussi : « On n'a pas vraiment l'habitude d'être en queue, explique un militant. Et puis, c'est pas le genre de mardi où l'on est très à l'aise : c'est quand même un peu folklo ». Commentaire acerbe d'Elis Kagan, photographe du paré parisien depuis l'après-guerre, ancien communiste lui-même : « Avant de quitter cette terre, j'aurais quand même vu les stalinsiens devenir un groupuscule et défilé derrière les trotskistes ». Imperturbable, le son communiste s'en tient au programme unitaire :

« La dette, ça suffit, elle doit être abolie ! »

Quelques banderoles apostrophent, plus ou moins violemment, le président : « qui ripaille avec les riches », « Mitterrand, c'est fini le temps des colonies », affiche la LCR alors que, non loin des navageurs « sans-culottes », le ton est au « bain » : « Mitterrand, l'arbitre du FMI, casse-toi, tu pue, et marche à l'ombre ! ». Sur le bas-côté, songeur et silencieux, Julien Dray, fondateur de SOS-Racisme et jeune député socialiste apprécié du président, remonte un temps le cours du cortège. Pas de slogans vengeurs pourtant. Seul le PCF laissera échapper, la pluie venue : « Le temps est pourri, le gouvernement aussi ! ».

« Ebranler la gauche »

Il a ses raisons : abondante, l'armée fait des coupes importantes dans ses troupes, clairsemées à l'arrivée de la Bastille, tandis que la LCR, entonnant l'Internationale, résiste mieux. Les premières gouttes tombent aux alentours de la place de la République : « Rien de plus normal, c'est cette bourgeoisie momifiée qui attire la grêle », commente un manifestant en montrant la statue.

Pour finir, manifestants et personnalités s'offrent un hommage rétroproque, les seconds s'installant à l'approche de la Bastille le long du trottoir afin de « voir passer le défilé ». Moment d'émotion quand, devant Orléans de Carvalho, un groupe slave entonne *Grande Vela Morena*, le chant qui lança l'insurrection du 25 avril 1974 sur les ondes de la radio portugaise. Les manifestants avancent au ralenti.

Sur place, tout est prêt pour le concert qui débutera peu après 19 heures. Adossée à l'Opéra, la scène fait face à la colonne du Génie. Des fans sont déjà massés tandis qu'un drapeau géant attend des signaux pour les victimes de la répression en Chine. Changement d'échelle en effet : avec le concert, place à la vraie foule, tassée et compacte, qui occupera bientôt tout l'espace. Plus ou moins ébranlés par les aspects climatiques de la contre-révolution, personnalités et journalistes se retrouvent à côté de la scène. Dans le prolongement, du côté des loges des artistes, un village de salimbanques, décoré de lampions et encastrant l'immense masse de verre et de béton, semble faire le siège de l'Opéra.

C'est l'occasion de demander aux uns et aux autres, à rebours des enthousiasmes du Renaud de 1988 : alors, vous le laissez béta ? Pour Alain Krivine, la question ne se pose pas : il a toujours été « dans le camp de la révolution ». Clairement trotskiste de ce côté-là, ce contre-Bicentenaire y apparaît aussi comme un succès. La LCR, à laquelle Gilles Perrault veille à rendre scrupuleusement la paternité de l'idée du 8 juillet, y a mis toutes ses forces et toutes ses ressources, réussissant ainsi à sortir de sa marginalité après son

bonté de chemin, pavé de déceptions, avec Pierre Juquin. Mais Alain Krivine pense déjà aux lendemains de « cette initiative exceptionnelle, rassembleuse, qui va ébranler la gauche traditionnelle ».

Pas si traditionnel, Jack Ralite, dont la présence persistante signifiait un engagement plus personnel que celui d'autres dirigeants communistes, se prend à faire parler les morts : « Si Robespierre était là... ». Heureux et lyrique, il pense que l'on vit « une fracture de l'histoire et, demain, ça peut être quelque chose de très beau ». Tout en se disant « soûlement optimiste », il entonne « la sortie d'une histoire pleine de sorciers ». Bref, « la fidélité à la Révolution française, elle est là ».

Les responsables socialistes brillent évidemment par leur absence. A une petite exception près : Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, fera un tour au « village des invités » du concert. Dans la foule des spectateurs, Harlem Désir qui, signataire de l'appel de Gilles Perrault, avait finalement décidé de boudier la manifestation mais promis de venir au concert, l'architecte Roland Castro voudrait rassurer François Mitterrand : « Tonton, on t'aime », mais ajoute : « Il n'y a pas beaucoup d'hommes libres au PS ». Plus inattendue est la présence de Bernard Deleplace, figure du syndicalisme policier : « J'ai aux deux fêtes, celle-là et l'officielle », explique-t-il. Ici, c'est la fête des sans-culottes ; demain, ce sera celle de l'Etat. L'initiative de Renaud dérange, c'est vrai. Mais la Révolution aussi, elle dérangeait. Alors, il faut la fêter comme ça : dans sa diversité, chacun à sa façon.

Pointée de main chaleureuse avec Renaud pour qui « Deleplace est le fils le plus estimable ». Un Renaud fier d'être « un rétro », qui, beau joueur, réagissant à un dessin de Plantu (le Monde daté 8-9 juillet), lui promet de « trouver encore quelque chose à gueuler en 1990 ». Johnny Clegg s'approche pour préciser que, s'il est là, c'est parce que « la Révolution française n'est pas la votre seulement, c'est celle du monde entier ». Il veut aussi rappeler « au gouvernement français et à tous les autres de penser aux victimes de l'apartheid : la-bas, toutes les victimes, toutes les avancées, même les petites réformes du gouvernement, viennent de la mobilisation de ceux qui luttent ».

La Révolution, c'est bien de la célébrer, c'est mieux de la faire », résume Renaud qui, présentant à la foule Gilles Perrault, s'effacera devant « ce petit bonhomme formidable » dont il vante les livres écrits « contre la raison d'Etat ». « Comme le futur ne vient pas à nous, nous devons l'attraper », réchiera, en public et en français, Johnny Clegg, ovationné. Pour la dernière chanson, dédiée à Nelson Mandela, les bras se lèveront, les biquets d'allumettes et, au-dessus des cent mille visages, il n'y aura plus alors, comme pour signifier une urgence, qu'un drapeau : celui de l'African National Congress.

ANNE CHEMIN, CORINE LESNIES et EDWY PLENEL

La journée des biberons

S'il y a la déclaration des droits de l'homme, il y a aussi celle des droits de l'enfant. C'est ce qu'a voulu rappeler le personnel des crèches en bombardant le maire de Paris d'une pluie de « biberons de plastique au cours d'une « attaque surprise menée en une seule vague, le samedi 8 juillet à Paris. Flottant un gardien de la paix malencontreusement atteint par un biberon de verre intact, aucune victime n'a été recensée dans l'un comme dans l'autre des camps. Après avoir occupé le terrain durant un petit quart d'heure, les assaillants se sont retirés, en bon ordre, sans essayer de perte.

Alors qu'au côté de M. Walter Curley, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Jacques Chirac ouvrait la journée officielle du Bicentenaire en inaugurant le square des Etats-Unis, qui vient d'être rénové, trois cents personnes environ, personnels de crèches, parents et enfants mêlés, ont fait irruption autour du square scandant des slogans hostiles au maire de Paris. Aussitôt plusieurs dizaines de biberons

contenant un court texte annonçant le droit de tout enfant « à une place dans une crèche de sa commune de résidence » étaient lancés en direction des officiels. Les manifestants entendaient ainsi rappeler que, malgré de premières négociations et la suspension « jusqu'en septembre prochain » de leur mouvement de grève, leurs revendications demeurent, dans l'ensemble, insatisfaites.

Sous l'assaut, la cérémonie fut quelque peu scotchée. Après que le maire de Paris lui ait assuré que les manifestants n'en avaient pas contre sa personne, l'ambassadeur, terminant prestement son discours tandis que la fanfare des cadets de l'Académie militaire de Virginie couvrait les slogans en jouant les hymnes nationaux des deux pays. Puis les personnalités s'éclipsèrent et les perturbateurs, après une courte prise de parole, se dispersèrent à leur tour. Les manifestants aux ramasseurs les biberons dans le caniveau : « Souvent, from Paris... »

G. M.

Le « Prince-of-Wales » dirigeable policier

Alors que Renaud, Johnny Clegg et autres Négrasses vertes chantaient à la Bastille, il était là, silencieux et ventru, en point fixe au-dessus de la foule, observant et filmant le public. Arrivé à Paris depuis le 3 juillet, le dirigeable, spécialement affecté par le ministère de l'Intérieur à la surveillance des foules comme à la prévention d'éventuelles attaques aériennes (le Monde du 14 juin 1989), a fait, le 8 juillet, sa première sortie opérationnelle.

L'appareil, basé au Bourget, avait déjà effectué plusieurs sorties de reconnaissance. Mais cette fois il a été réellement utilisé avec son équipage et ses équipements au complet. D'après la préfecture de police, l'expérience est entièrement positive.

Loué à la société britannique Airship Services, le skyship 600, baptisé Prince-of-Wales est doté d'une enveloppe fabriquée par la firme française Zodiac-Aérazur et équipé de deux moteurs Porsche à hélice, qui lui donnent une vitesse maximale de 80 nœuds. La cabine, d'origine britannique, en Kevlar, comporte dix sièges d'avion pour les passagers et deux places réservées au pilote et au copilote. Le dirigeable est sustenté par 6 666 mètres cubes d'hélium, gaz inerte et ininflammable.

Fréquemment utilisé pour des vols de tourisme ou des opérations de publicité, le dirigeable est de plus en plus souvent employé à des missions de protections comme lors des Jeux olympiques de Séoul, et des funérailles de l'empereur du Japon. Le même objectif lui est assigné à Paris.

Une plate-forme d'observation

Équipé du système de surveillance Atal permettant la transmission d'images télévisées en temps réel et à distance, de jour comme de nuit — le tout conçu et gracieusement fourni par l'Aérospatiale, qui apporte ainsi sa contribution aux festivités du Bicentenaire. — l'appareil transportera, outre trois policiers experts en circulation parisienne, trois militaires de l'armée de l'air spécialistes de la défense aérienne. Les policiers sont chargés de diriger dix les trente-cinq corbeilles automobiles des chefs d'Etat qui silloneront Paris du 12 au 17 juillet. Les militaires, aidés de gendarmes à vue installés en une double ceinture autour de la capitale, ont, eux, mission d'évaluer la menace qu'un éventuel « baron noir » pourrait faire courir aux hôtes de marque.

Le Prince-of-Wales servira également de plate-forme d'observation lors des grands mouvements de foule. « Il est beaucoup plus stable qu'un hélicoptère, ce qui permet de faire des photos de précision en toute tranquillité, il est silencieux, ce qui le rend rassurant, et il a une autonomie beaucoup plus grande, assurent les techniciens. Samedi soir, au-dessus de la Bastille, il a été en mesure d'évaluer l'importance de la foule avec précision. »

Dès le 12 juillet, et jusqu'au 17, l'appareil sera en l'air, hormis les ravitaillements, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il restera à Paris jusqu'au 23 juillet, jour de l'arrivée du Tour de France. Partagé entre le ministère de l'Intérieur et l'armée de l'air, le coût de location du skyship « Prince-of-Wales » s'élève à 4 millions de francs pour trois semaines d'utilisation. Pilotes et personnels au sol compris.

G. M.

Le Zoulou blanc et le blond de Montrouge

Renaud, le chanteur, est aussi un excellent téléphoniste. C'est lui qui avait assuré la programmation du concert de la Bastille, obtenu de Maléval qu'il vienne des Antilles pour l'occasion, des Négrasses vertes qu'elles se dédient de rentrer de Hambourg et de la Mano Negra qu'elle saute une étape sur le chemin qui la ramènera de Barcelone. Johnny Clegg, signataire de l'appel du 8 juillet, ami, « frère », dit-il, du chanteur français avait annulé un concert en Italie et payé son voyage et celui de Savitsky, son groupe.

Dès le départ, les pitrès qui menaient les concerts gratuits étaient évités. Les groupes présents (auxquels sont venus s'ajouter Fort et Val, vieux routiers de la rime militante et du calambour anarcho-écologiste) étaient en toute conscience. Il y a loin de la tradition chansonniers que maintient Renaud à l'épure électrique de la Mano Negra. L'unité n'était pas tant dans le son que dans l'esprit. Le discours de Ça suffit comme ci, qui qu'on pense, est suffisamment clair et précis pour que chacun des participants au concert trouve dans sa musique ce qui collait à la cause du jour. De toute façon, aucun n'a eu à chercher très loin. Du coup, on évitait l'épreuve embourbante de l'artiste de variété qui offre à la bonne cause son numéro 12 au « Top 50 », qui plus est en playback, parce que la chaîne de télévision ayant acquis les droits du concert gratuit l'édige.

Restait à résoudre les problèmes d'organisation. Même

doré à neuf, le Génie de la Bastille est plutôt gênant, si l'on veut transformer la place en salle de concert. Cette année, une contrainte supplémentaire s'ajoutait : il fallait laisser l'Opéra-Bastille dans l'état où on l'avait trouvé. Pour protéger l'œuvre de l'architecte Carlos Ott, SPS, la société de production qui a pris en charge (bénévolement) la partie technique (scène, sonorisation, éclairage) était obligée de disposer la scène devant l'Opéra. Devant, il n'y avait de place que pour quelques milliers de personnes, qui se pressaient dangereusement contre les barrières de sécurité. Les autres ont dû se rattraper sur les deux écrans vidéo géants disposés de part et d'autre de la colonne.

Les Négrasses vertes et la Mano Negra

Il était plus que logique que les Négrasses vertes soient les premiers à faire danser la Bastille. Leur touche d'apêche, leur accordéon infatigable, leur cocktail musical (de ska, de rai, de flamenco... secoué très très fort) en font les héritiers légitimes à la fois du Balajo et du Bal nègre. Au bout de quarante minutes, ils ont laissé la place à Maléval. La seule disposition des musiciens de ce groupe sur scène (un quatuor à cordes, une rythmique et des chanteurs) est un manifeste : les violons sont ceux de la maison des maîtres de la plantation, les tambours ceux du quartier des esclaves. Maléval, c'est la formidable capacité d'assimilation de la musique née

en Afrique qui emprunte tout pour le rendre au continent. C'est aussi une occasion de danser qui ne se refuse pas.

La Mano Negra chante en français (Paris qui meurt d'ennui), en espagnol, en arabe et en anglais. Ils jouent du rock qu'ils aromatisent de toutes les musiques qui leur passent par les oreilles. Ils sont violents et provocateurs mais n'oublient jamais d'être drôles. En revanche, Renaud avait insisté son costume de tiki semi-métallique à la maison. En tee-shirt aux couleurs de la « Kanaky », il a puisé dans son répertoire ses chansons les plus militantes (Futur, Mort des Enfants, Trivial Paris) et les a dédiées : aux insoumis et objecteurs de conscience, aux militants du tiers-monde et de l'Algérie, aux Canques morts à Ouvea, à Jean Jaurès, aux militants de l'IRA...

Il a terminé, bien sûr, par Jonathan, la chanson écrite pour Johnny Clegg. Au bout de quatre heures de musique qui avaient zigzagué entre le canal de l'Ourcq et les Antilles, Memphis, Tennessee et Séville, Andalousie, on n'avait plus trop envie de se demander si Clegg a blanchi la musique des townships ou s'il s'est contenté d'africaniser le rock anglo-saxon. Ce genre de généalogie paraissait hors de propos face à Clegg et Savitsky, à leur furie joyeuse et à la ferveur du final, *Asimunganga*, dédié à Nelson Mandela, et repris en chœur par toute la troupe, des Négrasses vertes au Zoulou blanc, en passant par le blond maigre de Montrouge.

THOMAS SOTINEL



Bicentenaire

La parade américaine devant l'Hôtel de Ville

Fanfares sous la pluie

Maggie, collégienne du Montana bûche comme un bûche, souffle dans son cor, histoire de « se chauffer » avant le départ de la parade qui, samedi 8 juillet, couronne en fanfare la journée de l'Hommage américain à Paris. Parrainé par le président George Bush.

Amis sur un banc à l'ombre de la tour Saint-Jacques chère aux alchimistes, la jeune fille tremble d'émotion. Elle découvre la capitale française, « very great », et la « peur de jouer devant tant de monde ». En jean, chemise blanche, cravate rouge et chapeau de cow-boy, Maggie est l'une des quatre-vingts musiciens de la Montana Country High School qui doit ouvrir le défilé.

Les six fanfares venues de la ville des Etats-Unis se mettent en place avenue Victoria. Direction, le parvis de l'Hôtel de Ville, orné de drapeaux et bordé d'une foule impatiente. Encore quelques instants de répit : Maggie connaît « le sens de la Révolution », estime que « l'égalité n'est pas encore un fait pour tous » ; quatre dissertations sur le sujet ont été imposées à sa classe au malin. « Nous fêtons aussi le centenaire de notre fanfare », insiste-t-elle.

Stoïques

En avant, le Montana... La parade des étudiants américains a fière allure. Sur les 100 mètres de parcours, résonnent tambours et instruments à vent. La musique pot-pourri ravit le public massé derrière les grilles et les nombreux policiers attentifs à la sécurité. Aux « cow-boys » du Montana succède l'« Army Band », l'orchestre de l'école militaire de Virginie, « copie conforme de Polytechnique », précise, sur le podium, l'animateur du jour.

C'est alors que l'orage éclate, à 16 h 30. Mais les violentes trombes

d'eau ne détrempent pas la foi des élèves élus. Stoïques, les musiciens de l'« Army Band » restent parfaits. La parade se poursuit, impeccable, sous la pluie diluvienne. Pas martini et visages comme tendus vers... un passé radieux. « Les Etats-Unis d'Amérique ont tenu à commémorer les valeurs de 1789 », affirme l'animateur, lui, bien à l'abri.

Soudain surgit sur le parvis un rythme du Dixieland la troupe dirigée de la James B. Dudley High School, collège de Caroline du Nord. Cinquante participants métissés, en uniforme bleu et jaune, plumes et gilets. « Venu des quartiers pauvres, ils ont fait la queue pour payer leur voyage », explique l'animateur. Les spectateurs, eux, n'ont d'yeux que pour les belles majorités en paillettes. Les touristes américains, qui constituent l'essentiel du public depuis le début de l'après-midi, dansent sur les « tubes » radiophoniques.

Mais l'hommage au Bicentenaire respecte son programme. Une énorme péniche venue de Pittsburgh accoste au pont d'Arcole. Son tribord se déploie en une scène, où prend place l'orchestre flûtant « American Waterways » pour l'ultime concert du jour, mixant classique, jazz, des quads et des ponts voisins. La foule tend une oreille recueillie.

Jusqu'à ce coucou imparable lancé par la corne d'une autre péniche de la batellerie CGT en grève. Au nez de la police fluviale, cette péniche Zerkia s'est approchée de la scène, bouchant la vue de ses panneaux couverts de slogans « la Révolution du pain et des jeux, signé Jules César ». Zerkia s'élève. L'orchestre n'a pas eu une note de sa prestation. La pluie s'est arrêtée.

DANIELLE ROUARD.

Agenda

Paris-Ile-de-France

EXPOSITIONS

Quand Paris dansait avec Marianne... Exposition de dessins, tableaux, esquisses et maquettes évoquant la vie parisienne de 1879 à 1889 et l'exposition universelle. La Paris du french cancan et d'Offenbach. Jusqu'au 27 août, tous les jours sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40. Musée du Petit Palais, 1, avenue Duhuit, 75008 Paris. Tél. : 42-65-12-73.

THÉÂTRE

Le Mariage de Figaro, de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, costumes et décors de Yannis Kokkos, avec R. Fontana, G. Casale, C. Salvat et J.-L. Bideau... Le chef-d'œuvre de

Beaumarchais à la Comédie-Française, où le célèbre instituteur fête le Bicentenaire, jusqu'au 30 juillet, en alternance, soirée à 20 h 30, matinée à 14 h. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 75001 Paris. Tél. : 40-15-00-15.

LIEU

Carnavalet... Le Musée Carnavalet est enfin visible, après les travaux d'aménagement et d'agrandissement qui y ont été faits. Etendu à l'hôtel de Saint-Fargeau, un étage est entièrement consacré à la Révolution. Un lieu et une collection à découvrir. Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h 40, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-72-21-13.

Midi-Pyrénées

Languedoc-Roussillon

EXPOSITIONS

Les aspirations du Midi toulousain... Exposition des cahiers de doléances rédigés en février et mars 1789 pour la région de Toulouse. Jusqu'au 4 octobre, du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures. Espace pour la culture et la communication Odyssée, 4, avenue du Parc, 31700 Bagnac. Tél. : 61-30-45-31.

Patrimoine public et Révolution française... La construction du patrimoine public grâce aux confiscations révolutionnaires. Présentations de pièces rares, en particulier l'évangéliste de Charlemagne (781), le clou de cette exposition. Jusqu'au 29 septembre, tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30 le dimanche fermeture le matin. Réfectoire du couvent des Jacobins, parvis des Jacobins, 31000 Toulouse. Tél. : 61-21-34-50.

DANSE

Juliet ou la vie imaginaire de Gabriel Guinza... chorégraphie de Brigitte Dumaz, textes d'Alain Cassuto... 1789 traité sous forme d'un ballet très contemporain. Le 15 juillet, à 22 heures, Mairie de Prades, 66500. Tél. 68-86-21-91. Le 17, à 22 heures au palais des rois de Majorque, 66000 Perpignan. Tél. 68-34-13-13. Les 20 et 21, à 22 heures, au château royal de Collioure, 66190. Tél. 68-82-06-43.

THÉÂTRE

Aux noces, citoyens !... mise en scène Michel Boy... Un spectacle contenant une journée de nos pères pendant la Révolution dans le Languedoc, précédé d'un apéritif-concert et d'un dîner avec animations théâtrales. Le 15 juillet, à 18 heures, 23, rue de Sévigné, 11220 ; le 23, à 18 heures, 23, rue de Sévigné, 11220 ; le 30, à 18 heures, 23, rue de Sévigné, 11220. Chaque soirée débute à 20 heures. Tél. 68-47-46-48.

MANIFESTATION

Viols-le-Fort en ce temps-là... Reconstitution historique des événements de 1789 dans cette commune de l'Hérault. Spectacle joué par les habitants du village, suivi d'un banquet républicain. Le 13 juillet, à 20 h 30, place du village de Viols-le-Fort, 34380. Tél. 67-55-01-88.

SON ET LUMIÈRE

Il était une fois l'Ariège... Un nouveau spectacle pour 1989 : « Liberté », une grande fresque historique, avec, comme décor, le château de Gaston Phoebus illuminé. Plus de deux cent cinquante figurants et une compagnie de parachutistes ! Les 13, 14, 15 juillet, à 22 heures, les 4, 5, 6, 10, 11, 12 et 13 août, à 22 heures. Théâtre de verdure de l'Espérol, 09000 Fols. Tél. 61-02-97-97.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 3 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR.

Pour : avoir à Paris, en juin et juillet 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la nature et le prix d'une prestation de services de vacances en indiquant : « deux semaines au prix de 3 650 F pour un adulte et 2 300 F pour un enfant de 3 à 9 ans » alors que ce tarif ne concernait qu'un séjour d'une semaine.

A la peine de : 4 000 F d'amende. M. LALLIA Gilbert, né le 31 juillet 1929 à CHOISY-LE-ROI (94), directeur de société et demeurant à PARIS (9^e), 95, rue d'Amsterdam.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire... sur opposition jugé le 21 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR - INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - DEMARCHAGE A DOMICILE.

Pour : avoir à Paris et sur le territoire national, de mars 1986 à mai 1987,

1) - effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'existence et l'identité du prestataire en diffusant l'annonce d'avis de passage et de défilé des cartes postales illustrées laissant croire qu'il s'agissait de l'entreprise GAZ DE FRANCE ;

2) - pratiqué ou fait pratiquer le démarchage au domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises en percevant du numéro de carte de crédit, sans explication du détail de l'opération et sans justification de la réflexion de sept jours ;

3) - pratiqué ou fait pratiquer au domicile de personnes physiques pour proposer la vente de marchandises, sans utiliser des contrats conformes à l'article 2 de la loi du 22 décembre 1972.

A la peine de : 15 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 15 000 F d'amende.

M. DAZI Simone, né le 26 mai 1960 à NANTERRE (92), artisan transporteur et demeurant à CACHAN (94), 189, rue Aristide-Briand.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 28 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTIONS AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - BLESSURES INVOLONTAIRES (accident du travail).

Pour : être à Paris, le 19 mai 1988, rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à 3 mois (accident du travail - victime : Carlos PIRRES) ;

Pour : avoir à Paris, le 19 mai 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail et de celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics, ou tous autres travaux concernant les immeubles, occupés au démarrage d'un échafaudage, sans s'être assuré des possibilités d'usage des protections individuelles et de leur utilisation effective.

A la peine de : 12 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende.

M. TARTIERAUX James, Yves, André, né le 3 novembre 1939 à MORTAGNE-SUR-GIRONDE (33), directeur technique et commercial et demeurant à ISSY-LES-MOULINEAUX (92), 11, rue des Papiers.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire... article 411 du C.P.P. - rendu le 28 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 14 mars 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en ne faisant pas procéder à une vérification des installations électriques par un vérificateur agréé,

malgré une mise en demeure en date du 4 novembre 1987.

A la peine de : 139 amendes de 100 F chacune.

M. MILGROM Salomon, né le 12 juin 1939 à VARSOVIE (Pologne), directeur de société et demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE (92), 12, rue Salgado-Francel. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire en date du 21 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR - PUBLICITE RELATIVE AUX APPAREILS, METHODES PRESENTÉES COMME FAVORISANT DIAGNOSTIC.

1) - Pour avoir à Paris, de septembre 1987 à janvier 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles, les propriétés et les résultats qui peuvent être attendus de l'utilisation des produits vendus, en laissant en indiquant sur des documents publicitaires présentant des produits « amalgams » :

- d'une part, « VITASVELTE-ORTHOSPHON PLOMBELLE » : Malgic : produit efficace à 100 %, seule sur efficacité scientifique, malgic à volonté immédiatement, sans pourcentage d'échec, malgré sans effort, sans privation, sans échec... ;

- d'autre part, en présentant la société VITADEN LRD comme un laboratoire alors qu'il ne s'agit que d'une société commerciale.

2) - Pour avoir effectué des publicités relatives à des méthodes présentées comme favorisant la modification de l'état physique sans avoir obtenu une autorisation du ministre de la santé, dite visa de publicité.

A la peine de : 1 amende de 100 000 F. M. GABRIELIAN Chantal, Suzanne, née le 21 mai 1955 à LA TRONCHE (38), gérante de la SARL LABORATOIRES VITADEN et demeurant à PARIS (15^e), 206, rue de la Croix-Nivert.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux Le Monde et Le Figaro.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 30 juin 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler un salarié sur un échafaudage sans aucun garde-corps ni dispositif de protection équivalent.

A la peine de : 2 amendes de 3 000 F chacune.

M. DIAOUZI Ali, né le 26 avril 1953 à MARAGHINA (Algérie), artisan-peintre et demeurant à ARGENTEUIL (93), 53, rue de Gode.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 13 avril 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler deux salariés sur une plate-forme non protégée.

A la peine de : 2 amendes de 4 000 F. M. NASCIMENTO DE BRITO Antonio, né le 27 février 1938 à CABRACO (Portugal), artisan-étancheur et demeurant à RUELLY-MAISON (92), 11, domaine de la Côte-Noire.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 2 février 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler six salariés exposés à une chute dans le vide, sans protection, en laissant travailler un salarié sur une plate-forme non protégée.

A la peine de : sept amendes de 1 000 F chacune.

M. DO NASCIMENTO Amadeo, né le 2 janvier 1951, à TRANSCOSO (Portugal), gérant de société et demeurant à THIAIS (94), 62, rue des Bandonniers.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 20 mai 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions du Code du travail en laissant travailler un salarié à une hauteur de 15 mètres sans aucun dispositif de protection, collectif ou individuel.

A la peine de : 10 000 F d'amende.

M. BELZACQ François, Marie, Maurice, né le 3 novembre 1952 à PARIS (18^e), gérant de SARI, et demeurant à Paris (17^e), 88, avenue des Ternes.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce

Pour : avoir à Paris, le 1^{er} juillet 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles d'une prestation de services, en annonçant « HOTEL 2 ETOILES » alors que l'hôtel ne bénéficiait que de la catégorie 1 étoile.

A la peine de : 20 000 F d'amende.

M. HENDAYE-DESSUS Pierre, Eugène, né le 14 août 1935 à LOURDES (65), P.D.G. de la S.A. HOTEL CENTRAL DES ECOLES et demeurant à PARIS (5^e), 3, rue Champollion. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 17 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 13 juin 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Code du travail en laissant travailler deux salariés, exposés à un risque de chute de plus de trois mètres, sans qu'ils soient dotés d'un dispositif de protection collective ou individuelle.

A la peine de : deux amendes de 3 000 F chacune.

M. LASNE Richard, né le 14 novembre 1957 à SAINT-DENIS (93), gérant de société et demeurant à ROSNY-SOUS-BOIS (93), 7, allée des Myosotis.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR.

Pour : avoir à Paris, et sur le territoire national, courant octobre 1987, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités et aptitudes des prestataires de service, en l'espèce en utilisant le terme « moniteur » pour désigner l'ensemble des animateurs de stages de tennis, alors que 27 d'entre eux seulement, sur les 60 mentionnés étaient effectivement titulaires du diplôme d'Etat donnant droit à cette appellation.

A la peine de : 20 000 F d'amende.

M. TAZARTZ Eric, André, né le 29 mai 1952 à NEUILLY-SUR-SEINE (92) et demeurant à PARIS (14^e), 41, rue Bonnard. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux Le Monde et Le Figaro.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 13 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 2 février 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler deux salariés sur un échafaudage sans aucun garde-corps ni dispositif de protection équivalent.

A la peine de : 2 amendes de 3 000 F chacune.

M. DIAOUZI Ali, né le 26 avril 1953 à MARAGHINA (Algérie), artisan-peintre et demeurant à ARGENTEUIL (93), 53, rue de Gode.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 30 juin 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler un salarié sur un échafaudage sans aucun garde-corps ni dispositif de protection équivalent.

A la peine de : 2 amendes de 3 000 F chacune.

M. DIAOUZI Ali, né le 26 avril 1953 à MARAGHINA (Algérie), artisan-peintre et demeurant à ARGENTEUIL (93), 53, rue de Gode.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 13 avril 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler deux salariés sur une plate-forme non protégée.

A la peine de : 2 amendes de 4 000 F. M. NASCIMENTO DE BRITO Antonio, né le 27 février 1938 à CABRACO (Portugal), artisan-étancheur et demeurant à RUELLY-MAISON (92), 11, domaine de la Côte-Noire.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 7 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 20 mai 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions du Code du travail en laissant travailler un salarié à une hauteur de 15 mètres sans aucun dispositif de protection, collectif ou individuel.

A la peine de : 10 000 F d'amende.

M. BELZACQ François, Marie, Maurice, né le 3 novembre 1952 à PARIS (18^e), gérant de SARI, et demeurant à Paris (17^e), 88, avenue des Ternes.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce

jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 28 mars 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - Bâtiment et travaux publics.

Pour : avoir à Paris, le 10 mars 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du Code du travail et de celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler deux ouvriers sur une plate-forme dépourvue de garde-corps et de plinthes à 8 mètres du sol, sans dispositif de sécurité.

A la peine de : deux amendes de 5 000 F chacune.

M. DUVAL Jos, Jean, Marie, né le 9 janvier 1951 à MONTARGIS (45), conducteur de travaux à la société BOUYGUES et demeurant à LA FREITE-SUR-SEINE (95), 53, rue de la Gare. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire rendu le 24 février 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE.

Pour : avoir à Paris, le 2 août 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III

Société

Jeux sportifs et culturels à Casablanca

La « nouba » de la jeunesse francophone

Le roi Hassan II a, samedi 8 juillet, à Casablanca, ouvert les premiers Jeux sportifs et culturels de la francophonie, qui ont lieu dans le port atlantique et à Rabat jusqu'au 22 juillet (le Monde daté 9-10 juillet).

CASABLANCA
de notre envoyé spécial

L'ancien stade Marcel-Cerdan, du nom du toujours fameux boxeur pied-noir, refait en plus vaste et dédié à Mohammed-V, le sultan de l'indépendance, avait déjà, en 1985, connu un moment historique avec l'arrivée du pape Jean-Paul II et du roi Hassan II, « commandeur des croyants musulmans ».

Il y a quatre ans, la diplomatie chérifienne avait, si l'on peut s'exprimer ainsi, cueilli au vol le chef des catholiques de retour d'une tournée africaine où l'escalade dakaroise n'avait pu se concrétiser en raison des bruits d'islamisme stérilisé. Cette fois, le souverain algérien a pris le risque d'inviter chez lui les premiers Jeux de la francophonie, entreprise jugée hasardeuse tant la planète arabe, aujourd'hui, sous les rencontres de ce type.

Mais, après tout, le Commonwealth a bien son rendez-vous sportif où se sont notamment révélés les coureurs kenyans ! Pourquoi pas la francophonie ? Afin de se distinguer, et parce que, les parlant-français lisent plus particulièrement leur solidarité sur une langue, les Jeux de la francophonie sont donc avant tout sportifs et culturels.

Trente-huit
pays

En présence de 80 000 Marocains en liesse, la cérémonie d'ouverture, au stade Mohammed-V, a montré d'emblée que l'idée de rassembler du sport et de la culture n'était pas mauvaise. Ce fut même une vraie « nouba ». Durant une heure, le

défilé en musique devant la tribune royale des quelque deux mille cinq cents artistes-créateurs ou sportifs, venant de trente-huit pays, a séduit par son extraordinaire diversité. Griots maliens ou sénégalais faisant la cabriole, danseuses gabonaises en tutu de rafia, athlètes congolais portant leur président imprimé sur la chemise, ou Français bleu, blanc, rouge et canotier à la Maurice Chevalier ont, entre autres, déclenché l'enthousiasme du public. Hassan II s'est levé à plusieurs reprises pour envoyer des baisers dans toutes les directions.

La présence de deux trônes identiques dans l'avant-scène du roi avait, avant son arrivée, encore alimenté la rumeur populaire selon laquelle le président Mitterrand serait à. Finalement, Hassan II n'était accompagné « que », si l'on ose dire, de M. Aristide Pereira, président du Cap-Vert, Etat insulaire africain adhérent au mouvement francophone depuis le sommet de Dakar, en mai.

La présence élyséenne se lisait toutefois dans la qualité de la délégation française, car ce serait à la suite d'une récente intervention au plus haut niveau, que plusieurs champions olympiques français, notamment des courtiers, ont été envoyés au Maroc. Néanmoins, avec quatre cents participants, la triple délégation canadienne (Canada fédéral, Québec, Nouveau-Brunswick) représente à peu près le double de celle de l'Hexagone.

La seconde heure du spectacle inaugural a été consacrée à la civilisation berbère du Maroc. Près de dix mille danseurs, chanteurs, musiciens et figurants ont présenté, au cours d'un ballet géant, mille ans d'une histoire culturelle plus riche. Des experts roumains avaient contribué à régler cette immense chorégraphie où voisinaient salopettes dorées et robes de l'arabe. Jean-Paul Gonde n'a qu'à bien se tenir.

Dès dimanche, les compétitions ont débuté avec le judo, l'une des

quatre disciplines retenues pour ces premiers Jeux avec le football, le basket et l'athlétisme.

Deux médailles d'or ont été attribuées dès le premier jour aux judokas français Martine Dupond et Jean-Marie Lecom.

La section culturelle des Jeux avait commencé dès vendredi 7 juillet à Rabat, avec la grandiose reconstitution historique nocturne conçue en plein air par le Marocain Tahar Seddiki et consacrée aux heures fastes du royaume « de Juba II à Hassan II ». Expositions, concours et spectacles dus à des jeunes des quatre coins de l'aire d'expression française vont s'ouvrir à Rabat durant deux semaines. C'est M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, qui, pour la France, viendra clore l'ensemble des Jeux. Les parents d'élèves marocains des établissements francophones risquent de lui réserver « une conduite de Grenoble », furieux qu'ils sont des augmentations de frais de scolarité (les droits d'inscription dépasseraient 1 500 F par an en moyenne) « considérables avec les beaux discours sur la francophonie tenus en France ».

L'Essonne
en 1992

A l'inauguration des Jeux, Paris était représenté par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, qui a indiqué que le département français de l'Essonne avait été officiellement choisi comme siège des dix-huit Jeux francophones dans quatre ans.

Comme le Festival d'Avignon, les Jeux de « Casa » et de Rabat ont leurs spectacles « extérieurs », mais non moins séduisants, telles les fantaisies comme celle d'Al-Chok organisée près de « Casa » avec 3 000 cavaliers en présence du prince héritier Sidi Mohammed, l'honneur des soixante ans de son père. Les fantasmas n'ont pas encore été homologués par les Jeux francophones, bien qu'ils incarnent par

excellence la rencontre du sport et de la culture.

La déception de la période festive marquant ce juillet marocain est, pour certains, la non-inauguration de la mosquée Hassan-II sur la corniche d'Anfa à « Casa », encore que les responsables affirment que cela n'a jamais été prévu pour cette année. Du chantier de la société Bouygues, d'un coût de 2 milliards de francs, émerge déjà un minaret qui va vers ses 200 mètres (le roi a demandé il y a quelque temps de le porter à cette hauteur, soit 25 mètres de plus que prévu) et sera donc le plus haut de tout l'islam. Le quotidien progressiste *Le Matin du Sahara* et du *Maghreb* a, dimanche, relancé la souscription — contestée par les opposants — pour le sacre du « l'émir des croyants, réformateur, sauveur et rassembleur ».

En même temps, est diffusé à la télévision un nouveau film du cinéaste marocain Souheil Ben Barka, consacré à Hassan II et où l'Occident emier — de Richard Nixon à Antoine Pinay, de Maurice Druon à Maurice Druon, de David Rockefeller à Jacques Chaban-Delmas — met en valeur les réalisations du régime.

Dès lors, comment ne pas relever que les réussites incontestables du Maroc hassanien, et les multiples festivités célébrées avec brio ces jours-ci, que ce soit celles de la francophonie ou celles de la jeunesse nationale, ou encore de la jeunesse arabe, sans parler du séminaire du monarque, s'en rendent que plus difficile la privation de la liberté d'expression depuis dix-sept ans aux six enfants du général Oukif ? Ces innocents sont devenus avec le temps un mélange de Masque de fer, de Louis XVII. S'ils l'ont entendu, le refrain lancé par les Jeux — « Ouvrez vos portes au soleil ! » — a dû leur sembler particulièrement cruel.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Forte activité sismique
dans une zone sensible
du Japon

Dix-huit personnes ont été blessées légèrement lors de deux séismes de magnitude 5,5 qui se sont produits, dimanche 9 juillet, vers 11 h 10 heure locale (4 h 10 heure de Paris) dans la péninsule japonaise d'Izu, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tokyo, où les secousses ont été aussi ressenties. Les blessures ont été, pour la plupart, provoquées par des chutes d'objets ou par des projections d'huile de cuisine bouillante.

Depuis le 30 juin, la péninsule d'Izu est le siège d'une forte activité sismique : on a décombré depuis cette date plusieurs centaines de secousses, dont quelques-unes étaient, comme celles de dimanche, de magnitude 5,5. — (AFP, Reuters.)

La péninsule d'Izu inquiète les autorités japonaises depuis plusieurs années, au point que des séismes d'entraînement habitent la population à savoir se comporter en cas de violent tremblement de terre ou des répliques.

La péninsule d'Izu est, en effet, l'extrémité nord de l'arc volcanique des Iles Bonin qui ont déjà sévèrement frappé la péninsule de l'archipel nippon. Et toute cette portion de l'océan Pacifique dérive vers le sud-ouest pour plonger sous le Japon. La dynamique de toutes ces étapes est très complexe et se résume à la plaque Pacifique, la plaque Philippin et la plaque Eurasie, qui porte l'archipel japonais.

En outre, l'arc large et épais des Bonin est fait de plusieurs chaînes et rétrogradent l'arc qui refuse de disparaître sous l'île de Honshu. Rappelons que le séisme de magnitude 8,3 qui s'est produit sous l'île de la péninsule d'Izu le 1^{er} septembre 1953 a été responsable de la mort de quelques cent cinquante mille personnes dans l'agglomération de Tokyo-Yokohama.

**LAISSEZ-VOUS PRENDRE
AU JEU**
TOUS LES JEUX DU MONDE
Yams. La banque. Le billard américain. La tour de Hanou. La bataille navale.

LE MONDE
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Le Carnet du Monde

Décès

— On nous prie de faire part du décès de
Salvador Antoine CHÉHA,
survenu à la suite d'un accident, le 8 juillet 1989.

Une messe sera célébrée pour le repos de son âme, le mardi 11 juillet, à 19 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Collignon et Sengas, ont la douleur de faire part à leurs amis et à leur famille du décès de
Jean Christophe COLLIGNON,
agréé de l'Université,
professeur à l'Ecole européenne
de Luxembourg,

et remercient toutes les personnes qui s'associeront à leur deuil.

M^{me} Elva Collignon Sengas,
M^{me} et M^{me} Aliquot,
19, rue de l'Abbé-Lemire,
59110 La Madeleine,
Tél. : 20-51-16-85.
M^{me} et M^{me} Lucien Collignon,
5, rue Paul-Dumery,
59320 Hainbourg,
Tél. : 20-07-26-61.

— Avon, Fontainebleau.

M^{me} Elisabeth Costrejean,
son épouse,
Gailly, Cédric et Marie-Charlotte,
ses enfants,
M^{me} et M^{me} Jean Costrejean,
ses parents,
M^{me} Rénée Costrejean,
sa grand-mère,
M^{me} et M^{me} Pierre Dupret,
ses beaux-parents,
M^{me} et M^{me} Laurent Durieux,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marc COSTREJEAN,
docteur en pharmacie,
docteur ès sciences,
ancien assistant de l'Institut Pasteur,
chef de service
de l'hôpital de Fontainebleau,

survenu le 7 juillet 1989, dans sa quarante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 juillet, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre d'Avon (Seine-et-Marne).

Réunion à l'église.

15, rue des Casernes,
77210 Avon.
3, rue de Longpont,
92200 Nanterre.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Louise HALM,
ingénieur,
survenue le 6 juillet 1989, à Nanterre-sur-Seine.

De la part de
M^{me} et M^{me} Marc Diebold,
M^{me} et M^{me} Pierre Halm,
M^{me} et M^{me} Philippe Diebold,
Du docteur et M^{me} Gérard Lichard,
Christophe, Bertrand, Jean-Blaise,
Charles-Olivier, Arnaud,
Des familles Egler et Klein,
M^{me} Yvonne Monnier.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Saint-Cécile,
54000 Nancy.
34, rue du Regard,
92380 Garches.

— M^{me} Guillemette LIFSCHITZ,
née Juliette Gentilly,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles LIFSCHITZ, Peretz, Liron
(Israël), M^{me} A.-M. Gentilly,
ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. Guillemette LIFSCHITZ,
leur épouse, leur mère, grand-père, frère,
oncle, grand-oncle et beau-frère.

L'inhumation aura lieu le 17 juillet 1989, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise (avenue du Père-Lachaise, métro Gambetta).

— Le conseil d'administration,
La direction générale,
Les médecins,
Les cadres
Et les personnels de la Fondation
ont les condoléances de France,
La direction
Et le personnel de la clinique
Georges-Dumas,
ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Jean-Pierre MARTINEZ,
médecin-directeur
de la clinique Georges-Dumas,
survenu le 7 juillet 1989, dans sa cinquante et unième année.

Fondation SEF,
BP 147,
75664 Paris Cedex 14.
Clinique G.-Dumas,
22, rue du Pont-François,
35700 La Tronche.

— Gréta MARESTER,
son épouse,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy MARESTER,
le 3 juillet 1989, à Nice.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 7 juillet.

— M^{me} Charles Salmon,
M^{me} Nelly Hopper
et Edouard,
M^{me} et M^{me} Lolo Salmon
et Lucien,
Le capitaine de vaisseau (R) et
M^{me} Max Salmon,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M^{me} Michel Garcia,
M^{me} et M^{me} Frédéric Gausson
et leur fils,
font part de la perte qu'ils ont éprouvée
en la personne du

**vice-amiral d'escadre
Charles SALMON**,
grand officier de l'Ordre d'Anjou,
grand-croix
de l'Ordre national du Mérite,
décédé le 6 juillet 1989, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le 12 juillet, à 14 heures, en la chapelle Saint-Louis des Invalides.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Né le 30 mars 1910 à Chamois (Meuse-Meuse) et ancien élève de Polytechnique, Charles Salmon a notamment été, avec le grade de capitaine de vaisseau, chef d'escadron de la force navale d'intervention en 1968, lors de l'opération de Suez, menée par les Français et les Britanniques contre l'Egypte après la décision du colonel Nasser de nationaliser le canal. Il a ensuite commandé la 1^{re} division Jean-Bart et la 1^{re} division de la défense nationale. En 1982, il a été nommé à la direction nationale et à l'entraînement de la marine. Il présidait, avec le rang de vice-amiral d'escadre, le conseil des professeurs des écoles de la marine de la France. Il est admis au deuxième section (ordre de réserve) en 1970.

— M^{me} Maurice Seibour,
M^{me} et M^{me} Henri Piazar
et leurs enfants,
Les familles Seibour, Zeboulour,
Garcia, Mamou, Valensi, Boccara,
Tatib,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice SETBOUT,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
chef adjoint de l'aviation civile
en retraite,

survenu le 9 juillet 1989.

Les obsèques auront lieu le 11 juillet.

3, rue Marc-Sanguier,
94270 Le Kremlin-Bicêtre.

— Les amis français de

Tte VERTONE,
professeur à l'université
La Sapienza de Rome,

ont la douleur d'annoncer son décès, le 8 juillet, à Paris.

L'inhumation aura lieu à Nice, le 13 juillet.

Remerciements.

— M^{me} et M^{me} Marcon Irah,
Leurs enfants et petits-enfants,
expriment leurs remerciements émus à toutes les personnes qui les ont soutenus dans leur chagrin lors du décès de

Albert René IFRAH.

— Les associés,
Les dirigeants
Et le personnel du groupe Jean
Lion et Co

remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de leur associé

M. Albert René IFRAH.

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
Sont élevés à la dignité de grand-croix : M^{me} Vincent Badier, écrivain, ancien ministre ; Pierre Dancelon, préfet honoraire ; Jean Guinon, membre de l'Académie française.

Sont élevés à la dignité de grand-officier : M^{me} Paul Germain, professeur de mécanique à l'Ecole polytechnique ; Pierre Libermann, dit Jean Mercure, ancien directeur du théâtre ; Lucien Poirier, président de l'Académie de marine ; Pierre Schaeffer, compositeur de musique, écrivain ; Jean Tellec, haut-commissaire à l'énergie atomique ; Victor Vassiljev, dit Vassiljev, artiste peintre.

Le *Journal officiel* du samedi 8 juillet publie, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'Ordre national du Mérite.

TRANCHE DU **LOTO** 6/49

20 GAGNÉS 5 JUILLET 1989

9 11 19 21 23 33 2

PROCHAINES TRANCHES, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN

MERCREDI 12 JUILLET 1989 À 20 H 30

ET SAMEDI 15 JUILLET 1989 À 20 H 30

VALIDEZ VOS BILLETTS JUSQU'AU 10 JUILLET 1989

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

LES GAGNANTS SONT TIRÉS À 20 H 30

35 38

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

12 16

5 BILLETTS 7 938 155,00 F

4 BILLETTS 85 53 070,00 F

3 BILLETTS 3 111 5 200,00 F

2 BILLETTS 150 045 90,00 F

1 BILLET 8 007 000 7,00 F

GAGNANT DU LOTO 1989 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

1 BILLET GAGNANT 100 000 000 F

Culture

MUSIQUES

« The Fairy Queen », de Purcell, à Aix-en-Provence

Une comédie musicale du dix-septième siècle

Le pari lyrique de l'été : ressusciter la version scénique de *The Fairy Queen* de Purcell. La danse, la musique y occupent une part égale avec le théâtre. Comme dans les comédies musicales, assure le metteur en scène Adrian Noble, directeur artistique de la Royal Shakespeare Company.

Short, tennis, et chapeau de paille : Adrian Noble, trente-huit ans, a épousé la tenue du parfait vacancier pour affronter les répétitions de *The Fairy Queen* de Purcell, dans la chaleur de l'été aixois. Et la décoration, apparemment. Il a beau nous assurer que l'entreprise n'est pas plus complexe que celle de *Kiss me Kate*, une comédie musicale qu'il a mise en scène, on mesure la difficulté de la tâche à contempler, sur le plateau, l'équipe qu'il a fallu réunir : vingt chanteurs, dix-sept comédiens, dix danseurs, sans omettre, dans la fosse, les musiciens des Arts florissants sous la direction de William Christie.

Créé en 1692 au Dorset Garden Theatre, *The Fairy Queen*, de Purcell, a été souvent donné en version de concert, y compris par William Christie. C'est un « semi-opéra », à mi-chemin du drame poétique et du « masque », version anglaise du ballet de cour. Les comédiens y tiennent les rôles principaux et en principe n'interviennent pas dans le chant. On ignore qui est l'auteur du livret. Une chose est certaine : il est très largement inspiré du *Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, qu'Adrian Noble connaît bien, puisque depuis dix ans, il est le directeur artistique de la Royal Shakespeare Company, à Stratford-on-Avon, puis au Barbican, à Londres. « Je suis revenu, dit-il, le plus possible au texte de Shakespeare. *The Fairy Queen* est une pièce bourgeoise, un opéra néo-platonicien, alors que la pièce de Shakespeare est profondément humaniste, écrite et pour les artisans et pour les aristocrates. J'ai essayé de retrouver sa vitalité, son énergie, y compris dans la mise en scène des « masques ». Je ne suis pas un expert du baroque, mais je comprends, je crois, le monde anglais de la Restauration (1). Il est le reflet de l'ère de Margaret Thatcher. Les valeurs critiques par le théâtre de l'époque sont les mêmes. L'argent et le succès y sont plus importants que l'amour. Je pense qu'il est possible de donner aux masques une qualité de libé-



Gemma Jones et Roger Allam

tion, de jeunesse, de fraîcheur, d'érudition, tout en leur conservant une tonalité sombre, car la pièce de Shakespeare est un rêve, mais aussi un cauchemar. *The Fairy Queen* à l'origine est un divertissement pour nobles. Je dois, bien sûr, en comprendre les intentions. Mais peu m'importe. Cette histoire en costumes d'époque a aussi à faire avec ma vie et mon expérience.

Adrian Noble souhaite ainsi un jeu « très réel, émotionnel ». Pour lui, contrairement au Duc de l'opéra de Purcell, le monde des fées existe, c'est le monde libéré. « Il nous parle beaucoup d'enfance », dit Gemma Jones, la Titania de l'opéra de Purcell, tout comme elle le fut dans le *Songe d'une nuit d'été*, dans la mise en scène de Peter Brook : « Adrian Noble veut que les fées ne soient ni mignonnes, ni jolies, mais de vraies personnes, avec un caractère. »

La forêt de *The Fairy Queen* n'a rien à voir avec celle de Shakes-

peare. Elle est totalement artificielle. Le plus difficile, affirme Adrian Noble, c'est que tous les personnages, danseurs, comédiens, chanteurs, habitent le même monde, « à la lisière fragile de la réalité et de l'artifice ».

Respect et fantaisie

Personne, cet après-midi-là, ne prononcera le mot de reconstruction. On parle respect, fidélité à l'esprit de l'époque, mais aussi fantaisie, liberté, spontanéité. William Christie confirme qu'il a bien travaillé *The Fairy Queen* comme une comédie, une sorte de « revue » musicale : « Nous prenons la musique de Purcell très au sérieux, mais elle nous oblige au bricolage, car l'ordre des pièces, tel qu'il nous est parvenu, n'est pas du tout déterminé. Un certain nombre d'entre elles, rapides, lentes, gaies, sombres, sont là pour boucher des trous. Alors qu'Adrian Noble veut vraiment conçu comme une tragédie, avec des enchaînements,

une continuité qui empêchaient le bricolage. Tout en aimant beaucoup la fantaisie, j'obéis à un certain nombre de règles : je suis la logique instrumentale de l'époque. Quand Adrian Noble m'a dit : je n'aime pas beaucoup les deux musiques qui précèdent l'arrivée des chœurs, j'ai d'abord protesté. Mais lui qui entend la musique en homme de théâtre voyait là un air un peu angulaire, étrange, une introduction au monde exotique, des morceaux de ce type, il y en avait en pagaille. J'en ai dépoussiéré un : je l'ai placé là ; ce n'est pas une hérésie », me semble-t-il.

Pour *The Fairy Queen* tout comme nous l'avons fait avec *Atys* nous prenons beaucoup de liberté », disent les deux chorégraphes de la compagnie Ris et Deschamps, Francine Lancelot et Béatrice Massin, associées dès le début du travail à la dramaturgie. « Nous restons fidèles au vocabulaire et au style de l'époque, mais nous jouons librement avec les ornements, le traitement de l'espace, en respectant bien sûr la composition musicale. Nos sources ne sont pas différentes de celles d'*Atys*, puisque l'œuvre a été écrite au dix-septième siècle. Beaucoup d'échanges entre les metteurs en scène français et anglais. Mais les tempéraments de Jean-Marie Villégat, pour *Atys*, et d'Adrian Noble pour *The Fairy Queen* sont très différents. Noble a beaucoup insisté sur l'enfance, la fraîcheur, et contrairement à *Atys*, nos danseurs, cette fois, sont pieds nus pendant quatre actes. Les danseurs baroques, on le sait, ont été les premiers à travailler sur partition. Il nous reste beaucoup de chorégraphies. La complexité de ces compositions baroques dans l'espace est passionnante : elle suit l'architecture des jardins, des monuments, des lots de la perspective du dix-septième siècle. A cette époque, personne n'était encore vraiment spécialiste, et les gens qui travaillaient le baroque aujourd'hui sont obligés de se préoccuper de toutes les disciplines artistiques. C'est cela qui est merveilleux. »

Et c'est bien de cette alchimie que dépend la réussite de *The Fairy Queen*, un opéra où l'on chante aussi bien que les Italiens, où l'on danse aussi bien que les Français, et où l'invité d'honneur a pour nom Shakespeare.

ODILE GURROT.

* *The Fairy Queen*, à Aix-en-Provence. Le 11, 17, 20, 23, 28 juillet (tel. 42-23-37-81).

(1) Après l'Internationale de la République de Croywell (1645-1659), Charles II Stuart est rappelé par le général Monk sur le trône. La monarchie est restaurée en 1660.

Ouverture des Chorégies d'Orange

Vive Sarastro !

Dans le cadre et l'acoustique toujours magiques du Théâtre antique, archicomble (dix mille personnes), une Flûte enchantée plus satisfaisante à entendre qu'à regarder.

Un bombardement, ou un tremblement de terre, a eu lieu avant l'arrivée des spectateurs. Le mur du Théâtre antique d'Orange est intact (si l'on peut dire) mais il y a, sur la gauche, à ses pieds, des immenses ruines dont les sboulis dégringolent jusqu'au parterre. A droite, un arbre nu, énorme, dont les branches peuvent basculer pour déposer un personnage sur le sol. Sur ce sol, turquoise, est peint un chemin rose. Tout cela est assez laid. On apprend avec surprise que c'est signé du grand Alexandre Trauner, maître du décor cinématographique.

A propos de cinéma, comme Richard Dembo a réalisé un film remarquable, *La Diagonale du fou* (soutenez-vous, Michel Piccoli en champion d'échecs soviétique), on attendait sa mise en scène avec une curiosité bienveillante. Elle est inexistante. L'espace est à peu près occupé, mais comme le ferait l'importe quel agent de la circulation en deux jours. Pas une idée, pas un aperçu qui donne envie de s'interroger à nouveau sur cette bonne histoire d'apprentissage et de sagesse.

Les méchantes (Reine et Dames de la nuit) sortent des ruines, image assez banale d'un royaume du mal ; Sarastro habite le mur, on le verra mieux à l'acte II, où se dresse, autour de la grande porte centrale, un portique à fronton triangulaire encadrant un ciel énorme. On ne saurait tenir pour des trouvailles propres à faire bouger l'art lyrique le fait que Tamino sorte de sa manche une colombe qui vient gentiment battre de l'aile sur sa flûte ou que des constellations d'ampoules s'allument sur la muraille lorsque apparaît la Reine de la nuit.

Les épreuves de l'eau et du feu, toujours problématiques pour un metteur en scène, que doivent traverser Tamino et Pamina ? C'est très simple : ils passent tous les deux derrière le proscenium, une fois de droite à gauche et une fois de gauche à droite. Au spectateur d'imaginer des fournaises, des cataclysmes. Il fallait oser.

Les costumes sont affligeants. La Reine de la nuit a cinq drapereaux plantés dans le dos, façon Opéra de Pékin ; ses dames sont attifées moitié Walkyries à mantelles cuirassées, moitié mamequins des années 50. La pauvre Pamina est affublée

d'une robe bleue à moitié retroussée, sur un japon rose, par un chiffon jaune. Les indispensables militaires ou militaires de Sarastro sont mi-japonais (la coiffe à ailettes, l'arc de samouraï), mi-russes (la redingote).

La musique et le chant, heureusement, sont d'un autre acabit. Lorsqu'il n'y a pas de mistral (c'était le cas) l'orchestre du Théâtre antique est magnifique. A la tête d'un Orchestre philharmonique de Radio-France plutôt pimpant, Hans Graf ne nous arrache pas de nos gradins vers des hauteurs métaphysiques, mais il donne de la Flûte une lecture claire, assez vive et dépit de quelques pesanteurs (le premier air de la Reine ou l'air *Ach ich fühl's* de Pamina), molles et imprécises dans les passages lents (le début de l'ouverture). Les décalages ne dépassent pas le raisonnable.

Le cratère du Vésuve

Pas de faiblesses dans la distribution. Pamina, c'est l'incontournable Barbara Hendricks — qui a bien du mérite à rester simple et sympathique sous l'inflation médiatique dont elle est l'objet. Quand elle chante, l'air attendit se fait plus léger afin que nous parvenions sans effort à voir pure et fluente. Ce n'est pas une actrice bouleversante, mais elle bouge, elle vit, elle croit à ce qu'elle fait. John Aler est un Tamino solide, un peu placide, un timbre lumineux. Il articule bien. On n'en dira pas autant de Zdzislaw Donat (la Reine de la nuit) : elle a un peu de bouillie dans les joues, mais ses vocalises sont piquées comme des papillons dans une boîte, avec une précision impeccable. Dramatiquement, elle est inefficace.

Le trio des Dames (Ingeborg Schneider, Hanna Scher, Hélène Jousset) est délectable comme celui des petits garçons du Tölzer Knabenchor. Manfred Hemm, Papageno à la voix ample et un peu noire peut-être pour le rôle, fait douze petits Papagenos à Rose-Mary Masolino, sa charmante Papagena. Mention spéciale à l'impressionnant premier rôle de David Wilson-Johnson. On n'a que du bien à dire des chœurs.

Evidemment, tout le monde pâlit un peu devant Marti Salminen (Sarastro). Dès qu'il ouvre la bouche c'est le gongfou de Padisac, le cratère du Vésuve, l'abîme de la nuit. On frémit de bonheur. A la splendeur de la voix s'ajoutent l'art du chant, le sentiment, la noblesse, l'humanité.

En somme, une *Flûte enchantée* très convenable à entendre, sinon à regarder. Mais, le convenable, est-ce vraiment suffisant à l'opéra ?

SYLVIE DE NUSSAC.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note 1)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

DISQUES

Bruckner par Lorin Maazel

Sacré Lorin Maazel ! On le savait virtuose transcendant, capable de délier les rythmiques les plus complexes (le *Sacre du printemps*, d'Igor Stravinsky), d'ordonner les musiques les plus maladroites d'apparence (*Choros*, d'Heitor Villa-Lobos), voire de bousculer les idées reçues en dirigeant Mahler avec une ironie perverse, mais qui aurait pu imaginer qu'il dirigerait Bruckner avec un sentiment si élevé ? A la tête de l'Orchestre philharmonique de Berlin il vient d'enregistrer la *Septième symphonie*, du maître de Linz, la plus facile d'accès sans doute, mais certainement pas la moins belle. Son orchestre semble ne pas avoir de pieds tant il paraît léger, diaphane, soyeux ; ses tempos sont lentissimes, mais le discours avance sans hésitation (il y a du Klempner chez ce Maazel-là) et la musique s'élève, comme télescopée par l'accumulation de micro-tensions, poignante dans ses refus de toute emphase. Avec Maazel, on ne perd aucun détail, car il sait, mieux qu'aucun autre chef, garder à l'orchestre toute sa transparence dans les fortissimos les plus violents (Karel Ancorl et Ernest Ansermet avaient cette capacité, hélas ! trop rare), et quelle surprise d'entendre les Berlinais sonner comme la Staatskapelle de Dresde, paradoxalement sombre et transparente, soyeux et coupants comme un scalpel.

Il n'est pas certain qu'Eugen Jochum, Karl Böhm et Wilhelm Furtwängler soient allés plus loin.

A. L.

Un disque compact EMI CDC 7 49 584 2 73 47. Excellente prise de son.

Neneh Cherry

Elle débarque sans avoir trop pré-

vu (elle a fait partie du groupe punk-funk Rip Rig and Panic). Neneh Cherry chante un peu comme Madonna. (elle n'a pas encore eu de succès, mais elle a une insolence, de sensualité, elle rappelle comme si elle était née dans le Bronx (elle a grandi en Angleterre), avec un bonheur d'expression éphémère. *Raw Like Sushi*, son premier album, s'ouvre sur deux titres, *Buffalo Stance* et *Unchained*, un rap mélodique et furieux et une balade entêtante qui posent l'étendue de son registre. Neneh Cherry provoque sans se laisser attirer (dans les coins de récréation, on la traiterait d'adultère), utilise tous les gadgets (le scratch, le sampling, les drum-machines) qui font des studios d'enregistrement l'équivalent du Salon des arts ménagers. Tout ça pour la plus grande gloire de la pop music, celle qui séduit immédiatement, à la première écoute, et dont le charme résiste au temps.

T. S.

* *Raw Like Sushi*, album, cassette et CD (avec quatre titres en plus dont trois remixes). Circa/Virgin.

The Stone Roses

Tout est dans la pochette : face, une espèce de Pollock sur lequel vient s'imprimer le nom du groupe, les « o » remplacés par des rondelles de citron (ici, on fait de l'art, mais on a de l'humour). Elle, une photo en noir et blanc du groupe, franges cachant les yeux, petits amples et instruments anciens (la Rickembaker est en train de devenir au rock ce que le piano-forte est à la musique classique). Les Stone Roses sont britanniques et sérieux, et pourtant, leur pop à l'ancienne (du côté du Pink Floyd de Syd Barrett) dégage une joie de jouer, une richesse mélodique qui font oublier le discours théorique (le retour à la simplicité primale, les vrais instruments contre le sampling) pour ne faire passer

qu'un plaisir d'une rengaine bien tournée (mention spéciale au simple, *Made of Stone*).

T. S.

* The Stone Roses, album, cassette, CD, Silverstone/BMG.

Prince

De la bande originale comme moyen de dépasser les quotas de production, Prince est sans doute capable de sortir un album tous les trois mois, malheureusement, le marché ne suit pas. Voici donc *Batman*, la BO de la mégaproduction Warner, un vrai album de Prince, composé, interprété, arrangé et produit par son altière. Mû par *The Arms of Orion*, une très pénible balade en duo avec Sheena Easton (dont la voix dépasse sans doute celle d'Olivia Newton John en insouciance), *Batman* est un petit opéra bien réjouissant, dont Prince tient tous les rôles : (Bruce Wayne/Batman, The Joker et même Vicki Vale, interprétée par Kim Basinger dans le film). Par millions, les citoyens de Gotham danseront la *Batdance* en battant des ailes, et tous les hommes mûrs se demanderont, avec Bruce Wayne, si ça vaut la peine de faire attendre leur bien-aimée pour jouer un super-héros (Vicki Vale). Prince a encore réussi un exploit inédit : écrire pour un film une musique qui se suffit à elle-même mais donne quand même envie d'aller au cinéma.

T. S.

* *Batman*, album, CD, cassette, WEA.

Pavlov Dogs

C'était en 1976, on s'abîmait les oreilles à la recherche du fin du rock'n'roll. On l'avait signalé dans le rythme'n'blues de Doctor Feelgood, dans les voix évanescences des Sparks, les néo-dylaneries de Springsteen ou le hard exotérique du Blue Oyster Cult. Et aussi sur Pam-

pered Mendels, le premier album des Pavlov Dogs, avec son romantisme exacerbé, la voix de tête de David Suchman, du violon, de la flûte et une belle chance d'amour. *Julia*. Le contraste entre la lourdeur des brontosaures de l'époque était tellement rafraîchissant qu'on en remarquait à peine tout ce que le style vocal de Suchman avait d'affecté et l'emphase qui les gagnait de temps en temps. Les Pavlov Dogs (un nom bien trouvé, quand même) ont été emportés par la vague punk de 1977. A l'occasion d'une réédition en CD, on s'imaginerait un instant ce qu'aurait été un monde sans Johnny Rotten.

T. S.

* *Pampered Mendels*, un CD CBS Nice Price.

● Le prix Arturo-Toscanini attribué à Myung-Whun Chung. — Le prix Arturo-Toscanini sera décerné le 12 juillet prochain au chef d'orchestre sud-coréen. Myung-Whun Chung, nouveau directeur musical de l'Opéra Bastille, à Taverne dans le nord de l'Italie. Ce prix récompense chaque année un chef d'orchestre qui perpétue la tradition de l'école toscaninienne.

MARRAKECH EN CONCORDE 10-12 nov. 1989

Documentation et inscription : AIRCOM 93, rue de Monceau 75008 Paris TEL : 45-22-86-46 Téléc : 64-37-80 F

Culture

MUSIQUES

Le dernier disque de Johnny Hallyday

Autoportrait rock

En s'associant avec le parolier Etienne Roda-Gil, Johnny Hallyday se renouvelle et produit l'un de ses meilleurs albums.

Cadillac est l'album le plus cher jamais enregistré par Johnny Hallyday. Coût : 2 millions et demi de francs. Temps consacré en studio : cinq mois. Avant l'enregistrement, deux cent quatre-vingt chansons ont été proposées à Hallyday par différents auteurs-compositeurs et quarante ont été écrites à la demande du chanteur. Dix ont été finalement gardées. Toutes signées pour les paroles par Etienne Roda-Gil et composées par David Hal-

liday, Jean-Claude Petit, Jacques Cardona, Georges Angier et Jean-Pierre Bucolo.

Comme les chansons (*Je te promets, le Chanteur abandonné, Quelque chose de Tennessee*) qui lui avaient été confectionnées par Jean-Jacques Goldmann et Michel Berger, celles de ce nouvel album sont conçues pour exploser sur scène. Le prochain spectacle, dont la mise en scène sera assurée par Etienne Roda-Gil, aura lieu au Palais des sports, en septembre 1990 : « Pour la première fois, dit Johnny Hallyday, on verra sur le plateau des choses au travail qui livreront aux spectateurs des disques encore chauds. »

Cadillac est l'autoportrait d'un peu rock, un peu hard, d'un chanteur qui a traversé le temps. Guidé par un étonnant instinct, Hallyday reste fidèle à lui-même, mélange de personnage rude et fougueux et de sensibilité meurtrie.

Les chansons développent les thèmes habituels de la révolte américaine (*Cadillac, l'Étoile solitaire*), l'amour (*Himnaya, les Vautours, C'est du vent*), la solitude (*Rien à jeter*) et la fragilité des choses exprimée ici par une adaptation libre d'Etienne Roda-Gil du *Testament d'un poète*, d'Antonio Machado : « *Tout passe. Et puis tout reste. Mais notre destin, c'est de passer. Passer en creusant des chemins. Des chemins sur les marées.* »

« Ce disque me tient à cœur, dit Johnny Hallyday. Non seulement parce qu'il contient les éléments de mon prochain spectacle, mais surtout parce que je m'en sens le seul propriétaire. A la différence des précédents albums, où j'étais associé à Jean-Jacques Goldmann et à Michel Berger. »

CLAUDE FLÉOUTER
* C.D. et album Philips.

Erreur de perspective

Depuis la fin de l'année, la prison réussit à Johnny Hallyday. *Mirador*, premier 45 tours extrait de Cadillac, grimpe au « Top 50 ». Accompagné comme c'est la règle par un clip, celui de *Mirador* a été écrit et réalisé par Hervé Palud. Tourné en noir et blanc dans une prison de la région parisienne, c'est un petit film au-dessus de la moyenne des clips français, en tout cas jusqu'à ses dernières secondes.

Le clip a été écrit en juin. Il s'achève sur les images, du Chinois anonyme qui, au lendemain de l'intervention de l'armée contre les manifestants à Pékin, arête une colonne de chars quelques instants, aux abords de la place Tiananmen. Pour Hervé Palud, il s'agit « d'une plus belle image de courage qui soit et on ne les verra jamais assez ». Pour que les fans de Johnny les voient assez, les droits en ont été achetés à la BBC.

Résultat : un étonnant caméarage. Un clip est un instrument de promotion, de marketing, pour le chanteur et sa chanson. Tout le monde est d'accord là-dessus, à commencer par Hervé Palud. Une erreur de perspective fait ici oublier que toutes les images ne sont pas égales entre elles. On n'en trouve jamais de meilleure mesure entre le chanteur qui joue au forçat pour le cinéma et l'homme dont on sait plus rien, et qui claque sa vie à Pékin le 5 juin dernier.

T.S.

ARCHITECTURE

Nouvelle extension du Centre Pompidou

Signal Piano à l'IRCAM

Renzo Piano vient de terminer à Paris un petit bâtiment qui accueillera les bureaux de l'IRCAM, la branche musicale du Centre Pompidou. Jack Lang s'est rendu, jeudi 6 juillet, sur ce territoire régenté par Pierre Boulez pour faire l'état des lieux.

Faire plus petit comme bâtiment, même à Paris, c'est possible (voir rue de Valenciennes), mais c'est assurément rare. Faire plus visible, c'est, en revanche, quasi impossible. L'objet en question se trouve en face du

Centre Pompidou, au coin de la rue Saint-Merri et de la place qui a accueilli la fontaine-patageoire de Tinguely et de Niki de Saint-Phalle. Les discussions ont été épuisées avec la commission des sites, qui excluait qu'un petit masque le beau chevet de l'église voisine. Il ne fallait pas non plus dépasser la hauteur des façades et pignons, si étrangement agencées sur cette petite place. Ni la hauteur des immeubles bordant la piazza Beaumont. Restait enfin l'exercice le plus subtil : s'accommoder du Centre Pompidou sans lui porter ombrage.

Or l'esprit de la culture, dans son infinie sagesse, avait tout prévu : c'est à Renzo Piano qu'elle a demandé de résoudre l'équation. Piano qui est précisément, avec Richard Rogers, un des deux architectes du Centre. Un choix d'autant plus fûté que Piano a son agence parisienne à deux pas de là, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. On l'aurait ainsi toujours sous la main.

Une autre considération aura peut-être aussi guidé ce choix. Ce petit bâtiment d'angle devrait être tout à la fois la nouvelle extension et l'entrée de l'IRCAM, cet institut de recherche musicale enfoui sous la fontaine et auquel on accédait jusqu'à présent par une faille sur la place. Désormais une passerelle à la fois futuriste et coquette fait oublier le caractère caverneux de l'Institut, au moins pour les passants.

Une référence italienne

Piano a imaginé une sorte de signal, à la fois présent par ses lignes verticales — une référence nous dit-on, aux tours fortifiées italiennes — et discret, grâce à l'emploi de briques pour le mur-rideau, matériau qui fait la base des deux immeubles voisins, une ancienne école et un ancien bain-douches. A la fois opaque, par la frontalité accrue de ses parois de brique, et transparent au point qu'un regard jeté comme ça au hasard, pourrait le traverser par mégarde. C'est vrai qu'il n'est pas bien épais non plus, cet appendice de l'IRCAM.

Le bâtiment a ceci de commun avec son grand frère le Centre Pom-

pidou, qu'il est porté par une structure métallique. Cela a valu toutes sortes de tracas sécuritaires à l'agence Piano, mais a permis toutes sortes d'ingéniosités visibles ou invisibles. Car tout cela, au fond, servait à planifier, simple habileté à trouver le plus d'espace et le plus de lumière sur la plus inconfortable des parcelles, sans le talent mécanique de Piano et de son équipe, qui fait de chaque détail un objet parfait. Dans la multitude de tels détails, on soulignera seulement le système d'agencement des briques, sans la moindre trace de liant (elles sont enfilées sur des câbles, comme des perles), la minceur des menuiseries (un système de glace collée particulièrement diabolique), l'ascenseur tourné vers la ville, comme un fragment mobile de façade.

Deux ou trois dizaines de personnes pourraient trouver ici leur espace de travail. Une première bouffée d'oxygène pour l'IRCAM qui commence, il est vrai, à sentir la moquette moquée. Dans la foulée de cette extension la grande nef souterraine, qui a maintenant ses quinze années de bons et loyaux services, devrait faire l'objet de quelques ravaudages, que l'équipe de Pierre Boulez voudrait voir accompagnés d'un renouvellement du matériel technique. Il est vrai que le profil fatigué des consoles paraît dater un peu pour un institut qui se veut à la pointe de la technologie créative.

Elle aimerait bien aussi, cette équipe, que les bâtiments qui jouxtent la tour de Renzo Piano, et qui ont été progressivement annexés par l'IRCAM, soient eux aussi réaménagés. C'est vrai qu'ils sont terriblement pitoyables. Dans l'idée louable de faire des économies, la direction du Centre a voulu se passer de Piano. Ses raffinements passent en effet pour coûteux dans ce pays qui n'a toujours pas réussi à intégrer la qualité architecturale dans la panoplie de ses jugements de valeur. On a donc organisé un petit concours dont les résultats ne transpirent pas l'évidence. Il est vrai que les vapeurs de l'ancien bain-douches ont depuis belle lurette cédé la place aux sons numériques.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

DESIGN

Tom Dixon chez Yves Gastou

Excentrique, donc chic

Il est presque dommage de s'asseoir sur l'une de ses chaises, puisqu'on ne la voit plus. Présenté à Paris par Yves Gastou il y a deux ans, Tom Dixon y revient pour exposer sa dernière collection.

Son mobilier est celui d'un château imaginaire où trôneraient Barbe-Bleue, Cruella, le baron de Munchausen, des starlettes 1950, une bande de Huns et des punks déguisés en dandies. Une fourche devient un candélabre. Un somptueux fauteuil bleu royal est construit à partir de tuyaux de plomberie aux reflets or et rouge. La chaise « *Kitchin* » est une pelle à frire pour le dossier (une très belle forme noire) et d'authentiques louches en guise de pieds.

Pourquoi les meubles de Tom Dixon ne sont pas des gadgets, même si l'auteur — trente ans — s'amuse bien. Ex-bassistes dans un groupe disco, animateur dans une boîte de nuit (le Tit-

nic), il crée des meubles-objets depuis cinq ans. C'est en organisant des fêtes illégales dans des entrepôts qu'il a découvert ses premiers trésors : morceaux de ferraille, bouts de machines, pièces de rechange, pieds de baignoire, etc. Il finit par convaincre un copain garagiste de lui apprendre la soudure. Depuis, il hante les chantiers. L'une de ses premières acquisitions : 600 m² de parquet « jeté » par l'école de musique de Londres que l'on retrouve en partie sur cette superbe table de salle à manger, évidée de chaque côté en arc de cercle.

Tom Dixon travaille dans un atelier proche de l'Olympia, où il emploie six personnes : là, on scie, on forge, on pèle, on coupe et depuis peu, on rembourne : « *J'ai envie de ronds, de courbes, de courbes* », dit Tom Dixon qui ne voit pas finir bricoleur « *néo-baroque* ». Si l'on crée des pièces uniques pour des particuliers (souvent des étrangers vivant à Londres), on se heurte de mode (les bouillottes Jigsaw, Nest, Dorothy Bis, le restaurant Métropol à Tokyo). Tom Dixon envisage d'étendre son activité à la production en série plus grande. En attendant, il réalise

une sculpture haute de 10 mètres. Elle sera bientôt inaugurée sur Shaftsbury Avenue. « *A Londres, les choses se font encore difficilement. Le goût reste traditionnel, remarque-t-il. On reproduit beaucoup de canapés Chippendale.* »

En France, il fait partie de ceux qui comptent. Il y a trois mois à Versailles, le prototype d'une chaise « *Angélique* », en forme d'albuminémie éditée à cinquante exemplaires, était adjugée 10 000 F. Chez Yves Gastou, un ancien antiquaire, un rideau à base de moules à gaufre coûte la bagatelle de 18 500 F.

Dans cette galerie rive gauche, aménagée par Sothys, en 1985, Tom Dixon, avec Ron Arad, Mark Brazier Jones, André Dubreuil, tous coqueluches des magazines de mode et de décoration, cultivent, comme les Italiens au début de la décennie, la provocation, l'excès. Habile, rhétorique en diable, Tom Dixon a mis au point un ensemble cocardier avec l'abouret bleu-blanc-rouge, et tout Eiffel géant. Elle s'est vendue 19 500 F le soir du vernissage.

LAURENCE BENAÏM.

* Tom Dixon chez Yves Gastou, 12 rue Beaumartin, 75006. Jusqu'au 30 juillet.

LA
REVOLUTION
DANS
TOUS SES
ETATS

LES HOM
naissent
DEMEUR
libres et
egaux en dro

L'Opéra Goude
sur les Champs-Élysées
le 14 juillet
de 21h30 à 00h00.

la Marseillaise

AIR FRANCE
EDF
RENAULT
BANQUE POPULAIRE

Lundi 10 juillet

هكذا من الأصل

TENNIS : doublé ouest-allemand à Wimbledon

Becker au canon

Les finales dames et messieurs des championnats de Wimbledon mettaient en présence dimanche 9 juillet les mêmes protagonistes que l'an passé. Comme en 1988, Steffi Graf a battu en trois manches Martina Navratilova. En revanche, Boris Becker s'est imposé au tenant du titre, Stefan Edberg, en trois sets. Pour la première fois, des Allemands de l'Ouest réalisaient ainsi le double simple dames-simple messieurs dans un tournoi de grand chelem.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Le couple idéal, du moins pour les amateurs de tennis, c'est depuis dimanche 9 juillet deux jeunes Allemands de l'Ouest, Steffi Graf et Boris Becker, les héros de Wimbledon. Comme l'avaient été naguère les Américains Chris Evert et Jimmy Connors pour les mêmes raisons. Ils sont jeunes, beaux, riches. Ils ont uni leurs noms au palmarès du plus illustre des tournois.

Pourtant, ces deux-là, on ne les fiançait pas comme l'avaient été les deux Américains. Leurs trajectoires sont désormais parallèles. Elles ne peuvent donc plus se croiser. Tant pis pour la presse du cœur ! Steffi et Boris seront deux stars qui brillent certes dans le même ciel mais dans des constellations différentes.

Où ! cela n'a pas toujours été le cas. Ils ont grandi dans des villes voisines. À l'âge des premiers boutons, ils jouaient de la guitare aux mêmes camps d'entraînement des jeunes espoirs de la Fédération allemande de tennis. Mais leurs routes ne se sont plus guère croisées depuis.

Tandis que Steffi s'épanouissait dans le giron familial à Brühl, Boris, qui avait été « enrôlé » par le manager roumain Ion Tiriac,

avait bien vite quitté Leimen pour s'installer dans le paradis fiscal monégasque. D'un côté, la vie d'une jeune fille tranquille, presque trop ; de l'autre, celle d'un jeune play-boy. C'est d'ailleurs parce qu'il trouvait la vie de son jeune protégé trop agitée que son entraîneur Günther Bosch avait rompu de façon assez théâtrale avec lui en 1987.

Un enfant prodige

Aujourd'hui, alors qu'on ne connaît qu'un ami à Steffi Graf, qui reste toujours très liée avec ses parents, il n'est plus possible de dénombrer les conquêtes de son compatriote.

C'est dire que leurs carrières se sont développées dans des contextes différents. Becker a été l'enfant prodige, le surdoué, l'hercule des courts qui, à dix-sept ans devenait, en 1985, le plus jeune vainqueur d'un tournoi de grand chelem en battant Kevin Curren en finale de Wimbledon. Il récidivait l'année suivante, mais ses résultats dans les autres tournois majeurs ne parvenaient pas à être aussi brillants. Si bien que, après avoir terminé 1986 à la deuxième place mondiale, il n'avait pas réussi à faire mieux. Steffi au contraire avait attendu dix-huit ans pour inscrire pour la première fois son nom au palmarès de Roland-Garros en 1987. Devenue meilleure joueuse mondiale à la fin de cette année-là, elle a été ensuite irrésistible, enlevant le grand chelem l'an dernier.

La victoire de Steffi, c'était donc, dimanche, le triomphe d'une jeune femme qui surclassait sans conteste toutes ses rivales. Depuis 1987, elle n'a perdu que six matches, deux contre Navratilova en 1987, deux contre Gabriela Sabatini et un contre Pam Shriver en 1988, un contre Arantxa Sanchez cette année. Boris Becker était loin de pouvoir

présenter un tel palmarès en lui succédant sur le Centre Court. Il avait été battu par six joueurs depuis le début de l'année, dont le dernier en date n'était autre que son adversaire du jour, le Suédois Stefan Edberg, lors des demi-finales des Internationaux de France.

Mais qui peut le plus peut le moins. Car le plus pour Becker ce n'était pas la finale de dimanche. Cela avait été la demi-finale, samedi 8, contre Ivan Lendl. Après une première manche très serrée, le Tchèque soviétique a montré dans le premier jeu du deuxième set, qui dura onze minutes et ne comptait pas moins de vingt-deux points, qu'il n'était pas décidé à se laisser faire. Il sauva cinq balles de break avant de remporter son service. Après quoi, il prit la mesure de Becker, s'imposant 7-2. Pourquoi dans ces conditions n'a-t-il pas gagné une troisième place en finale ?

Puissance de feu

Lendl a estimé que lors de l'inter interruption du jeu provoquée par la pluie, Becker avait pu bénéficier des conseils de son entourage. En fait, il s'est adjugé la troisième manche sur le score flatteur de 6-2. La machine ne s'est grippée qu'au début du quatrième set.

Lendl avait encore l'ascendant. Il menait 3-2, service à suivre. Mais alors que l'Allemand était revenu de 40-30 à avantage pour lui, le Tchèque soviétique commit une méchante double faute. S'était-il trop vite en finale ? Sur ce coup il allait perdre confiance et match. Quelques appels de balles litigieux devaient achever de l'exaspérer. Il a donc perdu. Mais c'était en livrant son plus grand match sur gazon. Avec cet acharnement qui l'a toujours caractérisé, Lendl en a aussitôt

conclu qu'il n'était pas loin de toucher au dernier but qu'il s'était assigné : inscrire son nom au palmarès des plus vieux champions de tennis du monde. Comme son élimination précoce à Roland-Garros lui a permis de s'entraîner plus longuement sur herbe et d'avoir fait des progrès sensibles, il a tout bonnement annoncé qu'il ferait l'économie du voyage à Paris l'an prochain.

Voilà le Lendl que Becker a battu en demi-finale. Pour cela il n'a pas seulement eu besoin de son service à 250 kilomètres/heure, il a dû encore utiliser un coup qu'on ne lui connaissait pas à ce jour : un revers formidable. Avec ces deux armes il était imbattable. On plutôt il ne pouvait pas, dimanche, se faire battre par Stefan Edberg.

Les balles du Suédois avaient été admirables de placement vendredi face à John McEnroe. Mais l'ancien champion américain n'a pas la puissance de feu de Becker. Tout n'avait été qu'affaire de toucher et de servir. Or Edberg n'avait ni l'un ni l'autre, dimanche. Pendant toute une manche il sembla aussi assoupi que contre Chang à Paris. Ensuite il trépassa quelques fois sur place comme pour s'échauffer, sans y parvenir vraiment.

Becker l'a définitivement expulsé du match au douzième jeu de la deuxième manche. Edberg avait alors eu trois balles de set. Mais après une double faute, deux volées dans le filet, et un retour incroyablement rapide, il renvoyait une dernière volée dans le couloir qui permettait à Becker d'égaliser 6-6 avant de remporter le jeu décisif 7-1. Sur onze points, Edberg n'en avait marqué qu'un, sur une faute de Becker. En fait, l'Allemand a détruit le jeu du Suédois comme un forgeron l'aurait fait en martelant une porcelaine.

ALAIN GIRAUDO.

Steffi, première de la classe

LONDRES
de notre envoyé spécial

Martina Navratilova, qui avait connu huit fois le bonheur de remporter la finale des championnats de Wimbledon, faisait récemment la liste des maîtres sur le centre-court du All England Lawn Tennis Club. Ceux-ci n'étaient pas si nombreux : elle avait été éliminée par une balle qui l'avait frappée à la tête ; elle avait été plongée dans la plus grande confusion lorsque la ceinture d'une de ses jupes avait cassé ; elle avait tout simplement failli s'étrangler en avalant de travers.

Bref, aucune des huit défaites qu'elle avait subies ici en finale ne figurait dans cette énumération de mauvais souvenirs. Il n'en ira sans doute pas de même avec celle de dimanche 9 juillet contre l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf. Car celle-ci a été une véritable gifle.

Assez bizarrement, les deux meilleures joueuses du monde actuelles ne s'étaient pas rencontrées sur un court depuis un an, depuis que Steffi avait interrompu une série de six succès de Martina sur le pré de Wimbledon. L'Américaine s'était particulièrement bien préparée pour reprendre sa couronne.

Elle avait fait l'impasse des Internationaux de France afin d'avoir plus de deux semaines pour s'entraîner sur le gazon. Elle avait fait appel à l'ancienne championne américaine Billie Jean King, dont la longévité avait été exemplaire, pour maîtriser les problèmes de motivation qu'elle rencontre à présent trente-trois ans.

Et elle n'avait plus de douleurs aux jambes comme elle a prétendu en avoir eu l'an dernier à la même époque. En tout cas, elle avait mené à grande eau vers cette nouvelle finale, la dix-septième à Wimbledon, la vingt-septième dans un tournoi de grand chelem, remportant pour son centième match des cham-

pionnats, en demi-finale, sa quatre-vingt-douzième victoire.

L'ambition de Navratilova dans cette nouvelle aventure était double : enlever une neuvième fois le titre, c'est-à-dire établir en la matière un record qu'elle partageait jusqu'alors avec l'Américaine Helen Wills Moody ; en profiter pour reprendre la première place au classement mondial.

Et pendant une manche, dimanche, elle a pu penser qu'elle pouvait y arriver. Au cours du deuxième set, Steffi Graf a en effet été prise de court, comme si après un appel de balle litigieux, qui lui faisait perdre son premier service, elle n'arrivait plus à retrouver son calme et à se concentrer. Pendant une demi-heure Martina Navratilova a donc été maîtresse du champ. Elle réalisa notamment un tie-break parfait (7-1).

Pourtant, cette domination, cette bouffée d'espérance, n'aura été qu'une parenthèse dans un match à sens unique. Un peu comme l'an dernier quand Steffi Graf avait mené 5-2 dans la première manche et s'était retrouvée à 5-7, 0-2 dans la seconde, avant de s'adjuger les deux derniers sets 6-2, 6-1. En fait, l'Allemande a été supérieure à l'Américaine dans tous les compartiments du jeu, y compris au filet où elle ne craint décidément plus personne. La première (6-2) et la troisième manche (6-1) ne furent donc qu'à elle.

La défaite de Graf à Paris contre Arantxa Sanchez n'était bien qu'un accident. Championne d'Australie et de Grande-Bretagne, elle domine son sport même si un nouveau grand chelem ne sera pas cette année au bout de la route. Plus technique, plus tacticienne, plus copieuse, elle est la première de la classe dans la splendeur de ses vingt ans. Elle a battu ici les championnes de demain, Monica Seles et Arantxa Sanchez, et les championnes d'hier, Chris Evert et Martina Navratilova. Le présent est tout entier à elle. Pour longtemps sans doute.

A.G.

BOXE : championnat du monde des super-welters

Jacquot trahi par son jeu de jambes

Le Français René Jacquot a perdu, samedi 8 juillet, sur un ring dressé en plein air dans le parc d'attractions de Mirapolis (Val-d'Oise), son titre de champion du monde WBC des super-welters face à l'Ougandais John Mugabi. Jacquot, qui avait conquis sa ceinture mondiale en battant l'Américain Don Curry le 11 février à Grenoble, s'est blessé à la cheville gauche en tombant à la première reprise, après deux minutes de combat.

COURDIMANCHE (Val-d'Oise)
de notre envoyé spécial

Les frères Acarbis avaient tout organisé pour soigner leur entrée sur le ring du marché mondial des organisateurs de combats. Délaissant les salles parisiennes, ils avaient fait monter des gradins sur le parking d'un parc d'attraction de la banlieue parisienne en mal de publicité. Louis, tout sourire derrière ses Ray-Ban, serrait les mains de Jean-Paul Belmondo, de Yannick Noah ou d'autres vedettes. Michel, lui, réglait les derniers détails avec les réalisateurs de Canal.

Ces « hommes de boxe », comme ils se définissent eux-mêmes, jouaient gros sur ce combat mondial. Ils savaient qu'une dizaine de milliers de spectateurs attendaient cette rencontre, que les chaînes de télévision américaines, avaient mis en place leur satellite, bref, que le monde du ring les guettait. Alors,

le FOOTBALL : La plus grande tragédie de ce sport aurait fait 340 morts en URSS. — Le quotidien Sovetskii Sport a révélé, samedi 8 juillet, que 340 personnes étaient mortes, le 20 octobre 1982, à l'issue d'une rencontre de football entre une équipe néerlandaise et une équipe soviétique, au stade Lénine à Moscou. Le 18 avril, soit trois jours après la tragédie de Sheffield (Grande-Bretagne), le même journal avait déjà fait état de la catastrophe (le Monde du 20 avril). Dans une longue enquête publiée en première page, il précise maintenant que la police avait provoqué le mort de supporters en les poussant dans un escalier verglacé. — (AP LPI.)

« Acarbis Corporation » jouait sur tout les registres, des petits combats pour faire patienter aux parachutistes qui descendent du ciel pour apporter la vénéfice ceinture. Ils avaient même pensé, Bicentenaire oblige, à faire chanter la Marseillaise par deux gamines en costume d'époque.

Mugabi « la Bête »

Oui, tout semble être en place pour un match qui fasse date. John Mugabi, comme saisi par cette fibre communicative, force ses talents de méchant en montant sur le ring. Celui que l'on surnomme « la Bête ».

600 F la minute

Les combats dits d'« encadrement », qui précèdent et suivent le duel Jacquot-Mugabi, ne méritent pas le voyage. Seule la rencontre mondiale justifiait des places vendues entre 400 F et 2 000 F. C'est beaucoup pour un combat en plein air qui n'a duré que deux minutes trente et une secondes, même si l'on ajoute les dix-sept secondes pendant lesquelles René Jacquot, blessé, a tenté de faire face à son adversaire. Pour les spectateurs des places de luxe, la minute de boxe est revenue ainsi aux alentours de 600 F...

étale sa puissance sans se soucier des cris hostiles de la foule. Agé de vingt-neuf ans, l'Ougandais de Floride, redoutable frappeur, possède un palmarès des plus respectables puisque, au cours de ses neuf ans de carrière professionnelle, il a disputé trente-six combats, remportant trente-quatre victoires dont vingt-sept par KO. Mugabi lance les poings, insensible aux petits Français qui scandent le nom de son adversaire.

Il est long à venir, Jacquot, comme s'il voulait faire comprendre aux spectateurs la difficulté de la tâche qui l'attend. Comme si, au dernier moment, il mesurait la présence de son geste. Lui, l'enfant de la Lorraine, le boxeur aux débuts incertains, devenu l'an dernier, à

vingt-sept ans, champion d'Europe, puis, grâce à sa victoire sur Don Curry, le premier Français champion du monde depuis trente ans, sait que son titre va être difficile à conserver. Cette ceinture d'or tombée du ciel, il va devoir la défendre contre un artiste du ring, qui avait tenu onze reprises devant Marvin Hagler en mars 1986.

Mais le moment tant attendu se transforme vite en drame. À peine l'arbitre a-t-il lancé le match, à peine René Jacquot a-t-il commencé à sautiller pour échapper aux attaques de son adversaire, qu'une droite à la tête le pousse vers le bord du ring. « Il m'a acculé dans les cordes, j'ai voulu tourner, ma jambe gauche est restée et je me suis assis dessus », voilà comment Jacquot est tombé, quelques secondes après le début de la première reprise.

700 000 dollars

Le visage marqué par la douleur d'une entorse, le Français regagne son coin. Après quelques massages, il tente de reprendre le combat en boitant, mais concède une nouvelle droite qui le jette au sol. L'arbitre peut s'emparer de la main de Mugabi pour lever son bras en signe de victoire. Dans la confusion qui règne sur le ring, face à des spectateurs debout qui ne comprennent pas grand-chose, l'Ougandais devient champion du monde.

La fête prévue au milieu des manèges du parc n'a duré que quelques minutes. Jacquot, le patron du bar le Galaxy dans la banlieue de Grenoble, a cédé la ceinture d'or au propriétaire d'une boîte de nuit en Ouganda. Un troc de quelque 700 000 dollars, qui échappe à nombre de spectateurs déçus. Les gradins se vident malgré l'annonce de nouveaux combats. Alors que certains parlent de réclamation, Louis Acarbis reconnaît que « la fête a été gâchée par cet accident incompressible ». Elle le sera définitivement lorsque la réunion devra être interrompue, vers minuit, en raison d'une panne d'électricité. Les organisateurs français n'ont pas encore gagné leur place sur le ring des grands.

SERGE BOLLOCH.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de France

Le bon tour de Prost

Pour la quatrième fois de sa carrière et pour la deuxième année consécutive, Alain Prost (McLaren-Honda) a remporté, dimanche 9 juillet sur le circuit Paul-Ricard du Castellet, le Grand Prix de France de formule 1 automobile. Le Français a devancé le Britannique Nigel Mansell (Ferrari) de 44 secondes et l'Italien Riccardo Patrese (Williams-Renault) de 1 m 6 s. La révélation de la course a été le jeune (vingt-cinq ans) Avignonnais Jean Alesi (Tyrell-Ford), quatrième pour sa première compétition de formule 1.

La victoire d'Alain Prost lui permet de conforter sa première place au Championnat du monde devant son coéquipier Ayrton Senna, deux jours après avoir annoncé son départ de l'écurie McLaren-Honda à la fin de la saison.

LE CASTELLET (Var)
de notre envoyé spécial

C'est avec une sérénité retrouvée qu'Alain Prost a accompli sa trente-septième victoire en grand prix. « Les pendules sont remises à l'heure », disait-il à l'arrivée où il n'avait même pas sacrifié au traditionnel tour d'honneur devant un public venu plus nombreux que les autres années sur le circuit Paul-Ricard.

La victoire du pilote français a certes été facilitée par un énorme carambolage provoqué par le Brésilien Mauricio Gugelmin lors d'un premier départ. Parmi les plus dangereux adversaires, Gerhard Berger et Nigel Mansell (Ferrari) avaient dû changer de voiture tandis que les mécaniciens de Williams remplaçaient un triangle de suspension avant sur la monoplace de Thierry Boutsen. Il avait surtout enregistré avec soulagement l'abandon de son coéquipier Ayrton Senna, stoppé par un différentiel cassé quelques mètres seulement après le second départ.

Alain Prost avait dès lors la voie libre et pouvait même se permettre de ménager ses pneumatiques dans les premiers tours pour réunir un nouveau « cavalier seul » que Ron Dennis, son directeur d'écurie quali-

fiera de « course parfaite, digne d'un exercice de style ».

Cette démonstration, complétée par le meilleur temps réussi aux essais — le pilote français avait confirmé pour la deuxième fois consécutive qu'il pouvait encore être plus rapide sur un tour de circuit

En annonçant son départ en fin de saison, Alain Prost n'ignorait pas qu'il prenait un risque. Pour des raisons essentiellement financières, l'écurie McLaren-Honda a intérêt à avoir dans ses rangs l'an prochain le champion du monde 1989. Or, on lui avait alors offert délibérément



Le carambolage lors du départ du Grand Prix de France : la voiture du Brésilien Mauricio Gugelmin effectue plusieurs tonnes.

que son coéquipier détenteur du record des pole-positions — venait à point, deux jours après l'annonce de son prochain départ de l'écurie McLaren-Honda.

Avec son orgueil de champion, Alain Prost tenait à démontrer au plus tôt que sa décision ne refléterait pas une crainte d'affronter le pilote brésilien à armes égales mais résultait seulement du mauvais climat qui régnait entre eux. « J'ai plus de plaisir à conduire dans les essais privés, compte tenu des problèmes relationnels que je rencontre avec lui », disait-il pour justifier un peu plus son choix.

En position de force

Après l'annonce de son départ en fin de saison, cette victoire d'Alain Prost rend la situation assez occasionnelle au sein de l'écurie McLaren-Honda où le Français se retrouve en position de force au Championnat du monde avec onze points d'avance sur son coéquipier à l'issue de sept grands prix. Après avoir suspecté les motoristes de Honda de privilégier le champion du monde brésilien, le pilote français se plaît désormais à souligner leurs efforts pour lui fournir des moteurs mieux adaptés à son style de conduite.



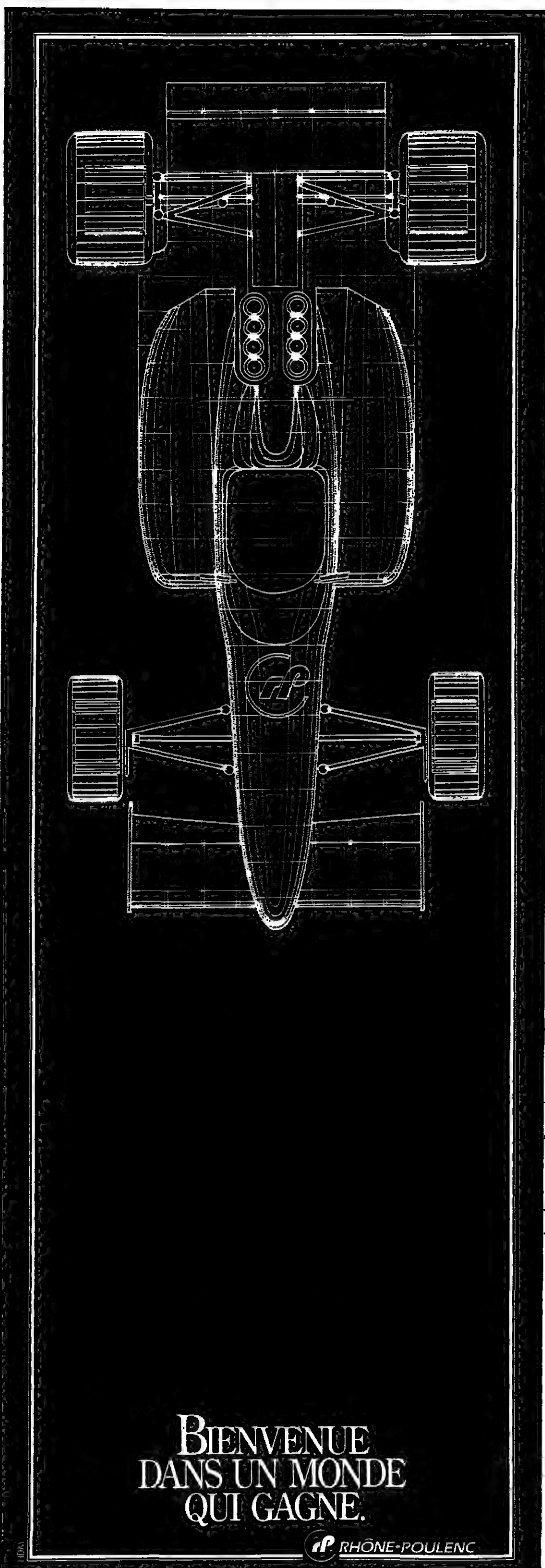
Ayrton Senna si le Français se retrouvait en passe de remporter un troisième titre ?

Afin de limiter ce risque, Alain Prost a pris soin de préciser qu'il ne piloterait pas une McLaren en 1990. Mais il n'écartera pas l'hypothèse d'y revenir ensuite (le contrat de Senna expire fin 1990) comme pilote ou à un autre poste en rappelant que McLaren resterait quoi qu'il arrive « son » écurie après les deux titres mondiaux et les vingt-huit victoires en grand prix remportés avec les monoplaces rouge et blanc.

Soulagé d'avoir pu prendre cette décision sans rompre les ponts avec Ron Dennis et Mansour Ojeb, les propriétaires de McLaren, Alain Prost, serein et motivé comme à ses plus beaux jours, se retrouve en fait en position de force sur l'échiquier de la formule 1.

Sollicité par les principales écuries, il peut désormais prendre son temps pour juger de leur potentiel. Après avoir été impressionné par le développement du moteur Renault, il attendra sans doute désormais avec impatience de pouvoir juger le nouveau châssis des Williams au Grand Prix de Hongrie.

GÉRARD ALBOUY.



BIENVENUE
DANS UN MONDE
QUI GAGNE.

RP RHÔNE-POULENC

Bienvenue dans le monde de la Formule 1. Un monde où Rhône-Poulenc met sa recherche sur les céramiques et les plastiques techniques au service du moteur Renault-Sports qui équipe l'écurie Williams. En s'associant au développement de ce nouveau moteur atmosphérique, Rhône-Poulenc contribue à relever les défis du futur.

Sports

CYCLISME : le Tour de France

La parole aux grimpeurs

Les victoires du Belge Etienne de Wilde, samedi 8 juillet à Bordeaux, et de l'Irlandais Martin Earley, dimanche à Pau, n'ont pas modifié le classement général du Tour de France. Greg LeMond s'est lancé à l'assaut des Pyrénées avec cinq secondes d'avance du Fignon et près de sept minutes sur Delgado, qui continue de poser une énigme à ses adversaires.

PAU
de notre envoyé spécial

« A chaque jour suffit sa peine », écrit naguère Antoine Blondin. Mais la peine, ça suffit. Après neuf jours d'une course montante et incertaine, les grimpeurs du Tour abordent la montagne, dont ils ne sortent que dans deux semaines, du côté d'Ax-les-Bains.

Les rouleurs-éclaireurs ont mangé leur pain blanc sans qu'ils aient été comblés. Les plus célèbres d'entre eux — Kelly, Vanderarden, Van Poppel — ne sont pas parvenus

à remporter une seule étape, à l'inverse d'un Josi Pelier qui a gagné la sienne à Poitiers-Futuroscope en empochant la bagatelle de 176 500 F de prix et de primes, soit plus de 1 000 F par kilomètre.

L'Américain Greg LeMond et Laurent Fignon, concurrents directs, se découvrent un adversaire commun en la personne de Pedro Delgado. Ils seront éventuellement amenés à composer de façon épisodique afin de tenir Delgado à distance. Après l'improbable bête de Luxembourg, le vainqueur du Tour 1988 demeure menaçant. Un retard frisant les sept minutes ne constitue pas a priori un handicap insurmontable pour un grimpeur d'élite.

En prévision des combats décisifs, les principaux leaders ont leurs inquiétudes. LeMond manque d'élancements d'appréciation, Hampsten (quinzième à près de cinq minutes) a concédé trop de terrain à son goût. Brackin évolue dans le flou et Motet sur le fil du rasoir.

Bien qu'il soumette depuis plusieurs années ses faus au régime de

la douche écossaise, Laurent Fignon paraît présenter les meilleures garanties. Il se montre à son avantage depuis le départ et, grâce à l'étape contre la montre collective, il a regroupé autour de lui ses principaux équipiers.

A cet égard, le Tour 1989 propose une situation nouvelle : la présence de Fignon et de Pascal Simon parmi les tout premiers du classement général. Le routier champenois n'avait jamais occupé une position aussi favorable depuis 1983. Cette année-là, les deux hommes étaient rivaux et Simon portait le maillot jaune. Il fut éliminé par une chute et c'est son abandon qui ouvrit au Français la voie du succès. De cette dualité est née une entente cordiale. Engagé par Cyrille Guimard dans le groupe « Super U » — qui prendra le nom de « Castorama » l'an prochain — Pascal Simon est devenu le partenaire de Fignon. Mieux, son ami. Comme il ne se sent plus l'âme d'un leader, en dépit de sa bonne condition physique, il accepte d'épauler son chef de file sans arrière-pensée.

JACQUES AUGENDRE.

De la Gironde à la montagne

PAU
de notre envoyé spécial

Le Bicentenaire n'empêche pas le Tour. Il n'empêche que le Tour 1989 est et restera celui du Bicentenaire. Il le sait si bien que, coup sur coup, le 13 juillet d'abord, le 14 ensuite, il salue l'événement à sa façon. Ce sera pour commencer, au kilomètre 1769, l'attribution d'une prime de 17 690 F au coureur qui, le premier, franchira cette ligne idéale entre Blagnac et Montpellier. Ce sera ensuite, le lendemain une arrivée à Marseille que la course n'avait pas visitée depuis 1971, et qui veut signifier un hommage rendu à la Méditerranée.

Sans le savoir, peut-être, le Tour de France est pourtant capable de bien d'autres clins d'œil à l'adresse de la Révolution. Il lui suffit, par exemple, d'une simple fin de semaine pour passer, du 8 au 10 juillet, de la Gironde à la montagne. Voici, en quarante-huit heures, les hommes du pays plat assaillis, et l'on ose écrire, à des Biscuits et à des Vergnaud d'un peloton d'où se présenteront à l'enfer les Danton, Robespierre et Saint-Just qui, ayant pour nom Miller, Herrera, Roche, Fignon, LeMond ou encore Delgado auront eux-mêmes ensuite à se déchirer pour une conquête finale du pouvoir à l'occasion d'un ne sait encore quel Thermidor. Car tous les anciens se retrouvent avec leurs cadets pour proclamer, à cette arrivée à Pau dans une superbe unanimité que dans le Tour aussi la montagne d'est... la terreur.

Et pour tout le monde parce que le premier jour de montagne est redouté de tous. Après plus d'une semaine de grand braquet, de pluie et de tempête, il s'agit de savoir comment s'éprouvera ce changement de rythme. Il s'agit aussi de deviner qui frappera le premier. Voilà pourquoi, durant

cette traversée des Pyrénées, on sent déjà peser, à l'heure des élaborations de tactique des principaux chefs de file de la gent montagnarde, une atmosphère de comités de salut public.

Passer de la Gironde à la montagne, en l'occurrence de Bordeaux à Pau, c'est aussi passer du fil d'un Jacques Chaban-Delmas, que le destin des gironiens ne peut qu'émouvoir, comme il a ému Lamarque, à celui d'un André Labarraque, bien capable, lui, dans sa sensibilité socialiste, de se sentir un héritier de la Montagne.

Un maillot jaune ecclésiastique

Pour le Tour de France — qui se mêle de la politique comme de la peste — l'essentiel est d'avoir pu saluer une fois encore l'un et l'autre. Il reste pourtant que le succès de l'épreuve en fait, depuis plusieurs années, une sorte de centre d'attraction de tous les cahiers de doléances possibles et imaginables. Ce ne sont plus seulement des amateurs de vélo qui viennent à se rencontrer, ce sont, ici, des délégués syndicaux d'une entreprise menacée de fermeture qui sont en quête de signatures en bas de pétitions. Ce sont, ailleurs, des écologistes qui ont à faire savoir leur hostilité à une centrale nucléaire ou leur crainte d'une dénaturation imminente du paysage. Au besoin, ceux-ci sont tout à fait capables de retarder un départ en s'enchaînant, comme ils l'ont fait dimanche 9 juillet, à une voiture de la direction de la course.

Cela s'est déroulé dans une commune des Landes que le monde vélocipédique a déjà particulièrement connue. A La Bastide-d'Armagnac, il n'y a pas seulement un Café du Peuple et une rue du Café-Chantant. Il y a aussi une place Royale tout à fait étonnante dans sa rusticité. Ses

arcades, ses maisons à colombages, aux toiles romaines fanées soulignées de génoises, auraient inspiré, selon des érudits, les architectes de l'actuelle place des Vosges à Paris, qui s'appelle, elle aussi, place Royale. Mais, pour tous les cycles de France, le grand homme de La Bastide-d'Armagnac est l'abbé Joseph Massie. Voilà assurément un prêtre fort peu réfractaire au vélo. Il en est au contraire le chantre impénitent. Au point de pouvoir rappeler les exploits des anciens du Tour aussi bien que le texte d'une épitaphe.

Ce Landais de soixante-dix-huit ans est allé deux fois à vélo jusqu'à... Saint-Jacques-de-Compostelle, une autre fois jusqu'à Fatima, une autre encore de Toulouse à Rome. Missionnaire du braquet, apôtre du pédalage, il a découvert un jour, à 2 kilomètres de La Bastide, une chapelle abandonnée. Il l'a ouverte pour en faire la « Notre-Dame des Cyclistes » que vint bénir, le 18 mai 1959 Mgr Mathieu, alors évêque d'Aire-sur-Adour et de Dax. Le premier cycliste à s'être présenté au sanctuaire se nommait Joseph Michaud et venait de Lyon. Depuis, Joseph Massie, qui aime à rappeler qu'il monta le Tourmalet en soutane, a fait de sa chapelle un étonnant musée du cycle. Les maillots des plus illustres champions se côtoient là comme voisins sous les voûtes de Saint-Louis des Invalides les drapeaux des victoires de l'histoire nationale.

Le Tour a salué comme il convenait cet homme de Dieu et des deux cyclistes en lui offrant un maillot jaune. Il ne manquait que la présence du vieux Bartali, qui dut à sa foi catholique le surnom de « Gino le pieux », à cette fête de la Fédération vélocipédique qui fut aussi, à sa manière, une belle et bonne prise de La Bastide.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DE FRANCE DE FORMULE 1

Classement de l'épreuve. — 1. Alain Prost (Fra.), Marlboro-McLaren-Honda, les 305,040 km en 1 h 38 min 29 s 411 ; 2. Nigel Mansell (G-B, Ferrari), à 44 s 017 ; 3. Riccardo Patrese (Ita., Williams-Renault), à 1 min 6 s 921 ; 4. Jean Alesi (Fra., Tyrrell-Ford), à 1 min 13 s 232 ; 5. Stefan Johansson (Sué., Onyx-Ford), à un tour.

Classement du championnat du monde des pilotes après sept grands prix. — 1. Alain Prost (Fra.), 58 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 27 ; 3. Riccardo Patrese (Ita.), 22 ; 4. Nigel Mansell (G-B), 15 ; 5. Thierry Boutsen (Bel.), 12.

COURSE DE COTE

Robby Unser (EU, sur Peugeot 405-T16) a remporté, dimanche 9 juillet, la sixième-septième édition de la course de côte du Pike's Peak, aux Etats-Unis.

Boxe

POIDS LEGERS

Le Portoricain Edwin Rosario est devenu champion du monde des poids légers pour la troisième fois de sa carrière, en battant l'Américain Anthony Jones par arrêt de l'arbitre à la sixième reprise, dimanche 9 juillet, à Atlantic City (Etats-Unis).

Cyclisme

TOUR DE FRANCE SEPTIÈME ÉTAPE

Poitiers-Bordeaux (258,5 km)
1. Etienne de Wilde (Bel., Hincir), 258,50 km en 7 h 21 min 37 (moyenne : 35,094 km/h) ; 2. Jean-Claude Colucci (Fra.) ; 3. Patrick Tolhoek (Bel.) ; 4. Steve Bauer (Can.) ; 5. Jean-Paul Van Poppel (P-B).

HUITIÈME ÉTAPE

La Bastide-d'Armagnac-Pau (157 km)
1. Martin Earley (Irl., PDM), 157 km en 3 h 51 min 26 (moyenne : 40,705 km/h) ; 2. Eric Caritoux (Fra.) ; 3. Michael Wilson (Aus.) ; 4. Philippe Lemerot (Fra.) ; 5. Laurent Benoit (Fra.).

Classement général. — 1. Greg LeMond (E-U, ADR), 37 h 11 min 25 ; 2. Laurent Fignon (Fra.), à 5 s ; 3. Thierry Marie (Fra.), à 40 s ; 4. Eric Brackin (P-B), à 1 min 51 s ; 5. Sean Yates (G-B), à 2 min 18 s.

Golf

OPEN DE MONTE-CARLO

Mark McNulty (Zimbabwe) a remporté, samedi 8 juillet, l'Open de Monte-Carlo, comptant pour le circuit professionnel européen devant Jeff Hawkes (AJS).

Sports équestres

CSI DE ZURICH

Le Britannique John Whitaker (Milton Next) a remporté devant le Français Philippe Rostier (Oscar Maléan) le Grand Prix du concours de saut international de Zurich, disputé dimanche 9 juillet.

Tennis

INTERNATIONAUX DE GRANDE-BRETAGNE

● Simple messieurs : demi-finale. — Becker (RFA, 2) b. Leand (Tch., 1), 7-5, 6-7 (2-7), 2-6, 6-4, 6-3.

● Finale. — Becker (RFA, 2) b. Edberg (Sué, 3), 6-0, 7-6 (7-1), 6-4 (gain 1,9 million de francs).

● Simple dames : finale. — S. Graf (RFA, 1) b. M. Navratilova (E-U, 2), 6-2, 6-7 (1-7), 6-1 (gain 1,710 million de francs).

● Double messieurs : finale. — Jarryd-Fitzgerald (Sué-Aus.) b. Leach-Pugh (E-U), 3-6, 7-6 (7-4), 6-4, 7-6.

● Double dames : finale. — J. Novotna-H. Sukova (Tch.) b. L. Savchenko-N. Zvereva (URSS), 6-1, 6-2.

● Juniors garçons : finale. — Kulti (Sué.) b. Woodbridge (Aus.), 6-4, 6-3.

● Juniors filles : finale. — A. Strnadova (Tch.) b. M. McGrath (E-U), 6-2, 6-3.

Le Monde

ECONOMIE

DEUX RENCONTRES INTERNATIONALES A PARIS

Le sommet et l'abîme

Face aux Sept Grands,
des témoignages
sur sept des plus démunis

TOUT est contenu dans le symbole. Face au sommet des Sept Grands, se tiendra aussi à Paris, les 15 et 16 juillet, celui de tous les « autres » et des sept pays parmi les plus pauvres, qu'un abîme sépare. Chefs d'Etat, les uns se retrouveront dans la Grande Arche de la Défense. Témoins d'une détresse, les autres cohabiteront pendant quatre jours dans la péniche Docteur-Paradis, surnommée « l'arche des peuples », puis s'exprimeront en un seul lieu, comme par hasard la Maison de la mutualité.

Terme pour terme, chaque élément répond à un autre : les puissants et les faibles, les riches et les miséreux, mais, également, les gouvernants « maîtres du monde » et les représentants de la « société civile » ou, encore, les Etats contre les peuples. « Nous aurions bien voulu réunir six femmes et un homme », ironisent Anne Sophie Boisgallais et Monique Crinon, organisatrices du « Sommet des plus pauvres ».

TOES 89 (The Other Economic Summit), « l'autre sommet », existait depuis 1984, mais il prend véritablement naissance en France, à l'occasion de la fastueuse réunion des Sept Grands et des cérémonies tout aussi grandioses du bicentenaire de la Révolution. Un double signe à ne pas laisser sans réponse. Un moment qui justifie que des voix, discordantes, se fassent entendre. Des énergies se sont donc mobilisées pour saisir cette chance de créer un événement de large audience. Ce qu'il n'a jamais été jusqu'à présent.

Au début, TOES était en effet une manifestation plutôt confidentielle et très anglo-saxonne : un réseau « militant et associatif » avait voulu répliquer au sommet de Londres en rassemblant des « contre-experts » qui priveraient ensuite l'habitude de débattre chaque année dans la capitale britannique, en écho aux discussions des chefs d'Etat. Avec le sommet de Toronto, en 1988, une première étape est franchie : ces universitaires et ces économistes s'entourent de quelques délégués en provenance des Etats-Unis et, bien

str, du Canada, et tiennent forum sur les lieux mêmes de la conférence internationale. Mais leur initiative eut finalement peu d'écho hors du cercle restreint des « alternatifs ».

Patrice Sauvage et Eric Macé, membres de l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative), contactés pour prendre en charge l'organisation de TOES 89 en France, y voient l'occasion de rassembler de nombreux « réseaux » français et étrangers sous une même bannière ; les circonstances commémoratives pouvaient être le point de départ d'un mouvement plus profond. « Il s'agit de prôner la démocratie économique et le droit au débat public, disent-ils. Face aux deux pouvoirs économiques, d'entreprise et technocratique, avec les Etats, nous voulons en faire émerger un troisième, celui de la société civile, qui pourrait organiser la veille économique ».

Une alternative constructive

Nombreux furent ceux que le projet séduisit, et, pourtant, à l'automne 1988, les difficultés ne faisaient que commencer. « Il fallait rejeter les défenseurs de thèses monomantiques » et établir quelques critères de participation, dont la volonté de favoriser le changement social par des actions de terrain, d'appareiller comme des associations crédibles et de disposer d'une capacité réelle d'interpellation. « Nous voulons être des alternatifs, mais de façon constructive, et surtout pas nous présenter en contre-modèle », précisent les organisateurs, qui, en outre, souhaitent s'appuyer sur des groupes ayant des contacts internationaux.

En fait, si une liste impressionnante de sigles se regroupa autour de cette sensibilité commune (ALDEA, Agir ici, CEDETIM, Emmaüs International, etc.), leurs effectifs étaient limités. En revanche, une lyrique de personnalités s'associa au programme, dont cinq Prix Nobel et, entre autres, l'abbé Pierre, Daniel

Cohn-Bendit, Miguel Angel Estrella, Antoine Waechter, Alain Lipietz et le chanteur Renaud.

Parallèlement, la menace de la « récupération », aussi vieille que les groupuscules, a vite réapparu, singulièrement à mesure que l'annonce des fastes du sommet officiel et du Bicentenaire troublait une partie de l'opinion. Alerte,

la présidence de la République tenta de corriger le tir. Avec l'idée de renouer en partie avec l'esprit de Cancun, on invita d'autres chefs d'Etat au Bicentenaire, cette fois. Mais la véritable

alerte vint de l'organisation précipitée, par les trotskistes, ceux de la LCR au premier rang, de la journée du 8 juillet. « Les vieux

soixante-huitards sont de retour, avec leurs méthodes inchangées », proclament les gens de TOES, qui ont craint de voir leur action débordée, ironisée.

Depuis, la situation « politique » ne s'est pas améliorée puisque l'Humanité a soutenu la manifestation du 8 juillet, sans se référer à ses patronages, et que la



CGT a appelé ses adhérents à participer à l'action « organisée par le chanteur Renaud ». Une « récupération » cache l'autre...

De ce point de vue, l'aventure du « premier sommet des peuples les plus pauvres » est tout à fait significative de la façon dont une initiative « développe et connaît des aléas par son originalité même, ou peut-être finit par gêner ».

Quand Agir ici, en liaison avec la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, est retenu pour s'occuper du versant tiers-monde de l'autre sommet, le « concept » n'existe pas. Il apparaît comme une illumination, mais n'a pas suffi à amener d'autres participants, d'autres ressources. « On n'a pas de quoi assurer, à peine de quoi payer les sept voyages, reprend Monique Crinon. On a inventé le spectaculaire et on ne sait pas faire suivre. Un jour de délire, on a même imaginé de transformer le tout en un sommet de la misère, dans la rue ! »

Les autres viendront la prochaine fois

Le thème acquis, encore fallait-il lui donner forme et contenu, puis choisir. Réunir les représentants des sept pays les plus pauvres avait quelque chose d'arbitraire et d'inconvenant : une centaine, par le niveau de vie, l'illettrisme ou la mortalité infantile, pouvaient prétendre à cette « distinction ». « Les autres viendront la prochaine fois », répond Anne Sophie Boisgallais.

On aurait pu inviter des représentants des démocraties populaires comme le Vietnam, le Laos, et pourquoi pas la Roumanie, mais c'était courir le risque d'une explosion du groupe et réveiller les querelles idéologiques, à supposer que les questions pratiques aient pu être réglées. « La Mozambique fut un compromis ». Ne s'intéresser qu'à l'Afrique était aussi un danger, même si la situation y est très préoccupante. Pour l'équilibre, les trois pays africains (contre le Mozambique, le Burkina-Faso et le Zaïre) sont encadrés de deux pays d'Amérique latine (les Indiens du Brésil et Haiti) et de deux pays d'Asie (le Bangladesh et les Philippines).

ALAIN LERAUBE

(Lire la suite page 22.)

PAUVRETÉ ORDINAIRE AU BURKINA-FASO

Une journée dans la vie de Catherine Bana

Champs, cuisine, corvées, fardeaux :
le travail de Sisyphe de la survie quotidienne.
Et pourtant il y a pis...

QUELLE est loin du sommet — de tous les sommets, — Catherine Bana, paysanne du village de Balkoui, au Burkina-Faso. Question statistique, elle et son pays sont au cent trente-sixième dessous, pauvres parmi les pauvres : juste un cran et quelques francs au-dessus de l'Éthiopie...

Exprimée en produit national brut par tête d'habitant (PNB), sa « richesse » s'élève péniblement à 1 000 francs par an, soit cent fois moins que le citoyen moyen d'un pays industrialisé ! Mais, en vérité, jamais une telle somme ne lui passe entre les mains. Pour elle et pour les millions d'Africains qui restent privés de l'essentiel (eau, soins, éducation), ce type de statistique dissimule, dans sa froide brièveté, bien des réalités.

Catherine Bana, choisie au hasard parmi des villageoises qui pilaient le mil rouge, fin juin, sous un ciel d'orage, vit comme la quasi-totalité de ses compatriotes à des années-lumière de la société d'abondance et de l'Etat-providence : dans l'un des sept mille cinq cents villages de ce pays sahélo-soudanien enclavé et désolé. Huit millions de paysans et de maigres ressources : agriculture, élevage, artisanat et... aide étrangère.

A proximité de Ouagadougou, modeste capitale, Balkoui est un ensemble de « concessions » aux cases rondes plantées sur une

plaine aride (1). C'est un village mossi — ethnique qui fonda naguère de puissants royaumes — dont le chef coutumier, Johnson Sibiri Tapeoba, un aimable fonctionnaire à la retraite, tient audience sous un toit de chaume.

A Balkoui, où une majorité animiste et polygame côtoie une minorité chrétienne, on voit surtout des femmes et des marmottes. Cela se comprend, et le chef donne l'exemple : à soixante-neuf ans, il a six épouses et vingt et un enfants. Selon lui, pour un homme attaché à la coutume, quatre épouses sont une bonne moyenne. En effet, il est bien connu que l'agriculture manque de bras, et « plus on a de femmes et d'enfants, plus le champ est grand ».

Dix enfants pour en garder six

De mémoire de chef, le village a toujours été pauvre. Petite polyculture, élevage d'appent, troc et artisanat : à l'image du reste du pays on fait dans la subsistance. La famine est rare mais, pendant les pluies, lorsque les greniers se vident, la malnutrition sévit. Et, ici

comme ailleurs, « une fois la moisson d'octobre terminée, les hommes n'ont rien à faire pendant six mois ». Excepté boire du dolo (boisson fermentée dont les hommes raffolent) et faire des femmes. Restent beaucoup les femmes.

Encore jeune, mais déjà vieillie par le travail et les maternités, Catherine Bana a vingt-sept ans, une espérance de vie de quarante-cinq ans, un mari et six enfants. Le dernier-né s'accroche à un sein épuisé par des années de tétées voraces. D'autres survivront « si Dieu le veut ». Pas plus chez Catherine, qui est chrétienne, que chez ses voisins animistes il n'est question de contraception. Mieux d'œuvre et mortalité infantile obligent, même ceux qui n'ont qu'une femme ont beaucoup d'enfants : « Pour en garder dix, il faut en faire au moins dix », constatait Johnson Sibiri Tapeoba.

Catherine et les siens partagent une « concession » avec deux autres familles de paysans, quelques poulets, des moutons et des chèvres. Cases, ustensiles, mobilier, hygiène : tout est sommaire. La pauvreté, mais pas la misère. Pourtant, on s'entraide. Les femmes se

partagent la cuisine, les corvées, les fardeaux.

Pour Catherine Bana, femme et mère à tout faire, la journée ordinaire commence vers 4 heures du matin. Les tâches domestiques (ménage, enfants, volailles et animaux) s'enchaînent de façon ininterrompue, suivies des corvées d'eau, de bois, de linges. Il faut ensuite la pâte alimentaire de base et le mil rouge dont on tire le dolo. Enfin, ne pas oublier de moudre du grain à la main ou d'en apporter au moulin.

La matinée est déjà chaude lorsque Catherine, attaquant le reste de son fardeau quotidien, prend le chemin des champs. Avec son dernier-né attaché dans le dos, le dolo (2) dans une main, un bol de « ro » dans l'autre, une jarre d'eau sur la tête et les pieds nus dans la latérite, elle est l'image même de la femme africaine. Du Sisyphe féminin.

Soleil ou pluie, elle restera aux champs tout l'après-midi, s'occupant selon les saisons du mil, du sorgho ou des arachides, allant puiser l'eau au loin, grattant sans répit le sol sec. Rares moments de repos, malgré repas.

De Balkoui (Burkina-Faso),
ROLAND-PIERRE PARRIGAUX.
(Lire la suite page 22.)

(1) La concession, centrée sur un chef de famille, regroupe plusieurs cases protégées par un mur d'enceinte.
(2) Sorte de boue.

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS
LE MENSUEL DES ECHOS

Dossier

Faut-il privatiser la SNCF ?

Et aussi

- Bryan Lowell : la fin des banques universelles ?
- L'industrie vire au vert
- Les festivals de l'été

EN KIOSQUE

BIDONVILLES ET CAMPAGNES DÉBOISÉES À HAÏTI

Petits jobs et charbon de bois

L'agriculture rapporte encore moins que les petits négoce ou la mendicité dans les villes surpeuplées.

N'U-PIEDS dans la poussière, le regard fuyant, Ti-Bo erre entre les cabanes de tôle rouillée. Il a la taille d'un enfant de huit ans, mais en a douze. Ti-Bo n'a jamais connu son père. Sa mère s'est embarquée, il y a plusieurs années déjà, pour aller chercher du travail aux États-Unis. Elle ne revient plus. Ti-Bo n'a jamais connu son père. Sa mère s'est embarquée, il y a plusieurs années déjà, pour aller chercher du travail aux États-Unis. Elle ne revient plus.

Ti-Bo n'a jamais connu l'école et possède comme seul bien un short rapiécé et un T-shirt déchiré. Pour tromper la faim ou pour faire comme les copains, il lui arrive de « sniffer » un peu de colle à chaussures. Mais il affirme n'avoir jamais touché au crack, la cocaïne bon marché qu'un calé de « Brooklyn » — un des quartiers les plus chauds du bidonville — lui a proposé de revendre.

Des Ti-Bo, Port-au-Prince en compte des dizaines de milliers. Dans un document officiel intitulé *Vers une stratégie de lutte contre la pauvreté* et publié en janvier de cette année, le ministère haïtien des affaires sociales évalue à deux cent mille le nombre des « enfants pauvres » de moins de quatre ans dans la seule capitale. Malnutrition, taux de mortalité infantile proche de deux cents pour mille, diarrées, infections chroniques et souvent fatales, travail dès l'âge de six ans, les statistiques sont brutales. Une visite à la morgue de l'hôpital de l'Université d'État, au centre de Port-au-Prince, l'est davantage encore : la chambre froide est remplie de cadavres de nourissons déshydratés, emportés par Dieu sans que l'épidémie.

Plus de cent mille personnes

Figure de proue du clergé haïtien engagé, le Père Jean-Bertrand Aristide se consacre aux enfants abandonnés. Il a créé une association La famille d'est la vie, qui loue une vaste demeure où les enfants des rues trouvent un abri, de la nourriture et surtout du réconfort. Ils sont près d'une centaine, en haillons, à jouer dans la cour. « C'est la vie », lui, a rejoint le Père Aristide en 1986, à l'âge

de onze ans. « Il avait été victime d'abus sexuels, et vivait seul, dormant à la belle étoile. Pour survivre, il lavait les pare-brise de voitures », raconte le Père Aristide.

Cité Soleil, au nord de Port-au-Prince, est un immense bidonville. Plus de cent mille personnes s'entassent entre la route nationale N° 1 et la baie de Port-au-Prince. Des images de mouches tourbillonnant au-dessus des tas d'immondices. Une femme accroupie fait sa toilette intime dans l'eau sale d'un canal transformé en égout. Un peu plus loin, un homme urine contre un mur, indifférent aux passants.

Selon une enquête socio-économique dans les quartiers populaires récemment publiée par l'Institut haïtien de statistiques, près de 90 % des logements n'ont pas l'eau courante et 1 % seulement disposent de W.C. Aux maisons de blocs de ciment succèdent les kay à la, huttes de terre couvertes de chaume et de branches de palmiers, et les taudis faits de tôles de récupération, de cartons et de morceaux de bois. « Boston », « Brooklyn », « Cité Carton » : les quartiers les plus pauvres de Cité Soleil s'étendent vers la mer, sur les terres marécageuses qui se transforment en bourbier à la première pluie tropicale.

Denis Puthaut, trente-trois ans, partage depuis sept ans l'existence des pauvres d'entre les pauvres, au fin fond de Cité Soleil. Cet infirmier originaire de la région parisienne anime, avec l'aide de l'association SOS-Enfants, une école à Linthau, un des secteurs les plus misérables de Cité Soleil. Massées devant le portail, une vingtaine de personnes, pour la plupart des femmes les bras chargés d'enfants malades, attendent l'heure de la consultation. Après les cours, l'école se transforme en dispensaire. « Malnutrition chronique, parasites, tuberculose, malaria, et de plus en plus de cas de sida », égrène Denis Puthaut.

Avec les enfants et les vieillards, les femmes sont durement

touchées par la pauvreté. Souvent venues de la campagne, elles ont de plus en plus de mal à trouver des places de domestique du fait de la crise économique qui n'épargne pas la classe moyenne. Les plus entreprenantes gonflent les rangs des marchandes qui encombrent les trottoirs de la capitale. Fruits et légumes, whisky frelaté, pacotille de contrebande : Port-au-Prince s'est transformé en un gigantesque souk, où, à défaut de pouvoir travailler, la population s'efforce de gagner une poignée de gourdes par le biais du « commerce informel » ou de la mendicité.

L'érosion, fléau de l'agriculture

Malgré le sida, d'autres vendent leur corps le long de la route de Carrefour, à la sortie sud de la capitale. Au « Vietnam », un terrain vague au bord de mer, la passe coûte un dollar. Selon une enquête d'*Inter Aide*, une association qui a lancé un programme de lutte contre le sida, 40 % des prostituées haïtiennes acceptent des rapports sans préservatif, si tel est le désir de leur partenaire. Au risque d'échouer dans le mouvoir dantesque ouvert par les Seigneurs de Calcutta pour les sidatiens.

Moins sordide, la misère des campagnes est pourtant plus profonde. 78 % des ruraux vivent au-dessous du seuil de pauvreté absolue, contre 58 % « seulement » de la population urbaine. Le revenu annuel moyen du paysan, 150 dollars, est inférieur de plus de moitié à la moyenne nationale. Goyavier, une commune de six mille âmes, qui domine la vallée de l'Artibonite, à 5 000 mètres d'altitude, ne connaît pas la disette qui affecte certaines zones du Nord-Ouest, comme la plaine de l'Arbre. Les cavetties et les couteaux où les colons français cultivaient jadis le café sont couverts de petites pièces de maïs ou de légumes. L'érosion, fléau de l'agriculture haïtienne, est ici contenue par un patient entrelacs de murets de pierre.

Mais les paysannes qui descendent leurs récoltes au marché de Saint-Marc — six heures de marche — n'ont pas de quoi se payer une paire de chaussures. « Je gagne entre 5 et 10 gourdes le jour du marché », confie Janice Pierre, une marchande assise en tailleur devant un régime de bananes. « 10 gourdes, c'est ce qu'il faut payer pour se faire arracher une dent », ajoute Eberlé Armand, un agronome qui gère un projet de développement du Service océanique d'entraide (SOE), financé par la CEE.

Outre les conditions difficiles d'accès, le toit béant de l'école, qui doit fermer ses portes lorsqu'il pleut, et la déficience du système de santé, Goyavier souffre du manque d'eau. Caléasse en équilibre sur la tête, les femmes passent une bonne partie de la journée à faire la noria jusqu'à la source, à deux heures de marche.

Au loin, dans la montagne, des panaches de fumée montent vers le ciel. Depuis l'abattage massif des cochons, la tirelire traditionnelle des campagnes, au début des années 80, pour combattre une épidémie de fièvre porcine, la vente de charbon de bois est devenue la principale ressource de nombreux paysans. Le déboisement s'accroît, ainsi que l'érosion. Selon les estimations de l'USAID, l'agence de coopération nord-américaine, quarante millions d'arbres sont abattus chaque année, et les pluies précipitent un million de tonnes de terre arable vers la mer.

Malgré sa forte augmentation après la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier en février 1986, l'aide internationale n'a pu servir que de palliatif, limité et souvent inefficace. Les convulsions politiques ont fait fuir les touristes et les industries d'assemblage qui exportaient aux États-Unis. La corruption et la désintégration de l'État rendent chaque jour plus difficile la mise en place de politiques qui pourraient s'attaquer aux problèmes de fond. Et la vigilance renforcée des garde-côtes américains n'empêche pas la vague des boat-peoples d'enfler.

de Port-au-Prince
JEAN-MICHEL CAROIT.

PAUVRETÉ ORDINAIRE AU BURKINA-FASO

Une journée dans la vie de Catherine Bana

(Suite de la page 21.)

Avant la nuit, retour à la case départ, menus travaux et, plus tard, dîner, laver, ranger, coucher les enfants et, déjà, préparer les repas du lendemain. Dormir enfin, sans quand il faut satisfaire les désirs du mari ou veiller un enfant fiévreux. Une journée continue d'un mois seize heures. Sept jours sur sept.

« Pour oublier l'oisiveté »

Deux fois par semaine, les jours de marché viennent rompre la monotonie. Comme les autres enfants, Catherine Bana y fait du troc ou vend les jarres et les pots qu'elle trouve le temps de confectonner pour gagner un peu d'argent : de quoi améliorer l'ordinaire, payer le guérisseur, acheter un médicament. Parfois, elle va jusqu'à Ouagadougou, à une quinzaine de kilomètres. Là « environ deux fois l'an », elle achète chez les fripiers, pour l'équivalent de quelques francs, des vêtements d'occasion pour la famille.

Pour les maris, le marché est l'occasion de palabres arrosées de *dolo*. « Pour oublier les problèmes et l'oisiveté, il n'y a pas mieux », dit le chef. Certes, mais parfois les maris en mal de libations opèrent des ponctions sur les maigres économies des épouses. Si nous résistons, « ils nous battent », dit Catherine Bana avec un rire gêné.

Quand tout va bien, le jour de marché est synonyme de fête et de festin. C'est l'occasion d'agréments l'incontournable *tô* de morceaux de viande et de poulet. Chez les Bana, cela n'est pas fréquent. « Mon mari ne travaille pas. Pour ne pas l'embarrasser, je ne réclame pas », admet-elle.

Des « commandos-vaccinations »

De temps en temps, « quand il est content », le mari sacrifie un des poulets... qu'elle élève. En cas de coup dur, maladie par exemple, ou de dépense imprévue, on vend l'un des moutons ou des chevreaux dont les enfants s'occupent. Deux ont suffi au père pour s'offrir cet engin de luxe qui fait de lui un villageois peu commun : un vélo d'occasion. Pour le reste, on vit au jour le jour sans vraiment savoir ce que l'on gagne. On s'en remet aux dieux et, plus sûrement, aux femmes.

A Balkoui, la pauvreté est partout. Pourtant, le village émerge progressivement de ce sous-développement séculaire que soixante années de colonisation (française) et quarante années d'indépendance (ponctuées de coups d'État militaires) n'avaient guère modifié, malgré la proximité de la capitale.

Ces dernières années, à l'initiative du gouvernement, le cortège du progrès a enfin pris la route de Balkoui. Le village, qui n'y croyait plus, a vu arriver coup sur coup : l'eau (cinq pompes et un petit barrage), l'école (trois instituteurs), une maternité et

même une machine à moudre le grain, don de l'UNICEF. Des « commandos-vaccination » sont passés, une cinquantaine de femmes — parmi lesquelles Catherine Bana — ont trouvé le temps de suivre des cours d'alphabétisation. Enfin, l'impôt forfaitaire obligatoire, seule manifestation de la présence de l'État dans les parages, a été supprimé.

Sans doute, le barrage est souvent à sec ; l'école, même à cent élèves par classe, n'a eu qu'une minorité d'enfants ; la maternité, construite il y a dix ans, n'a eu une sage-femme que l'an dernier et attend toujours l'eau courante. Mais en écoutant le chef Johnson Tapsoba et la vieille Ma Tenga, matrone aux joues tatouées, parler d'hier, puis en consultant les indicateurs socio-économiques nationaux et internationaux, l'on mesure l'importance des changements, et le caractère « relatif » de la pauvreté de Balkoui.

Un passé qui s'estompe

Il y a peu, le village était régulièrement la proie d'épidémies de rougeole et de coqueluche meurtrières, les femmes faisaient des kilomètres à pied pour aller accoucher, pour aller puiser l'eau (« à la-bas, vers les collines »), pour se faire vacciner ou soigner. Seul le chef savait lire et possédait un poste de radio. Ce passé tout récent qui s'estompe à Balkoui demeure ailleurs très présent : par exemple, dans le village voisin de Kossovo, « il n'y a presque rien : pas d'école, pas de maternité, tout juste deux pompes à eau », dit Ma Tenga. Ailleurs, souvent, c'est pire.

Au Burkina, dans pratiquement tous les domaines, les normes internationales restent hors d'atteinte. La mortalité infantile et la mortalité maternelle sont parmi les plus élevées au monde ; la moitié de la population n'a pas accès aux services de santé ; un tiers des enfants souffrent de malnutrition ; un tiers seulement entrent à l'école primaire ; le taux d'alphabétisation des adultes n'atteint pas 20 % ; l'espérance de vie moyenne ne dépasse pas la quarantaine ; le revenu *per capita* est parmi les plus bas.

Tout cela ne rend sans doute pas moins pénible le fardeau quotidien de Catherine Bana. Mais après six accouchements cette femme, minuscule élément statistique, est encore en vie et tous ses enfants aussi. Trois vont déjà à l'école, elle-même a appris à lire, la maternité c'est la porte-à-côté et l'eau est, en quelque sorte, sur le palier. Alors, si en prime les pluies sont bonnes ; si la générosité des étrangers (20 % du budget du Burkina vient de l'aide au développement) ne se dément pas ; si, enfin, le dernier régime militaire en date parvient à traduire ses promesses révolutionnaires en progrès pour tous les Balkoui et toutes les Catherine Bana du pays, il ne faut pas désespérer.

de Balkoui (Burkina Faso).
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est porté à la connaissance du public que le secrétariat technique du comité ad hoc et le liquidateur de l'entreprise socialiste Mamisoa lancent un avis d'appel d'offres relatif à cette société en liquidation par arrêté numéro 2813/88 du 9 juin 1988.

L'offre est ouverte à toutes propositions nationales ou internationales : achat, location, location gérance ou toute autre forme de transaction à définir.

L'ensemble est divisé en deux (02) lots :

LOT NUMÉRO 1 :

Le volet industriel de Mamisoa, sis à Antsirabe, consistait en une usine d'extraction d'huile alimentaire à partir de graines de soja et éventuellement d'autres graines oléagineuses (coton, arachide, etc.) d'une capacité nominale de 90 000 tonnes de graines de soja par an et d'une raffinerie d'une capacité de 18 000 tonnes d'huile raffinée par an, ainsi que les installations annexes (stockages, services).

LOT NUMÉRO 2 :

Volet agricole consistant en 3 000 ha de terres aménagées en courbes de niveau avec matériel.

Ateliers, magasins et habitations sis à Ankazomiriotra et Mandoto dans le Fivondronana de Betafo.

Le cahier des charges peut être retiré à partir du 15 mai 1989, soit au bureau de la société Mamisoa, 11, rue Rainizanabololona, Antananarivo 101, Madagascar, ou être adressé directement aux soumissionnaires qui en feront la demande, soit auprès de l'ambassade de la RDM à Port-Louis soit auprès des consulats moyennant la somme de cinq cent mille francs (500 000 FMG).

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 1^{er} AOÛT 1989 A 12 H

DEUX RENCONTRES INTERNATIONALES

Le sommet et l'abîme

(Suite de la page 21.)

Mais les organisateurs ne voulaient pas non plus se limiter aux seuls États, pour souligner la place des peuples. Les Indiens d'Amazonie permettent d'aborder le thème de l'environnement, après l'assassinat de « Chico » Mendez, et d'introduire la notion de « peuple exclu ». « Il y a aussi une pauvreté post-moderne et des bidonvilles dans les pays riches, et pas seulement des sous-développés ». De même, la présence d'un Philippin, président de la Fédération nationale des travailleurs du sucre, amène à faire le lien avec le fonctionnement du marché des matières premières et démontre la volonté des coupeurs de canne de redevenir des vrais paysans.

A chaque fois, aussi, il a fallu se tourner vers des hommes et des femmes capables psychologiquement de supporter l'expérience et de témoigner fortement. « Nous voulons éviter les discours », insistait Anne-Sophie Boisgallais et

Monique Crinon. Nous n'avons pas besoin d'idéologie mais de contributions. » C'est pourquoi elles attendent beaucoup de ceux qui parleront au nom des plus démunis, par exemple du médecin haïtien ou de la femme bengali qui a créé un centre de santé.

Mais l'opération a déjà brisé le mur de l'indifférence et fait surgir des interrogations. En treize années de rencontres, de quoi ont parlé les Sept Grands, de quoi n'ont-ils pas parlé et qu'est-ce qu'ils ont fait du pouvoir qu'ils se sont arrogé ? Vu du côté des plus pauvres, le bilan de leurs décisions est si mince que personne, pas même un économiste, ne s'est vraiment penché sur le problème. Cela sera repris dans la déclaration finale, comme sans doute cette observation d'un délégué : « Annuler la dette, c'est parfois supprimer celle des gouvernants et ne rien changer pour le peuple ».

ALAIN LEBEAUE.

Des riches aux pauvres

	PNB/Inhabitants (en dollars)	Espérance de vie (années)	Indice de fécondité (enfants/femme)	Taux de scolarisation (en %)
Les Sept Grands :				
États-Unis	18 430	75	1,9	100
Japon	15 770	78	1,8	99
Canada	15 000	77	1,7	100
Allemagne	14 460	75	1,4	85
France	12 050	77	1,9	100
Grande-Bretagne	10 420	75	1,9	94
Russie	10 420	77	1,9	83
Autres :				
Brazil	2 020	65	3,4	85
Philippines	590	64	4,6	50
Inde	360	55	4,7	50
Burkina Faso	170	47	6,5	19
Bangladesh	160	51	5,5	30
Zaire	160	53	6,1	20
Népal	150	48	6,3	20

(Source : Banque mondiale, 1987 et INED 1988.)

(Publicité)

BANQUES ARABES EN FRANCE : LA CRISE

Quelles sont les causes de la crise notre enregistrée à Paris par les banques moyen-orientales : Saudi Bank, Banque de participation et de placement, United Banking Corporation ? Quel avenir ? Quel avenir ? Le point de vue de l'ex-ministre libanais des Finances Farid Rappah et du directeur de la BAI (Banque arabe et internationale d'investissement)...

Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy - 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

مكتبة النخيل

L'ENLISEMENT DE L'AIDE FRANÇAISE AU DÉVELOPPEMENT

31 milliards sans stratégie

SUR la toile de fond d'une « décennie perdue » (celle des années 80) qui a vu s'accumuler pour les pays en voie de développement des difficultés sans précédent : chute des matières premières, endettement, politiques d'ajustement, on dresse ici et là de sombres bilans de la politique française d'aide au développement. Bien-fondés des stratégies – quel type de développement – pour quel pays ? – adéquation des structures, efficacité des hommes et des instruments, on cherche partout à tirer les leçons du passé.

En matière d'aide publique au développement, les Français n'ont pas à rougir au niveau de leurs contributions. Tout compte fait, avec près de 31 milliards de francs pour 1988, l'aide française représentait 0,50 % du PNB (DOM-TOM non compris). Moins bien, certes, que le quatorzeième – Norvège 1,12 %, Pays-Bas 0,98 %, Danemark 0,89 % et Suède 0,87 % – mais nettement mieux que les grandes puissances industrielles – RFA 0,39 %, Japon et Grande-Bretagne 0,32 %, États-Unis 0,20 %. Le comité d'aide au développement de l'OCDE notait récemment « avec satisfaction » l'accroissement continu de l'aide française, de l'ordre de 6 % en termes réels au cours de la dernière décennie.

Mais ce qui est en cause, c'est l'efficacité de l'aide, son choix et sa finalité. Il suffit de considérer sa zone d'application – privilé-

Avec 20 % de l'ensemble, le ministère de la coopération et du développement n'est guère plus que celui de l'Afrique francophone subsaharienne ; le Quai d'Orsay (10 %) est réduit à la portion congrue ; le ministère de l'économie et des finances (53 %) se taille la part du lion ; le reste est dispersé par une dizaine de ministères techniques. Autant de « fœdalités » qui ont chacune leur politique et leurs liens privilégiés avec leurs homologues d'en face.

« Une image brouillonne et négative »

Résultat : une image de la France « brouillonne et souvent négative », comparée aux dispositifs « cohérents et efficaces » de l'Italie, de la RFA, du Japon et du Canada. Cela impose une « mise en cohérence immédiate », sous l'autorité du premier ministre.

Sont venus s'y ajouter d'autres facteurs de « dérive » de l'aide publique :

– L'enlissement des crédits dans une Afrique subsaharienne progressivement marginalisée par des crises durables. À l'augmentation de l'aide publique correspond une baisse sans précédent des transferts privés. Crédits à l'exportation et investissements (moins de 50 %) ont fortement diminué ces dernières années ; des entreprises plient bagage et, entre

Une douzaine d'administrations, des objectifs contradictoires, le poids de l'Etat... Comment rendre à l'effort cohérence et efficacité ?

sans ambitieux qu'irréalistes et l'écrou de crédits à des fins non productives. Troisième : l'aide française a renforcé cet Etat centralisé à forte structure administrative que les politiques d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale s'emploient aujourd'hui à « dégrader », au profit du secteur privé. Avec l'appui de... la France.

La prépondérance dans les affaires africaines de l'Elysée, d'une part, et du Trésor, d'autre part, présente également un danger. La présidence a tendance à court-circuiter les autres instances de la coopération, sans pour autant être le grand architecte. On peut également se demander si les relations privilégiées entre l'Elysée et les dirigeants des pays assistés sont mises à profit pour attirer l'attention de ces derniers sur les aspects les plus préoccupants de leurs politiques de développement.

Le Trésor, qui permet à certains d'amortir le choc de l'ajustement et de boucher les fins de mois, joue un rôle capital. C'est sans son influence que les crédits de l'aide publique ont évolué vers des soutiens budgétaires perma-

de biens de consommation et les exportations de capitaux.

Sur ce point, beaucoup sont d'accord. « L'échec d'Etats mal adaptés à leur mission oblige à une nouvelle rigueur et à un recentrage sur l'essentiel », estime le ministre de la coopération, Jacques Pelletier. Le Parlement français a le devoir d'exiger que les crédits qu'il consent soient dispensés au bénéfice du développement et non à pallier les conséquences de politiques aventureuses », renchérit Alain Vivien. Pour ce dernier, « la mobilisation de l'opinion sera d'autant plus dynamique que disparaîtront de l'actualité ces réalisations somptuaires ou ces transferts de fortunes privées qui détonnent dangereusement avec le sous-développement et l'endettement de certains Etats ».

D'autres « cathédrales du désert »

Comment ne pas penser ici – entre autres « affaires » – aux milliards qu'engouffrait le président de la Côte-d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, dans l'édification d'un manoir, copie conforme de la basilique Saint-Pierre de Rome ? Et cela alors que les revenus du cacao ont dramatiquement chuté. Comment ne pas penser à d'autres « cathédrales du désert » ? On ne compte plus les hôpitaux, infrastructures et usines clés en main qui ne servent plus à rien ou qui tournent à perte et au ralentissement de crédits, de personnel qualifié, de matériel, de compétitivité.

Comment retrouver une logique du développement cohérente, efficace et transparente ? Entre ceux qui préconisent toujours plus d'aide et ceux qui en veulent moins, entre les défenseurs du « tout Etat » et les tenants du « tout privé », les partisans de l'ajustement structurel et les adeptes d'un recentrage sur des « modèles africains », les idées ne manquent pas (1).

Les plus fréquemment avancées préconisent un réajustement entre l'Afrique et les autres continents (le groupe chargé par le premier ministre de réfléchir aux orientations de la coopération dans les années 90 prône « un nouvel équilibre entre le maintien des responsabilités particulières en Afrique et le renforcement de la présence française sur les autres continents ») ; une réforme assurant la synergie des institutions et des instruments d'intervention ; la création d'une agence ou d'un conseil chargé d'articuler et de piloter l'ensemble ; enfin, et surtout, la promotion d'une coopération décentralisée.

Malgré leur potentiel considérable, les organisations non gouvernementales (ONG) jouent encore un rôle comparativement faible dans les stratégies françaises. Les concours publics aux ONG représentent en France moins de 1 % de l'aide publique, contre une moyenne de 5,3 % dans les pays membres de l'OCDE (11 % aux États-Unis, 10 % au Canada, 7 % en RFA). Pour favoriser le développement des pays sous-développés, la France devrait aussi s'ouvrir plus largement à leurs exportations (la renégociation de la convention de Lomé devrait en fournir l'occasion) et également réactualiser sa politique dans le domaine des matières premières.

L'inanité d'un « grand chambardement »

La coopération devra, plus que jamais, s'inscrire dans la politique internationale, notamment européenne. De nombreuses questions (dette, matières premières) ne sauraient être résolues par la France seule. D'ailleurs, dans sa zone privilégiée – la zone franc – sa politique d'aide est aujourd'hui au diapason du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.

Est-il réaliste de vouloir partir en guerre à la fois contre le « cha-

teau » étatsien et les grands bassins de l'administration ? On d'espérer que les gouvernements et les administrations, qui, aux deux extrémités de l'aide, ont des arguments à faire valoir et des intérêts à défendre, se prêtent au jeu de bonne grâce ? Le fameux rapport Jeanneney préconisait – dans une partie du texte qui ne fut pas rendue publique ! – la suppression du ministère de la coopération, jugé « néo-colonial », et son remplacement par un commissariat jouant un rôle de pivot entre les ministères techniques. C'était en 1963...

Conscients du caractère illusoire d'un « grand chambardement » et des dangers d'une attaque frontale contre l'administration, beaucoup font campagne pour une relance de ce qui est, à leurs yeux, l'essentiel et le plus urgent : le « primo-développement ». Autrement dit, le développement de base, condition sine qua non de la survie et, au-delà, du progrès économique et de la stabilité politique.

Promoteur d'un projet de loi « pour la survie et le développement », le mouvement Survie 89 anime cette campagne aux accents de croisade (le Monde du 18 avril), en proposant la relance d'une composante essentielle de l'aide publique sans toucher ni aux structures ni au budget de l'ensemble.

Survie 89 propose de donner la priorité aux pays les plus pauvres, de favoriser le développement local et de promouvoir une coopération décentralisée valorisant l'activité des ONG et la « société civile ». Il suggère un développe-

ment local fondé sur le partenariat, préconise la mobilisation et le cofinancement des acteurs non gouvernementaux par des procédures contractuelles et la création d'une autorité centrale (un haut responsable) chargée de coordonner l'action des acteurs décentralisés et celle du secteur public dans chaque région choisie. Le coût global est estimé à 5 milliards de francs, soit un millième du produit intérieur brut de la France.

Cette proposition a été défendue en avril par plusieurs parlementaires. Mais son sort dépend d'une volonté politique, à un haut niveau, de redonner l'importance qu'il mérite au dossier du développement. Et si l'Elysée n'a pas l'intention, les finances pas la vocation et la coopération pas l'envergure nécessaires, pourquoi pas l'hôtel Matignon ? Cela correspond à son rôle dans l'appareil de l'Etat et à l'intérêt manifesté depuis longtemps par Michel Rocard pour ces questions. La réponse, en tout cas, lui appartient.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Dans un ouvrage récent et provocateur, *L'aide contre le développement* (éditions Economica/Liberté sans frontières, 165 p., 98 F.), consacré notamment aux pays du Sahel, Jean-Jacques Gabès estime qu'il faut repenser les instruments et le cadre socio-économique dans lequel l'aide s'applique. Et surtout la rendre moins tributaire des dépenses de consommation par opposition aux investissements productifs. Voir aussi *La France face au Sud, le miroir brisé*, de Jacques Adda et Marie-Claude Smouts, éditions Karthala.

Quatre grands chapitres

CONCUE pour aider les pays nouvellement indépendants à se doter les moyens de leur développement, la coopération française est avant tout bilatérale et concentrée sur l'ensemble Afrique subsaharienne-Maghreb. Elle s'est appuyée, de nombreux instruments et se divise en quatre grands chapitres.

1. L'assistance technique et culturelle (5,2 milliards de francs).

Fortes de quelque 8 000 coopérants, c'est un instrument important mais qui a vieilli. Pour beaucoup, elle est aujourd'hui trop coûteuse, moins bien adaptée et parfois mal supportée par les administrations locales. Elle tend à perpétuer de véritables rentes de situation pour les coopérants qui font carrière. En 1986, l'OCDE avait « demandé instamment » à Paris de faciliter la relève des enseignants français par des ressortissants des pays concernés. Des efforts sont faits dans ce sens.

L'enseignement du français et les échanges culturels disposent de moyens dérisoires (1 milliard de francs) au regard des enjeux : dans trente ans, la francophonie ne représentera pas plus de 2 % de la population mondiale. Quant aux bourses universitaires, avec 500 millions de francs par an, elles ne sauront financer cette

tendance. En outre, l'accueil dans les universités françaises laissant souvent à désirer, les meilleurs étudiants étrangers vont ailleurs : aux États-Unis, en RFA, au Canada.

2. L'aide aux investissements (de 6 à 10 milliards de francs).

Destinée aux projets des pays dits « du champ d'intervention » (essentiellement l'Afrique francophone), elle est constituée par des dons du Fonds d'aide à la coopération (FAC) et par des prêts de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE). Le Trésor prête aux autres pays, souvent pour l'achat en France de biens d'équipement et de technologies. Enfin, avec 20 millions, l'appui de l'Etat aux organisations non gouvernementales (ONG) n'est guère qu'une goutte d'eau dans l'océan du sous-développement.

3. Les aides financières (6 à 10 milliards de francs).

Indispensables pour soutenir les efforts des pays les plus endettés en matière d'essaimement économique et financier. Des subventions budgétaires (quelques 800 millions de francs) aident les Etats les plus pauvres à boucler leurs budgets. Plus substantielles, les prêts d'ajustement structurel (plus de 2 milliards de

francs) contribuent à réduire l'impact de l'ajustement dans des domaines économiques et sociaux vitaux. Les conditions de ces prêts ont été améliorées pour les pays à faible revenu.

A cela viennent s'ajouter 1 à 2 milliards de francs d'aide aux balances des paiements. Un effort est fait à Paris pour freiner la dégradation des conditions financières de l'aide intervenues ces dernières années : érosion de l'équivalent monétaire et augmentation des prêts d'ajustement structurels.

4. L'aide multinationale.

Elle a représenté en 1988 quelques 7 milliards de francs, soit 28 % du total de l'aide française. Ce pourcentage, proche de la moyenne des pays de l'OCDE, traduit le réajustement opéré ces dernières années en faveur d'un secteur longtemps négligé. La tendance est remarquable en matière de contributions au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale de reconstruction et de développement (BIRD). Le niveau de la participation au Fonds européen de développement (FED), essentielle pour la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure, se maintient. Par contre, les contributions aux organisations des Nations unies restent modestes.

R.-P. P.

gée » (Afrique saharienne et Maghreb) pour être amené à s'interroger.

Malgré vingt-cinq ans d'efforts techniques et financiers soutenus, des pans entiers de cet espace sont minés. Pourquoi l'aide n'a-t-elle pas favorisé – comme prévu – le développement ? Pourquoi ces terribles revers qui perpétuent les drames de la misère, le « génocide silencieux de la faim » dénoncé par François Mitterrand ? Sans doute l'aide de la France a-t-elle permis, si l'on peut dire, d'éviter le pire. Mais pourquoi des mesures adaptées à la dégradation, des situations se sont-elles fait tant attendre ? Enfin, comment combattre le pessimisme et la tentation du repli que provoquent dans l'opinion le gaspillage, les « affaires » et autres effets pervers de l'aide au développement ?

Ces questions ont animé le débat consacré par l'Assemblée nationale à la coopération en avril dernier. Avec un rare opportunisme, et souvent les mêmes arguments, les députés de tous bords, socialistes en tête, ont « secoué le cocotier ».

L'aide publique, selon le rapporteur du budget de la coopération, le socialiste Alain Vivien, « ne brille pas par sa cohérence ».

1985 et 1987, les importations et exportations françaises pour la région ont chuté respectivement de 41 et 25 milliards de francs.

– L'absence de stratégies et d'objectifs clairs ; une approche trop indifférenciée des diverses catégories de pays en voie de développement ; et, souvent, un décalage entre le « modèle français » et les besoins essentiels des populations. « La coopération a formé des diplômés compétents. Mais leur formation est-elle adaptée aux réalités ? Trop souvent, il n'y a pas eu de vrai rapport entre la logique de la formation et celle du développement réel », estime Bernard Hausson, de l'Institut d'études sociales de Lyon.

Cette situation (que l'actuel ministre de la coopération s'efforce de corriger par une formation mieux adaptée) doit beaucoup au poids de la coopération d'Etat à l'Etat. Insérée dans la double logique des intérêts de la France et du renforcement de l'Etat-client, elle a privilégié le secteur public et les infrastructures lourdes sur l'approche décentralisée. Les institutions ont pris le pas sur les hommes, les villes sur les campagnes.

Une logique qui explique le financement de plans nationaux

nents, mais du coup, les protocoles d'aide privilégient parfois des projets où les intérêts commerciaux français comptent plus que les impératifs du développement local.

« Un train sans conducteur »

Au bout du compte, l'aide publique, selon la métaphore d'un spécialiste, ressemble de plus en plus à « un train sans conducteur ».

« Il ne s'agit pas ici de faire le procès des 32 milliards de l'aide publique », remarque François-Xavier Verschave, secrétaire général du mouvement Survie 89. Leur emploi a toutes sortes de justifications du point de vue de la politique extérieure de la France : considérations géopolitiques, présence culturelle, technologique, commerciale, coups de pouce à l'industrie... Mais pour plus de 95 %, l'APD (aide publique au développement) ne contribue en rien à la formation de richesses et donc à améliorer le sort des populations des pays les plus pauvres : les deux tiers vont aux pays dits intermédiaires ; le reste ne quitte guère les capitales des pays pauvres et alimente largement à la fois les importations

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître les études suivantes :

- Les biotechnologies de la santé dans le monde
 - Les biotechnologies agro-industrielles dans le monde.
- Chacune de ces deux études répond aux préoccupations suivantes :
- l'appréciation des forces en présence : sociétés spécialisées face à des groupes diversifiés ;
 - les facteurs clés de succès des sociétés spécialisées : alliances, politique financière, capital risque, aides publiques, technologies, etc. ;
 - le profil de l'industrie en termes stratégiques et financiers ;
 - l'analyse de plus de 20 sociétés spécialisées et d'un échantillon de plus de 100 groupes diversifiés.
- Le travail temporaire en Europe.
 - Les résidences pour personnes âgées.

Études à paraître prochainement :

- Le fret express et ses perspectives en Europe.
- Les SSII européennes face à la concurrence internationale.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF Europe Stratégie Analyse Financière, 15, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42-61-61-24. Telex : 670 363.

Nos correspondants à l'étranger :

- ESPAGNE : BEN ACTION à Madrid - Tél. : 276-45-52. Télécopie : 4312748.
- ITALIE : DATARANK à Milan - Tél. : 80-62-855. Télécopie : 865579.
- PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne - Tél. : 57-65-75. Télécopie : 1571738.
- BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles - Tél. : 647-09-75. Télécopie : 6403557.

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement). M. - Mme - Mlle.

Adresse : Code postal : Ville : Niveau d'études actuel : Age :

Niveau d'études actuel	Age
<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expression Visuelle
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Interdisciplinaire	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Approfondies
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariats	<input type="checkbox"/> Immobilier
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordonnanceurs
<input type="checkbox"/> Ensembles	<input type="checkbox"/> Management Hôtelier
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Optique
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Prothèses Dentaires
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Ressort de Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Secrétariat-Bureautique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Système de Mode
<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Transport

La chronique de Paul Fabra

AL'OCASION de sa récente visite à Paris, le ministre soviétique de l'industrie lourde, invité à un déjeuner où assistaient les patrons de toutes les entreprises chimiques françaises importantes, a déclaré en commençant son discours de remerciements : « D'abord et surtout, n'oubliez pas, Messieurs, que nous sommes un pays sous-développé... » Exemple parmi tant d'autres de l'extrême liberté de propos qui caractérise les dirigeants de l'URSS sous le signe de la perestroïka et de la glasnost, ces propos surprendront sans doute plus d'un lecteur. Il semble pourtant qu'ils donnent de la réalité une idée infiniment plus juste que l'image dont jouit encore l'Union soviétique de par le monde.

Dans un livre qui vient d'être publié en Grande-Bretagne, l'économiste suédois Anders Aslund (1), qui a fait un long séjour à Moscou de 1984 à 1987, au cours duquel il a interviewé plus de cent personnalités officielles et économiques, fournit à ce sujet des indications particulièrement impressionnantes. La plupart d'entre elles sont tirées de documents ou de déclarations émanant d'experts soviétiques. Il en ressort que ce dernier pays, par plus d'un côté, s'apparente aux pays du tiers-monde. Mais, avant d'aller plus loin, disons tout de suite que notre auteur, sans cacher donc les ombres du tableau ni les réformes avortées du passé, estime les chances de réussite plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été.

Première marque de sous-développement qui explique la plupart des autres : l'inefficacité de l'appareil productif. Une entreprise soviétique aurait en moyenne besoin de trois fois plus d'entrants (input), c'est-à-dire de main-d'œuvre, de matières premières, d'équipements, etc., pour fabriquer un produit donné que ses homologues occidentaux.

Ce chiffre résulte d'une estimation de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, laquelle, on le sait, est un organisme au sein duquel les pays de l'Est et leur mode de pensée sont largement représentés. Consé-

« Nous sommes un pays sous-développé »

quence : la qualité des produits *made in USSR* est « incroyablement pauvre ». Selon le professeur Nikolai Chemelov, qui accompagnait M. Gorbatchev lors de son récent voyage à Paris, de 17 % à 18 % seulement des articles fabriqués dans son pays pourraient satisfaire aux normes occidentales. Encore, ajoute-t-il, qu'il s'agisse là d'une évaluation optimiste, les pessimistes pensant que la proportion ne dépasse pas 7 % à 8 %. Pis : cette qualité est en baisse, comme le signalent plusieurs auteurs soviétiques.

Un des plus grands économistes soviétiques réformateurs, Abel Aganbegyan, qui accompagnait aussi M. Gorbatchev, décrit ainsi le phénomène : « D'une année à l'autre, nous n'avons cessé de perdre du terrain. Rappelez-vous les années 50. Certes, nos produits, à l'époque, n'étaient ni beaux ni à la mode, mais les Soviétiques pouvaient assez souvent se consoler, car au moins ils pouvaient acheter des articles solides, capables de durer longtemps... Et aujourd'hui, cela aussi n'existe plus : chaque année, au moins deux mille appareils de télévision en couleurs prennent feu à Moscou seulement. Avec la télévision, c'est souvent la maison qui brûle... »

Encore aujourd'hui, dans les plus grandes cités de la Russie soviétique, à l'exception de Moscou et de Leningrad, le rationnement de la viande, des saucisses et du beurre est en vigueur, et de plus en plus celui du sucre également. Dans la plupart des petites villes de campagne, les coopératives vendent la viande de deux à quatre fois plus cher que le prix officiel fixé par l'Etat. Jusqu'en 1986, l'Estonie était probablement le seul Etat de l'Union où l'on vendait de la viande de qualité décente ; il semble que même cela ne soit plus le cas aujourd'hui.

Autre trait commun à tous les pays économiquement en retard : l'incroyable

disparité des niveaux de vie entre les privilégiés et les autres. C'est seulement depuis 1985 que l'on ose parler ouvertement en Union soviétique des magasins à prix élevés réservés à la Nomenklatura, laquelle est subventionnée par de multiples canaux.

Une troisième caractéristique des pays du tiers-monde est la pauvreté des services publics. Pourtant, l'Union soviétique s'est toujours vantée de la priorité qu'elle donne à la satisfaction des besoins collectifs. Il apparaît que la réalité soit très loin de cette description flatteuse. Dans un pays où la production est à la tréne et la productivité très faible, les ressources publiques sont très insuffisantes. L'URSS ne consacrerait que 3 % de son produit national à la santé. Elle se classe au cinquantième rang dans le monde pour la mortalité infantile, qui atteint vingt-six pour mille nouveau-nés. L'espérance de vie est de soixante-trois ans, pas plus qu'au Mexique et au Brésil.

ON pourrait soutenir qu'à maints égards la situation économique est plus grave en URSS que dans beaucoup de pays en voie de développement. Le pays souffre de pénurie dans beaucoup de domaines. Pour un économiste, la cause n'est pas difficile à trouver : l'inefficacité de l'offre est la conséquence directe du mauvais fonctionnement ou de l'absence du mécanisme des prix. Même dans un pays pauvre, si les prix peuvent jouer librement, la production a des chances d'être portée au niveau maximum correspondant aux ressources disponibles, puisque les producteurs sont assurés, au moins sur le long terme, dans un marché libre, de recevoir un prix rémunérateur.

L'absence du mécanisme des prix peut elle-même être rattachée au principe qui continue à dominer la vie soviétique, à savoir le primat du politique sur l'économique. D'où il résulte que c'est l'Etat qui fixe les prix. Mais c'est aussi

l'Etat qui établit souverainement les statistiques. Elles sont, elles aussi, particulièrement pitoyables. Alkass Sergeev, du célèbre Institut d'économie de l'Académie des sciences, estime que les statistiques concernant la production des métaux bruts sont gonflées dans une proportion allant de 5 % à 25 %. Voilà encore une conséquence de la direction politique de l'économie : chaque entreprise a intérêt à laisser croire qu'elle a dépassé les objectifs qui lui ont été assignés.

Depuis 1985, un certain nombre de données, qui avaient cessé d'être publiées — celles concernant notamment la mortalité infantile dont il vient d'être question, mais aussi la consommation d'alcool, le nombre des voitures privées, — ont recommencé à l'être. Mais, selon Leonid Ivanov, il se pourrait que la falsification des données de la crise se soit plutôt aggravée depuis cette année 1985, au cours de laquelle (en mars) Mikhaïl Gorbatchev est devenu secrétaire général du Parti communiste.

Aux yeux de notre auteur suédois, Mikhaïl Gorbatchev est pourtant, en matière économique aussi bien qu'en matière politique, un réformateur et même un réformateur radical. Pour que nul n'en ignore, Anders Aslund nous donne, d'entrée de jeu, sa définition de la réforme : dans les économies socialistes telles qu'elles existent aujourd'hui, « ne peuvent être considérées comme un changement que les mesures propres à diminuer le rôle de la bureaucratie et à augmenter celui du marché ».

Par comparaison, la stratégie mise en œuvre par le président du conseil des ministres, Nikolai Rykov, est à la fois partielle et incohérente. A la dix-neuvième conférence du parti, l'académicien Leonid Abelin, autre économiste très écouté, a tout simplement décrit la situation en ces termes : « Une percée décisive n'a pas eu lieu dans l'économie, et celle-ci est toujours aux prises avec la

stagnation. » Toute croissance aurait du reste pratiquement cessé en Union soviétique depuis 1978.

POURTANT, nous dit Anders Aslund, des groupes influents dans l'Union soviétique ont tiré des échecs passés plusieurs leçons. La principale est sans doute que toute réforme, pour être effective, doit être globale. Celle de 1965, qui sert souvent de point de référence, a finalement été abandonnée parce qu'elle ne touchait que l'organisation des entreprises. Comment les entreprises peuvent-elles devenir plus indépendantes si elles n'ont pas la possibilité de se rencontrer sur un marché ?

Mais les obstacles qui restent à surmonter sont énormes. Ils sont notamment illustrés par la timidité des réformes concernant le développement du secteur privé, qui, probablement dès aujourd'hui, satisfait, mais de façon quasi clandestine, environ plus du tiers de la demande de services (réparations, certains transports, entretien de bâtiments).

Comme pour mieux faire passer les réformes, le régime a commencé par accentuer la répression contre les revenus qualifiés de « non gagnés ». Cela a eu pour effet de décourager maintes initiatives. Dans un article paru dans la *Literaturnaya Gazeta*, sous le titre « La tomate criminelle », Igor Gamayounov a raconté comment, près de Volgograd, toutes les serres ont dû être fermées par suite d'une opération punitive à la légalité douteuse. Quant à la loi sur le travail individuel, elle reste extrêmement timide. L'entreprise privée continue à n'être autorisée qu'à titre d'occupation familiale à temps partiel. La propriété privée de moyens de production, fussent-ils de dimensions très modestes, continue à être stigmatisée par la Constitution et probablement par une bonne partie de l'opinion publique.

(1) *Gorbachev's Struggle for Economic Reform*, par Anders Aslund, Finter Publishers, 23 Floral Street, Londres. WC2E 9DS.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

PHILIPPE NOREL

Crises et tiers-monde

Economiste averti, l'auteur s'attache ici à l'endettement international actuel et, plus encore, à l'évolution du capitalisme. « Une approche historique », est-il ajouté, dans un français peut-être acceptable, encore que les termes « recherche » ou « vues » eussent mieux convenu.

Sur les temps contemporains, les expressions de Samir Amin et autres, telles que « pillage », peuvent satisfaire, chez certains, l'esprit ou le cœur, mais appellent une analyse plus profonde, voire un plan précis de mesures et de décisions. En aucune époque, même lors du plan Marshall, les relations économiques n'ont été des modèles de vertu et d'altruisme ; ce sont surtout les conséquences qui importent, pour les prévisions.

Nous quittons d'ailleurs assez vite notre temps pour un parcours dans les siècles précédents. Laissons de côté Jeanne d'Arc et même le dix-neuvième, nous tombons sur la crise des années 30, pendant laquelle le pénétrant (intervention de Keynes) alterne avec le légendaire ou quasi tel. La période de Franklin Roosevelt serait entièrement à reprendre. Mieux cernée, mieux décrite, encore que traitée de façon sommaire, la reprise en Allemagne, attribuée à Schacht. C'est curieusement la question la moins connue en France et le meilleur passage de ce riche ouvrage.

Il eût été d'un optimisme excessif d'attendre ici les conséquences de la semaine de quarante heures en France sur la production militaire et civile. C'est là un secteur sacré et qui le restera longtemps.

Et nous revenons à notre époque, ingénument appelée « crise ». Tout en saisissant mal ce qu'est « la conversion de créances en investissements », nous sommes quelque peu réconfortés par l'énoncé : « Il n'y a finalement rien de mécanique ni de véritablement nécessaire dans la succession des crises et des phases d'expansion. » Ainsi rassurés, nous pouvons ouvrir notre télévision.

Lectures recommandées.

* Syros, Paris 1989, 18 cm, 183 pages, 59 F.

CLAUDE NIGOU

et MAURICE TORELLI

Les Mystifications du nouvel ordre international

Le temps écoulé depuis l'annonce de ce changement permet un premier jugement.

L'introduction est précédée par un violent réquisitoire de Jorge Castaneda, ministre des affaires étrangères du Mexique, contre les « sociétés riches ». Souveraineté ou coopération ? La notion de solidarité communément acceptée laisse un large champ à la décision, d'où l'« illusion mystificatrice du nouvel ordre international ». Nous passons alors en revue une série de déclarations, notamment celle, si comode et si insuffisante, de Kurt Waldheim, selon laquelle le développement n'est pas une fin en soi.

Que les cent cinquante-cinq nations éprouvent des difficultés à s'entendre est bien normal, mais le groupe des soixante-dix-neuf n'est guère plus uni. Les dispositions favorables et suggestions de la CNUCED ont été traitées, en 1981, de « néocolonialisme multilatéral » et, depuis cette date, aucun progrès fondamental n'a été constaté. Est repoussée d'ailleurs la déclaration de Mahdi Elmandjra : « Ce fameux nouvel ordre économique international est mort-né, bien que toutes les délégations du tiers-monde continuent à lui courir après à l'Assemblée générale des Nations unies. »

S'appuyant sur diverses déclarations, l'auteur n'hésite pas à affirmer que « la démocratie du nouvel ordre hésite à se définir entre Machiavel et Teilhard de Chardin ». Mais connaît-il bien Machiavel ? Quant au Stabex, d'abord cité, il ne touche que certains pays.

En conclusion, seule attitude positive pour le tiers-monde : s'unir et chercher des alliés dans la place.

* PUF, 1984, 21,5 cm, 153 pages, 65 F.

CARLOS OMINAMI

(sous la direction de)

Amérique latine,

les réponses à la crise

La détresse de l'Afrique noire ne doit pas faire oublier la condition, très difficile, de la plupart des pays d'Amérique latine, plus ancienne ou du moins plus anciennement observée, et de nature assez différente. Carlos Ominami, détaché à la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), a rassemblé ici les études de divers chercheurs spécialistes. Dans l'introduction, il insiste sur les deux dangers à éviter : la facilité du « catastrophisme » et les illusions d'une cohérence plus apparente que réelle. Il donne finalement une conclusion pessimiste sur la durée des épreuves constatées et souvent mesurées.

Neuf auteurs, tous économistes spécialistes, nous décrivent la situation propre de quelques pays (Colombie, Venezuela, Argentine, Chili, Brésil) et les conditions générales d'évolution. Le concept de démocratie peut varier selon les pays, mais il reste partout un objectif, Costa-Rica n'étant pas cité.

Particulièrement digne d'intérêt, l'article de Jaime Estevez, sur les conditions imposées par le Fonds monétaire international. C'est l'aventure qui se renouvelle depuis des milliers d'années et a été décrite aussi bien par Shakespeare que par Molière et tant d'autres.

Le drame, au sens le plus général du mot, est partout. Ce sont des accords dûment paraphés, suivis aussitôt d'une chute de prix de la matière première vitale ; ce sont des tentatives libérales malheureuses, dont certains diront dans la suite : « Il fallait attendre et souffrir encore un peu. » Quant au « droit au développement » invoqué par le président du Brésil José

Samay, il ouvre une voie plus que délicate, tout en procurant un soulagement momentané.

Lecture redoutable, attachante.

* CETRAL, L'Harmattan, Paris 1988, 21,5 cm, 93 F.

PIERRE PEIGNON

La Voie africaine
Destin de la France et de la paix

Curieux ouvrage, édité par l'auteur, et qui tient du voyage... peu organisé, du Paris-Dakar un peu amplifié, du plan économique, d'un recueil de conseils à la nouvelle Europe et même un peu de Cousteau (sans l'Académie française). De l'histoire, bien sûr, des mirages, réels ou volontaires, au cours de ses deux voyages, un soud très modéré de la continuité. Dans l'impossibilité de suivre, dans ses détours et retours, notre infatigable migrant, bornons-nous à quelques observations.

Il est bien oublié, le Transsaharien, rappelé ici, dont le gouvernement de Vichy poursuivait symboliquement la construction en envoyant chaque année, quelques mètres de rail. Passons. Tomber sur le Niger suggère « un cri d'admiration comparable à celui des Dix Mille, en trouvant la mer », suivi du regret que, dans « notre temps », nous ayons trop souvent changé nos administrateurs... Et nous voici soudain devant un reportage d'André Fontaine, dans le Monde, avant l'écabot bien sûr, à son poste actuel. Et comme nous allons vite, nous traversons le Tanezrouft, sans Antinéa, il est vrai, bien oublié.

Nous sommes encore à l'époque de la Haute-Volta et même de Raymond Aron, mais le temps se franchit plus vite encore que l'espace : quittant Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays, nous tombons sur... la mort de Pétain, qui permet d'évoquer Socrate et la ciguë.

Et il y a tant à dire sur l'Afrique qu'un encart a été ajouté, annonçant la voie à suivre et le « destin de la France et de la paix ».

Une bonne détente.

* Imprimé par Laboureur, à Châteauneuf. 1988, 18 cm, 226 pages, 65 F.

PIERRE PRADERVAND

Une Afrique en marche
La révolution silencieuse
des paysans africains
(Préface de Joseph Ouedraogo,
ancien ministre)

Economiste suisse, africaniste, sociologue, directeur de Famille et développement (Dakar), l'auteur a souvent été consulté pour des questions de développement, tant par les Nations unies que par le gouvernement de son pays.

Vaste est le champ parcouru : Sénégal, Mali, Burkina-Faso, Kenya et même Zimbabwe. De la riche introduction retenons seulement deux répliques significatives. Interrogé sur les motifs d'espoir dans son pays (Burkina-Faso), Paul T. Ilboudo répondit : « Il y a tellement que je ne sais par lequel commencer », et Alpha Fall, paysan responsable : « Nous ne sommes pas des victimes sans solution, tous les problèmes ont des solutions. »

La première partie, intitulée malheureusement, en abrégé français, « Des défis uniques », alors qu'il s'agit de problèmes multiples, reproche aux Français d'avoir déserté le pays. Elle est rare, l'eau, mais la terre le devient aussi, et plus encore les ressources. Au Burkina-Faso, le budget d'investissement, pour l'essor et la solidarité familiale est inférieur aux dépenses annuelles de tabac de trois fumeurs suisses.

Suivent les critiques classiques contre l'aide alimentaire. D'après le Bureau international du travail, il faudrait, d'ici peu, « créer » (expression usuelle, mais impropre) 1,6 milliard d'emplois dans le tiers-monde. Et nous, qu'avons-nous à faire ? Appeler les ONG « organisations citoyennes » serait peut-être utile, mais certainement insuffisant. L'exposé des moyens reprend les arguments critiques et vante l'hospitalité, citée parfois comme un test pur du sous-développement.

Trois annexes. Bibliographie, avec Pissini et René Dumont, mais sans Gil.

* Pion, Paris 1989, 22,5 cm, 336 pages, 130 F.

JEAN-LUC MAURER

et PHILIPPE REGNIER

(sous la direction de)

La Nouvelle Asie industrielle.
Enjeux, stratégies et perspectives
(Préface de Gilbert Etienne)

Le contraste entre l'Afrique noire et l'Asie industrielle conduit à rejeter l'expression tiers-monde, qui est son heure de commodité.

Dans sa préface, le célèbre spécialiste genevois évoque ces pays qu'il a visités et décrits avec tant de sagacité et explique pourquoi la Chine et l'Inde ont été ici laissées en dehors. Sont d'abord cités les pays de la « bande des quatre » : Corée, Formose, Hongkong et Singapour, suivis, si l'on ose dire, des « prétendants » : Thaïlande (Myren Garin), Malaisie, « victime du développement » (J.L. Chapormière et D. Jolly), Indonésie (Jean-Luc Maurer).

La deuxième partie traite des relations entre les nouveaux pays industriels et ce qu'il faut bien appeler le vieux monde. Sont passés en revue les divers secteurs : pour l'industrie sidérurgique (P. Judet), nous devons nous aventurer du Pakistan au Japon et constater que les usines sont parfois loin des mines de fer ou de charbon à coke. Sont ensuite traitées : la construction navale (Anne-Marie Mureau), qui pose si gravement la question des chantiers européens ; l'industrie textile (J.-L. Duvert), déjà assez ancienne et fortement protégée, avec son prolongement sur l'habillement. L'horlogerie donne à J.-F. Blanc l'occasion de rappeler la réforme tardive de l'industrie horlogère suisse.

Et l'industrie électronique ? Serait-elle le dernier refuge de l'Europe ? N'en croyons rien. La Corée, Formose et Singapour la cultivent depuis plus de dix ans, particulièrement pour les composants et l'électronique professionnelle, encore que la crise des années 80 ait fait sentir ses effets.

En conclusion, J.-L. Maurer et Ph. Régner estiment que le mouvement doit encore s'amplifier, d'ici à la fin du siècle, posant un problème sérieux, qui devrait faire l'objet d'un autre ouvrage. Souhaitons sa prochaine parution, ainsi qu'une large diffusion dans le public européen, si insouciant parfois.

* PUF, Paris 1989, 24 cm, 197 pages, 150 F.

مكتبة النخيل

Le Monde

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

Directeur Commercial Adjoint

Paris - 400 000 F

Nous sommes une SOCIÉTÉ DE RÉGIE PUBLICITAIRE AUDIOVISUELLE bien connue sur la place. Pour renforcer notre part de marché et développer de nouvelles activités, nous recherchons :

- un homme (ou une femme) âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une École Supérieure de Commerce et justifiant d'une expérience réussie, soit en support, soit en agence, en tant que responsable commercial ou média.

En harmonie et en complémentarité avec le Directeur Commercial, il devra :

- animer une équipe soudée de Chefs de publicité,
- négocier avec les agences Conseils et centrales d'achat,
- proposer toutes opérations de vente et de promotion du support.

Ce poste d'avenir au sein d'un groupe important nécessite un tempérament de gagnant, des qualités d'animateur et d'organisateur, le sens de la communication et des relations humaines.

Gilbert Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous référence 8936 LM.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

7 rue de Monceau, 75008 Paris. (1) 42.89.10.25.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur Général

TISSUS TECHNIQUES DE TREVoux

Notre PMI performante (80 personnes) en région lyonnaise est spécialisée dans la fabrication de tissus techniques enduits.

Nos projets de développement sont ambitieux et nous en avons les moyens. Nous cherchons le patron de cette unité (outil de production moderne) pour améliorer la productivité et la rentabilité commerciale. Ingénieur de formation, vous avez dirigé un centre de profit industriel. Vos compétences techniques (chimie et/ou tissage) sont indispensables pour mener à bien nos projets. Nous faisons confiance à un homme ayant prouvé son sens de la rentabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, traité en confidentialité par Jacques Cellier - Président - sous réf. 542 à MEDIA P.A. - 52, rue du Colombier - 69007 LYON qui transmettra.



Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Diriger notre commercial dans l'industrie électrique

Filière d'un groupe industriel de renommée internationale, réalisant 70 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, nous sommes spécialisés dans les composants destinés à l'industrie électrique. Nous renforçons nos structures. Il nous manque un «Manager» pour notre organisation commerciale.

En prise directe avec la Direction Marketing et Développement, vous êtes responsable du commercial France et d'une partie de l'Export : l'Administration des Ventes et la cellule Application-Communication vous sont également rattachées. En tout vous dirigez un service d'une soixantaine de personnes. A la fois homme de terrain et organisateur, vous animez notre force de ventes au quotidien, et veillez bien sûr aussi à ce que l'intendance suive.

Ingénieur Grande École électrotechnicien ou généraliste, environ 35 ans, vous avez exercé des responsabilités dans la vente de produits techniques, idéalement dans le secteur des composants électriques. Animateur, vous êtes également un gestionnaire aux réflexes commerciaux sûrs. Véritable manager, vous savez vous investir avec votre équipe. Pour ce poste, basé à Lyon, l'anglais, courant est nécessaire, une seconde langue très souhaitée.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous référence RC 215/1 LM (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) au 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

DIRECTEUR D'AGENCE

De formation supérieure (commerciale, sciences économiques, sciences humaines...), vous avez l'expérience du management acquise, de préférence, dans une agence conseil en communication (3 ans minimum). Stratège doué d'une forte personnalité, généraliste de talent et spécialiste de l'écrit et de l'image, vous pouvez tout à la fois conseiller, concevoir, vendre, animer une petite équipe de qualité et gérer un centre de profits. Vous avez 30 ans au minimum.

Nous vous proposons de prendre la Direction de notre société (S.A.), filiale d'un grand groupe de communication, située dans une métropole au nord de Paris (le Directeur actuel appelé à d'autres responsabilités collaborera au recrutement et à votre formation).

Spécialisée dans la communication d'entreprise (emploi, interne, institutionnel...), reconnue nationalement, notre agence très performante (résultats bénéficiaires qui doublent chaque année), dispose d'atouts certains :

- une petite équipe de professionnels motivés,
- un équipement technologique de pointe,
- l'appui stratégique et financier de notre actionnaire principal qui assure la Présidence et l'assistance administrative.

La rémunération du poste se décompose en un fixe annuel de 200.000 F + une participation importante sur la marge bénéficiaire de l'entreprise.

Pour nous contacter, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions et photo) à Madame Catherine LAUMONDAIS, réf. DDA - 3 allée Torricelli - 93110 ROSNY SOUS BOIS qui transmettra au Président votre dossier. TOTALE DISCRETION ASSURÉE.

Un envol à la mesure de vos ambitions

Nous recherchons pour notre aéroport en pleine mutation du fait du développement de notre région et de l'augmentation du trafic notre

Directeur d'exploitation

Véritable gestionnaire 20-20 H

SUD-EST

De formation généraliste (3^{ème} cycle en transport aérien apprécié), vous possédez des connaissances du transport aérien si possible et souhaitez faire partie des "développeurs" de notre entité.

Vous êtes à la fois un gestionnaire et un homme de contacts. Vos responsabilités porteront sur les budgets de l'aéroport, le management d'équipe (15 personnes) et également la coordination des sous-traitants (compagnies aériennes et de services aéroportuaires, boutiques...), véritables partenaires.

La mission marketing requiert une place importante dans votre fonction, elle évoluera avec le développement de l'aéroport.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, en précisant votre rémunération actuelle et la réf. 99296 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

LANDIS & GYR

Filière française d'un groupe international, nous sommes au premier plan dans le domaine de la téléphonie. Dans le cadre de son expansion, notre Direction de la branche Téléphonie recherche un Responsable du Personnel basé à CLICHY (92).

LANDIS & GYR

RESPONSABLE DU PERSONNEL H/F

A 30 ans environ, vous êtes déjà un homme de Personnel. De cette fonction, vous maîtrisez la gestion des ressources humaines, l'ingénierie de formation, les techniques de recrutement et l'art de la négociation.

Nous vous proposons de participer activement au développement d'une de nos filiales (110 personnes) en étant au sein de l'équipe de Direction, notre RESPONSABLE DU PERSONNEL.

Diplômé d'Études Supérieures (DUT de Gestion de Personnel ou équivalent) votre expérience dans une fonction similaire vous permettra de recruter efficacement à certaines sous-traitances internes et externes.

La maîtrise de l'anglais est un atout pour échanger avec vos collaborateurs Européens.

Pour ce poste basé à CLICHY (92), merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. RP/M à Monsieur TERRASSE - LANDIS & GYR - 18, bd du Général Luchaire - 92115 CLICHY.

Commune agglomération de ROUEN (+ 30 000 habitants)

recrute par mutation ou recrutement direct selon conditions statutaires

DIRECTEUR des services techniques

Poste à pourvoir le 1^{er} septembre 1989.

Profil :

- Aptitude à encadrer et animer une équipe de cent personnes ;
- Capacité à organiser et intégrer, au sein du service, de nouvelles méthodes de gestion (informatique et suivi analytique) ;
- Participation à l'équipe de direction auprès du secrétaire général, du maire et de la municipalité.

Adresser candidatures et curriculum vitae au n° 8 429

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

P.M.E. - SECTEUR DES RADIOCOMMUNICATIONS

FILIALE D'UN GROUPE DIVERSIFIÉ

recherche son

FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

INGÉNIEUR OU DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE DE COMMERCE

DOUBLE EXPÉRIENCE souhaitée :

1. - Télécommunications ;
 2. - Encadrement d'une équipe technico-commerciale.
- 30-40 ans environ ;
 - Anglais courant impératif.

Ce poste au sein d'une PME leader sur son créneau est une réelle opportunité pour un cadre ambitieux, ayant le sens du commerce, de la gestion et de l'animation des hommes.

Adresser c.v. et lettre manuscrite sous n° 8 434 à :

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Notre société, un des leaders en France du Travail Temporaire, recherche pour PARIS

Responsable Département Banque

Vous développez et suivez une clientèle issue du secteur bancaire. Vous recrutez, déléguez et gérez le personnel intérimaire. Vous assurez une présence active sur le terrain et répondez de la qualité du service rendu.

Une expérience professionnelle dans le milieu bancaire, un goût prononcé pour les contacts humains et une solide expérience commerciale sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1030 à :

NOUS RELEVONS VOS DEFIS



Service Recrutement
26-28, rue de Madrid
75008 PARIS.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LE NOTARIAT UN NOUVEAU METIER

Nous sommes, parmi les Etudes importantes et dynamiques, l'une de celles qui a su faire évoluer son métier en ouvrant à de nouveaux marchés.

• FISCALISTE ISSU DE L'INSPECTION DES IMPOTS

Dans le cadre de notre équipe de spécialistes, nous vous confierons la responsabilité de missions d'études et de conseil auprès d'une clientèle de haut niveau.

Vous êtes de formation juridique supérieure + Ecole Nationale des impôts et vous disposez de 2 à 5 ans d'expérience environ acquise de préférence dans l'administration.

Vous avez du potentiel et le goût du travail de qualité. Nous sommes une équipe résolument tournée vers l'avenir et offrons une rémunération attractive.

Réf. 27 B 1490-9 M

• JURISTE CONFIRME EN DROIT IMMOBILIER

Nous vous confierons la responsabilité de missions pointues dans le secteur immobilier en développant le travail de synthèse qui est maintenant notre caractéristique : prise en compte des facteurs urbanistiques, de construction, de fiscalité... et en mettant en pratique votre capacité à mettre au point les aspects contractuels.

Vous êtes juriste de formation (DESS, Doctorat...). Vous disposez d'au moins cinq ans d'expérience acquise dans un Cabinet de Conseils, d'Avocats, ou de préférence dans un Office Notarial.

Vous avez une solide compétence en droit immobilier et si possible dans le domaine de la fiscalité.

Vous avez du potentiel et le goût du travail de qualité. Nous sommes une équipe résolument tournée vers l'avenir et offrons une rémunération attractive.

Réf. 27 B 1489-9 M

Rencontrez-nous.

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



L'univers des matériaux
L'avenir des bioactivités

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités), CA : 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CEMENTS LAFARGE - CA 7 milliards et 4700 personnes.

INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS

alliez votre goût des relations publiques
à vos compétences techniques

Votre mission

En lien étroit avec l'équipe commerciale et en amont de celle-ci, vous contribuerez à promouvoir et développer des solutions ciment/béton dans la route, sur la région parisienne et l'Ouest de la France.

Vos actions :

- la création d'un réseau de contact avec les décideurs laboratoires régionaux, maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage, entreprises...
- la conduite et l'animation des réunions régionales dans le cadre de campagnes professionnelles,
- la promotion par votre propre savoir-faire de la compétence des CEMENTS LAFARGE dans le domaine routier.

Ce poste convient à un ingénieur TP ou équivalent, disposant d'environ 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine routier comme chef de travaux ou au sein d'un laboratoire ou de services d'équipement.

Outre votre rigueur technique, ce sont votre dynamisme et vos qualités relationnelles qui feront votre réussite dans le poste.

La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 27 B 1488 - 9 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE EN PLEINE EXPANSION FILIALE DU GROUPE ST GOBAIN

recherche

INGENIEUR CONFIRME

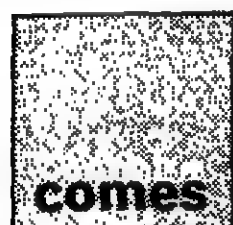
En collaboration directe avec le responsable de l'unité de production, située à 65 km à l'Est de PARIS, il devra prendre en charge deux secteurs de fabrication de produits verriers de technologie avancée.

Cela comporte principalement :

- l'organisation de la fabrication
- l'animation des équipes de production
- la recherche et le développement
- les investissements.

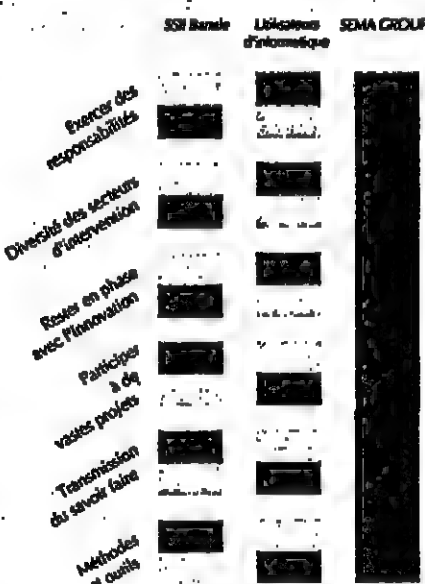
Pour être candidat, il faut avoir une solide formation de base (A. et M., INSA, ECAM, ICAM...) et une expérience réussie suffisamment longue (5 à 10 ans) pour avoir acquis la maîtrise de toutes les techniques modernes de production.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LA SOCIETE OU LE GROUPE POUR QUI AURA REUSSI A CE POSTE.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET Réf. 2813 DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

De l'Assurance au Conseil avec SEMA GROUP



Consultant expérimenté ou cadre opérationnel de haut niveau, vous avez 5 à 8 ans d'expérience de l'assurance et une bonne connaissance des technologies de l'information. Votre excellente formation initiale et votre sens des responsabilités vous ont permis de devenir un véritable promoteur du changement. Manager d'affaires, vous assurerez la négociation et la bonne fin de nos projets dans un domaine que vous maîtrisez déjà : le pilotage, les réseaux de distribution des compagnies, l'amélioration des résultats techniques, la réduction des frais généraux... Penseur actif, vous superviserez les équipes qui bâtiront les nouveaux systèmes sur lesquels vous garderez en permanence un regard stratégique.

Au sein de la Division Assurance de SEMA GROUP (100 personnes), vous effectuerez des missions de conseil auprès des compagnies d'assurance ; avec nos équipes, vous les accompagnerez à la tête de la compétition européenne et serez l'un des acteurs de cette réussite. Vos interventions engloberont la mise en place progressive des technologies nouvelles : archivage électronique, réseaux à valeur ajoutée, système expert... Vous bénéficierez d'une autonomie certaine et d'un grand potentiel d'opportunités dans le cadre d'un groupe international : SEMA GROUP, société de Conseil et d'Ingénierie Informatique de 6500 personnes, qui réalise un chiffre d'affaires de près de 3 milliards de francs en Europe.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence LM/50 à Virginie Mayolle Service Recrutement - SEMA GROUP 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA GROUP

Importante SEM de construction liée à la Ville de Paris

recherche

JEUNE CHARGÉ D'OPÉRATIONS (H/F)

De formation supérieure (IEP, Sup de Co...) complétée, le cas échéant, par une spécialisation en immobilier + aménagement, il a une première expérience professionnelle de l'immobilier.

Il se verra confier la responsabilité de programmes de construction dont une opération de réhabilitation comportant des phases importantes de concertation.

Il devra faire preuve d'autonomie, d'initiative, d'autorité, de capacité de négociation, également de synthèse et de rigueur.

Il devra également posséder le sens de la diplomatie et le goût des contacts. Salaire annuel proposé : 135 000/145 000 F.

Envoyer C.V. et candidature sous n° 8445, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

LA DIRECTION FINANCIERE D'UNE BANQUE DE PREMIER PLAN recherche un

CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

Au sein de la direction financière en fort développement, il intègre le département "Etudes et Prévisions" constitué d'économistes financiers et d'informaticiens et prend en charge :

- la mise en place d'un système fédéral d'information (SIAD),
- les études et le suivi d'activité à des fins d'analyse et de reporting (équilibre du bilan, prévisions, position concurrentielle de l'établissement, nouvelles réglementations...)

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation économique/financière (BAC + 5) riche d'une première expérience d'études économiques, en secteur bancaire si possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.623 à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ

P A R I S Du côté de chez SWITCH...

CHARGE DE RECHERCHE EN RECRUTEMENT H/F

Le recrutement du côté de chez SWITCH : une équipe de consultants de haut niveau qui développent des méthodes de travail originales, innovantes et bien sûr... performantes ! Quelques mois après notre création, ça bouge du côté des clients, des missions, des projets, des nouvelles idées... et nous recherchons pour accompagner cette croissance un jeune diplômé (CEISA, Sup de CO, Sc Po...) débutant ou première expérience dans une DRH. Vous prendrez en charge la sélection de candidats ou la recherche par approche directe ainsi que les relations avec certaines grandes écoles.

Vitalité intellectuelle, chaleur humaine, forte implication, conscience professionnelle et... humour sont vos qualités, celles qui vous permettront de participer avec enthousiasme aux projets de développement qui germent du côté de chez SWITCH...

Nous attendons votre candidature motivée sous référence : 2/SW.A et nous vous tiendrons rapidement informé de l'avancée de votre dossier.

SWITCH
40 rue Amelot
75011 PARIS

Partenaire
de vos ambitions

SWITCH
Département Recrutement

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DUNLOP
(2 milliards de C.A., 4000 personnes)
Nous recherchons
pour notre siège social à ISSY-LES-MOULINEAUX un

Traducteur - Interprète JAPONAIS / FRANÇAIS

De nationalité japonaise.
Déplacements fréquents.
Salaires et conditions de travail motivants.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. TI/MO à
DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel
B.P. 41 - 92133 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

DUNLOP FRANCE

Pour poursuivre son développement, la
Banque populaire Provençale et Corse

recrute des :

Chargés de Clientèle

pour : les Bouches-du-Rhône • le Var • la Corse

Attachés en agence, ils ont pour principales missions de gérer et développer un portefeuille de clientèle ciblé (ENTREPRISES et PROFESSIONS LIBÉRALES). Diplômés de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience bancaire réussie garantissant une bonne connaissance des produits d'épargne, des mécanismes bancaires, une maîtrise de l'analyse financière et du risque. Vous faites preuve d'un dynamisme commercial certain. Vous avez la volonté de réussir et de progresser.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique fortement présente sur son marché.

Merci d'adresser votre demande manuscrite, CV photo et rémunération actuelle, en précisant l'attribution souhaitée à BPPC - DSI, 18 à 22, rue Léon-Paul, 13008 MARSEILLE. Réponse et discussion assurées.

BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

District urbain de Nancy
Organisme de coopération intercommunal
(280 00 habitants)

recrute

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

pour le 1^{er} septembre 1989.

Conditions statutaires exigées.
Spécialisation souhaitée en matière :
- de finances et d'informatique ;
- ou d'urbanisme et de planification.

Ecrire à M. le Président du District urbain de Nancy,
22-24, avenue Kennedy, C.O. n° 36,
54035 Nancy Cedex.

Demande manuscrite + c.v. détaillé.

Ville de Meaux
(Seine-et-Marne)
50 000 habitants

recrute

CHARGÉ DE MISSIONS

pour le développement économique.

MISSIONS :
- Mise en place et développement de la politique économique de la ville ;
- Animation et secrétariat de la commission économique ;
- Coordination avec les partenaires de la ville.

PROFIL SOUHAITÉ :
- Niveau bac + 4 (sciences économiques, L.E.P., E.S.C.) ;
- Expérience communale appréciée.

EMPLOI :
Contractuel de catégorie A.

Candidature et c.v. à adresser à :
Monsieur le Maire Conseiller régional,
B.P. 227, 77108 MEAUX Cedex.

Agence régionale de développement technologique de Poitou-Charentes

recrute

pour régions du Centre-Ouest

UN CHEF DE PROJET

secteur piscicole

FONCTION : en fonction de l'évolution des marchés, organisation d'une production à vocation industrielle amenant de nombreux contacts avec la transformation et la recherche. Le développement de l'activité justifiera l'évolution du poste en une direction.

PROFIL : Ingénieur socio-économiste, capable d'analyser l'environnement international de sa filière, devant justifier d'une expérience dans le développement d'activités et posséder des connaissances techniques dans le domaine du poisson.

Le dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) est à adresser en double exemplaire à :

Agence régionale de développement technologique,
à l'attention de M. Jean-Pierre Michel,
secrétaire général,
47, rue du Marché, 86000 Poitiers.
Date limite : 22 juillet 1989.

Cabinet de recherche de cadres recrute

CONSULTANT

pour un contrat
à durée déterminée de 3 mois

Il participera aux missions confiées au cabinet (études des postes en clientèle, entretiens, rapports...). Ce poste pourrait convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur — Sciences Humaines, Sciences Po, ESC — désireux avoir une première approche du métier de conseil. La possibilité d'intégrer le cabinet n'est pas exclue pour un candidat de grande qualité.

Ecrire sous référence 1158/M à M. J. BLIN qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 Paris

Cadre Technique

BAC +3 (BTS Bâtiment - Ecole EYROLLES...)

Une importante société immobilière, filiale d'un Groupe National recherche un Cadre Technique. Rattaché au Responsable de l'Unité, il assure l'entretien d'un patrimoine de 6 000 logements sociaux.

MISSION : • Il élabore, engage et suit les budgets de grosses réparations et d'entretien courant. • Il encadre les intervenants de l'entretien du parc local (20 personnes).

Expérience nécessaire dans l'entretien du patrimoine.
Connaissances en micro-informatique appréciées.
Capacité pour animer et travailler en équipe.

Lieu de travail : VERNUILLET (Vielles-nord).

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 3497 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

PPM Leader français des groupes mobiles (CA 650 MF dont 60 % à l'export) et filiale du groupe Poin, N°1 mondial des grues à tour, recherche

Chef de Produit

Responsable du développement des produits depuis l'étude de marché et la définition du cahier des charges jusqu'à la commercialisation en conjonction avec le bureau d'études et le commercial.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC, pouvant justifier d'une expérience réussie dans la vente de biens d'équipement à l'export. Outre des qualités relationnelles et un goût affirmé pour la technique, le candidat retenu devra impérativement avoir une bonne maîtrise de l'anglais et être prêt à des déplacements en France et à l'étranger.

Ce poste basé en région parisienne offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CP/MO à PPM Direction du Personnel - BP 106 - 71304 MONTCEAU-LES-MINES.

Si vous avez fait des études commerciales supérieures (HEC, ESSEC ou équivalent), puis acquis une expérience marketing de 2 ou 3 ans en agence ou chez l'annonceur, et désirez poursuivre votre carrière dans la communication, INTERDECO vous offre un poste de :

CHEF de PUBLICITÉ

sur les magazines suivants :

ELLE • VITAL • LES ÉCHOS • MATCH (Voyages)
• TÉLÉ 7 JOURS • LE JOURNAL DU DIMANCHE
• RÉFÉRENCES.

INTERDECO-RÉGIE

Envoyez C.V. + photo au 27, rue de Berri, 75008 Paris.

GRANDE BANQUE RÉGIONALE DE LYON

Nous cherchons un **CREATIF**
pour prendre en mains nos projets

MARKETING

An sein de notre équipe développement vous serez une force de proposition en matière d'offre clientèle. C'est une réelle opportunité pour un candidat ayant déjà réussi une première expérience professionnelle à la charnière produit/marché et possédant une culture financière.

Envoyez votre candidature
s/réf. AB 407 à META CONSEIL
39 bis, rue de Marseille - 69007 LYON.

META conseil

Au sein d'un groupe leader dans le secteur de l'immobilier tertiaire, notre Société initie en amont le montage des nouvelles opérations dans le cadre d'une stratégie de diversification de nos produits.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez quelques années d'expérience, une connaissance affirmée des mécanismes généraux de l'immobilier et une bonne appréhension des problèmes de marketing.

Si vous souhaitez rejoindre un groupe de premier plan dynamique et novateur, adressez votre Curriculum Vitae aux coordonnées suivantes :

SARI DEVELOPPEMENT
4 place de la Défense - Cedex 26
92090 PARIS - LA DÉFENSE

Le Théâtre de Lyon recrute

un(e) secrétaire général

Compétences requises dans le domaine de l'édition (programmes et textes des créations, publications diverses...) et de la relation publique de haut niveau.

Prise en charge de dossiers spécifiques.

Mission d'organisation sur les secteurs de l'accueil et du secrétariat.

Poste à pourvoir en septembre.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec photo et c.v. à :

Philippe BUQUET
THEATRE DE LYON
7, rue des Aqueducs,
69005 LYON.

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE A LA GESTION DES RISQUES
(région parisienne)

RECRUTE

CHEFS DE PROJET JUNIOR ET SENIOR

Ces postes de consultants en entreprises conviendront à des diplômés d'écoles de commerce ou d'ingénieurs possédant aptitudes à l'analyse, la synthèse, la pédagogie et sens commercial.

Une expérience en risk management serait un plus. Anglais courant + autre langue de la CEE. Grande mobilité.

Adr. lettre manuscrite, c.v. et prétentions à Ph. BASTARD,
SAGER - 4, rue de Chèvreloup, 78150 ROCQUENCOURT.

Mensuel scientifique d'audience internationale

recrute

CHEF DE RUBRIQUE EN PHYSIQUE

Les candidats retenus devront satisfaire aux conditions suivantes :

- niveau : thèse de 3^e cycle en physique,
- aptitude à la communication, aisance, rapidité en rédaction,
- aptitude à l'autonomie et au travail collectif,
- anglais parlé et écrit impératif,
- disponibilité immédiate,
- la pratique de la « rédaction » serait un plus.

Envoyer lettre de candidature + CV + prétentions sous le n° 6016
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

SOCIÉTÉ NATIONALE IMMOBILIÈRE
recherche

1 titulaire maîtrise droit privé option « ETUDES IMMOBILIÈRES »

**DESS-URBANISME, CONSTRUCTION et
AMÉNAGEMENT**

Pour poste CADRE à PARIS.

Envoyer c.v., lettre manuscrite + photo à :
SNI - 24, rue de Presles, 75015 PARIS.

En bord de Loire, à 1 h 30 de PARIS, nous sommes un centre d'optique mutualiste bien placé en centre ville, avec une gamme très concurrentielle de produits et un service de qualité.

Le taux de fidélisation de notre clientèle est de 80 %. Nous cherchons un

OPTICIEN H/F

motivé(e), pour compléter notre structure. Si vous êtes doué(e) d'un grand sens du service et de la relation, rigoureux(se) dans l'organisation, et fortement motivé(e) par une expérience de gestion et de management d'un centre d'optique de 7 personnes, en coopération avec l'opticien expérimenté, votre candidature nous intéresse. Rémunération intéressante avec projet négocié d'évolution.

Envoyer votre C.V. avec photo et lettre manuscrite à notre Conseil.

10, rue de l'Élysée - 37000 TOURS
JEAN VINDRAS CONSULTANTS

SAFIR (GROUPE RAZEL)

Dans le cadre de son développement en Ile-de-France, SAFIR, filiale de promotion immobilière du groupe RAZEL

RECRUTE

Jeune chef de programmes

Placé sous l'autorité du directeur régional, il aura pour mission la gestion des opérations immobilières sur le plan administratif, juridique et commercial.

Le candidat recherché doit avoir moins de 30 ans, une formation supérieure de type École de commerce ou sciences économiques et une première expérience réussie dans une société de promotion immobilière. Le poste est situé à Sacy (Eure-et-Loire).

Adresser C.V. et prétentions à SAFIR : Le Christ de Sacy, 91408 Orsay Cedex.

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE
assurant la liaison entre l'Administration et les Entreprises
pour l'application d'un important programme national
recherche

un Consultant H/F

A 28/42 ans, de formation supérieure option gestion, votre professionnalisme repose sur une expérience ayant mis en valeur vos capacités et vos qualités de gestionnaire. En liaison permanente avec le coordinateur du Ministère de l'Industrie, vous aurez la responsabilité de la gestion du programme dans le cadre d'une équipe de Consultants. Vos qualités d'analyse et de synthèse vous permettront de traiter les aspects financiers et administratifs de la procédure. Créatif, vous saurez mettre en place les outils de gestion qui assureront la réussite du programme. Vous participerez aux comités chargés de décider de l'attribution des aides aux entreprises. Méthodique et autonome, vous saurez évoluer avec aisance dans un environnement industriel en pleine mutation. Votre goût prononcé pour les procédures administratives et votre grande agilité intellectuelle vous permettront de concrétiser efficacement votre action. Nombreux déplacements de courte durée. Poste à pourvoir rapidement.

Pour nous accompagner dans notre développement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 235 à C.K. - 15, rue Pétrarque 75116 Paris



Chantal Kenvyn

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE
recherche pour
Le Ministère de l'Industrie

un Ingénieur H/F

A 30/45 ans, diplômé Arts et Métiers, Mines, Centrale, Chimie... vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle qui vous a familiarisé avec les problèmes économiques des PME. Vous serez chargé d'animer une nouvelle procédure destinée à promouvoir l'utilisation, par les PME, de matériaux avancés. Vous conseillerez les Directions Régionales, les assisterez pour la promotion du programme et veillerez à la cohérence du programme entre les différentes régions. Vous participerez à l'évaluation et à la redéfinition du programme. Votre connaissance du milieu industriel vous permettra d'aider et de conseiller efficacement les PME pour le montage de leurs dossiers. Diplômé, vous possédez d'excellentes qualités relationnelles, rigoureux et autonome, vous avez le sens des responsabilités. Nombreux déplacements de courte durée. Poste à pourvoir rapidement.

Faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 234 à C.K. - 15, rue Pétrarque 75116 Paris



Chantal Kenvyn

CHARGÉ DE MISSION

Dans le cadre de l'évolution de notre groupe, il aura à :

- Assurer le suivi des structures d'échanges entre notre siège et ses entités régionales,
- Faire évoluer ces structures d'échanges,
- Contribuer à l'évolution des liens juridiques entre notre siège et nos structures régionales,
- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'une politique d'information vers les structures régionales,
- Coordonner certains dossiers d'évolution de ces structures régionales.

Vous avez : • une formation supérieure (IEP, Economique...) • une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions relationnelles et de coordination • un esprit d'analyse et de synthèse • de très bonnes capacités rédactionnelles • de l'aisance relationnelle.

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence MISM.1 à : CEFORPE - 10, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

ceforpe marc forget et associés



La Caisse Régionale du Crédit Agricole de la Brie

LA BANQUE DE L'EST PARISIEN (1200 personnes), recrute

Crédit Agricole de la Brie

UN JURISTE

pour son service CONTENTIEUX

Directement rattaché à l'unité Recouvrement Créances, sa mission consistera, outre à traiter un portefeuille de créances, à assister le Responsable du Service sur certains dossiers spécifiques et à conseiller l'équipe de rédacteurs.

Vous avez 25-30 ans, une formation juridique (maîtrise minimum). Vous débutez ou avez une première expérience professionnelle. De bonnes connaissances en procédures civiles seraient un "plus" apprécié.

Nous souhaiterions rencontrer des personnes dynamiques et organisées, souhaitant mettre rapidement leur expertise au service de différents interlocuteurs.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser sous réf. CG/GRH au Service Gestion des Ressources Humaines - Recrutement - CRÉDIT AGRICOLE DE LA BRIE - BP 205 - 77101 MEAUX CEDEX



CHEF DE STUDIO



Nous sommes la 2ème agence de Publicité française, spécialisée en communication de recrutement et appartenons au groupe PACOM. Notre très fort développement, allié à une toute nouvelle implantation en informatique graphique (PAO et Photocomposition intégrée) nous conduit à créer un nouveau poste de Chef de Studio.

Placé sous l'autorité du Directeur général, il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de techniciens et travaillera en étroite collaboration avec notre direction artistique. A ce niveau de poste nous souhaitons rencontrer une personnalité âgée d'environ 30/35 ans, rodée aux techniques graphiques, à la fabrication, et ayant reçu une formation supérieure. Bien sûr, il aura prouvé auparavant sa capacité à manager une équipe et à défaut d'en être un praticien, portera un très vif intérêt à la PAO et ses développements.

Nous prévoyons une rémunération justifiée par l'importance des responsabilités. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo) à Michel GALLIEN Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cédex 01.

CONTESSE PUBLICITE

MENSIA

Cabinet de conseil implanté à Paris

RECRUTE des consultants à haut potentiel
pour poursuivre le fort développement de ses activités
« STRATÉGIE et TERRITOIRE » et « SYSTÈME D'INFORMATION »

STRATÉGIE et TERRITOIRE

Vous avez les qualités suivantes :

- Une sûreté et une rapidité de diagnostic ;
- Une forte rigueur intellectuelle allée à un sens critique aigüé ;
- Une culture économique et financière solide.

Nous vous proposons de participer à des missions d'audit de fonctionnement, de diagnostic stratégique et à la mise en œuvre des plans de mutation élaborés avec nos clients.

Si, en plus, vous aimez froter votre intelligence à celle d'autrui dans le cadre d'un travail en équipe, si vous manifestez une forte plasticité intellectuelle qui vous amène à préférer la méthode aux méthodologies, si votre assurance personnelle garantit la modestie indispensable à une « éthique de service », nous serions très heureux de vous associer rapidement au choix et à la mise en œuvre de notre stratégie au service de nos clients.

• Poste n° 1, CONSULTANT

Vous avez acquis une très bonne connaissance des organismes publics ou parapublics comme conseil au service des Collectivités territoriales et des services extérieurs de l'Etat ou, mieux encore, en sein de la fonction publique locale ou nationale.

Vous apporterez votre expérience à l'activité « Stratégie et Territoire » comme expert au sein d'équipes d'interventions complémentaires ou comme responsable opérationnel de missions :

- Evaluation de politiques publiques ;
- Modernisation des services extérieurs de l'Etat et d'établissements publics ;
- Conseil en stratégie pour les entreprises productrices de services collectifs.

Rémunération très attractive en fonction de l'expérience et du profil (JPC, HEC option management public, Sciences Po, double formation appréciée).

• Poste n° 2, CONSULTANT

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur ou universitaire (Doctorat), vous avez au moins 4 ans d'expérience au sein d'une Société de conseil.

Vous avez mené à bien des missions de diagnostic stratégique et de conduite d'opérations de changement (réorganisation, projet d'entreprise).

Vous intégrerez l'activité « Stratégie et Territoire » comme chef de mission.

Une spécialisation en management public ou une expérience professionnelle réussie dans le domaine de la production de services collectifs seront très appréciées et valorisées.

Rémunération annuelle : 320 000 F + +.

SYSTÈME D'INFORMATION

• Poste n° 3, CHEF de PROJET/CHEF de MISSION

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, BCP, ENSIMAG...), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans une société de service ou au sein de la Direction des études informatiques d'un grand groupe.

Vous avez :

- Une bonne culture technique (langages, architecture des bases de données, réseaux, génie logiciel...);
- Une expérience d'analyse fonctionnelle de systèmes importants et éventuellement de la conduite d'équipes préalables ou de schémas directeurs informatiques ;
- Une expérience de l'encadrement de projet de réalisation informatique ;
- Une certaine maîtrise des environnements gros systèmes.

Vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités dans des environnements diversifiés sans abandonner le « métier » technique qui vous passionne, alors venez nous aider à concevoir l'architecture des systèmes d'information que nous mettons en place chez nos clients.

Rémunération annuelle : 300 000 F + + en fonction du profil.

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE AVEC C.V. ET PHOTO A L'ATTENTION DE MONSIEUR NADAL SOUS LE N° 8431.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE
recherche :



ayant terminé une Licence ou une Maîtrise avec une orientation droit, gestion ou fiscalité, pour assurer à l'intérieur de la Direction Commerciale de sa succursale de Paris une double mission :

- la gestion administrative des dossiers clients,
- la prise en charge de sa revue de presse journalière.

Ce poste sédentaire aux multiples fonctions nécessite de la rigueur, une capacité d'analyse et de synthèse. L'ANGLAIS écrit est indispensable.

Si vous vous sentez concerné par ce poste évolutif, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 9701 à notre Conseil, qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 58, avenue de Suffren - 75015 PARIS

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Florian Mantione Institut



Société leader dans la fabrication et l'application de sols industriels, recherche dans le cadre de son développement, pour sa filiale de la région Ouest son

Président Directeur Général

300 - 500 KF

Votre mission : vous dirigez et gérez votre société ainsi que le développement commercial du secteur qui vous est confié. Vous négociez avec des interlocuteurs de haut niveau et vous savez également être présent sur le terrain.

Votre profil : âgé de 30/35 ans, de formation supérieure (Ingénieur en bâtiment ou équivalent) et/ou professionnel reconnu dans le secteur du bâtiment, vous avez réellement l'envergure d'un responsable d'entreprise et vous possédez nécessairement une expérience du terrain. Véritable commercial, vous êtes également un excellent meneur d'hommes.

Le poste est basé dans l'Ouest de la région parisienne si possible, ou bien dans une autre ville de la région Ouest.

Envoyer C.V. + photo sous réf. P839M, au FLORIAN MANTIONE INSTITUT, 10, rue de la République, 93, rue Étienne Marcel, 75001 Paris ou consulter la définition de fonctions sur MINITEL 3615 code SOTTEL ou téléphoner à Jean-Louis PAGES au 40.28.90.90.

AUX - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - REIMS - ROUEN - TOULOUSE



• 550 millions de Francs de CA, 500 personnes en France.
• Notre Groupe est le premier fabricant mondial de laine de roche.
• Notre unité de production en Auvergne est dotée d'un outillage technologique de pointe.

Parce que nous poursuivons notre expansion, nous recherchons pour notre site de production :

1. RESPONSABLE FORMATION

DESS gestion du personnel, IEP ou équivalent, débutant ou courte expérience. Vous assisterez le chef du personnel dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de notre plan de formation. Comme nous consacrons 8 % de notre masse salariale à la formation et que notre unité de production travaille à feu continu, vous êtes un homme avant tout fiable et rigoureux. Votre réussite sera un terrain propice à la culture de votre ambition.

Merci d'adresser rapidement votre CV et votre lettre de motivation sans omettre la réf. AF à Laurent HUET 111, rue du Château des Reniers - 75013 PARIS

ROCKWOOL L'ENTREPRISE DE TOUS LES DEFIS

Vendre le produit recrutement

Nous sommes un groupement de Cabinets Conseil en Recherche de Cadres, exerçant notre activité dans les domaines de l'Informatique, de l'Industrie, de la Banque et des Assurances.

Notre équipe est constituée de 4 consultants attachés à une déontologie précise et travaillant dans un climat très collégial. Nous recherchons un(e)

JEUNE COMMERCIAL(E)

A partir de contacts téléphoniques, en étroite relation avec l'équipe, vous prospecterez une clientèle très diversifiée de Grandes Entreprises. Vous développerez vos capacités commerciales auprès d'interlocuteurs privilégiés : Directeurs du Personnel, Responsables Informatiques et Commerciaux.

Vous aurez également à temps partiel une fonction d'assistance aux Consultants dans la gestion et le suivi de la recherche de Cadres.

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous possédez une bonne culture générale, le goût des contacts téléphoniques et de bonnes capacités d'initiative et d'organisation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. GIE.89 M à PLEIADE CONSULTANTS - 103, rue La Fayette - 75010 Paris.



CADRE JURIDIQUE L'EXPERIENCE AUDIOVISUELLE

Titulaire d'un 3^e cycle de droit des affaires ou équivalent, vous êtes spécialisé si possible en droit de l'audiovisuel. Votre expérience : 3 à 5 ans dans le service juridique d'une entreprise de communication, de production ou de gestion de droits audiovisuels ou dans un cabinet spécialisé.

Notre Direction Juridique vous propose de prendre en charge le suivi, les négociations et l'élaboration, en accord avec les opérationnels, des contrats de production et coproduction en fiction, documentaires, variétés, jeux, opérations commerciales et de droits dérivés. Vous intervenez également en conseil et assistance sur le droit des auteurs, le droit voisin, les conventions collectives de Réalisateurs, Auteurs, Interprètes.

Pour un 1^{er} contact, téléphonez ou (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) ou composez sur minitel le 3616 CYCOM ou adressez votre candidature à Emmanuel GRADOS - Direction des Relations Humaines - TF1 - 17, rue de l'Anihée - 75737 PARIS Cedex 15.



Consultants en recrutement

- Formation Sciences Humaines R64. 1169
- Formation Scientifique et Technique R64. 1170
- Formation Commerce et Gestion R64. 1171

Nous attendons de vous : • un goût et une aptitude pour la communication et la négociation auprès de dirigeants d'entreprises, • une capacité à gérer et développer, de façon autonome et responsable, votre activité (définition du besoin/recherche de candidats/intégration/ suivi technique et commercial). Vous nous apporterez : • votre expérience de quelques années en entreprise ou en Cabinet, • votre désir de vous impliquer et d'exprimer votre potentiel de réaction et de créativité.

Nous vous offrons : • un prolongement et un développement de votre expérience, • une place de choix dans notre équipe pluridisciplinaire, • des possibilités d'évolution, de développement personnel, rapides et concrètes.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre man., CV, prêt) sous référence choisie à Michel GIBELME, Directeur Général du CNP Consultants, 61 rue des Beaux-Feuilles, 75116 Paris, qui l'éludera rapidement en toute confidentialité.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE EN ÎLE DE FRANCE

filiale d'un important constructeur social et d'établissements bancaires et financiers connaissant un important développement sur son marché recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il aura en charge :

- l'évaluation des opportunités présentées par le service de recherche foncière,
- les études de marché,
- la direction de la force de vente,
- l'organisation des actions publicitaires et commerciales.

Ecrire sous référence 3828 M (indiquée sur l'enveloppe) à l'Agence PARISIENNE - 67 Rue Daubigny - 75017 PARIS - qui transmettra

Pierre DESCOTTES

ayant précédemment occupé des fonctions de Direction Générale au sein de filiales françaises de sociétés internationales allemandes et suisses, rejoint EQUIPES ET ENTREPRISES

Ce cabinet animé par François CORNEVIN, a pour vocation la recherche de Cadres supérieurs et de spécialistes, dans différents secteurs économiques.



EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis, rue Portalis 75008 PARIS - Tél. (1) 42.93.18.72 - Fax (1) 42.93.20.05

La Compagnie générale des Eaux

recrute pour sa direction juridique

1 JURISTE

spécialiste droit des affaires. Très bonne connaissance droit des sociétés. Expérience similaire confirmée 5 ans minimum.

Pour l'une de ses filiales à Paris :

1 JURISTE

Droit des sociétés. Expérience confirmée 3/4 ans.

Adresser C.V. manuscrit et références sous n° 8 441, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

ART ET CULTURE

RESPONSABLE DES EDITIONS

Il sera responsable du développement des collections dans le cadre d'une politique de prestige (livres d'art, textes classiques et modernes...). De grande culture générale, il communiquera avec des interlocuteurs variés et de haut niveau (auteurs, directeurs de collection...). Excellent gestionnaire, il manœuvrera son service (une dizaine de personnes et une imprimerie d'une cinquantaine d'agents) en veillant aux objectifs économiques de celui-ci.

Ce poste, basé à Paris, intéresse un diplômé d'études supérieures ayant une expérience de l'édition, motivé par une intégration dans une entreprise de 2000 personnes et dont le C.A. est de deux milliards de francs.

Merci d'adresser C.V. + lettre s/réf. 10001/M à Anne BASSE-DAJEGAN. Confidentialité assurée.

CEGOS - Département Recrutement 204, Rond point du Pont de Sèvres 92100 BOULOGNE Cedex



Un organisme travaillant pour des services publics locaux

recrute

UN(E) CHARGÉ(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

Une connaissance du milieu communal est indispensable, de même qu'une expérience dans l'un des 4 domaines ci-après : EAU, ÉLECTRICITÉ, TÉLÉVISION PAR CÂBLE, TÉLÉCOMMUNICATIONS

La formule de détachement est possible pour un fonctionnaire.

Le candidat retenu devra posséder d'excellentes qualités rédactionnelles, avoir l'esprit concret, le sens de l'organisation et le goût de la vente. Le poste est à pourvoir en province. Écrire, sous la référence A1, à FNCCR, 20, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e, qui transmettra.

Darjeeling change de plateau



Nouvelle adresse : 54, rue Beaumont 75003 Paris Téléphone 42.78.62.76

AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Français recherche pour sa Direction des Etudes

CHARGE D'ETUDES

pour participer aux opérations suivantes :

- développement et mise au point des nouveaux traitements d'information et d'analyse de données,
- évaluation et validation des méthodologies utilisées,
- participation aux opérations de traitement de l'information dans les domaines économique et médical.

Formation : Mathématiques appliquées avec solides notions informatiques (Maîtrise, DEA, ENSAE...).

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et références sous la référence 89/92 MO

à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO 22, avenue Gallée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

ENTREPRISE DE PRESSE

recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communications (presse écrite, audiovisuelle, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser c.v. + photo sous n° 8 436

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

مكتبة الأمل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES
D'ASSURANCE DU SECTEUR PRIVE

soucieux de la qualité de sa
communication commerciale,
serait heureux d'accueillir
un (e)

**RESPONSABLE DE
COMMUNICATION**

Abeille vie



Pour élaborer la stratégie de sa
communication commerciale
extérieure.

Vous possédez un BAC + 4 ou un
BAC + 3 dans le domaine de la
communication, vous maîtrisez et
pratiquiez l'anglais et vous faites
preuve de disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prétentions sous réf. RCV à
Mme IMBERT - Groupe Victoire -
52, rue de la Victoire
75009 PARIS.

CONTEXTE

Organisation nationale professionnelle
dans le secteur agro-alimentaire
CHERCHE POUR RÉGION PARISIENNE

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

profil ESC, EP... Débutant ou première expérience acceptée.
Anglais indispensable.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous n° 8443,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Etre demain, un partenaire financier reconnu

Sup de Co

ou équivalent

à fort tempérament commercial

Etre reconnu, par vos clients : commerçants, entreprises, comme l'homme qui
trouve des solutions pour soutenir le développement de leurs affaires.

Etre reconnu pour votre sens de l'analyse financière afin de proposer des produits
et services adaptés (crédits revolving, crédits d'équipement professionnel, crédit-
bail, location financière, affacturage...).

Etre reconnu, aussi, par votre entreprise, le Crédit Universel, comme un
commercial, de terrain, fonceur mais raisonné qui sait entretenir des relations
durables avec ses clients en tant que conseil avisé.

En bref, vous affirmez comme un partenaire financier, prouver votre
tempérament commercial, seront vos objectifs à très court terme.

Débutant ou avec une première expérience commerciale réussie, vous
atteindrez ces objectifs sur la base de notre formation très complète et surtout
avec votre puissance de travail. Après cette expérience très terrain, si vous êtes
mobile, vous aurez, évidemment, des opportunités de carrière dans notre groupe
et dans un métier en forte croissance : le financement des particuliers et
entreprises.

Le Crédit Universel en quelques chiffres :
Une implantation nationale :
Une équipe humaine :
La réussite financière :

• 6 directions de réseaux • 87 agences
• 1000 personnes
• 9,7 milliards de nouveaux concours distribués en 88 • + 21%

Merci de nous faire part de vos
motivations et de la Région où vous
souhaitez débuter votre carrière en
adressant votre candidature à :
Crédit Universel - DRH -
152, bd Haussmann - 75008 PARIS.
(1er entretien possible dès le 10 juillet).



**CREDIT
UNIVERSEL**



Euro Disneyland S.A.

Intégrer EURO DISNEYLAND, c'est participer activement à la création d'un projet européen
de grande envergure, avec une culture basée sur la formation, la promotion interne,
le développement des ressources humaines. Venez contribuer à cette réussite en étant

**RESPONSABLE
FORMATION**

DISNEY UNIVERSITY

Votre mission :

- développer et assurer le suivi des programmes d'accueil, de familiarisation de
l'entreprise, et ceci pour 10.000 personnes recrutées entre 89 et 92, année de
l'ouverture,
- créer les sessions de formation destinées à faire comprendre et pérenniser la notion de
service « Qualité » selon la tradition Disney,
- participer à la définition et mise en place des programmes de formation destinés aux
cadres, maîtrise et personnel administratif,
- coordonner ces missions avec les différents services des Ressources Humaines.

Pour cela, vous êtes diplômé(e) de préférence en gestion des Ressources Humaines, vous
avez d'excellentes aptitudes en communication écrite et orale tant en français qu'en
anglais, que vous avez prouvées au cours de vos expériences précédentes.

Merci d'envoyer votre Dossier, C.V. en français et en anglais, avec photo et prétentions sous
réf. 91845 à EURO DISNEYLAND, Service Recrutement, « Le Pécari »,
3 à 11, boulevard Georges Méliès 94350 VILLEST-EN-VALE.

© Disney

Performance et réussite en milieu hospitalier privé.

Prolonger notre démarche de coordination et de rationalisation des
achats pour nos adhérents (cliniques privées) auprès desquels nous
avons, par la qualité de nos relations, développé un climat de confiance
et valorisé notre image de compétence, c'est ce que nous proposons à un

jeune SUPeCO
développement et gestion

- Collaborateur immédiat du directeur, il vous sera délégué une
part active de la mission de notre société par :
- la négociation avec les fournisseurs et le suivi de leurs relations
avec nos adhérents
- l'innovation dans le service rendu aux cliniques
- l'ouverture de notre démarche à d'autres produits ainsi qu'à
d'autres secteurs.

De formation commerciale supérieure, ESC ou équivalent,
vous avez complété votre parcours par une première expé-
rience de la gestion. Les candidatures débutantes à fort potentiel
seront toutefois examinées. Créativité et qualités relationnelles
vous permettront de vous intégrer rapidement à notre équipe.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. BHM
au :

cog hébert conseil 231, rue Louis Blanc
76100 ROUEN

Important cabinet d'expertise comptable, d'audit
et de conseil de dimension nationale, intervenant
dans le secteur de l'économie sociale,

recherche pour ses bureaux de :

CONSULTANTS CONFIRMÉS

pour missions de conseil, diagnostic financier et stratégique,
HEC, ESSEC, Sup de Co, etc., 3 à 5 ans d'expérience

GRENOBLE :

RESPONSABLE DE MISSION

pour missions de commissariat et de conseil DECS complet
+ sciences Eco ou ESC souhaités, 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions au :

N° 8444 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

copra

COPRA poursuit son développement en immobilier
d'entreprise sur l'Île-de-France et recrute :

UN(E) « CHEF DE PROGRAMME »

Vous avez au minimum 2 à 3 ans d'expérience
comme Chef de Programme ou Commercialisateur dans
le secteur Immobilier d'Entreprise, et un diplôme
d'Etudes supérieures.

Vous souhaitez :

- Rejoindre une petite et jeune équipe au sein d'un grand pro-
fessionnel en forte expansion.
- Prendre en charge la réalisation complète de plusieurs pro-
grammes situés en Région parisienne sur le plan commercial,
technique, économique.

Vous adressez votre CV + photo + prétentions à Patricia THION
- COPRA 13-15, rue des Sablons, 75116 PARIS.

GROUPE DE MUTUELLES EN FORTÉ EXPANSION

recherche

**JEUNE CADRE
DE GESTION**

Il devra assister le directeur dans la gestion des ressources finan-
cières : comptabilité, bilan, tableau de bord, suivi des placements,
établissement et contrôle des budgets...

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation générale de
base (E.S.C. Finances-comptabilité, Sciences-Po, éco-fi...), une très
bonne connaissance de la comptabilité (D.E.C.S. ou équivalent), une
première expérience de quelques années avec utilisation des moyens
modernes de gestion, et possible dans le même domaine profes-
sionnel et une ouverture d'esprit à l'aspect social de l'activité mutualiste.

REMUNERATION ET AVANTAGES SOCIAUX INTERESSANTS

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite, photo récente et
prétentions au Département Recrutement du COMES,
11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET
réf. 2812

comes

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Société d'aménagement
en expansion située
dans une grande
ville de l'Ouest
recherche

**Monteur
d'opérations
d'aménagement**

HAUT NIVEAU

Dans le cadre de la restructuration et du réaménagement
de la ville, il devra conduire et gérer des opérations
d'aménagement complexes et importantes de centre ville,
faisant appel à des équipes pluridisciplinaires de réhabi-
litation d'urbanisme, d'architecture... etc.

Formation supérieure et expérience de montages
complexes en urbanisme et centre ville exigées.

Merci d'adresser sous réf. 58064, votre dossier de candida-
dature à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins,
75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

**VOUS ÊTES CADRE SUPÉRIEUR
AUTONOME - HOMME DE CONTACT**
(en recherche d'emploi)

DEVENEZ CONSULTANT

et

CRÉEZ VOTRE CABINET

en suivant une formation rémunérée de 4 mois organisée par Consultec et
l'E.S.G. avec des experts en communication, marketing, conseil, finances,
fiscalité... Début le 4 septembre 1989 à Paris.

Env. lettre de motivation + C.V. + photo à : E.S.G. Formation continue,
19, rue Erard, 75012 Paris. 43-43-34-00.

Important service de
Médecine du Travail
interentreprises
du bâtiment et TP du Nord-Est
(Aisne, Aube, Marne, Haute-Marne),
recherche

**2 MEDECINS
DU TRAVAIL**

PLEIN TEMPS

Rémunération motivante : 235.000 à 350.000 F

Avantages sociaux liés à la convention

Collective des I.A.C. du bâtiment et des T.P.

Envoyez lettre de motivation, CV et photo à :
GROUPEMENT D'ACTION SOCIALE du Bâtiment et TP du Nord-Est
1, rue Emile Cazier - 51100 REIMS - Tél. : 26.88.40.40

**ADJOINT
DIRECTION
MARKETING**

Télérama

TELERAMA, hebdomadaire en
diffusion croissante, filiale d'un
important groupe de presse,
recherche l'adjoint de la
Direction Marketing.

Sous sa responsabilité, vous
participerez à la conception et
à la réalisation des opérations
de recrutement de nouveaux
abonnés et de relances.
Vous assurerez le suivi du
budget de ces opérations.

De formation commerciale
supérieure (Bac+3, Bac+4),
vous avez acquis une
expérience (environ 2 ans) dans
les domaines du marketing
direct, presse, édition, V.P.C.
Vous avez en outre de réelles
qualités d'adaptation et de
rigueur.

Nous souhaitons vous
rencontrer. Adressez votre
candidature (lettre et CV), sous
la réf. 6205/LM à MEDIA P.A.,
47, rue de Bellevue - 95513
BOULOGNE BILLANCOURT cedex

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CONDUIRE L'IMPLANTATION

IMMOBILIERE

D'UN LEADER DE LA DISTRIBUTION

PARIS - LYON - STRASBOURG - METZ - CAMBRAI

Avec plus de 600 magasins et 50 centres commerciaux, Lidl règne aujourd'hui sur la distribution alimentaire Discount en RFA. Le Groupe s'implante aujourd'hui en France, avec des ambitions similaires et réalistes. Il bénéficie pour réussir ce tour de force d'importants moyens et d'un produit parfaitement maîtrisé.

Vous conduisez sur le terrain les acquisitions immobilières, en propriété ou en location, des futurs points de vente (entre 400 et 800 m²).

MANAGING

40, rue de Tril
67000 STRASBOURG
Tél. 38.34.12.00

Après étude d'implantation, vous déterminerez la bonne opportunité et négociez les contrats. Enfin, vous gerez le parc immobilier de votre région.

A l'aise parmi les notaires, promoteurs, administrateurs... vous avez développé au cours de quelques années d'expérience une bonne connaissance des pratiques immobilières. La trentaine, votre formation supérieure juridique (ou équivalente) vous sera utile. Rapidement disponible, au sens fort du terme, vous maîtrisez la langue de Goethe.

Pour le reste, nous vous initierons à notre culture de la distribution. Parlez-en à notre Conseil Anne Leick. Elle attend votre dossier, sous référence 4619 et vous donnera plus de détail sur simple appel. Informations Minitel : 3616 code Managing.

Notre établissement bancaire et financier s'inscrit activement dans les modifications et le renouvellement du monde bancaire.

Notre premier développement sera d'abord celui de l'ensemble du personnel. Si c'est aussi votre conviction, vous êtes le DRH que nous recherchons.

DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES

Membre du Comité de Direction, outre votre participation aux choix stratégiques de l'entreprise, vous aurez, assisté d'une équipe de plus de vingt personnes et d'un budget supérieur à 300 millions de francs la responsabilité complète des Ressources Humaines d'un établissement de 1 500 personnes.

En-dehors de la gestion et de l'animation nous recherchons un véritable professionnel qui soit une personne d'écoute et de négociation, de rigueur et d'imagination.

Agé d'une quarantaine d'années, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez un parcours en entreprise industrielle ou de services qui vous permettra d'être immédiatement opérationnel.

Poste basé dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2004 C/M ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

DEBUT PROFESSIONNEL PROMETTEUR

DANS LES RESSOURCES HUMAINES

Faisant partie d'un groupe de réputation internationale, notre établissement (450 personnes) situé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris, est en pleine expansion dans son domaine technologique de pointe : nombreux marchés, nombreux projets, nombreux recrutements... Accompagnant cette croissance, notre équipe "Personnel" souhaite offrir à un jeune cadre débutant la possibilité de s'épanouir dans une fonction prenante et qualitative intégrant

RECRUTEMENT ET FORMATION

Dans notre environnement d'ingénieurs et de commerciaux, vous assurerez, sous la responsabilité de notre jeune chef du personnel et pour une partie significative de notre établissement, l'ensemble des missions "recrutement" (définition des profils - annonces - logistique - entretiens - participation au choix final d'intégration...) et "formation" (diagnostic des besoins courants et moyen terme - plan formation - budgets - suivi des réalisations...) avec également d'autres missions (gestion de rémunérations...). Intervenant parallèlement "Ressources Humaines", votre "collègue" (au parcours réussi...) facilitera aussi votre intégration au sein de notre société et du service.

Jeune diplômé d'études supérieures, votre goût pour ces activités, votre implication, votre disponibilité sont réels, et vous êtes intéressé par ce poste aux aspects multiples. Alors adressez dès aujourd'hui votre dossier complet à notre conseil Joël HAXAIRE sous la référence MRF/AM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Développer
une nouvelle filiale
implantée dans le NORD
et spécialisée dans les
TRAVAUX ROUTIERS...
...Tel sera le challenge
pour

**UN CHEF
DE CENTRE**
Dynamique et efficace
Formation ingénieur TP
- 40 ans environ -

Notre Groupe - C.A. : plus d'un milliard de Francs et 2.600 personnes - est diversifié dans le milieu des Travaux Publics.

Le CHEF de CENTRE, basé à Lille, dépendra directement du Directeur Général et sera responsable de l'Agence Nord et Littoral. Ses qualités seront avant tout :

- un sens du contact commercial à haut niveau
- une technicité éprouvée de chantier de TP
- un gestionnaire incontesté

Meneur d'hommes, ce poste présente un aspect relations humaines important ; ce qui facilitera la réalisation des objectifs fixés par la Direction Générale et permettra d'instaurer un style de management compatible avec une ambiance harmonieuse du centre de travail.

La rémunération est attrayante. Une voiture de fonction est prévue.

Si vous vous reconnaissez dans cette description, exprimez votre intérêt pour ce poste dans une lettre manuscrite accompagnée d'un CV, d'une photo et de vos prétentions, en adressant votre dossier sous la réf. 77883 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra - Discretion totale assurée.

GRENOBLE

Grand groupe industriel largement implanté en France et à l'étranger, nous sommes placés au tout premier plan de la compétition internationale. Très présents sur nos marchés, nous progressons également grâce à une diversification réussie de nos activités et à une politique active d'investissement technologique. Aujourd'hui, nous créons pour l'une de nos divisions un poste de haut niveau.

De formation ESC, Gestion ou équivalent, à 30-35 ans environ, vous avez une solide expérience de la fonction Achat en secteur industriel et de bonnes connaissances en gestion.

En étroite relation avec le Directeur Général et à la tête d'une petite équipe, vous exercerez vos talents sur 2 axes complémentaires : le contrôle de gestion de la Division et l'achat des matières premières qui représente un important budget.

A vous de mettre en avant toutes vos qualités professionnelles : bonne appréhension des données (qu'elles soient d'ordre financier ou technique), savoir-faire relationnel, sens de la négociation, pouvoir de persuasion pour réussir dans cette mission clé.

Bien entendu, vous avez une excellente maîtrise de l'anglais pour évoluer dans ce contexte très international.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable), sous la référence 6203/LM, à

C.V. - 47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE CDEX, qui transmettra.



Leader des réseaux câblés, notre Groupe a connu depuis sa création, en 1981, une progression exceptionnelle en développant son savoir-faire dans les domaines de la TELEMATIQUE, MONETIQUE, VISIONNIQUE, MEDICAL, ...

PRENDRE LA RESPONSABILITE MARKETING D'UNE LIGNE DE PRODUITS

C'est la mission que nous proposons à un diplômé d'une école de commerce ou équivalent ayant acquis une expérience significative dans le domaine du marketing ou de la vente.

- Au sein de la Direction Marketing, vous aurez à suivre l'évolution d'une gamme de produits.
- Vous analyserez les marchés, gèrerez et optimiserez le Marketing Mix et assurerez le bon lancement des produits.
- Vous aurez un rôle de conseil en terme d'axes de communication et d'outils de promotion.
- Vous serez le lien entre les services Recherche et Développement et les équipes commerciales.

Ce poste basé près de Soissons nécessite des déplacements sur Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous Réf. DS/AS, à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS
PAU - SOPHIA-ANTIPOLIS - TOULOUSE



ROBERT & PUBLICS

Filiat, relations publiques, du groupe de multi-Communication International Robert & Partners.

■ Nos clients: des entreprises, des collectivités, des salons professionnels, des ministères...

■ Notre approche: la création d'événements... dont on parle.

■ Notre souci: la rigueur du suivi.

Pour accompagner son développement dans un grand Groupe International, nous recherchons:

UN RESPONSABLE DE PROJET

Dans le cadre d'une équipe à taille humaine, sur un domaine d'intervention "hors média" et sur plusieurs budgets, vos missions seront multiples et diverses.

● Définir avec le client une stratégie de communication ad hoc.

● Concevoir les opérations: expositions, colloques, événements-spectacles, festivals, concours, etc...

● Suivre sur le terrain la mise en place des opérations.

● Faire passer le message auprès des cibles-échos: journalistes, décideurs, relais d'opinion.

Si la créativité appliquée vous passionne, si vous avez à la fois le sens de la fête et de l'organisation-terrain, si vous avez un profil de type Bac + 5, HEC - ESSEC, Sciences Po... + 2 ou 3 ans d'expérience acquise en Agence ou chez l'Annoncesur, alors adressez lettre, C.V. et photo (en précisant la référence 323), à notre Conseil Sophie Guénat-MEDIATEAM 15/17, rue de Vanves - 92100 BOULOGNE.

**NOS PROJETS
SERONT LES VOTRES**

MEDIATEAM

Agence Conseil en Communication Institutionnelle et Financière,
filiale d'un grand groupe de communication français
recherche

CHARGÉ DE BUDGET EN RELATIONS PRESSE/ RELATIONS INVESTISSEURS H/F

Agé de 30-35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans comme journaliste économique ou financier, analyste financier ou encore comme responsable de budget relations presse en agence ou chez l'annonceur.

Soucieux de donner une nouvelle dimension à votre carrière, au sein d'une agence en constante évolution, vous souhaitez donner libre cours à votre créativité, à votre sens de l'organisation et

des contacts, à votre dynamisme, à votre esprit d'équipe ainsi qu'à votre sens de l'initiative.

Des qualités rédactionnelles seront un atout majeur.

La rémunération, très motivante, sera fonction du profil du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 07/100 à N. MACHADO - 59, boulevard Péreire - 75017 Paris.

كتاب النحل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ce groupe français, 6-milliards de C.A. dont 50% réalisés à l'export et par les filiales étrangères, leader européen ou mondial dans chacune de ses branches d'activité, recherche dans le cadre de sa politique de centralisation des décisions financières stratégiques, son

TRESORIER ADJOINT INTERNATIONAL

Optimiser et organiser la gestion de la Trésorerie Internationale, tel est l'objectif poursuivi par le Directeur des Services Financiers en créant ce poste. Votre rôle sera donc de gérer la trésorerie internationale du Groupe, de suivre la gestion de trésorerie des sociétés étrangères et de participer aux opérations de taux. Votre but est de réduire les risques financiers et permettre l'optimisation des choix. Vous disposez d'outils micro performants.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 2 à 3 ans comme Trésorier ou Opérateur Devises, vous maîtrisez les marchés des changes, les NIF, les outils de gestion de taux et bien sûr vous parlez Anglais.

Vous trouverez dans ce poste l'opportunité d'élargir vos qualités de négociateur et d'organisateur.

Pour plus d'informations, tapez 3616 JOB PLUS, code annonceur 11X, réf. 20719, et adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 20719 à notre conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT
2, place André Malraux 75001 PARIS

Une grande entreprise internationale (CA France 1988 > 5 Mds F) leader sur son marché, recherche un

Juriste d'Affaires

A fort potentiel

Paris

300 KF+

En position d'adjoint du Directeur Juridique et en prise directe avec les opérationnels, vous aurez pour mission de suivre l'activité juridique de la société et de ses filiales avec la perspective d'animer une équipe de collaborateurs. Intervenant en Droit Commercial sur les contrats clients et fournisseurs, les accords de partenariat et joint-ventures négociés et conclus par les entités du Groupe, vous pourrez traiter également des questions de Droit des Sociétés, Droit Social (conseil et contentieux), Droit Immobilier, etc.

A 35 ans environ, doté d'une solide formation juridique complétée éventuellement par Sciences Po ou un diplôme anglo-saxon, et nanti d'une expérience juridique réussie d'au moins 7 ans, vous souhaitez développer vos compétences techniques et vos qualités de contact dans un environnement professionnel de tout premier plan. Anglais indispensable.

Contactez Frédéric Foucard au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° tél + photo + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FTL422MO.

FP
Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

MULTINATIONALE JAPONAISE
Leader mondial sur son marché
offre poste évolutif à

CONTRÔLEUR DE GESTION

Le candidat, de formation supérieure (Sup de Co ou équivalent) débutant ou ayant première expérience, devra s'intégrer à une équipe performante.

Dans le cadre de la mise en place d'un système de contrôle de gestion, il sera amené à intervenir tant au niveau industriel que des services du Siège.

L'anglais est indispensable, la connaissance de la micro-informatique serait très appréciée.

Si cette opportunité vous motive, envoyez lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV, sous Réf. 8599, à :

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Une importante Banque Régionale
recherche en région Centre Est ses

Exploitants Seniors

Rattachés aux Directeurs d'Agence, ils auront pour responsabilité la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises.

De formation Bac + 2 minimum, âgé de 25/30 ans, vous avez une première expérience dans le domaine bancaire comme Exploitant Entreprises, expérience pendant laquelle vous avez fait preuve de réelles qualités de gestionnaire et de développeur.

Pour ces missions qui vous permettent de réinvestir et d'accéder à terme à des fonctions élargies au sein de la Banque,

contactez Philippe Béraud au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf. PR202MO.

FP
Michael Page Rhône-Alpes
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

COMDISCO

Leader mondial dans le secteur du brokering et du leasing de matériel informatique, notre forte croissance en Europe nous conduit à rechercher pour notre quartier général européen un

Contrôleur de Gestion

Neuilly

230 KF+

Rattaché au Contrôleur Europe, il devra à la tête d'une équipe d'environ 6 personnes suivre et analyser sur un plan européen l'activité brokering et leasing.

Il supervisera par ailleurs la facturation centralisée sur la France. Le poste très autonome requiert une forte capacité d'initiative ainsi qu'un très bon niveau d'anglais. Agé de 26/32 ans, vous êtes de formation supérieure et vous avez acquis 2 à 4 ans d'expérience dans les services financiers d'une entreprise de préférence anglo-saxonne.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. JCA1989MO.

FP
Michael Page Finance
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

CLESTRA

UNE EQUIPE EUROPEENNE EN PLEIN DEVELOPPEMENT

Nous concevons, vendons, fabriquons (en juste à temps) et mettons en œuvre sur chantiers des solutions modulaires de cloisons amovibles et de plafonds intégrés destinés à équiper les locaux de bureaux et les locaux à atmosphère contrôlée. Nous sommes présents dans 10 pays européens, et, depuis peu, aux U.S.A. et en Corée du Sud par l'acquisition de deux entreprises industrielles et commerciales de notre secteur d'activité.

Nous sommes une filiale du groupe Financière Strafor (4,1 Mds FRF de C.A., 8 200 personnes) 1250 personnes participent aujourd'hui à notre déploiement international. Nous réalisons un C.A. consolidé de 760 millions de FRF dont 75 % hors France. Notre entreprise se développe depuis sa création en 1961, sur une base européenne et multiculturelle, élargie aujourd'hui au monde entier. Nos produits et services sont devenus dans notre métier une référence internationale de qualité, de fiabilité et de performance.

Le rapide développement de nos activités nous amène à renforcer notre direction financière par deux créations de postes :

Contrôleur de gestion international Strasbourg

Vous assurerez la coordination du contrôle de gestion et du contrôle budgétaire de l'ensemble des filiales et unités de vente et travaux qui constituent notre groupe. Vous contribuerez à élaborer le business plan de nos filiales récemment acquises et à en suivre la réalisation. (réf. CGIS)

Ces deux postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur, pratiquant l'anglais, et capables d'évoluer rapidement dans un environnement international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la référence choisie, à notre conseil CAPFOR - 8, rue des Francs-Bourgeois - 67000 STRASBOURG.

Informations Minitel : 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Contrôleur de gestion Paris

Vous serez chargé, pour le compte du directeur de notre division France à Montrouge, d'assurer le contrôle de gestion et le contrôle budgétaire de l'ensemble de nos cinq unités de vente et travaux en France. Vous assurerez en outre le reporting avec notre siège à Strasbourg. (réf. CGP)

BANQUE INTERNATIONALE - PARIS
recherche

d i r e c t e u r

SALLES DES CHANGES

A 30-35 ans, vous avez une solide expérience de 6 ans minimum.

Vous connaissez les nouveaux produits financiers et vous avez le sens commercial et la pratique de l'anglais.

Ce nouveau challenge vous intéresse ! Adressez votre dossier, sous référence 6206, à

MEDIA 47, rue de Bellevue - 92115 BOULOGNE CNDL

SUD-OUEST

LAISSER SON EMPREINTE...

... Dans un important groupe de dimension européenne au volume de chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de F. Au-delà des aspects traditionnels : établissement et suivi des moyens budgétaires, analyse des résultats et des écarts, cohérence et respect des procédures, propositions... qui définissent le

Contrôle de Gestion

nous vous demanderons, auprès de l'équipe de direction du groupe, de CONCEVOIR, DEVELOPPER, METTRE EN PLACE, un système "Reporting" Groupe avec un souci de communication, de crédibilisation et de décentralisation.

Diplômé (HEC, ESSEC, ESC...), votre expérience antérieure d'au moins 4 ans en Audit ou en Adjoint Contrôleur de Gestion, votre savoir-faire, votre qualité de contact, votre logique alliée à la simplicité seront des atouts importants pour notre Directeur Financier qui attend beaucoup de vous.

Merci d'adresser à notre Conseil, Joël HAXAIRE, votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération) sous la référence Z/CG/LM.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Organiser notre
informatique comptable
Paris

Cet important groupe bancaire, à vocation régionale, crée au sein de sa Direction Financière, le poste d'adjoint du Responsable du Département Comptable.

Vous serez chargé d'organiser et de transférer nos systèmes de gestion comptable sur le progiciel de comptabilité NSA.

Pour cela, il vous faudra :

- Définir l'architecture des systèmes comptables dans le cadre des réglementations et avec le souci de la fiabilité des informations,
- Concevoir et mettre en œuvre des outils de gestion statistiques et analytiques accessibles à l'ensemble des utilisateurs,
- Animer et former une équipe de 5 personnes chargées de

traiter la comptabilité de cet organisme et d'assurer la pérennité des systèmes.

Assister le Responsable du Département dans le reporting comptable et réglementaire.

30 ans environ, école de gestion, DECS ou équivalent, vous avez acquis une première expérience de l'organisation et de la mise en place de progiciels de gestion dans un groupe industriel ou bancaire. Poste évolutif vers d'autres fonctions de gestionnaire.

P. de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre dossier sous réf. 314, à :

ELITE Conseil 15 rue Maison-Dieu, 75014 Paris.

Rhône-Alpes
Responsable
administratif et financier.

Au cœur d'une région particulièrement dynamique, notre "organisme" (200 personnes - 140 MF) a su se créer une forte notoriété dans le développement d'infrastructures et de services aux entreprises. Décidés à jouer la carte européenne, nous cherchons aujourd'hui à renforcer notre potentiel de compétences en intégrant notre Responsable administratif et financier.

Doté de larges responsabilités, vous superviserez le fonctionnement des services comptable, financier, informatique, ainsi que la politique des ressources humaines. Vous prendrez personnellement en charge tout particulièrement le contrôle de gestion et le montage financier et budgétaire de nos grands projets.

De formation financière supérieure, vous avez une expérience réussie de "contrôler" ou d'audit en cabinet anglo-saxon. Sept ans d'expérience minimum vous auront permis d'harmoniser rigueur professionnelle et aisance relationnelle. D'origine anglo-saxonne, de préférence, vous maîtrisez parfaitement la langue française et avez, si possible, de solides connaissances de la comptabilité française.

Merci de nous convaincre de votre motivation en envoyant votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à notre Conseil, Dominique de Vameuil, sous réf. 836 AM. ADMA, 75 bis, rue de Sèze, 69006 Lyon.

PARIS - LYON - GRENOBLE - BORDEAUX

ADMA



United Parcel Service

Nous sommes le N°1 mondial du transport Express de petits colis et documents : 220.000 personnes, 94.000 véhicules, 350 avions, 11 millions d'objets transportés par jour, 11 milliards de \$ de CA. Dans le cadre de notre récente implantation en France et pour faire face à notre très rapide expansion, nous créons le poste de

JEUNE RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE
FRANCE

En étroite collaboration avec la Direction Générale, vous animerez l'équipe comptable (4 personnes) et vous garantirez la réalisation de l'ensemble des opérations de comptabilité et de reporting financier.

Nous vous offrons le soutien et la structure d'un groupe en pleine évolution, un environnement jeune et professionnel, un salaire très motivant et un haut niveau de responsabilité.

Vous avez environ 24-28 ans, une formation supérieure (Sup. de CO, MSTCF, DECS...), une expérience courte mais très opérationnelle de la fonction (la comptabilité anglo-saxonne est un plus) et une bonne pratique de l'Anglais.

Pour être candidat à ce poste basé à Orly, vous pouvez adresser lettre, CV (si possible avec version anglaise) et photo à :

Patrice ANDRE, UPS/TTA Express - Zone de fret sud - Bâtiment 351 - B.P. 809 - 94548 ORLY Cédex



Jeune Cadre

AU SEIN DE LA DIRECTION DU PLAN ET DE LA STRATEGIE

Vous participerez :

- à la tenue d'un système d'information et d'analyse sur les actifs, les métiers, les résultats et la concurrence,
- à la tenue du secrétariat des Comités dont est chargée la Direction du Plan et de la Stratégie.

Vous serez chargé d'études de rentabilité et élaborerez des prévisions et des simulations à moyen terme.

Vous avez une formation du type Grande Ecole

de Gestion et une première expérience de 3 à 5 ans environ, soit dans l'audit ou le conseil, soit dans un service d'opérations financières, de prévision ou de contrôle de gestion. Vous maîtrisez l'anglais et le maniement d'un micro-ordinateur vous est familier.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo, en précisant la référence CJCH, à la COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ Direction du Personnel et de l'Administration Générale - 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

GROUPE
PELÈGE
LE GROUPE PELÈGE

recherche pour sa filiale Immobilière internationale

UN RESPONSABLE COMPTABILITE FINANCE GESTION

Le candidat devra réunir les compétences suivantes :

- comptabilité générale et analytique,
- comptabilité en devises,
- fiscalité nationale et internationale (conventions internationales...),
- financement d'opérations en FF et en devises (Coface...).

En outre, le candidat devra avoir une bonne pratique du montage d'opérations à l'étranger, si possible dans le domaine immobilier. La connaissance de l'anglais est indispensable et la pratique de l'outil informatique est vivement souhaitée.

Une rémunération motivante sera fixée en fonction du profil.

Merci de bien vouloir adresser C.V., photo et prétentions à :

M. Yves-Paul Bouchetard, groupe Pelège
15, rue du Rocher, 75008 Paris.Les chiffres : un moyen
La gestion : une finDIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Provence

Notre Groupe (500 personnes, 500 MF) fortement diversifié : promotion immobilière, capital risque, agro-alimentaire, textile, papier... recherche pour sa nouvelle filiale d'Avignon (110 MF, 90 personnes) qui fabrique des papiers haut de gamme, son Directeur Administratif et Financier.

Rattaché au Directeur Général du Groupe, vous assurez, avec l'appui de deux Comptables et d'un Contrôleur de Gestion, la comptabilité générale (bilan compris) et analytique, la trésorerie et l'ensemble des tâches administratives : personnel, juridiques, fiscales... liées à la fonction. Votre objectif est d'amener l'entreprise au niveau de performance du Groupe.

Ce poste s'adresse à un gestionnaire de 30 - 35 ans, diplômé d'une Sup de Co option gestion-finances dont l'expérience acquise dans une entreprise industrielle fabriquant si possible des produits en grande série a permis de prouver son intelligence des chiffres, son esprit de décision et son sens du dialogue.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 213229 A à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servant - 69431 LYON CEDEX 03PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANEMARK DEUTSCHLAND ESPAGNE ITALIE NEZERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

EGOR

Nous sommes un groupe multinational
Nous recherchons pour notre siège européen
basé à Paris-La Défense

un analyste financier

En liaison avec les filiales européennes ou le groupe aux USA, vous aurez la responsabilité :

- de préparer les dossiers d'acquisition de sociétés et d'investissement (11 usines en Europe);
- d'analyser les bilans des filiales et en particulier l'endettement et les dividendes;
- vous serez l'interface pour toutes les questions bancaires et de trésorerie.

Vous êtes diplômé(e) d'études supérieures bilingue anglais/français. Vous avez 3 à 4 ans d'expérience professionnelle en finance et une bonne habitude de la micro-informatique.

Votre professionnalisme et votre rigueur vous permettront d'évoluer rapidement dans notre groupe, numéro 1 dans son secteur d'activité.

Merci d'envoyer lettre + CV sous réf. 57714 à Média-System, 4/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

PARTENAIRE DE LA
COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE

Filiale d'une prestigieuse institution mondialement connue, localisée à NANCY, nous sommes appelés à devenir le premier centre de la formation scientifique et technique européenne. De création récente, nous constituons nos équipes et recherchons aujourd'hui un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Il s'agit véritablement de créer la fonction et son environnement : mise en place du système comptable et du contrôle de gestion, tenue du budget et prévisions, trésorerie, relations avec les banques... C'est une personnalité ouverte, diplômée et expérimentée que nous attendons : Sup de Co + DECS, ayant mis en place un contrôle de gestion selon les normes anglo-saxonnes... un cursus idéal !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à notre Conseil sous référence 741 M.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.SODERHU
MARKETING VENTE1er réseau mondial d'agences de voyages, avec
786 agences implantées dans 35 pays développant
un volume d'activité de 11,5 Milliards de francs,
recherche pour son service d'audit interne

Auditeur Confirmé

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion et possédant un DECS, vous avez une expérience de deux années d'audit interne ou externe qui vous permettront :

- d'assurer des missions principalement à l'étranger recouvrant des audits comptables et de contrôles internes,
- d'assumer un rôle de conseil auprès des unités auditées,
- de participer à l'élaboration et à la mise en place de procédures, dans le cadre des nouveaux systèmes de réservation européens.

Vous maîtrisez au minimum 2 langues étrangères et vous êtes disponible pour de fréquents déplacements de 2 à 3 semaines.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite sous réf. MO-07 à : WAGONS-LITS, Direction du Personnel et de la Communication, 14 rue d'Athènes, 75008 PARIS.

WAGONS
LITSBLOIS
UNE EQUIPE QUI GAGNE :

Filiale d'un grand groupe de communication, notre Imprimerie (500 personnes), l'une des plus modernes d'Europe, recherche :

RESPONSABLE
COMPTABILITE GENERALE

De formation, minimum DECS, vous avez une solide expérience dans un poste similaire.

Vous maîtrisez l'outil informatique, vous connaissez la Comptabilité Anglo-Saxonne. L'anglais courant est indispensable.

Vous serez chargé(e) d'animer une équipe qui assure le suivi de la comptabilité, de la trésorerie, la gestion des immobilisations, etc... jusqu'au bilan.

Rémunération et Politique Sociale très attractives.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo et prétentions) sous réf. 06081 C à notre Conseil Sylvie LE MERCIER.

Description succincte.

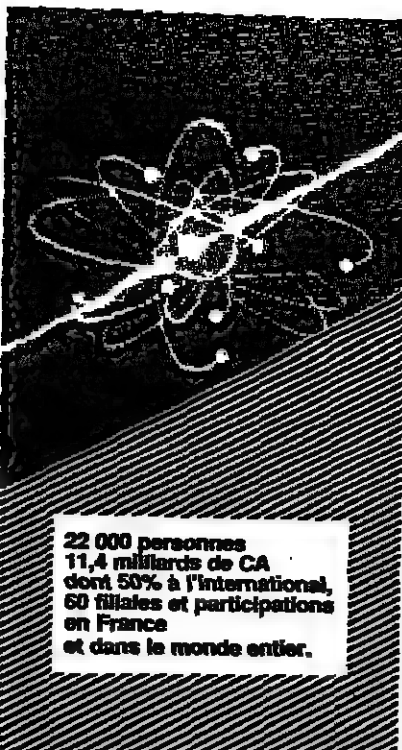
13, quai de la Saussaye
B.P. 193 - 41006 BLOIS CEDEX

NORT - MONTAUBAN - BLOIS

مكتبة النجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



22 000 personnes
11,4 milliards de CA
dont 50% à l'international,
60 filiales et participations
en France
et dans le monde entier.

HEC, ESSEC, ESCP, INGENIEURS GRANDES ECOLES + INSEAD, ISA, MBA

Contrôleurs de gestion à Grenoble, Lyon, Marseille, Paris ...

Merlin Gerin, Groupe international, présent sur tout le territoire français fonde l'efficacité de sa gestion sur le professionnalisme de ses contrôleurs.

Compétents en finance et gestion, leur mission s'articule autour de 3 axes :

- assister les responsables opérationnels dans la fixation des objectifs (plan, budget notamment), l'établissement des plans d'actions, l'examen des performances réalisées,
- participer au développement de la qualité des outils et méthodes de gestion dans le cadre de la politique du groupe,
- assurer le contrôle de gestion dans les différents domaines (gestion de production, suivi de projets techniques, suivi de l'activité commerciale).

Contrôleurs confirmés

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion dans un groupe international, si possible avec une expérience industrielle (gestion de production...).

Vos responsabilités s'exerceront au sein de centres de profit importants (500 à 1000 MF de CA)

réf 1FMOND 185

Jeunes contrôleurs

Débutants ou avec une première expérience, vos responsabilités s'exerceront au sein de filiales françaises ou de départements opérationnels ou encore auprès de la direction centrale du contrôle de gestion.

réf 1 FMOND 186

Votre parcours professionnel vous permettra d'évoluer au sein du Groupe (France et international).

Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante, au service Recrutement des Ingénieurs et Cadres- Merlin Gerin- 38050 Grenoble cedex

GROUPES SCHNEIDER

la maîtrise de l'énergie électrique



Contrôleur de gestion débutant

INSEAD, ESTP + 3ème cycle, ESC, ISG...
Voulez-vous évoluer avec nous ?

Vous avez un fort potentiel.
CBC aussi ! CBC, c'est le bâtiment et l'immobilier d'aujourd'hui. Entreprise jeune (7 ans), fortement informatisée, CBC, c'est 5,5 Mds de CA en 89, 3800 personnes et une croissance soutenue.

Vous avez des ambitions élevées.
CBC aussi ! CBC a décidé d'investir dans une formation de haut niveau. Pendant 1 an, le contrôleur de gestion du groupe vous pilotera en vous confiant des missions précises au sein de nos filiales.

Vous souhaitez évoluer après avoir fait vos preuves.
Familiarisé à l'esprit du groupe et à ses méthodes, vous rejoindrez une filiale.

Au sein de son équipe contrôle de gestion, vous prendrez des responsabilités qui vous permettront ensuite d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier avec photo, sous réf. 322M, à J.B. Valadon, Direction des Relations Humaines, 29/31 rue de l'Abreuvoir, 92100 Boulogne. Tél. 49.09.67.70.



NOTRE PREMIÈRE RICHESSE.

CONTROLLER

EVOLUER AU SEIN D'UN GRAND GROUPE

Nous sommes la filiale d'un très grand groupe industriel français, leader mondial dans son domaine d'activités, et implantée dans le Nord de la France. Notre groupe est réputé pour la qualité et pour la rigueur de sa gestion.

Le Controller que nous recherchons est rattaché au Directeur Général et supervise une équipe de 11 personnes. Il est responsable de l'ensemble des questionnaires administratifs, comptables et juridiques de la société, participe à la définition et à la mise en place de l'organisation, et veille à l'application et au respect des normes et des procédures du Groupe.

A 30 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, ESC, Maîtrise de Gestion) avec une spécialisation comptable et financière. Votre expérience au sein d'une Entreprise industrielle, de préférence internationale, vous a permis de bien connaître les normes anglo-saxonnes. Vous parlez l'anglais et maîtrisez l'informatique en tant qu'utilisateur.

Vous souhaitez intégrer un Groupe où la fonction de Controller est prépondérante et où vous pourrez évoluer. C'est ce que nous vous proposons.

Pour ce poste, basé en région, merci d'adresser votre candidature et votre niveau de rémunération actuel sous référence 501.01 à notre Conseil Marc Sibold qui vous assure de sa totale discrétion.

COFROR - 20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE

Cofror



Gérer, créer, conseiller...

à suivre...

Avec plus de deux milliards de dollars de CA au plan mondial, une croissance plus rapide qu'aucune autre entreprise, nous avons bâti une solide réputation dans le domaine de la micro-informatique professionnelle.

Pour accompagner notre développement, nous créons le poste de

GESTIONNAIRE DES PROGRAMMES PROMOTIONNELS SALESPAQ

Intégré à notre équipe Marketing, vous participerez activement à l'optimisation de nos actions novatrices en matière de promotion SALESPAQ et assurerez l'interface entre nos revendeurs et nos services internes :

- vous gèrerez une partie des programmes promotionnels destinés à notre réseau de distribution.
- vous créerez et développerez des outils de gestion en liaison avec nos départements financiers et informatiques, diffuserez les budgets et contrôlerez les allocations.

De formation gestion ou finance (bac + 5), vous avez déjà acquis une expérience en milieu HIGH-TECH d'au moins 2 ans. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser vos qualités relationnelles dans une fonction directement liée au Marketing.

De bonnes connaissances en anglais sont souhaitables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération actuelle) sous référence PMS à Renaud FORTIN Direction des Ressources Humaines COMPAQ - 5, avenue de Norvège - 91953 LES ULIS Cédex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ HIGH-TECH (500 MF)
située en banlieue ouest de Paris, recherche

CHEF COMPTABLE

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge :

- l'ensemble de la comptabilité générale,
- l'établissement des déclarations sociales et fiscales,
- le reporting mensuel (anglo-saxon),
- l'élaboration des budgets,
- le suivi de la trésorerie,
- la conduite de projets de gestion (procédures et mises en place),
- l'animation d'une équipe de 5 personnes.

Le candidat, disponible dès septembre, âgé de 30/35 ans, de formation DECS, justifie d'une expérience similaire d'au moins 5 ans dans un environnement très informatisé.

La pratique de l'anglais sera un atout appréciable.

Manager à fort potentiel, sa grande adaptabilité, son sens de l'écoute et sa rigueur intellectuelle sont les principales qualités requises pour réussir au sein de cette entreprise jeune et performante.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil Bruno T.L.M.A sous référence MVL.

SECOR - Ressources Humaines
113, avenue Victor Hugo - BP 79
92705 Neuilly-Malmaison Cedex.



COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE
DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche

AUDITEUR CONSULTANT

Au sein de la Branche Groupe, il aura pour mission de contrôler l'activité assurance de grandes institutions financières.

Ses analyses tant organisationnelles que financières lui permettront de tenir pleinement un rôle de conseil auprès de la Direction Générale de ces clients partenaires.

Pour ce poste qui conjugue rigueur et sens du contact nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion) ayant une première expérience de l'audit, si possible dans le domaine banque-assurance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.622 à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Aujourd'hui, responsable administratif et financier

Demain, directeur financier

Nous sommes une SSI spécialisée dans la vente de produits et de prestations en informatique graphique.

Notre développement très rapide (création de nouvelles filiales, élargissement de notre champ d'activité...) nous amène à recruter un responsable administratif et financier.

Pour l'ensemble de notre groupe (6 sociétés situées en Europe), vous piloterez en direct la gestion et superviserez notre service comptable et l'administration du personnel.

De formation supérieure (sup. de ca), vous avez, après 5 ans d'expérience dans un service financier, une très bonne pratique du contrôle de gestion et souhaitez évoluer rapidement vers un poste de directeur financier.

Si ce challenge vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. A2464 à HCA, 1 place du Palais Royal, 75001 Paris qui transmettra.

Cabinet EXPERTISE COMPTABLE
dominante analyses économiques, conseils et expertises privées recherche

1 ASSISTANT CONFIRME

formation universitaire (école de commerce ou maîtrise) + expérience 2/3 ans

Envoyez lettre de candidature manuscrite + CV à ELBAUM RDUCIAIRE
8 rue du Commandant Schloessing 75116 PARIS

CONTESSE

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Lorraine

CONTROLEUR DE GESTION

Filiale d'un groupe allemand, un des leaders français dans sa spécialité, cette unité de production, implantée en Lorraine est spécialisée dans la fabrication de constructions mécaniques. Elle réalise un CA de plus de 280 MF avec 550 personnes. Dans le cadre de sa nouvelle organisation financière, elle recherche un Contrôleur de Gestion.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il travaille en étroite collaboration avec celui-ci sur des projets de gestion financière. Il a la responsabilité du service contrôle de gestion. Il organise au niveau de ce poste l'ensemble des fonctions. Il assure le suivi du système de gestion de l'unité de production pour l'ensemble des gammes de produits.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure de type DECS, école de gestion... et pouvant justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un service administratif et financier ou en contrôle de gestion.

L'allemand courant est indispensable. Il s'agit d'une fonction évolutive dans un groupe européen de première dimension.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 393211 A à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Etablissement bancaire en cours de création
recherche sonRESPONSABLE
DES OPERATIONS BANCAIRES

A 30/35 ans, avec une formation supérieure doublée d'un diplôme bancaire, vous possédez de réelles qualités d'organisation, une grande rigueur. Vous êtes doté d'une expérience de 3 à 5 ans dans le secteur de la Banque.

Votre challenge sera le suivant :

- assurer la gestion de l'ensemble des moyens de paiement (dont la carte bancaire),
- mettre en place l'ensemble des modalités de compensation et prendre en charge leurs évolutions techniques et réglementaires,
- réaliser le suivi et le contrôle des opérations d'échange interbancaire.

Pour ce poste basé à Paris 15^e, envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 58058, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

TRESORIER DEVISES

Groupe industriel français, leader sur le marché international, (80 milliards de francs de C.A.), recherche un **TRESORIER DEVISES**.

De formation supérieure (MBA, Sup de Co, DESS gestion Dauphine...), vous possédez une première expérience dans ce domaine, acquise dans un service financier international d'une grande entreprise.

Responsable d'une équipe, vous serez chargé de :

- la centralisation du risque de change,
- des relations et de l'assistance auprès des filiales sur la déclaration et la gestion des informations relatives au risque de change,
- la supervision du reporting auprès de la direction de la trésorerie du Groupe.

Vous travaillerez en relation avec les services informatiques du Groupe, des filiales, et les autres services de la Direction Financière.

Habitué à travailler en contexte très informatisé, vous possédez de réelles qualités relationnelles. Pour ce poste basé à Paris La Défense, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Celle de l'allemand constituerait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à JETCOM :
189, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75006 PARIS, qui transmettra.

Jeune Contrôleur de Gestion H/F
"Business Analyst Europe"

Société US réputée, nous sommes leader mondial dans un secteur majeur de l'informatique. Nos activités européennes connaissent un tel développement qu'elles représenteront avant 3 ans plus de la moitié de notre revenu mondial.

Afin d'atteindre ce but en maintenant les objectifs de rentabilité, notre Patron pour l'Europe, basé à Paris, recherche un jeune bras droit à fort potentiel pour lui confier la fonction de "Business Analyst".

Sa mission comprendra le recueil des informations, l'analyse détaillée des coûts et des ventes, la préparation, le contrôle et l'actualisation des budgets, la consolidation et le reporting à la maison-mère.

De formation supérieure (type ESC ou équivalent), passionné d'informatique (vous utiliserez chez nous les outils les plus performants), vous disposez d'une première expérience du Contrôle de Gestion, acquise de préférence dans un environnement anglo-saxon. Très disponible, vous aimez voyager et travailler en anglais.

Un poste formateur et plein de possibilités d'évolution vous attend.

Envoyer lettre manuscrite + CV, sous réf. PC 1464, à notre Conseil PLEIN CADRE - 350 rue de Vaugirard - 75015 PARIS qui nous permettra, dans un premier temps, de communiquer confidentiellement.

PLEIN CADRE

Filiale française d'une
entreprise suédoise,
nous sommes
leader européen
dans notre
domaine
d'activité.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Membre de l'équipe de Direction, vous serez en étroite collaboration avec le Directeur de la filiale. Vos responsabilités porteront sur toutes les opérations administratives, comptables et financières de la Société. Vous serez également en relation avec la maison-mère.

De formation supérieure (DECS, Ecole de Commerce ou équivalent), vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et maîtrisez la langue anglaise parlée, écrite. Bien sûr, vous connaissez les règles de la comptabilité anglo-saxonne.

Pour ce poste situé en Lot-et-Garonne, quelques déplacements à l'étranger seront à prévoir.

Nos atouts : vous offrir une rémunération motivante et vous garantir une entreprise performante.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. D/377 A Denis ANDRIEU - FIDAL, 21, avenue Michélet, 47000 AGEN

KPMG
FIDALvous avez dit finances
et comptabilité ?

2 raisons d'évoluer au sein de l'UCB

Filiale de la Compagnie Bancaire, l'UCB, N°1 du financement immobilier, s'impose avec 70 agences en France et une implantation européenne en constant développement.

L'UCB mise sur la diversification et la qualité de ses produits et sur ses collaborateurs : des hommes d'action et d'innovation.

Notre Direction Financière et Comptable porte ses ambitions sur de jeunes collaborateurs de bon potentiel. A 25/30 ans, de formation supérieure (ESCF, Maîtrise...), peut-être avez-vous déjà le DESCF et/ou une pratique de la comptabilité des établissements de crédit et de la micro-informatique.

Rattaché à la comptabilité générale, vous intégrez dans un premier temps notre équipe

chargée de la refonte du plan comptable et de ses incidences sur les chaînes de traitements informatiques. Vous perfectionnez, selon nos méthodes, vos connaissances dans les domaines comptable, juridique, fiscal. Ce nouveau bagage vous permettra d'évoluer selon vos compétences et vos motivations vers des missions fonctionnelles ou des responsabilités opérationnelles tant au sein de la Direction Financière et Comptable que dans une autre activité de l'UCB.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, Curriculum Vita, photo et rémunération actuelle sous référence FCJM à Sylvie de La BLANCHARDIERE - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, av. Kleber 75116 PARIS



compagniebancaire

ETABLISSEMENT
FINANCIER
DE PREMIER PLANRESPONSABLE DES
ETUDES
ET DU SUIVI DES
OPCVM

Chargé de développer l'activité, il devra :

- animer l'équipe qu'il aura constituée;
- assurer le secrétariat du comité OPCVM de l'établissement;
- participer à la définition et au suivi de notre politique vis à vis des SICAV et FCP auxquels nous participons.

Pour ce poste qui nécessite une réelle technicité en matière d'analyse financière, nous souhaitons rencontrer un candidat pratiquant la gestion administrative d'OPCVM depuis 2-3 ans et justifiant d'une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, DESS Banque - Finance...)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.024 à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ

Pour renforcer son équipe de spécialistes du financement de l'entreprise commerciale ou industrielle, la **CEPME** recherche

UN CHARGE D'AFFAIRES H/F

Affecté au service du Siège, vous contribuerez au développement du portefeuille "grande clientèle" de l'établissement dans le domaine des crédits spéciaux.

Vous collaborerez à l'étude et au montage d'opérations complexes (syndications, LMBO, financements d'aéronefs, opérations immobilières).

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP, IEP, vous êtes apte à traiter les affaires en langue anglaise et vous avez si possible une expérience des pratiques bancaires anglo-saxonnes.

Transmettez votre dossier de candidature sous réf. SCIC au
CEPME - Direction des Ressources Humaines
14, rue du 4 septembre - 75002 PARIS.

مكتبة الامم المتحدة

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde CADRES

HAUTE-SAONE TERRITOIRE DE BELFORT

JEUNES BAC + 2 minimum

Vous avez de l'ENTHOUSIASME, nous vous offrons une FORMATION et la possibilité de devenir de VRAIS PROFESSIONNELS de la Banque.

Votre dynamisme, votre goût pour le conseil et le service font de vous un commercial qui a déjà eu ou non la possibilité de faire valoir ses compétences.

Promouvoir l'image et développer les produits du 1er groupe bancaire européen auprès d'une clientèle de professionnels et de particuliers, c'est ce que vous proposez, après une formation bancaire de plusieurs mois, notre caisse régionale.

(Contrat de qualification pour les - de 25 ans).

Si vous êtes prêts à vous engager dans un métier passionnant et évolutif, merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CA, à notre Conseil : B.P. 2032, 25050 BESANCON cedex.

Cabinet Conseil J.P. Dornier

LE DÉPARTEMENT DES YVELINES recrute

pour la DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT, de la CULTURE et des SPORTS

Service archéologie et VERRALES

UN CHARGÉ DE MISSION CONTRACTUEL

(Homme ou femme)

Spécialité : photographie - dessin

PROFIL DU POSTE :

L'agent recruté devra effectuer, seul ou en collaboration, les types de travaux suivants :

- Photographie d'objets noirs et blancs et couleur ;

- Développement, duplication, tirages papier noir et blanc ;

- prise de vue d'ouvrages d'architecture et de monuments ;

- responsabilité du laboratoire de développement et de tirage du service archéologique ;

- Tenue et mise à jour du répertoire des clichés photographiques.

De plus, cet agent devra posséder des aptitudes au dessin architectural, des notions de mise en page et des techniques d'imprimerie, de façon à pouvoir préparer les publications du service d'archéologie départementale.

Les candidatures, composées d'une lettre de motivation, d'un curriculum vitae, d'une photographie d'identité, d'une photocopie des diplômes, doivent être adressées avant le 7 juillet 1989 à :

Monsieur le président du Conseil général,

Direction générale des services du département,

Service du personnel,

Bureau du personnel administratif et technique,

2, place André-Mignot, 78012 Versailles Cedex.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus au 39-02-78-78 poste 34.54.

CHEF DE CABINET CONTRACTUEL

chargé de la communication et de la logistique. Adresser C.V., détail, lettre manuscrite et prétentions s/nif. 372 à M. Comblanc, 101, rue de Tolbiac, Paris-13^e.

Société allemande de documentation technique multilingue

cherche pour un filiale à Paris

INGÉNIEUR TRADUCTEUR/TRICE

ayant une parfaite connaissance de l'anglais. Envoyer candidature à :

BOTS S.A. Documentation technique multilingue.

34-35, bd de la Mission, 92400 Courbevoie.

Cherchez une fille 18/20 ans pour s'occuper d'un enfant. Grande chambre privée avec salle de bain, cuisine, etc. 565 semaine. Ecrire à : S. Suddarth, 2300 Mistletoe Dr., Ft. Worth, Texas 76110 USA.

Établissement scolaire

recherche

professeur

qualité de

sciences physiques

Classes scientifiques. Lycée, pour rentrée sept. 89. Temps partiel ou fractionné. 46-75-62-62.

Cabinet Expertise Comptable et Comptabilité aux comptes en expédition. recherche

COLLABORATEURS BECS + 2

Pour révision contractuelle et légale de documents importants. Formation juridique appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions

à :

BOIS le n° 433

Le Monde Publiété

1, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

LYCÉE TECHNIQUE DU SUD-EST

cherche pour rentrée septembre 1989

PROFESSEUR ARTS APPLIQUÉS

pour section F2

Env. C.V., lettre manuscrite.

AN n° 8430

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

recherche

Préparez l'été pour préparer votre avenir

POUR SON DÉPARTEMENT CADRES

recherche

DES CADRES

BANQUE

* FINANCE

* GESTION

* ASSURANCE

Envoyer C.V. à

INTERNATION

75, rue de Valenciennes, 75011 Paris

Tél. : 45-45-50-00.

LYCÉE PRÉVÉ sous contrat

centre de Paris

recherche

Prof. math. prof. physique

Tél. : 46-83-30-73.

Assistant

marchés publics

Expérience nécessaire.

Postes pourvus sans pourvoir par fonctionnaire détaché.

Envoyer C.V. à B.P.D.B.

11 bis, rue Drouot, Paris-12^e.

JEUNE SOCIÉTÉ

DE CONSEILS JURIDIQUES

propose à conseil juridique

recrutement 3 ans min.

expérience, un

POSTE DE COLLABORATION

OU ASSOCIÉ

Avec responsabilité et auto-

nomie à pourvoir sur Valence

ou St-Etienne. Récompense

motivante et évolutive.

Env. C.V. + lettre manuscrite

à : Philippe

Le Monde Publiété

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

INSTITUT DE SONDAGES

cherche

PSYCHOLOGUES

pour tâche ponctuelle sur

Paris et banlieue, entretiens

semi-directifs.

Tél. au (18) 58-84-53-55.

J.P. CORNEL

Cabinet de conseil en

Formation et conseil.

recherche des

CONSULTANTS FORMAT.

En management, organisation,

techniques de communication,

qualité, accueil,

clientèle et négociation.

Formation supérieure,

connaissance de l'entreprise

et expérience de l'animation

sociales.

Veuillez écrire lettre de motivation

à : C.V. + photo.

à J.P. CORNEL, 5, rue de

Montessuy, 75007 Paris.

secretaires

NEPTUNE ET

SECRETAIRES

DE DIRECTION

REUNIONS, STENO

Appeler le 46-83-81-47.

Société Américaine d'Informatique Documentaire

recherche pour la direction de son siège à Paris

UN CADRE EXPERIMENTE

Gestion, informatique, documentation, anglais cour.

Envoyer C.V. et prétentions

à :

Data Trans International

28, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

Société allemande de documentation technique multilingue

cherche pour un filiale à Paris

INGÉNIEUR TRADUCTEUR/TRICE

ayant une parfaite connaissance de l'anglais. Envoyer candidature à :

BOTS S.A. Documentation technique multilingue.

34-35, bd de la Mission, 92400 Courbevoie.

Cherchez une fille 18/20 ans pour s'occuper d'un enfant. Grande chambre privée avec salle de bain, cuisine, etc. 565 semaine. Ecrire à : S. Suddarth, 2300 Mistletoe Dr., Ft. Worth, Texas 76110 USA.

Établissement scolaire

recherche

Professeur qualifié de

Sciences physiques

Classes scientifiques, lycée, pour rentrée sept. 89. Temps partiel ou fractionné. 46-75-62-62.

Cabinet Expertise Comptable et Comptabilité aux comptes en expédition. recherche

COLLABORATEURS BECS + 2

Pour révision contractuelle et légale de documents importants. Formation juridique appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions

à :

BOIS le n° 433

Le Monde Publiété

1, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

LYCÉE TECHNIQUE DU SUD-EST

cherche pour rentrée septembre 1989

PROFESSEUR ARTS APPLIQUÉS

pour section F2

Env. C.V., lettre manuscrite.

AN n° 8430

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

recherche

Préparez l'été pour préparer votre avenir

POUR SON DÉPARTEMENT CADRES

recherche

DES CADRES

BANQUE

* FINANCE

* GESTION

* ASSURANCE

Envoyer C.V. à

INTERNATION

75, rue de Valenciennes, 75011 Paris

Tél. : 45-45-50-00.

LYCÉE PRÉVÉ sous contrat

centre de Paris

recherche

Prof. math. prof. physique

Tél. : 46-83-30-73.

Assistant

marchés publics

Expérience nécessaire.

Postes pourvus sans pourvoir par fonctionnaire détaché.

Envoyer C.V. à B.P.D.B.

11 bis, rue Drouot, Paris-12^e.

JEUNE SOCIÉTÉ

DE CONSEILS JURIDIQUES

propose à conseil juridique

recrutement 3 ans min.

expérience, un

POSTE DE COLLABORATION

OU ASSOCIÉ

Avec responsabilité et auto-

nomie à pourvoir sur Valence

ou St-Etienne. Récompense

motivante et évolutive.

Env. C.V. + lettre manuscrite

à : Philippe

Le Monde Publiété

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

INSTITUT DE SONDAGES

cherche

PSYCHOLOGUES

pour tâche ponctuelle sur

Paris et banlieue, entretiens

semi-directifs.

Tél. au (18) 58-84-53-55.

J.P. CORNEL

Cabinet de conseil en

Formation et conseil.

recherche des

CONSULTANTS FORMAT.

En management, organisation,

techniques de communication,

qualité, accueil,

clientèle et négociation.

Formation supérieure,

connaissance de l'entreprise

et expérience de l'animation

sociales.

Veuillez écrire lettre de motivation

à : C.V. + photo.

à J.P. CORNEL, 5, rue de

Montessuy, 75007 Paris.

LABORATOIRE Océanographique CNRS

recherche

INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

pour aide à maintenance

développement, assistance

utilisateurs pour réseau SUN

connecté grande centrale out-

outs nationale.

Env. C.V. et lettre de cand.

à : Ludovic Labo Océanogra-

phie CNRS, Université P. et

M. Curie, Tour 14,

2^e étage, 4, place Jussieu,

75252 Paris Cedex 05.

M.I.C., 311, St Montessuy,

75000 Châteaufort.

recherche

ANIMATEUR F.T.T.

Formation DEFA et

expérience souhaitée.

ANIMATEUR M.I.C.

Animation globale

secteur adulte

et adolescents

DEFA ou DUT + BAPD.

Jury sélection

2 semaines août.

Lettre manuscrite + C.V.

Ne pas téléphoner.

responsable

DES DOSSIERS CLIENTS

SECTEUR T.P.

Une équipe dynamique vous

pourrait compter sur votre

appui dans la mise au

point de la gestion

(recrutement des clients,

gestion client et public).

Formation juridique ou com-

ptable, salaire 100 000 F/an

net.

Motiv. BP 101, 75002 Ver-

sailles Cedex.

recherche

pour rentrée septembre 89

2 FORMATEURS en électronique

Niveau licence minimum.

CAPET électronique,

connaissance de

logiciel électronique.

1 FORMATEUR en pédagogie

Niveau maîtrise

en sciences

de l'éducation minimum.

Expérience souhaitée.

Envie sous le n° 8442

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy,

75007 Paris.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

ODÉON STUDETTE

+ terrasse 740 000 F.

Économie

Après le refus de l'amnistie par le Conseil constitutionnel

La CGT en appelle à M. Mitterrand sur les « dix de Renault »

SOMMAIRE

■ En annulant l'amendement qui élargissait aux « Dix de Renault » le bénéfice de la loi d'amnistie, le Conseil constitutionnel a provoqué une vive réaction de la part de la CGT et du PC.

■ L'UAP a dépassé le cap des 5 % dans sa participation au capital de Paribas (lire page 40).

■ Siemens ne renonce pas à son OPA sur Plessey (lire page 40).

■ Le Conseil national du crédit indique les moyens de rénover la « vieille » convention collective des banques (lire page 39).

■ British Aerospace souhaite une redistribution de la construction des Airbus (lire page 39).

AFFAIRES.

United Biscuits ne croit pas à une OPA de Jacobs Suchard

Sir Hector Laing, président d'United Biscuits (UB), numéro un de la production de biscuits en Grande-Bretagne, a déclaré qu'il ne croyait pas à l'imminence d'une OPA du groupe suisse Jacobs Suchard, comme le bruit en courait dans la City, vendredi dernier, et dans la presse britannique dimanche 9 juillet. Le montant de cette OPA avait même été chiffré à 2 milliards de livres sterling (20,6 milliards de francs). M. Klaus Jacobs, président de Jacobs Suchard, sans vouloir faire de commentaires sur le projet éventuel d'OPA à tout de même déclaré qu'il avait été « surpris » par la réapparition de cette rumeur, déjà mise en circulation en janvier dernier.

■ Succès de l'adjudication d'OAT en ECU. — L'Etat français a procédé jeudi 6 juillet à l'émision d'obligations en ECU, dans le cadre de ses adjudications mensuelles d'OAT (obligations assimilées du Trésor). Ces titres, qui sont assimilés à la tranche d'un milliard d'ECU 8,50 % 1997 lancée en avril, ont été favorablement accueillis sur le marché : 352 millions d'ECU (2,5 milliards de francs environ) ont été adjudiqués, alors que la totalité des souscriptions atteignait 775 millions. D'autres adjudications d'OAT en ECU devraient avoir lieu avant la fin de l'année.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOURCE perrier

Le conseil d'administration de la société Source Perrier a décidé de mettre en paiement un acompte de dividendes de 10 F par action, soit 15 F avec avoir fiscal, à valoir sur l'exercice en cours.

Cet acompte sera payé le 19 juillet 1989 en même temps que le solde du dividende de l'exercice précédent de 13 F par action.

LE MONDE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Après le rejet, samedi 8 juillet, par le Conseil constitutionnel de l'amendement socialiste élargissant la loi d'amnistie aux licenciés pour fautes lourdes, la CGT a vivement réagi et demandé au président de la République d'imposer la réintégration de ses dix syndicalistes licenciés de Renault. M. Louis Vianet, secrétaire confédéral de la CGT, considère que le chef de l'Etat, « premier garant du respect des libertés et des droits », est « de fait interpellé par cette situation ». Pour le numéro deux de la CGT, l'Etat étant actionnaire principal, M. Mitterrand et le gouvernement peuvent « imposer la réintégration » des dix.

Après avoir affirmé que la décision du Conseil constitutionnel est « marquée de l'empreinte de classe qui caractérise déjà [ses] verdicts antérieurs », M. Vianet assure qu'elle « ne saurait ralentir les efforts [de la CGT] pour obtenir l'amnistie des élus et militants sanctionnés ».

« L'amnistie est avant tout une décision, un acte politique. N'est-ce pas symbolique que, en cette année du bicentenaire, elle s'applique plus facilement aux condamnés de droit commun qu'aux militants qui luttent avec les salariés pour la défense de leurs droits et de leurs revendications ? », ajoute-t-il après avoir souligné que soit donné « un élan exemplaire » à la mobilisation pour la manifestation prévue le 12 juillet.

Le Parti communiste a lancé un appel pour que cette manifestation « soit une étape importante dans la réponse du monde ». Considérant que la décision du Conseil constitutionnel constitue « une injustice à l'égard du monde du travail », le PC réclame la réintégration des dix « au moment où l'on célèbre le bicentenaire de la Révolution et l'on veut que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité soient au sens ».

M. Pierre Arpeillange invité dimanche 9 juillet du Forum FR 3-RMC a déclaré

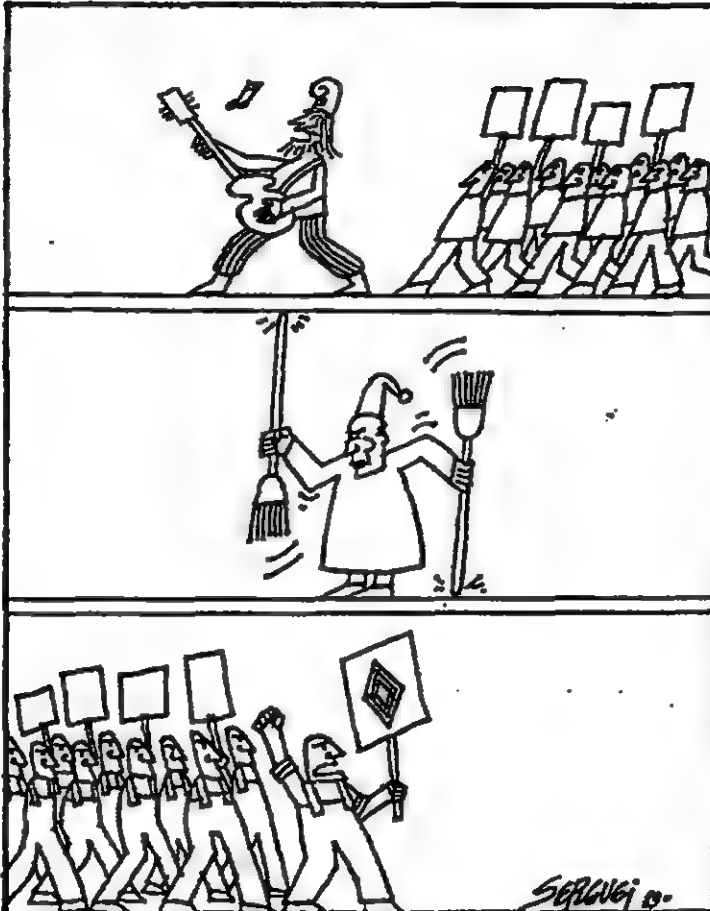
que, « s'il n'y a aucune possibilité sur le plan judiciaire » d'obtenir la réintégration des syndicalistes licenciés, il ne reste que la voie de la négociation avec Renault. Le garde des sceaux a précisé qu'il est « difficile » de dire s'il existe ou non une autre possibilité et que le problème va être « examiné longuement avec les services du ministère de la Justice qui par les services du premier ministre et ailleurs ». Quant à la manifestation de militants CGT organisée jeudi 6 juillet rue de Bièvre devant le domicile privé de M. Mitterrand, le ministre de la Justice Ta, jugeant « inopportune », le président de la République doit être laissé en dehors de conflits de cette nature », a-t-il affirmé.

Répondant à la demande de la CGT, qui en appelle au chef de l'Etat et au gouvernement, les services du premier ministre font valoir que la décision du Conseil constitutionnel « s'impose à tout le monde y compris au gouvernement ». L'Hôtel Matignon

ajoute : « C'est maintenant un problème entre la CGT et Renault ». L'entourage de M. Michel Rocard se déclare satisfait de la rapidité du Conseil constitutionnel pour rendre sa décision non pas à cause des dix de Renault, mais parce que le premier ministre lui avait demandé de statuer en urgence pour que l'amnistie concernant les indépendants antérieurs, qui n'est pas rendue en cause, puisse être applicable le plus vite possible afin d'éviter des troubles de l'ordre public en Guadeloupe.

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a indiqué lundi sur France-Inter qu'il ne pensait pas que « la violence soit la meilleure forme d'action syndicale ». « L'avenir dira, a-t-il ajouté, si c'est vraiment sur cette base que l'on peut vraiment remodeler le syndicalisme ».

L'autorité de la chose jugée



que la faute lourde ayant justifié le licenciement a eu pour victimes des membres du personnel de l'entreprise qui, d'ailleurs, peuvent être exonérés des représentants du personnel ou des responsables syndicaux ;

« Considérant que l'article 3 de la loi portant amnistie présentement examinée a pour objet de compléter le premier alinéa du paragraphe II de l'article 15 de la loi n° 88-228 du 20 juillet 1988 par la phrase suivante : « Ces dispositions sont applicables en cas de faute lourde, soit si la réintégration devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial » ; que se trouve par suite reconnu un droit à la réintégration dans l'entreprise, distinct de l'amnistie déjà acquise, aux représentants du personnel ou responsables syndicaux licenciés à raison de fautes lourdes ;

« Considérant que l'article 3 réserve l'hypothèse où la réintégration ferait peser sur l'employeur des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial ;

« Considérant que le tempérament ainsi apporté laisse subsister la règle générale énoncée par cet article qui reconnaît un droit à la réintégration en cas de faute lourde ; qu'en particulier il ne prend pas en considération le cas où les victimes de fautes lourdes seraient des membres du personnel de l'entreprise qui peuvent être exonérés des représentants du personnel ou des responsables syndicaux ;

« Considérant qu'une telle disposition méconnaît l'autorité qui s'attache, en vertu de l'article 62 de la Constitution, à la décision du Conseil constitutionnel du 20 juillet 1988 ; qu'il suit de là que l'article 3 de la loi doit être déclaré non conforme à la Constitution. »

TRANSPORTS

L'industrie ferroviaire a connu une année 1988 catastrophique

L'année 1988 a été la plus mauvaise des dix dernières années pour l'industrie ferroviaire, selon le rapport annuel de la Fédération des industries ferroviaires (FIF). Le volume des affaires de la profession est passé, en francs constants, de 14,5 milliards de francs en 1981 à 9,6 milliards, l'an dernier.

Cette évolution est « imputable au premier chef à la baisse constante qui constitue le marché intérieur sur cette période », note le rapport. L'exportation ne se porte pas mieux : les ventes à l'étranger ont diminué de 17 % et aucun contrat significatif n'a été signé.

Pour faire face à une conjoncture aussi médiocre, les industriels « ont dû conduire une politique d'ajustement des effectifs qui, en un an, ont chuté de 12,5 % (...). Ainsi, en l'espace de deux ans, près de cinq mille salariés auront-ils été licenciés ».

La fédération note que les besoins mondiaux potentiels sont importants, mais que le nombre de clients solvables est peu élevé. Elle appelle les pouvoirs publics à faire preuve de plus d'attention à l'égard d'une profession en difficulté. Elle suggère qu'une troisième génération de TGV soit lancée et que les crédits d'investissement de la SNCF et de la RATP soient mis « en harmonie avec les missions que le gouvernement leur assigne ».

Trois années d'escarmouches

La décision du Conseil constitutionnel n'est que le dernier épisode en date d'un feuilleton complexe qui a débuté il y a trois ans. Un mois après l'annonce de plusieurs centaines de licenciements à Bâle, certains incidents marquent les derniers jours de juillet 1986 dans l'usine.

Le 25 juillet, un groupe de salariés envahit des bureaux de la direction et jette des dossiers par la fenêtre. Le 1^{er} août, un autre groupe, pendant qu'une manifestation se tient dans l'usine, une vingtaine de personnes envahissent les locaux de la direction du personnel, certaines « menacent et emmènent de bureaux de force », selon les attendus de l'arrêt rendu de la cour d'appel de Versailles. A la tête des manifestants « se trouvaient des salariés protégés ».

Des portes furent cassées, des placards et des tiroirs forcés, « des documents éparpillés ou dérobés ». Surtout, des cadres furent pris à partie : l'un d'eux, responsable de l'atelier d'entretien, reçut un coup de tête ; deux autres, injuriés, ont été conduits en cortège à travers l'usine, des lettres SS peintes sur leur veste, pendant une demi-heure jusqu'à la porte où ils furent symboliquement « licenciés », repoussés des coups de pieds, furent menacés en passant sur le pont de l'île Seguin d'être jetés à la Seine, comme le rappelle encore l'arrêt.

Accusés d'avoir participé aux incidents, et considérés par la direction comme ayant entraîné les autres salariés, six délégués CGT furent licenciés en octobre pour « faute lourde », avec l'accord de l'inspection du travail : MM. Pierre Léri, Abdelatif Hamzoui, Michel Bouin, Serge Bardi, Said Ilou et Jean-Pierre Lamissa, ainsi qu'Yves Perrin, coordinateur du comité d'hygiène et de sécurité. Deux

autres, élus au CHSCT, MM. Joël Jégouzo et Jean-Pierre Quillères, eux, faisaient partie des licenciés pour raison économique.

En outre, la règle Renault d'un côté, les cadres molestés de l'autre portèrent plainte contre plusieurs des militants cégétistes devant le tribunal de Nanterre : l'affaire aboutit à un jugement modéré : des amendes allant de 3 000 à 3 000 francs, le tribunal accordant des circonstances atténuantes, en raison du climat du moment ; de son côté la CGT avait fait valoir que les militants incriminés avaient joué un rôle modérateur.

Mais les neuf militants allaient devenir avec M. Claude Jégouzo, licencié en juin 1987, les « dix de Renault », figures de proue d'une campagne incessante de la CGT et du Parti communiste (dont le plupart font partie) pour « la défense des libertés ». La syndicat a mené une véritable guerre d'escarmouches contre la Régie, les licenciés revenant périodiquement dans l'usine en dépit des « restrictions » obtenues par la direction, ce qui entraîna des bagarres avec les gardiens, et à amener la direction à licencier plusieurs autres salariés au début de 1988.

L'affaire a été relancée par la loi d'amnistie en juillet 1988. Le Conseil constitutionnel avait en effet exclu du bénéfice de la loi les personnes licenciées pour « faute lourde » de même que celles qui n'étaient pas titulaires d'un mandat électif ; quant aux salariés licenciés pour motif économique, ils n'étaient pas concernés non plus. La Régie refusa donc de reprendre ces militants.

Aussi, les militants et leur syndicat firent appel devant les prud'hommes. Le 17 février 1989, le juge dépeintur du tribunal décida la réintégration de

MM. Léri, Bouin, Ilou, Hamzoui, Lamissa et Perrin dont il requerrait la « faute lourde » en « faute grave », ce qui leur permettait de bénéficier de la loi d'amnistie. De même pour MM. Jégouzo et Quillères, dont il estimait que le licenciement « économique » déguisait une sanction comme pour deux autres délégués, MM. Dillio, licencié en octobre 1986, et Bardi, en mars 1988. Il rejetait seulement les requêtes de MM. Jégouzo et Bardi.

« Champagne »

Ces nouveaux « dix » devaient être réintégrés quelques jours plus tard, le juge l'ayant imposé sous astreinte, et le président de la cour d'appel de Versailles ayant finalement rejeté le suris réclamé par la Régie qui avait fait appel sur le fond de l'affaire. Une « immense victoire » pour la CGT, déclarait le 17 février M. Gérard Alazard, secrétaire du syndicat : « Aujourd'hui c'est la direction et le gouvernement qui sont condamnés ». « Une nouvelle étape pour le combat engagé pour défendre les droits des travailleurs » disait M. Marchais, tandis que l'Humanité titrait « Champagne ».

Les 1^{er} et 2^{er} mars 28 avril, la cour d'appel rejetait les conclusions du juge dépeintur, considérant que les faits à l'origine de l'affaire constituaient bien une « faute lourde » et que les licenciements économiques n'étaient pas de caractère de sanction déguisée.

Cet arrêt a provoqué de nouvelles manifestations. De plus, depuis le mardi 18 mai, les nouveaux « dix » ont décidé de revenir dans l'usine, où ils viennent dormir tous les soirs de la semaine. Lundi 10 juillet encore, ils sont revenus y « prendre leur poste ».

G.H.

Postiche

Le législateur a méconnu l'autorité qui s'attache à la décision du 20 juillet 1988. La décision du Conseil constitutionnel est sans appel : même affublé d'un postiche, l'amendement permettant la réintégration des dix militants CGT de Renault dans leur entreprise n'est pas moins anticonstitutionnel aujourd'hui qu'hier. C'est donc sans surprise que les neuf « sages » ont annulé cette disposition, malgré le subtil habillage dans lequel l'avait drapé le député socialiste rapporteur du projet de loi d'amnistie - d'ordinaire plus inspiré, - M. Jean-Pierre Michel.

Lors du débat sur le projet d'amnistie des Guadeloupais, à l'Assemblée nationale le 30 juin, M. Michel avait fait adopter avec l'appui de ses amis et des communistes un amendement visant à contourner la décision du 20 juillet 1988 par laquelle le Conseil constitutionnel avait déjà déclaré qu'il ne saurait y avoir de réintégration de salariés protégés ayant commis des fautes lourdes. En clair, avait-il affirmé, oui à l'amnistie, non à la réintégration de responsables syndicaux ayant commis des actes violents dans le sein de l'entreprise : ce serait méconnaître les droits de l'employeur comme ceux des victimes de ces actes de violence.

Le rapporteur socialiste avait donc rédigé son amendement de façon à coller au plus près des considérations du Conseil constitutionnel, en précisant qu'il pouvait y avoir réintégration, même en cas de faute lourde, sauf si cela devait faire peser sur l'employeur « des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial » (c'était les termes du Conseil constitutionnel). Bref, le Conseil disait : il ne peut y avoir réintégration en cas de faute lourde parce que... ; l'amendement Michel s'efforçait de tourner le dispositif en disant : il y a réintégration quand il y a une faute lourde sauf si... Les neuf « sages » ne pouvaient que maintenir leur décision initiale. Ils devaient rappeler notamment que l'amendement en question ne prenait pas en compte « le cas où les victimes sont d'autres membres du personnel ».

A l'époque, il n'y avait personne dans les couloirs de l'Assemblée nationale pour miser un sou sur l'avenir de cet amendement. A tel point qu'on pouvait le considérer comme un geste sans effet offert par les socialistes au PCF en fin de session. Même le groupe communiste n'était pas complètement dupe. Au-delà de la satisfaction momentanée, M^{me} Huguette Jacquinot (PCF, Seine-Saint-Denis) avait laissé planer la menace d'actions muscées de représailles lors des « festivités » du Bicentenaire, au cas où le Conseil constitutionnel aurait l'outrecuidance de ne pas se déjuger.

Les « dix de Renault », portés par le PCF au rang d'un véritable mythe, voient leur brassard orné d'un nouveau « fait d'armes ». On en finit presque par oublier ce que le terme de « fautes lourdes » employé pour leur licenciement à l'été 1986 recouvrait : des cadres de l'entreprise avaient été molestés et séquestrés. Mais, pour l'heure, après la tentative de coup de force « des dix », jeudi dernier, devant le domicile du chef de l'Etat, rue de Bièvre, le PCF se mobilise sur fond de Bicentenaire, pour transformer les délégués CGT non réintégrés en victimes de la « terreur patronale »...

P.S.

Économie

SOCIAL

La banque ne sera pas la sidérurgie de demain affirme le rapport du Conseil national du crédit

Le rapport de mission sur le thème « Modernisation et gestion sociale des établissements de crédit », demandé par M. Pierre Bérégovoy, en décembre 1988, au Conseil national du crédit (CNC) (1), tombe à pic. Depuis le 2 mai, en effet, le patronat de l'Association française des banques (AFB) (2) et les organisations syndicales poursuivent au sein de la commission paritaire une sorte de bras de fer. L'enjeu est la « rénovation » de la convention collective, qui date de 1936 mais a connu plusieurs révisions depuis. L'AFB voudrait notamment pouvoir modifier profondément les dispositions sur les licenciements, les classifications et la prime d'ancienneté.

Réunies dans un front commun qui apparaît purement défensif, les fédérations CFTD, FO, SNB et CFDT « maintiennent leur exigence d'une négociation globale sur l'emploi, la formation, les reconversions et les classifications avant d'envisager une quelconque réforme du système curatif protecteur des salariés ». Les syndicats redoutent que, pour forcer la main, l'AFB dénonce la convention collective. Le bureau de l'AFB se réunit le 11 juillet, sur plusieurs sujets, mais une dénonciation immédiate est exclue. Les discussions devraient donc reprendre en commission paritaire en septembre avec peut-être au bout l'ouverture d'une véritable négociation. Le rapport du CNC va-t-il la favoriser ?

D'emblée, le rapport souligne que le secteur financier est entré dans « une période de profonde mutation » qui va accroître l'exigence de modifier les modes de gestion mais aussi de développer l'innovation sociale et la mobilité. A plus d'un titre, le constat est rassurant, même s'il incite à un plus grand effort d'adaptation. En termes quantitatifs, « il n'y a pas de régression en vue pour la demande de produits financiers et bancaires, même si un ralentissement n'est pas exclu ». Cependant, l'urgence de nouveaux besoins requiert « une adap-

lation en profondeur de l'offre bancaire et l'adoption de stratégies différenciées » si dans l'Europe de 1993 « les banques françaises ne veulent pas perdre des parts de marché ».

Sur l'évolution des effectifs, le rapport confirme que la banque ne sera pas la sidérurgie de demain. Les nouvelles technologies, en favorisant la création de produits et de services nouveaux, permettront l'apparition de nouveaux emplois. Globalement, les effectifs devraient diminuer pour les opérations bancaires classiques, ce qui affectera surtout les centres administratifs. En revanche, les effectifs devraient être consolidés pour les opérations de services financiers au profit des particuliers et des PME.

Déclinisme des effectifs

Ainsi, selon le rapport, « l'ensemble du secteur, tel qu'il est actuellement circonscrit, va poursuivre dans les prochaines années la légère décroissance des effectifs constatée depuis 1986 (-0,49 % en 1986, -0,21 % en 1987). Tandis que la plupart des établissements de crédit à réseau dense vont réduire leurs effectifs ou au mieux les stabiliser, la situation sera plus favorable pour les entités plus petites, spécialisées dans les activités de marché ou de conseil », comme pour les sociétés financières. Une évolution comparable à celle des grands pays de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne. En définitive, estime le rapport, « le problème des effectifs n'est pas essentiellement d'ordre quantitatif, il réside dans la nécessité d'adapter rapidement la qualification du personnel bancaire en fonction de la mutation des métiers financiers ».

Plusieurs problèmes sont ainsi clairement identifiés : une pyramide des âges fortement déformée ; des départs naturels qui s'autorisent pas « une politique d'embauche soutenue » ; une mobilité tant géographique que professionnelle insuffisante ; une exigence de qualification requérant de plus en plus « adaptabilité », « polyvalence », « aptitude à travailler en équipe, à commu-

quer, à négocier avec un client, à se situer dans un environnement complexe ». Si la gestion prévisionnelle de l'emploi se développe, elle « reste encore en aval des orientations stratégiques ».

Le rapport préconise la mise en place de « pratiques participatives » mais il formule surtout des propositions sur « les modalités du dialogue social qui devraient découler d'un accord général sur les conditions de la modernisation ». Sont ainsi évoquées les trois dispositions de la convention collective qui sont au centre du débat actuel sur sa révision. Le premier point concerne l'article 49, qui définit les critères retenus pour la mise en jeu des procédures de licenciement collectif. La liste des « priorités au départ » place en tête « les derniers embauchés », le choix étant ensuite fait en fonction des charges familiales, de l'ancienneté et de la « valeur professionnelle ». L'AFB se demande si, avec la nouvelle législation sur les licenciements, un tel article a encore sa justification. De plus, les responsables bancaires font remarquer que l'embauche s'effectue désormais à des niveaux plus élevés (bac + 2 ou + 3) pour des postes qui traitent des nouveaux produits et des nouvelles technologies.

A la CFDT, première organisation au regard des élections professionnelles, on assure ne pas être « fermé » à une éventuelle révision de l'article 49. Mais encore faut-il, avant toute modification, satisfaire au préalable de la conclusion d'un accord-cadre sur l'emploi et la formation du type de celui qui a été conclu au Crédit mutuel. « Inductivement, reconnaît un syndicaliste de la CFDT, un tel accord amènerait quelques révisions de la convention collective ».

Le rapport du CNC souligne que « la mise en jeu de procédures de licenciement collectif devrait rester exceptionnelle ». S'il admet que les critères de l'article 49 peuvent être précisés, il va plutôt dans le sens des syndicats en assurant qu'une négociation éventuelle « devrait être envisagée dans le cadre de la négociation d'un accord global portant sur l'emploi, la formation et la reconversion ». Cet effort de reconversion doit d'abord être mis en œuvre par les départs volontaires et par une priorité à « la reconversion interne de tous les salariés qui le souhaitent et qui se donnent les moyens d'y parvenir ». De nouveaux investissements doivent être consacrés à la formation, déjà bien développée (autour de 6 % de la masse salariale en 1989).

Une autre classification

L'autre débat concerne la prime d'ancienneté qui pour les banques relevait de l'AFB (représentant 0,7 % de la progression de la masse salariale (1 % de la valeur du coefficient de base par année d'ancienneté plafonnée à 35 %). Le rapport, prudent, se contente de noter que les pratiques des autres pays sont sur ce point comparables. L'AFB se défend de vouloir réaliser une quelconque économie en récupérant la part de la masse salariale consacrée à l'ancienneté. Mais elle veut la modifier profondément — sans la supprimer totalement — en affectant une partie aux dépenses de formation et au financement des retraites. FO refuse toute remise en cause de l'ancienneté tandis que la CFDT récusé les propositions de l'AFB tout en se montrant plutôt ouverte à une adaptation favorisant les qualifications.

Le dernier point a trait aux classifications. L'AFB souhaiterait passer de la quinzaine d'échelons actuels à dix niveaux de base (deux pour les employés, deux pour les gradés et deux pour les cadres). Les syndicats, surtout FO et la CGT qui est hostile à toutes les propositions de modifications, sont plus que méfiants. Le rapport du CNC note que les classifications ne sont « plus adaptées à la réalité » et qu'il est donc souhaitable de les « réviser », ce qui conforte l'AFB. Il suggère d'approfondir la réflexion entre les partenaires sociaux sur les métiers et les compétences et de définir des « familles d'emplois facilitant la polyvalence et la mobilité interne ». Il faudrait parvenir à des catégories « moins nombreuses ».

Au-delà du débat sur la convention collective, le rapport du CNC préconise pour la formation « un pilotage central, en même temps qu'un accompagnement individualisé permettant à chaque salarié de construire son propre projet ». Pour les retraites, il suggère une mutualisation sur l'ensemble de la profession. Il touche aussi au décret tabou de mars 1937 sur le temps de travail

et d'ouverture des guichets en proposant un nouveau décret ouvrant la possibilité d'aménager le temps de travail « dès lors que cette possibilité aurait fait l'objet d'une négociation ». Plus globalement, il juge nécessaires des accords de branche sur la modernisation, permettant « d'organiser le dialogue social autour d'un petit nombre de principes essentiels ». Sans-t-il écarté par les intéressés ? Ceux-ci devraient se retrouver début septembre. La menace d'une dénonciation immédiate s'éloigne, trouveront-ils un terrain d'entente autour d'une révision de la convention collective qui commencerait par aborder les problèmes de l'emploi ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La mission était composée de M. Lévigne, inspecteur général du travail, M. Le Floch Frézet, PDG d'EdF-Aquitaine, M. Mouney, membre du CNC (CFDT), M. Yoncourt, président de la Société nationale Vain-Berrier.

(2) Les banques mutualistes ou coopératives, les caisses d'épargne, les caisses de Crédit municipal, les sociétés financières et les institutions financières spécialisées ne font pas partie de l'AFB. En 1987, les banques AFB regroupaient 252 634 salariés et le système bancaire dans son ensemble 443 011 salariés.

BILLET

Les grillons, les « puces » et l'humanisme

Sophie-Anipolis a vingt ans. Depuis 1988, le premier technopôle a fait des petits, puis on en compte vingt-cinq en France, mais il reste le plus important avec cinq cents entreprises, une centaine de professions libérales et de commerces, dix mille emplois et un chiffre d'affaires réalisé sur le parc de 8,3 milliards de francs.

« Le quartier Latin des champs » : tel était le titre de l'article dans le Monde (20 août 1989) de Pierre Laffitte alors patron de l'école des Mines, aujourd'hui sénateur des Alpes-Maritimes, qui fut au point de départ de cette initiative. Avec deux idées d'avance : assurer une « fertilisation croisée » entre les laboratoires de recherche et les entreprises de pointe et décentraliser. A l'époque, le Midi ne pensait qu'au tourisme et il ne fut pas facile de convaincre les élus et les fonctionnaires. C'est aujourd'hui chose faite : les ingénieurs de biotechnologies, de télécommunications, d'électronique aimant le soleil et les « puces » flirtent volontiers avec les grillons de la garrigue.

En 1989, le succès est largement au rendez-vous. Trop même peut-être, puisque la vive croissance provoque des enquêtes de terrain et sur la route d'école, des difficultés à trouver localement des sous-traitants de qualité et les appétits renouvelés des hommes politiques, en particulier

celui redouté de Jacques Médecin, le maire de Nice.

Un modèle ? « Non, un état d'esprit », corrige Pierre Laffitte, « pas un mode de vie » fait de l'ouverture de entreprises et de leurs salariés au monde extérieur, au progrès, au dialogue. D'où des transferts technologiques, des animations, des clubs, y compris culturels et sportifs, et des rencontres de tout type. Il paraît que les techniciens font en moyenne plus d'amis que les autres...

La logique voudrait que Pierre Laffitte invite pour l'anniversaire à réfléchir sur l'avenir des technopôles. Les hôtes de marque — pas moins de quatre Prix Nobel, un ministre, des artistes, des philosophes, des professeurs, une kyrielle de PDG — durant plancher sur le thème ambitieux, mais qui fait pas facile de convaincre les élus et les fonctionnaires. C'est aujourd'hui chose faite : les ingénieurs de biotechnologies, de télécommunications, d'électronique aimant le soleil et les « puces » flirtent volontiers avec les grillons de la garrigue.

En 1989, le succès est largement au rendez-vous. Trop même peut-être, puisque la vive croissance provoque des enquêtes de terrain et sur la route d'école, des difficultés à trouver localement des sous-traitants de qualité et les appétits renouvelés des hommes politiques, en particulier

E.L.B.

ÉTRANGER

British Aerospace souhaite une redistribution de la construction des Airbus

« Le système d'assemblage des Airbus est stupide », a déclaré à Londres Sir Raymond Lygo, directeur général de British Aerospace et membre du conseil de surveillance d'Airbus, à un groupe de journalistes français. M. Lygo pense que la solution d'avenir serait de transformer le groupement d'intérêt économique Airbus Industrie en société anonyme ayant mission de faire des bénéfices.

La RFA et la France se sont convaincus, à la fin des années 60, qu'il n'était plus possible à un seul avionneur ou à un seul pays de financer et de vendre de grands avions de ligne. D'abord cela coûtait trop cher et ensuite tous les pays ont tendance à acheter des appareils dans lesquels leurs industriels sont parvenus à placer des pièces ou des appareils. Elles ont donc décidé de s'associer pour lancer les Airbus A-300 et sont parvenues à convaincre les Britanniques et les Espagnols de se joindre à elles.

La mécanique est simple. Le capital d'Airbus Industrie, société de commercialisation, est réparti entre MBB (RFA) pour 37,9 %, Aérospatiale (France) pour 37,9 %, British Aero-

space (Royaume-Uni) pour 20 % et Cess (Espagne) pour 4,2 %. Ces quatre avionneurs se partagent le travail (et les bénéfices éventuels) au prorata de leur participation.

Sir Raymond Lygo trouve stupide que les ailes fabriquées par sa société fassent plusieurs fois la navette entre Hambourg et Toulouse afin d'être équipées et montées. Il est vrai que tout serait plus simple et meilleur marché si chaque avion était fabriqué en entier et assemblé au même endroit. Cette situation idéale n'existe mille part.

En fait, Sir Raymond semble souhaiter remettre en cause le partage du gâteau Airbus tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Il est un fervent admirateur du libéralisme thatcherien. Il s'engageait des 236 millions de livres (2,5 milliards de francs) de bénéfices réalisés en 1988 par British Aerospace pour un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de livres (60 milliards de francs). Il ne doute pas que, si Airbus était une société anonyme, la répartition du travail se ferait selon les seuls critères des coûts et des compétences. British Aerospace obtiendrait assurément des parts supplémentaires.

L'ennui est que le système Airbus ne peut être remanié aisément. Certes,

MBB a des coûts de fabrication plus élevés que ceux de British Aerospace, mais il y a gros à parier que l'affectation — hypothétique — aux Britanniques de morceaux du fuselage construits par les Allemands provoquerait l'explosion d'un consortium qui ne peut, de toute façon, se transformer juridiquement qu'à l'insu des autres.

A l'évidence, une société anonyme formerait une entreprise plus homogène et plus performante que le groupement d'intérêt économique actuel, mais il faudrait pour la créer que les quatre partenaires et les quatre gouvernements concernés acceptent une mise en commun de leur secteur avions civils et des fermes d'usines afin d'en rationaliser la production.

Autrement dit, la vertueuse société anonyme chère aux thatcheriens verra le jour lorsque la flamme européenne et unitaire permettra une fusion des structures et des outils de l'industrie aéronautique européenne. Malheureusement, le premier ministre de Sa Majesté ne semble pas vraiment tenté par une collaboration trop poussée avec le Continent. La société anonyme Airbus attendra encore un peu.

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Havas Media Regions, filiale à 100 % d'Havas SA et Mai pic, groupe britannique diversifié coté à la Bourse de Londres, ont décidé de réunir dans Avenir, société cotée à Paris, l'ensemble de leurs activités médias, non seulement en France et Grande-Bretagne mais aussi sur un ensemble de pays couvrant l'Europe, les USA et l'Extrême-Orient.

Rappelons que ce rapprochement a été précédé, il y a un an, par la constitution d'Europosters société commune créée par Avenir et Mills et Allen Ltd, filiale de Mai pic, spécialisée dans l'affichage. A l'occasion de la création d'Europosters, société destinée à développer l'activité d'affichage sur les marchés européens, Avenir et Mills et Allen avaient procédé à un échange d'actions à hauteur de 21 % de leur capital respectif.

Le nouvel accord, conclu entre Havas Media Regions et Mai pic donne naissance au premier groupe européen d'affichage, de journaux gratuits, et de régies de presse. Le nouveau groupe emploiera sept mille collaborateurs permanents et représentera, dans sa nouvelle configuration, un CA de l'ordre de 6 milliards de francs et un résultat après impôt d'environ 250 MF pour 1989.

Cet accord prévoit que :

— Havas Media Regions apporte à Avenir les participations qu'elle détient dans Havas Regies (première société française de régies de Presse quotidienne régionale) et dans la COMAREG première société européenne de journaux gratuits), ainsi que son activité de presse hebdomadaire régionale.

Mai pic apporte à Avenir l'ensemble de sa branche médias United Communication qui comporte : Mills et Allen Ltd (première société d'affichage au Royaume-Uni), David Allen (première société d'affichage en Irlande), Skytimes (concession d'affichage d'aéroports britanniques), Pirelli and Dean UK and Asia (édition de gratuits et publicités dans les transports en Angleterre et en Extrême-Orient) et 50 % d'Europosters.

Avenir détient ainsi 100 % d'Europosters, qui regroupe :

- 100 % de Bonisarta, première société d'affichage en Belgique.
- 58 % d'Avenir Espagne, première société d'affichage en Espagne.
- 40 % d'Avenir Red, première société d'affichage du Portugal.

Europosters est actuellement en train d'acquiescer 75 % du capital de la première société d'affichage italienne, la GIG.

A l'issue des apports effectués par Havas Media Regions et MAI pic, le capital du nouvel ensemble, qui prendra le nom d'Avenir-HMR et qui sera présidé par Philippe Santini, devrait être composé de 3 031 888 actions contre 1 333 323 actuellement.

Avenir-HMR procédera ensuite à une augmentation de capital en numéraire qui permettra d'accroître ses capacités financières et d'augmenter le nombre de titres répartis dans le public. A l'issue de cette opération financière, Havas, qui aura toujours conservé la majorité pendant toute la durée des opérations, détendra environ 51 % du capital d'Avenir-HMR, Mai pic environ 36 %.

L'intention des deux principaux actionnaires de la société est de développer le marché du titre Avenir-HMR dans la perspective d'un transfert au marché à règlement mensuel dans les prochains mois.

Ces opérations n'entraîneront pas de dilution du résultat par action d'Avenir-HMR.

L'ensemble de ces opérations, qui a été approuvé par les conseils d'administration d'Havas Media Regions et d'Avenir, réunis sous la présidence de Philippe Santini, le 6 juillet 1989, reste soumis à l'approbation des actionnaires d'Avenir qui seront prochainement réunis en assemblée générale extraordinaire.

La banque Paribas conseille Avenir et Havas Media Regions, dans le montage et la réalisation de cette opération, Mai pic étant, de son côté, conseillé par Hambros Bank.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Crédit National

R E M E R C I E . . .

...de leur confiance, les actionnaires qui ont assuré le succès
de l'augmentation de capital réalisée récemment
et qui ont privilégié le paiement du dividende en actions.
Il remercie en particulier les souscripteurs qui ont permis
la réussite de la tranche d'actions à bons de souscription
d'actions qui a été offerte pour la première fois
sur le marché international.
Grâce à cette augmentation de ses fonds propres,
le CRÉDIT NATIONAL dispose des moyens de poursuivre
son développement au service des entreprises.



Marchés financiers

L'UAP détient 5 % de Paribas

M. Michel François-Poncet, président de la Compagnie financière de Paribas, souhaite voir émerger dans son tour de table « quatre ou cinq actionnaires importants qui pourraient franchir le seuil des 5 % ». L'UAP, compagnie nationale d'assurance, présente à son capital dès sa privatisation en mars 1987 (avec 3 %), est la première à lui donner satisfaction en annonçant le 10 juillet qu'elle a passé le cap des 5 %. Un seul important psychologique, puisqu'il oblige le détenteur à en faire la déclaration aux autorités boursières, mais également financier. Au cours actuel, Paribas vaut environ 30 milliards de francs en termes de capitalisation boursière et une participation de 5 % représente un véritable engagement de la part de son propriétaire.

Un engagement que M. Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP, assume pleinement en tant que premier investisseur français, convaincu que la défense du capital des principaux groupes nationaux ne peut se réaliser, dans le contexte français, qu'en faisant cohabiter capitaux publics et capitaux privés. Les nombreux chefs d'entreprise — M. François-Poncet n'est ni le premier ni le dernier — qui viennent frapper à sa porte, pour lui demander d'entrer dans leur actionariat ou de renforcer sa participation, partagent ses vues. Et le statut de nationalité ne fait plus, en 1989, figure de « chiffon rouge ». D'autant que la compagnie d'assurance à l'occasion de prouver son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics.

L'UAP ne devait pas être la seule à consolider sa position. Le groupe AXA-Midi dirigé par M. Claude Bébéar, dont la Compagnie finan-

cière est actionnaire à hauteur de 3 %, et qui détient elle-même environ 3 % de celle-ci, devrait lui emboîter le pas. Paribas renforce également ses liens avec d'autres partenaires : le groupe italien Ferruzzi est entré récemment au capital de la compagnie (à hauteur de 1,3 %) alors que celle-ci détient 5 % d'une de ses filiales, la groupe alimentaire Beghin-Say. De même, Paribas et la Banca commerciale italiana (Comit) vont-elles échanger des participations d'environ 2 % (la Comit a repris 0,6 % de Paribas au moment de la privatisation).

La consolidation du capital de Paribas, qui rejette l'idée d'avoir un actionnaire dominant, est une conséquence logique de sa privatisation. A l'époque, la Compagnie avait été dotée d'un « noyau dur » d'actionnaires trop nombreux avec des participations minimes (ils étaient dix-sept à se partager 18 % du capital), pour se sentir engagés financièrement et moralement dans la protection et la stratégie d'un groupe composant essentiellement du paysage industriel et financier français.

Mais la montée en puissance de certains actionnaires correspond désormais aussi à un autre impératif. Le Parlement venant d'adopter la suppression de l'autocritique qui entrera en vigueur dans un an, Paribas se devait de s'y préparer. La maison de la rue d'Antin est en effet, par tradition culturelle, une adepte de l'autocritique. Actuellement, 9 % de ses titres sont détenus par deux filiales : 7 % par la Compagnie bancaire qui les a acquis à bon prix après le krach d'octobre 1987, et 2 % par Cobepe, la filiale belge.

CLAIRE BLANDIN.

Après huit mois de bataille

Siemens ne renonce pas à Plessey

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

« L'intérêt que porte Siemens à Plessey n'a pas pour seul motif les activités télécommunications du britannique ». S'exprimant devant la presse réunie samedi 8 juillet à Istanbul pour la traditionnelle conférence d'état de son groupe, le Dr Kaske, président du directeur de Siemens AG, ne s'est autorisé, sur le dossier Plessey, qu'une petite révélation sous forme de devinette.

Une révélation qui fait figure de message codé adressé à Plessey, numéro deux de l'électronique outre-Manche, fournisseur attitré du ministère de la défense britannique en matière de radars et de systèmes de télécommunications militaires. Celui-ci confirmait, mercredi 5 juillet, son intention de revendre sa participation dans GPT (filiale télécommunication détenue à parts égales avec l'autre britannique General Electric Co). Dans l'esprit des dirigeants de Plessey, Siemens aurait pu s'en porter acquéreur et, en contrepartie, renoncer à l'OPA qu'il a lancée en novembre dernier, conjointement avec GEC, sur leur groupe.

Or non seulement l'état-major de Siemens trouve élevée l'évaluation à 750 millions de livres (soit 7,5 à 8 milliards de francs) de la part de Plessey dans GPT, mais encore le groupe n'entend pas se contenter d'une seule activité télécommunications en Grande-Bretagne, ainsi que le Dr Kaske l'a exprimé en termes sibyllins. Le groupe Siemens, sous réserve de ne pas être lâché par son partenaire GEC, entend donc poursuivre les négociations qu'il mène depuis deux mois avec le ministère britannique de la défense et qui vise à rendre recevable son OPA. Le ministère de la défense doit en effet formuler un certain nombre d'exigences quant au sort des activités militaires de Plessey. « La formulation de ces obligations sera décisive pour nous, elle nous incitera à représenter ou non une OPA », a averti le Dr Kaske.

Une tête de pont

Ces négociations sont-elles au point d'aboutir ? Visiblement pas, puisque pour les dirigeants de Siemens « tout plaide en faveur du non-rachat de Plessey par Siemens d'ici à la fin de l'exercice », c'est-à-dire le mois de septembre. Le géant allemand de la construction électrique et électronique (59,4 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires soit 200 milliards de

francs) semble placer de gros espoirs dans le marché des semi-conducteurs en Grande-Bretagne. « Les besoins sont supérieurs à ceux de la RFA. Il est important d'avoir un pied dans ce marché », a analysé le Dr Kaske. D'autant que Siemens, qui envisage de produire 40 millions de mémoires de 1 mégabit l'année prochaine dans son usine de Ratisbonne, dispose de 20 millions pour l'exercice en cours, et qui a annoncé le passage à la production en série de mémoires 4 mégabits, est à la recherche de débouchés.

C'est pourquoi on lui attribue des visées sur un constructeur informatique britannique et sur l'allemand Nibdorf, qui connaît actuellement des difficultés. Hypothèses que le président du directeur n'a pas cru bon devoir démentir.

Le Dr Kaske a abordé avec un peu plus de gêne les pourparlers en cours depuis le mois de décembre dernier entre Siemens et IBM en vue de la reprise par son groupe de Rolm et d'une coopération en matière de commercialisation des systèmes privés de communication sur le marché américain. Pour l'état-major de Siemens, la lenteur à conclure serait imputable à un juridisme excessif des Américains.

Prudentes
prévisions

Ambitieux dans leur projet de développement (le groupe Siemens devra imposer sur deux des trois régions Amérique-Europe-Pacifique au cours de la décennie 1990), les dirigeants du groupe font preuve de la plus grande prudence en matière de prévisions de résultat pour l'exercice en cours.

Malgré des commandes en progression de 18 % au cours des huit premiers mois de l'exercice, Siemens vise un chiffre d'affaires de 60 milliards de deutschemarks (environ 204 milliards de francs) pour l'exercice 1988-1989, à peine plus élevé que les 59,4 milliards de deutschemarks enregistrés l'an passé. Il est vrai que le groupe n'a facturé qu'une seule centrale nucléaire (deux l'avaient été l'an passé). Du fait des pertes essayées par ses filiales américaines (gonflées par l'appréciation du dollar) et des investissements dans le domaine des semi-conducteurs, Siemens espère pour 1988-1989 un résultat net supérieur à celui de l'exercice précédent (1,3 milliard de deutschemarks, environ 5 milliards de francs). Sans autre précision.

CAROLINE MONNOT.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

	30 juil.	7 juil.
Valeurs franç. à rev. variable	112,9	114,1
Valeurs ind. franç.	118,9	117,7
Valeurs étrang.	112,8	113,6
Marchés émerg.	141,5	140,9
Or	105,8	104,9
Métallurgie, mécanique	126	128
Industrie chimique	108,1	107,7
Industrie textile	128	128,3
Ind. de construct. et mat. aut.	107,3	108,5
Agro-alimentaire	112,2	114,3
Distribution	119,8	122,3
Transport, info, services	120,7	121,6
Assurances	123,8	127,4
Crédit banque	103,1	103,3
Services	101,7	102,8
Investissement et portefeuille	102,9	105,4

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franç. à rev. fixe

Emplois d'Etat

Emplois privés

Société

Base 100 en 1984

Valeurs franç. à rev. fixe

Valeurs étrangères

Base 100 en 1972

Valeurs franç. à rev. fixe

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

PARIS, 10 juillet

Stable

La deuxième semaine de juillet a commencé, à Paris, dans le plus grand calme. Sous les lambris du palais Brongniart, de plus en plus désertés par les boursiers, l'indicateur instantané accusait une très légère hausse (+ 0,09 %).

Rien, pour l'instant, ne paraît pouvoir tirer la Bourse de Paris de sa somnolence, ni la hausse de Wall Street à la veille du week-end ni la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, et même à Paris, où le foyer de l'argent au jour le jour confirme son fléchissement au-dessous de 8 %.

Tout au plus, ce fléchissement a-t-il un peu favorisé des valeurs de banque, comme CREDIT, Compagnie bancaire et Via Banque (+ 3 %). A ces hausses ajoutées de Dietrich (+ 5 %) et SOEXHO (+ 3 %). Mais avec, dans ce dernier cas, quarante titres traités, ce qui donne la mesure de l'animation.

Au chapitre des baisses, citons Metrologie Int. (- 4,5 %), Salomon (- 2,9 %), avec cent dix titres, Total France (- 2,5 %) et Galeries Lafayette (- 2 %).

Visiblement, opérateurs et gestionnaires semblent avoir pris de l'avance sur leur départ en vacances.

Sur le MATIF, en revanche, la baisse des taux d'intérêt a fait l'effet d'un stimulant, le cours de l'échéance septembre s'élevant de 0,35 point à 108,36.

Sur le marché de l'or, la nouvelle baisse du dollar déprimé le cours du lingot, à 78 300 F contre 79 350 F, le napoleon perdant un point à 451 F.

TOKYO, 9 juillet

Léger recul

Des signes indiquant que la baisse des taux d'intérêt américains, longtemps attendue, pourrait intervenir n'ont pas permis au marché d'acquiescer à la hausse initiale, et la clôture est intervenue sur une note mitigée à l'issue d'une séance marquée par des transactions peu fluides et lentes.

Les chiffres de chômage américain ont été favorables, mais leur impact sur la Bourse japonaise a été atténué par les considérations relatives à l'évolution du marché des changes, constaté Michael Cathell, de Bank of Tokyo.

L'indice Nikkei a perdu 27,95 points à 3 676,02. Les investisseurs restaient dans l'attente des données de scrutin législatif du 23 juillet prochain, qui constitueront un test crucial pour le Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, selon les sources du marché.

VALEURS	Cours du 7 juillet	Cours du 10 juillet
Nikkei	3 676,02	3 648,07
Dow Jones	1 850	1 830
FTSE 100	3 380	3 400
IBEX 35	3 340	3 320
Hang Seng	2 400	2 430
Nikkei 225	1 220	1 200
S&P 500	1 200	1 180
TOPIX	2 850	2 810

FAITS ET RESULTATS

« Forte baisse des revenus des firmes d'investissement », au premier semestre. — Le revenu des firmes d'investissement américaines tirées de l'émission d'actions et d'obligations ont fortement baissé au premier semestre 1989, et ce malgré une quasi-stabilité du volume d'affaires traités, selon une enquête publiée par Securities Data Co., qui mesure régulièrement les résultats de ces sociétés. Ces revenus pour l'ensemble des firmes d'investissement travaillant à Wall Street ont plongé de 32 % sur les six premiers mois de l'année, pour totaliser 1,38 milliard de dollars, contre 2,04 milliards de dollars au premier semestre 1988. Cette forte baisse est due à un recul de 45 % des émissions d'actions, beaucoup plus importantes que les émissions d'emprunts. Cependant, en revanche, fortement augmentées, pour un volume total (actions et obligations) en légère baisse, à 1,61 milliard de dollars, contre 1,47 milliard de dollars un an plus tôt. Ces résultats vont peser encore sur des firmes qui faisaient seulement de digérer le krach d'octobre 1987. Dans les mois qui ont suivi le krach, nombre de firmes d'investissement avaient licencié une partie de leurs employés.

Merrill Lynch vient en tête des grandes firmes pour le volume traité, avec 21,2 milliards de dollars. Mais 91 % de ce volume proviennent d'obligations, et les revenus de la firme ont donc baissé de 33 %, à 194,4 millions de dollars. Elle est suivie par Goldman, Sachs and Co. avec 16,9 milliards de dollars, et First Boston Corp. avec 16,3 milliards de dollars. Donald Burnham Lambert, chargé par Kohlberg Kravis Roberts de financer son achat de RJR Nabisco, l'OPA la plus importante jamais

effectuée, prend la première place pour les revenus, avec 256,4 millions de dollars, dont 149,6 millions provenant de la transaction sur RJR. Cette transaction, financée par des obligations à haut risque (« junk bonds »), a placé également en tête pour les transactions sur ces obligations, avec 6,8 milliards de dollars, dont 4 milliards pour RJR. L'ensemble des firmes d'investissement ont fait au premier semestre pour 14,8 milliards de dollars de « junk bonds ». Le nombre et la valeur des grandes fusions de sociétés ont également fortement reculé au premier semestre par rapport à la même période de 1988. En six mois, 695 acquisitions de firmes américaines (pour plus de 10 milliards de dollars) ont été enregistrées, contre 784 un an plus tôt, pour une valeur totale en baisse de plus de 20 %, à 164,9 milliards de dollars (contre 209,5).

De Dietrich : baisse des résultats. — De Dietrich a enregistré pour 1988 une baisse de 37,6 % de son bénéfice net consolidé à 68 millions de francs en raison des mauvais résultats des divisions « équipements ferroviaires » et « thermiques ». Le chiffre d'affaires est resté pratiquement stable, à 2,71 milliards de francs en 1987 (contre 2,74 milliards de francs l'an dernier). La division ferroviaire a souffert du retard dans la mise en production des remorques des rames du TGV Atlantique et d'une baisse des commandes à l'exportation. En outre, la division équipements thermiques de Dietrich a subi les conséquences de deux hivers doux, et ses ventes sont passées de 785 millions de francs en 1987 à 741 millions l'an dernier, baisse qui a été amplifiée au niveau du résultat en raison des rabais que le groupe a dû consentir.

PARIS:

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Europe	415	d	La 1 ^{re} livre du mois	283	
Amis de l'Europe	256		La 2 ^e livre du mois	258	
B.C.	343		La 3 ^e livre du mois	244	
B.C. (Amis de l'Europe)	210		La 4 ^e livre du mois	238	
B.C. (Amis de l'Europe)	412		La 5 ^e livre du mois	230	
B.C. (Amis de l'Europe)	980		La 6 ^e livre du mois	202	
B.C. (Amis de l'Europe)	258		La 7 ^e livre du mois	1118	
B.C. (Amis de l'Europe)	258		La 8 ^e livre du mois	180	
B.C. (Amis de l'Europe)	682		La 9 ^e livre du mois	482	
B.C. (Amis de l'Europe)	780		La 10 ^e livre du mois	677	
B.C. (Amis de l'Europe)	585		La 11 ^e livre du mois	511	
B.C. (Amis de l'Europe)	140		La 12 ^e livre du mois	84	
B.C. (Amis de l'Europe)	170		La 13 ^e livre du mois	658	
B.C. (Amis de l'Europe)	620		La 14 ^e livre du mois	718	
B.C. (Amis de l'Europe)	620		La 15 ^e livre du mois	680	
B.C. (Amis de l'Europe)	280 10		La 16 ^e livre du mois	229	
B.C. (Amis de l'Europe)	413 80		La 17 ^e livre du mois	230	
B.C. (Amis de l'Europe)	610		La 18 ^e livre du mois	325	
B.C. (Amis de l'Europe)	604		La 19 ^e livre du mois	366	
B.C. (Amis de l'Europe)	200		La 20 ^e livre du mois	115	
B.C. (Amis de l'Europe)	340		La 21 ^e livre du mois	578	
B.C. (Amis de l'Europe)	881		La 22 ^e livre du mois	580	
B.C. (Amis de l'Europe)	480		La 23 ^e livre du mois	380	
B.C. (Amis de l'Europe)	180		La 24 ^e livre du mois	675	
B.C. (Amis de l'Europe)	1400		La 25 ^e livre du mois	273 10	
B.C. (Amis de l'Europe)	1201		La 26 ^e livre du mois	230	
B.C. (Amis de l'Europe)	147		La 27 ^e livre du mois	430	
B.C. (Amis de l'Europe)	201 70		La 28 ^e livre du mois	480	
B.C. (Amis de l'Europe)	18		La 29 ^e livre du mois	480	
B.C. (Amis de l'Europe)	225		La 30 ^e livre du mois	480	
B.C. (Amis de l'Europe)	420		La 31 ^e livre du mois	211	
B.C. (Amis de l'Europe)	254				
B.C. (Amis de l'Europe)	787				
B.C. (Amis de l'Europe)	288 20				
B.C. (Amis de l'Europe)	381				
B.C. (Amis de l'Europe)	144				
B.C. (Amis de l'Europe)	300				
B.C. (Amis de l'Europe)	820				
B.C. (Amis de l'Europe)	288				

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 7 juillet 1989

Nombre de contrats : 8 222

VALEURS	PRIX cote	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	690	-	-	-	12
CEG	480	-	-	4	7
EN-Agrolis	520	27	45	14	24
Environnement SA-PLC ..	120	6,50	11,50	-	-
Lafarge-Capelle	1 700	43	-	-	-
Michelin	120	11,50	18	8,50	11
MM	1 480	53	-	-	-
Paribas	480	36	50	4,50	9
Parepac	1 700	96	-	52	66
Saint-Gobain	600	55	-	9	13
Société générale	480	32	-	-	-
Thomson-CSF	280	17,50	-	5	-

Marchés financiers

BOURSE DU 10 JUILLET

VALEURS					Réglement mensuel										VALEURS								
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -				
3806	C.M.E. 3% +	3730	3700	3700	+ 2.14	1670	Unifac-Capitol	1612	1620	1617	+ 0.31	1360	St-Levy +	1300	1312	1301	+ 0.08	86	De Bary Mines	86 10	86 10	86 10	- 1.43
1119	B.M.P. T.P.	1100	1100	1110	+ 0.91	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	C.C.P. T.P.	1120	1120	1110	- 0.09	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1620	1630	1617	+ 0.24	2510	Solomon	2800	2876	2836	- 0.05	106	Duchêne Bank	2108	2127	2128	+ 0.06
1137	Union-Pan. T.P.	1138	1138	1133	- 0.06	1670	Lafayette	1															

Comptant (selection)[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS princ.	COURS 10/7	Cours	Cours
	Cours princ.	10/7	Achat	Vente					
Esq.-Uds (31)	6 404	6 313	6 150	6 800	Or fin balo en barre	78000	78000	78000	108
ECU	7 015	7 008			Or fin lingot	78000	78000	78000	108
Allemagne (100 DM)	339	338 180	329	348	Pièce française (20 fr)	452	451		
Belgique (100 F)	16 20	16 198	15 660	16 680	Pièce française (10 fr)	389			
France (100 F)	300 000	300 880	282	312	Pièce belge (20 fr)	486	480		
Grèce (100 L)	300 000	300 000	30 900	91 800	Pièce belge (10 fr)	466	462		
Irlande (100 L)	87 300	87 330			Pièce belge (5 fr)	576	572		
Italie (100 L)	32 300	31 950	98	97	Souverain	2826	2796		
Monnaie (100 L)	10 382	10 340	10	10	Pièce de 20 dollars	1910	1497 50		
Grèce (100 L)	3 926	3 923	3 760	4 000	Pièce de 10 dollars	850			
Italie (100 L)	4 685	4 685	4 400	4 800	Pièce de 5 dollars	1610			
Grèce (100 L)	363 180	361 180	381	403	Pièce de 20 francs	2260	2260		
Grèce (100 L)	86 270	86 770	86 800	103 800	Pièce de 10 francs	475	473		
Autriche (100 sch)	48 175	48 170	48 700	49 700	Or London				
Espagne (100 pes)	5 386	5 405	5 150	5 700	Or Zurich				
Portugal (100 esc)	4 049	4 041	3 800	4 000	Or Hongkong				
Grèce (100 L)	5 375	5 397	5 150	5 550	Argent London				
Japan (100 yen)	4 588	4 548	4 400	4 620					

e : coupon détaché - e : offre

Marché libre de l'or

Châtaignier	1204 00	1035 30	Chêne Régional	1138 80	1199 23	Verrier	47161 04	47161 97
Chêne	1240 00	1200 28	Chêne - tronc simple	150 00	148 68	Verrier	22867 08	22866 19
Chêne-Laine	654 82	642 45	Chêne	9086 91	9076 05			
Chêne-Palmier								
Crochier	1194 26	1172 63	Crochier/Laine	16571 24	16571 24			
Crochier Laine	1106 16	1053 91	Crochier	1222 08	1186 66			
Crochier	1185 21	1156 91	Chêne	5704 11	5492 94			
Écorce	8452 04	8159 47	Pastille Caramélée	826 82	801 27			
Écorce (par 10)	10226 33	10036 33	Pastille Éponge	10040 30	10017 27			
Écorce	2659 57	260 12	Pastille Châtaignier					
Écorce Arrière 4/4 Net.	810 06	1 06	Pastille Opéra	126 76	125 80			
Écorce-Gl.	803 08	806 69	Pastille Pastille	580 00	527 04			
Écorce Glacée	264 89	264 00	Pastille Roseau	82 78	81 86			
Écorce-Laine Glacée	107 65	104 41	Pastilleau Pastille	174 48	171 04			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Soudan : dix jours après le coup d'Etat. 4 Argentine : la prise de fonctions du président Menem. 6 La préparation du sommet des sept pays les plus industrialisés. 7 Israël : enquêter les représailles anti-arabes.	8 Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat : - La vague à l'âme des parlementaires. - Au palais du Luxembourg, l'enlèvement. 9 Les chasseurs et les pêcheurs lancent un mouvement national.	10 La moitié des universitaires devraient bénéficier de primes à partir de la rentrée. 11 à 13 BICENTENAIRE : la manifestation et le concert de la Bastille. 14 Les premiers jeux de la francophonie. 19-20 Sports.	16 The Fairy Queen, de Purcell, à Aix-en-Provence. - Ouverture des Chorégies d'Orange. 17 Nouvelle extension du Centre Pompidou. - Design : Tom Dixon chez Yves Gastou. 18 COMMUNICATION.	38 La décision du Conseil constitutionnel sur les « dix de Renault ». 39 British Aerospace soumet une redistribution de la construction des Airbus. 40-41 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 25 à 37 Carnet 14 Météorologie : en grève. Radio-Télévision 15 Spectacles 18 Nouveau service d'information de la presse internationale.	Les corrigés du bac 3615 tapez LMBAC Les grandes écoles 3615 tapez LEMONDE

La préparation du budget pour 1990

La progression des dépenses publiques pourrait atteindre 5,5 %

Les dépenses de l'Etat dépasseront 1 200 milliards de francs l'an prochain, gonflées par de fortes charges salariales et une progression importante de la dette publique.

La préparation du projet de budget pour 1990 touche à sa fin pour ce qui concerne les dépenses, les décisions concernant les recettes ne devant être arrêtées comme chaque année qu'au début de septembre. En l'état actuel des choses et avant les derniers arbitrages que doit rendre Miquigues, le projet de budget pour 1990 prévoit un peu moins de 1 200 milliards de francs de dépenses publiques, soit une progression de 5,5 % par rapport au budget initial de 1989, tel qu'il avait été voté à l'automne dernier.

Cette progression des dépenses publiques est sensiblement plus forte qu'il n'avait été envisagé au printemps, époque où un chiffre de 4,9 % était visé, qui écoulerait très exactement la progression de la richesse nationale en valeur alors retenue pour 1990 (+ 2,7 % de croissance en volume et + 2,2 % de hausse de prix). Pourquoi

cette accélération des dépenses ? Pour deux raisons essentielles. La première est la forte progression des dépenses de fonctionnement qui recouvrent les traitements et salaires : + 8 %. Ce taux élevé provient de l'important accord salarial fonction publique signé en novembre dernier pour les années 1988-1989 (+ 9 % environ) et qui aura pour effet de « relever » la base de calcul pour les augmentations de 1990. Le second motif de forte progression des dépenses de l'Etat l'année prochaine est le poids de la dette publique, qui progressera de 17 %, passant de 110 milliards de francs cette année à presque 130 milliards de francs. Ce dérapage impressionnant s'explique évidemment par des taux d'intérêt court terme qui cette année auront été nettement plus élevés que prévu (deux points environ), ce qui passera sur 1990.

La plupart des priorités affichées par le gouvernement pour l'année prochaine (éducation nationale, recherche, justice, logement social...) se traduiront par de fortes augmentations des crédits de fonctionnement. Mais ces priorités entraîneront aussi dans

certaines des augmentations importantes des crédits d'équipement : pour les prisons, par exemple. Après la construction de treize mille places nouvelles (un lieu de quinze mille initialement prévu), le ministère de la justice va maintenant passer à un programme de rénovation des établissements existants entraînant des dépenses annuelles de 500 millions. Au total, pourtant, la progression des dépenses de l'Etat (+ 5,5 %) ne dépassera pas la croissance de l'activité nationale. On prévoit déjà, en effet, que l'activité économique sera sensiblement plus forte qu'envisagée : + 2,9 % en 1990 au lieu de + 2,7 % envisagés au printemps. Cela après un résultat 1989 qui dépassera très probablement sensiblement les + 3,1 % prévus. Quant aux prix, les prévisions de hausse officielles vont elles aussi être sensiblement relevées pour 1990, passant de 2,2 % à 2,5 % ou même 2,6 %. Soit un total un peu inférieur à celui qui augmenterait l'année prochaine de 5,5 % en valeur (2,9 % en volume et 2,5 % en prix). Comme les dépenses publiques...

ALAIN VERNIER.

Un accord industriel et social met fin au long conflit des chantiers navals de La Ciotat

Un accord social et industriel concernant l'avenir du site de construction navale de La Ciotat a été signé le 10 juillet à Marseille entre les pouvoirs publics, les collectivités

locales concernées et les syndicats. Il met fin à un long conflit social avec occupation du chantier qui durait depuis deux cent soixante-seize jours.

conditions salariales, avantages, de la convention collective des Bouches-du-Rhône - pour les cent cinquante employés de la Ciotat, et où la municipalité, jusqu'en mars 1989, était tenue par le Parti communiste. Rayer la construction navale de La Ciotat, c'est éliminer de la part de quelque gouvernement que ce soit, un acte sacrilège. Comme si le vin disparaissait de l'économie et de l'histoire de Saint-Émile. La face maritime est sauve puisque les navires de plaisance remplacent les pétroliers, les porte-conteneurs, qui firent la réputation du chantier.

L'accord de raison signé le 8 juillet tient beaucoup à l'acharnement et au « talent professionnel », dans ce genre de situation, de Jacques Chérèque qui, en l'occurrence, démontre qu'il peut être un efficace ministre à la fois des reconversions industrielles et de l'aménagement du territoire, puisque comme il l'avait déjà expliqué le 2 juin, lors de la signature d'un premier protocole, l'Etat va lancer à La Ciotat, minée par un chômage endémique, un vaste programme de redynamisme économique. Et au moment où la CGT ne craint pas sur d'autres théâtres de défer le pouvoir, l'accord de La Ciotat constitue un succès personnel pour l'ancien syndicaliste devenu préfet et ministre.

Pour l'heure, le grand navire porte-conteneur *Monteirey* construit pour un armateur mexicain, mais gardé en otage depuis plusieurs mois par le quateron des derniers métallos, va pouvoir prendre la mer. Sans fiolions et sans fêtes car dix yachts ne valent pas un cargo.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Colère des éleveurs

Marche anti-lynx dans l'Ain

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi 9 juillet à Bourg-en-Bresse (Ain), à l'initiative du Syndicat départemental des éleveurs ovins, pour protester contre les prédateurs croissants commis par les lynx au détriment des troupeaux dans la partie est du département.

Les manifestants se sont engagés dans les vieilles rues de la cité derrière un cortège hippomobile qui charriait plusieurs dépouilles de moutons victimes du lynx. Un épouvantail de toile et de paille, à l'effigie de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, recouvert d'une feuille de chou en guise de baret, avait été accroché à l'arrière du

véhicule. Plusieurs éleveurs suivent la voiture en portant des cadavres d'animaux installés sur des lits de fleurs dans des brancards de fortune.

Arrivés devant la préfecture, les dépouilles de moutons sur les grilles et brûlé le mannequin-soie du secrétaire d'Etat, pendant qu'une délégation était reçue par le préfet.

Venu de la Suisse voisine, le lynx a trouvé dans l'Ain, principalement le sud du Bugay et le Revermont, le gîte et le couvert, avec un secteur forestier bien adapté à son comportement et riche en proies. Jusqu'en 1986, il est plutôt discret. En 1988, 129 moutons ont été officiellement répertoriés comme ayant été tués par le félin. La situation s'aggrave en 1989 : 127 bêtes ont déjà été égorgées, les éleveurs estiment même à plus de 200 le nombre des victimes. Non seulement le lynx décime les éle-

veurs, mais ses attaques répétées provoquent le stress des troupeaux et une baisse notable de la fécondité.

Si, après une partie de bras de fer avec le World Wildlife Fund, les éleveurs ont pu obtenir des indemnités correctes pour les bêtes dévorées, la différence subsiste au sujet de la réparation du préjudice indirect subi par les troupeaux. Le préfet de l'Ain a obtenu, exceptionnellement, de pouvoir « réguler » la prolifération des lynx (de 20 à 50 bêtes dans l'Ain, selon les estimations) ; mais les équipes de gardes fédéraux, bien sûr renforcées par les lauréats de l'ovariation et les éleveurs, victimes du carnassier, font chou blanc, car le lynx est malin.

Le conseil général de l'Ain a voté, à l'unanimité, un vœu pour demander que soit apportée « une solution définitive au problème ». Son président, le député (RPR) Jacques Boyon, a même parlé de « solution finale... » (Inédit.)

ISRAËL

M. Pérès se prononce pour le départ des travaillistes du gouvernement

Jérusalem (AP). - Le chef du Parti travailliste israélien, M. Shimon Pérès, a plaidé, jeudi 10 juillet, devant la direction de son parti pour le départ des travaillistes de la coalition gouvernementale. M. Pérès, dont le discours devant les cent vingt membres du bureau politique du parti était retransmis à la radio, a précisé qu'il allait demander la convocation « dès que possible » du comité central, afin d'entamer sa proposition.

« Le Parti travailliste est arrivé à la conclusion, à la lumière des derniers événements (...) qui ont sérieusement compromis l'initiative de paix du gouvernement, qu'il serait opportun d'en tirer les conséquences et de dissoudre le gouvernement actuel d'une manière hono-

table et responsable », a déclaré M. Pérès en donnant lecture d'une lettre qu'il s'est proposé d'envoyer au premier ministre.

La décision de M. Pérès, ministre des finances dans le gouvernement de coalition, fait suite à la réunion, la semaine dernière, du comité central du Likoud, au cours de laquelle M. Shamir s'est rallié aux positions des « durs » de son parti, assortissant notamment son plan d'élections dans les territoires occupés de conditions inacceptables pour les Palestiniens (pas d'élections tant que l'intifada n'aura pas pris fin, pas de droit de vote pour les Palestiniens de Jérusalem-Est, pas de négociations avec l'O.L.P., « jamais » d'Etat palestinien, poursuite de la colonisation dans les territoires occupés).

CUBA

Le Conseil d'Etat confirme la condamnation à mort du général Ochoa

Le Conseil d'Etat cubain a confirmé la condamnation à mort de l'ex-général de division Arnaldo Ochoa et de trois autres anciens officiers jugés pour trafic de drogue et « haute trahison », a-t-on appris jeudi 10 juillet de source officielle. La décision a été prise à l'unanimité des 29 membres du Conseil, présidé par Fidel Castro.

Le numéro du « Monde » daté 9-10 juillet 1989 a été tiré à 506 014 exemplaires.

PREPAS SCIENCES-PO
Depuis 1967, la première préparation de Paris. Prépas annuelles d'été ou par correspondance.

CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

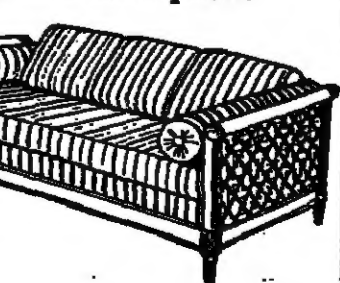
Rémy
Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-58.

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyages sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 510 F
Renseignements : RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. : 47-23-52-01

Etonnante collection de lits de repos...



Jusqu'où peut-on reculer les limites de la mémoire ?

Curieuse expérience dans un rapide

Je montai dans le premier compartiment qui me parut vide, sans me douter qu'un compagnon invisible s'y trouvait déjà, dont la conversation passionnante devait me tenir éveillé jusqu'au matin.

Le train s'ébranla lentement. Je regardai les lumières de Stockholm s'étendre peu à peu, puis je me roula dans mes couvertures en attendant le sommeil ; j'aperçus alors en face de moi, sur la banquette, un livre laissé par un voyageur. Je le pris machinalement et j'en parcourus les premières lignes : cinq minutes plus tard, je le lisais avec avidité comme le récit d'un ami qui me révélait un trésor.

J'y apprenais, en effet, que tout le monde possède de la mémoire, une mémoire suffisante pour réaliser des prouesses fantastiques, mais que rares sont les personnes qui savent se servir de cette merveilleuse faculté. Il y était même expliqué à titre d'exemple, comment l'homme le moins doué peut retenir facilement, après une seule lecture attentive et pour toujours, des notions aussi compliquées que la liste des cent principales villes du monde avec le chiffre de leur population.

Il me parut invraisemblable d'arriver à caser dans ma pauvre tête de 40 ans ces énumérations interminables de chiffres, de dates, de villes et de souverains, qui avaient fait mon désespoir lorsque j'allais à l'école et que ma mémoire était toute fraîche, et je résolus de vérifier si ce que ce livre disait était bien exact. Je tirai un indicateur de ma valise et je me mis à lire posément, de la manière prescrite, le nom des cent stations de chemin de fer qui séparent Stockholm de Trondheim.

Je constatai qu'il me suffisait d'une seule lecture pour pouvoir réciter cette liste dans l'ordre dans lequel je l'avais lue, puis en sens inverse, c'est-à-dire en commençant par la fin. Je pouvais même indiquer instantanément la position respective de n'importe quelle ville, par exemple énoncer quelle était la 27^e, la 84^e la 38^e, tant leurs noms s'étaient gravés profondément dans mon cerveau. Je demeurai stupéfait d'avoir acquis un pouvoir aussi extraordinaire et je passai le reste de la nuit à tenter de nouvelles expériences, toutes plus compliquées les unes que les autres, sans arriver à trouver la limite de mes forces. Bien entendu, je ne me bornai pas à ces exercices amusants et, dès le lendemain, j'utilisai d'une façon plus pratique ma connaissance des lois de l'esprit. Je pus ainsi retenir avec une incroyable facilité, mes lectures, les airs de musique que j'entendais, le nom et la physionomie des personnes qui venaient me voir, leur adresse, mes rendez-vous d'affaires, et même apprendre en quatre mois la langue anglaise.

Si j'ai obtenu dans la vie de la fortune et du bonheur en quantité suffisante, c'est à ce livre que je le dois, car il m'a révélé comment fonctionne mon cerveau. Sans doute désirez-vous acquiescer, vous aussi, cette puissance mentale qui est notre meilleur atout pour réussir dans l'existence : priez alors l'éditeur de vous envoyer le petit ouvrage écrit par W.R. Borg « Les Lois Eternelles du Succès », en introduction à sa Méthode. Il est adressé à quiconque veut améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg chez Aubanel, dpt 138 - 3, place St-Pierre - 84057 Avignon Cedex.

E. Dorier

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules et en donnant votre adresse permanente et à retourner à Méthode W.R. Borg chez Aubanel, dpt 138 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Age Profession
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques - créé en 1976.

• Taux confirmés de réussite aux concours
• Corps professoral réputé
• Suivi personnalisé et groupes homogènes
• Admission sur dossier pour bacheliers II, C, D.

Classes « pilote » HEC

Conditions d'admission
• Bac C ou plus mention et/ou admissibles aux concours
• Bac D ou plus mention et/ou admissibles aux concours
• Dépot des dossiers à partir de janvier

PCS
44, rue de la Fédération 75006 Paris
M. (0) 45 66 59 98
enseignement supérieur privé

A . C D E F G H

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies tentes, des métroges époustouflés pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins, des jupes de lit...

Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS